

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ILE DE CORSE

(Étude Générale sur l'État Économique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 18 Mars 1908, à 2 h. 1/2

PAR

Etienne de MONTI-ROSSI

Président : M. PERREAU, professeur
Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
TRUCHY, professeur

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555820_0007

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

L'ILE DE CORSE

(Étude Générale sur l'État Économique)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

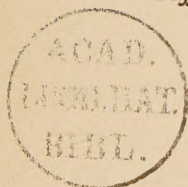
Présentée et soutenue le Mercredi 18 Mars 1908, à 2 h. 1/2

PAR

Etienne de MONTI-ROSSI

Président : M. PERREAU, professeur

Suffragants { *MM. SOUCHON, professeur*
TRUCHY, professeur



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—
1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ILE DE CORSE

ETUDE GÉNÉRALE SUR L'ÉTAT ÉCONOMIQUE

PRÉFACE

« Je viens aujourd'hui, disais-je, à un économiste distingué, vous demander sur l'état économique de la Corse, des renseignements que je devine précieux. Vous vous occupez depuis longtemps d'économie politique : et dans vos notes, pour vos exemples, mon pays certes ne doit point avoir été oublié ». « Sur la Corse ? » me répondit-il d'un air étonné. Non, je n'ai rien, et vous trouverez assurément peu d'explications. Puis il cherchait dans sa mémoire, et il repassait ses souvenirs. « Non vraiment, je ne connais rien de particulier sur cette île. Au fait, qu'y a-t-il de bien saillant ? Peu ou prou : de vastes forêts, une agriculture délaissée, beaucoup de troupeaux, des gens vindicatifs empêchant toute immigration. Il ajoutait enfin, satisfait : « Je crois que c'est là tout le bagage

économique de la Corse. » Et de me retirer déçu : je cherchai des renseignements précieux, si possible inédits, et l'on me dicta les relations les plus vulgaires et les plus erronées. Mais mon interlocuteur parlait juste : il ne connaissait point la Corse : il n'en savait que ce que savent d'elle toutes ou presque toutes les personnes du continent ; et, ce qui est pire, les quelques notions qu'elles peuvent parfois en avoir, souvent sont inexactes. « On a pu dire, affirme M. Fleury-Bergier, que de toutes les provinces de la France, la moins connue et pourtant une de celles qui mériteraient le mieux de l'être, c'est la Corse. Savoir que c'est une île de la Méditerranée, qu'on y parle l'italien, qu'elle a donné le jour à Napoléon et que chez elle règne la Vendetta, c'est là à peu près tout ce que l'on sait de plus précis sur elle. »

Je fus écœuré de cet oubli intense, de cette grande indifférence. Et malgré moi, les encourageantes paroles de Blanqui me venaient à la mémoire : « Avant vingt ans d'ici — il écrivait en 1838, — ce beau pays aura changé de face. Que lui manque-t-il donc pour être connu ? Une annonce : mais cette annonce pour être consciencieuse et utile, doit comprendre un exposé complet des charges et des ressources, un véritable budget économique et moral. » Et unissant l'exemple à son précepte, Blanqui s'efforça d'établir ce budget. Mais nous sommes au commencement du xx^e siècle, et toujours la Corse est ignorée : elle n'a point changé de face. Ce livre si instructif n'aurait-il pas été lu ? Cet appel n'aurait-il

pas été entendu ? Oui sur le moment peut-être. Mais hélas ! on l'a oublié depuis...

A peine ces toutes dernières années, on revient sur les jugements téméraires qu'on avait prononcés contre son sol, contre son peuple. Quelques personnes osent s'y aventurer : on a fait quelques améliorations à ses moyens de communication ; des sommes vont y être dépensées en travaux d'assainissement et en encouragements divers. Il était temps, avouons-le, depuis le jour de l'annexion, de la soudure devrait-on dire, de la Corse à la France. Oh je sais bien qu'entre temps, quelques dépenses y avaient été faites, quelques secours distribués. Blanqui même en note quelques-uns. Des décrets, des dispositions législatives furent aussi édictés en sa faveur. Mais leurs conséquences heureuses à presque tous, quelles sont-elles ? Nulles non point, mais si peu importantes !

Heureusement pour elle, la Corse après plusieurs années d'une inertie forcée, commence à réagir. Prenant à la lettre le mot de M. Méline : « Si on veut qu'on l'aide, qu'elle s'aide d'abord elle-même », elle se dépense, elle s'agite. Ses fils, économiquement réconciliés, s'unissent, s'instruisent et travaillent dur. Des progrès sérieux se font. Déjà dans toute l'île on les connaît, on les sent : demain ils auront passé la mer, et la France ne les ignorera plus.

L'annonce en sera faite non plus par un seul homme, mais par tout un département : elle dira non plus des hypothèses, mais des faits. Aux espoirs, aux prévisions succèdent maintenant de véritables

travaux : on a des certitudes. Bien pénétrés des richesses nombreuses que contient la terre de Corse, ayant ouvert des yeux intelligents sur les innombrables beautés dont la nature l'a revêtue, les habitants ne désespèrent plus d'en tirer un large et noble profit.

Au début donc de cette régénération économique il convenait, m'a-t-il semblé, de compter ses forces et de s'examiner soi-même. Serons-nous assez puissants pour lutter contre tant d'obstacles réels qu'un sol jusqu'ici inexploité nous créera ? Serons-nous assez ingénieux pour demander à nos terrains tout ce qu'ils peuvent facilement et abondamment nous donner ? Quelles sont les causes funestes qui ont maintenu jusqu'à hier, dans un déplorable état, notre agriculture, notre industrie ? L'apathie des Corses ou une suite de circonstances fâcheuses et inéluctables ? Et aujourd'hui aurons-nous l'énergie nécessaire pour les faire s'améliorer et progresser ? Quels sont les moyens qui vont nous servir pour rendre le *Risorgimento* si attendu, moins lent et plus heureux ?

La réponse à toutes ces questions intéressantes est le propre sujet de cette thèse. J'en ai senti toutes les difficultés, mais elles ne m'ont point paru trop lourdes ; car d'autres travaux très documentés, d'autres personnes très dévouées, m'avaient donné sur l'état économique de la Corse, des impressions nombreuses et de justes renseignements. Je les ai soigneusement

collectionnés, et me suis efforcé de les sérieusement discuter avant de les adopter ou de les contredire.

Aussi bien, en développant un pareil sujet, ai-je voulu encore obéir à un tout autre mobile. Semblable au tout jeune enfant qui adresse à sa mère le premier de ses mots, j'ai tenu aussi à ce que mon premier cri littéraire fut une marque de reconnaissance et de profond attachement envers ce pays qui est le mien. « Splendeur de nos gloires militaires, beauté de nos rivages et de nos montagnes, attrait de nos vieilles coutumes et des souvenirs du passé » (1), tout cela enchante mon âme.

Paris, février 1908.

Nota. — Il y aura certainement des lacunes dans les chapitres que l'on va lire : peut-être même des inexactitudes et ce serait plus grave. Je me suis efforcé cependant de les rendre aussi pleins et aussi exacts que possibles. Malheureusement je n'ai pu me procurer tous les documents que j'aurais voulu. J'aurais ainsi aimé consulter certains ouvrages précieux de la bibliothèque de Bastia, mais un récent déménagement l'a mise tout sens dessus dessous. A la bibliothèque d'Ajaccio, de trop fréquents examens empêchent un travail long et sérieux. Voilà des inconvénients à éviter. D'autres heureux auteurs en profiteront.

Maintes fois je comparerai la Corse à une nation indépendante, souveraine, Angleterre, Etats-Unis, France, Italie, etc. Qu'on ne m'accuse cependant pas de séparatisme ! J'ai ainsi

1. *Notre Corse*, par le comte Forcioli Conti.

fait, parce que mes conclusions seront mieux établies. Aussi bien la Corse dans son histoire a été plus longtemps nation que département. Et toujours ne dit-on pas : la nation corse ? Le peuple corse ?

Enfin je veux de suite m'expliquer sur un point avant qu'on ne le range aussi parmi les autres multiples défauts : le nombre des citations. Il est trop élevé, me dirat-on. Certes : j'aurais pu facilement l'éviter pourtant ; mais m'étant essentiellement promis de faire taire les transports de mon âme, et de toujours rester impartial, je n'ai su mieux y réussir qu'en invoquant sans cesse l'autorité d'auteurs compétents.

CHAPITRE PREMIER

Aptitudes économiques des Corses

Il est un principe indiscutable : pour l'avenir économique d'une quelconque nation, certaines qualités personnelles à tous ses habitants sont de gros intérêt. La terre ne serait-elle pas d'une très grande fertilité, les ressources seraient-elles parcimonieusement distribuées sur son sol, si le peuple qui l'habite, qui est appelé à en jouir est préparé à la lutte et en connaît la marche, il progressera, il prospérera. C'est à lui et à lui seul en grande partie qu'obéira l'avenir.

Des exemples frappants sont d'ailleurs là pour nous en convaincre. L'Amérique quoique riche, aurait-elle tant et si vite fait parler d'elle, si les Anglo-Saxons n'avaient donné d'incessantes et réelles preuves de constance avisée et d'intelligente initiative ? On pensait, des économistes de grand talent pensaient que jamais le nouveau monde ne pouvait envier à jouer sur le marché mondial, un rôle de quelque importance. Son but permis était de toujours et soigneusement se confiner dans des productions agricoles et l'exportation de matières premières.

Il le fit, mais il fit plus aussi. Bien loin de livrer à

d'autres nations les minerais que son sol généreux lui fournissait, les exploitant habilement pour son propre compte au contraire, il devint rapidement le redoutable adversaire du continent européen. Le jugement hâtif sur le peuple américain n'avait donc pas tenu suffisamment compte de ses dons spéciaux et de ses qualités propres. Les Hollandais ne doivent-ils pas, moins à leur sol qu'à eux-mêmes, d'avoir si vite prospéré ? Et les derniers Romains de la décadence n'ont-ils pas vu choir leur large réputation de peuple laborieux et riche, dès que les vertus essentielles, auxquelles ils la devaient se furent évanouies dans la mollesse et dans l'oisiveté ?

Par conséquent, l'individu est une force économique très importante qu'il faudra considérer dans toute sérieuse étude sur l'avenir d'un pays. Les économistes, d'un commun accord, volontiers le reconnaissent. Mais alors cette idée va de suite, — impitoyable, condamner les Corses. Comment ! ils habitent un riche pays, la culture n'en est point difficile — et pourtant, hélas, leur état est si précaire ! Ils ne travaillent donc point : Ces ressources morales qui font la fortune d'autres peuples, qui au lendemain de 1870 ont empêché la France de sombrer définitivement, leur manquent sans doute... Et si jamais nous consultations certains ouvrages que de nombreux auteurs plus ou moins partiiaux ont rédigés sur eux, nos soupçons s'affirmeraient sérieusement. Que nous disent en effet des Corses et Strabon et Senèque ? Mille choses imaginaires et blessantes. En voici à

titre d'indications : les généraux romains ont amené en esclavage des Corses vaincus ; « on peut alors observer de près, dira celui-là, la physionomie étrange de ces hommes farouches comme les bêtes des forêts ou abrutis comme les bêtes de somme, qui ne supportent pas de vivre dans la servitude ou qui, s'ils se résignent à ne pas mourir, lassent pas leur apathie et leur insensibilité, les maîtres qui les ont achetés, jusqu'à leur faire regretter le peu d'argent dont ils les ont payés ! » Celui-ci écrivit ces vers : *Prima est ulcisci lex : altera vivere raptu, — tertia mentiri ; quarta negare deos.* Devons nous cependant prêter attention aux jugements de ces hommes qui ne nous ont point connus, puisque l'un, il l'avoue lui-même, n'a visité de la Corse qu'une seule ville et, que l'autre y étant envoyé en exil et déjà profondément triste n'a dû l'observer que du haut de la tour où obstinément il s'enfermait. Leurs affirmations étaient si erronées, si partiales que d'autres auteurs anciens ont tenu à les redresser. Pline fait l'éloge des Corse et Diodore de Sicile, historien grave et sceptique s'il en fut, les regarde comme les plus justes et les plus sages des Barbares (1). Feydel, continuant la mauvaise tradition de ces observateurs légers,

1. Voici ce qu'en disait Tacite — cité par l'abbé de Germaines : « Les Corses sont glorieux ; par point d'honneur ne veulent point être payés. Ils s'obstinent beaucoup : et parce que l'homme porte tout à l'excès, cette grande idée d'eux-mêmes les rend entêtés dans leurs préventions, passionnés pour leur indépendance, délicats sur les injures, implacables dans leurs ressentiments. »

affirme « que le Corse est vif, intrépide, spirituel et adroit, mais excessivement paresseux de corps et d'esprit. Agir et réfléchir sont deux peines qu'il ne prend jamais qu'à l'extrémité. La culture, la bergerie, la chasse et la pêche, sont ses seules occupations et il ne s'y livre qu'autant qu'il le faut pour s'empêcher de mourir de froid et de faim. » « Mais dira justement Simonot, comme Senèque, Feydel a composé son livre pour se venger du mépris que les insulaires lui témoignaient, et qu'il paraît avoir mérité par sa conduite équivoque. »

Pourtant malgré que fausses, ces appréciations ont été lues et commentées : on y a cru et d'autres auteurs sont venus nous redire que le Corse était paresseux, oisif, indolent. Les abbés de Germanes et Gaudin l'affirmeront en se montrant d'ailleurs plus conciliants — après eux Blanqui à nouveau le redira. Et cette croyance est depuis si généralement répandue, que tout écrivain qui de nos jours, écrirait sur les Corses une seule page, toujours aura la précaution d'y fixer ces traits. L'habitant de cette île, diront à l'envi MM. Paul Bourde et Jean Lorrain, voyez-le au frais sous ses énormes châtaigneraies : il joue continuellement aux cartes, ou perpétuellement discute politique. Ne lui parlez jamais de travaux, d'occupations utiles, il ne vous comprendrait pas, ou même il pourrait croire que vous l'insultiez ; car le travail est indigne du Corse : vivre et vivre paisiblement, sans fatigue aucune : tel est son seul désir.

Des résultats certains semblent cependant nous prouver le contraire : de générale façon, chaque Corse vit assez aisément, et très peu de mendiants jalonnent nos chemins. Comment ? Ah ! mais ces auteurs consciencieux, déjà ont observé cette anomalie ; ils en connaissent l'explication : outre des productions qu'une terre vraiment hospitalière, bénévolement nous donne chaque année, le travail de nos femmes est aussi à noter. Du commencement à la fin de chaque mois, elles sont occupées, elles charrient du bois, l'eau, vont cultiver les champs, labourer la terre, semer du blé ; quand elles ne sont pas allées, impétueuses et barbares, montrer à leurs frères, maintenant adultes, la chemise ensanglantée du père, au jour du meurtre resté impuni. A elle toujours, ou de crier des voceri sur une victime nouvelle de la vendetta adorée, ou de chanter en juillet les joyeuses chansons de la moisson venue. En même temps qu'elles assurent la vengeance, elles préparent les récoltes. L'homme est au repos constamment, fumant une interminable pipe.

Si cependant, ni la nature ni l'épouse n'arrivent à satisfaire ses modestes besoins, le Corse se décide à remplir un certain devoir, à se rendre utile enfin, il demandera alors un poste, il sollicitera un emploi : c'est le département où l'on connaît le plus de fonctionnaires crie-t-on de tous côtés ! Déjà en 1831, Robiquet avait cité de frappantes statistiques (1) et à cette

1. 9 juges sur 100.000 habitants en France, 19 en Corse,

heure, d'après M. Le Joindre, « la Corse produirait six fois autant de fonctionnaires qu'un département quelconque ». Ah ! ils font de la politique, mais c'est une politique vivement intéressée que la leur, la politique alimentaire de la Provence poussée à l'excès (1). Depuis longtemps des clans existent en Corse : les riches propriétaires en sont les chefs orgueilleux et débonnaires. Si à leur grand préjudice, leurs propriétés deviennent stériles et abandonnées, si leur fortune peut-être importante, s'en va à chaque élection diminuer la misère de certaines familles, ou récompenser le manque de scrupules de plusieurs, que leur importe ? des clients nombreux ainsi leur seront dévoués et par eux ils auront la victoire.

La victoire ! Ils donneront des ordres aussitôt observés ! Le Corse en effet, a le besoin inné du commandement. En voulez-vous des preuves et très justes, irréfutables : Voyez Sampiero, Pascal Paoli, voyez Napoléon ! Dans l'île il n'y a que des inspecteurs, des entrepreneurs, des chefs d'usine : on citera même des chiffres qui nous convaincront : « Il y a en Corse 6.691 établissements industriels, qui occupent 3.522 ouvriers, soit 2 ouvriers par établissement ; on compte 7.881 patrons, deux fois plus que d'ouvriers ; tous en vérité veulent être chefs et aucun

9 juges de paix sur 100.000 habitants en France, 33 en Corse.

1. Lire le livre de Demolins. (*Les Français d'aujourd'hui*).

ne veut obéir (2). Aussi est-ce toujours ce naturel instinct d'autorité qui les incite à quémander énergiquement une parcelle du pouvoir central ; on les verra dans tous les ministères, aux colonies, dans la police, où paraît-ils, ils excellent, dans l'armée surtout.

Il y avait en 1902, au service de l'Etat 6.833 Corses dont 6.153 hommes et 680 femmes ; les armées de terre et de mer en comptaient 2.129 : ainsi donc militaires et fonctionnaires dépassent l'éloquent chiffre de 8.000 ! Là, au rang de ceux qu'on a coutume désormais d'appeler les budgétivores, ils coulent des jours heureux. Chaque fin de trimestre, quoiqu'il advienne, la manne gouvernementale s'abattra sur leur joyeuse demeure sous forme de mandats ordonnancés par le ministre ou le préfet.

Mais aussi la Corse reste complètement abandonnée : personne ne s'y trouve plus pour fouiller son sol encore à moitié vierge, pour exploiter ses carrières et ses mines, pour y cueillir ses fruits ; sauf quelques vieillards ou quelques trop jeunes gens, ou même ceux dont la nomination a toujours été retardée par une défaite électorale. Et l'on se voit dans la malheureuse nécessité de faire venir de l'Italie voisine, de courageux et laborieux Lucquois pour cultiver cette île délaissée ; à chaque automne ces autres Auvergnats y accourent par bandes envahissantes et s'en retournent au printemps chez eux, emportant sans retour une grosse partie de notre

1. Demolins.

numéraire. Qu'on examine ces chiffres en effet, pour mieux se rendre compte de l'importance de cet impôt volontaire : 1.200 Lucquois travaillant pendant six mois en Corse au prix de 1,75 1,90 ou même 2 francs par jour, gagnent environ 3 millions de francs. Et comme les dépenses d'entretien ou d'alimentation qu'ils peuvent faire sont très minimes, on voit la perte de bénéfices que font les Corses !

Aussi bien par eux-mêmes ils ne sauraient tirer aucun parti de leurs plaines et de leurs montagnes, de leurs vallées et de leurs coteaux ; ils n'ont tous pour eux, qu'une vague utilité. Ne vont-ils pas souvent jusqu'à brûler un arbre, et parfois plusieurs hectares de forêts pour faire uniquement chauffer une pinte de lait ? Ils n'ont aucun respect pour la propriété. Contre une très faible rémunération qu'ils paient aux propriétaires des lieux, quels droits les bergers ne s'arrogent-ils point ? Quand pendant les rigoureux hivers, ils conduisent à la plaine leurs énormes troupeaux, ils la dévastent horriblement. Les jeunes pousses des arbres, les clôtures des prés sont dévorées et s'effondrent. Puis lorsqu'ils retournent, pour y passer l'été, dans leurs parages élevés, les pâtres au cours de « leurs promenades vagabondes y nourrissent leur bétail avec le rejet tendre des jeunes pins qui n'ayant pas encore le degré d'amertume qu'ils prennent en grandissant, sont pour les animaux une nourriture aussi attrayante qu'elle est funeste à l'intérêt public » (1).

1. Feydel.

Car le Corse, en général égoïste et arrogant, ne cherche partout que son intérêt propre. Pour le satisfaire, rien ne lui paraît impossible ou défendu. Très prévenu en sa faveur, il croit pouvoir tout obtenir : avec les plus grands seigneurs il saura discuter intelligemment d'un ton amical, sur toutes les questions.

Il n'est pas instruit : mais il a une certaine éloquence que ses continuelles discussions et ses repos prolongés lui permettent d'acquérir, « et il veut être écouté », remarquera Simonot. Mais jamais il ne voudra travailler la terre.

Ainsi parlent ces quelques observateurs qui ont vu et observé, ou plutôt qui ont cru observer et voir les habitants de l'île, tandis que beaucoup d'autres, confiants, redisent leurs erreurs, les renforçant toujours, pour les frapper sans doute du sceau marquant de leur propre originalité.

Et si parfois vous leur citiez quelques exemples de la prompte et généreuse hospitalité corse ; si vous leur disiez que l'hôte qui, en Corse, vous loge, fait tous ses efforts pour vous plaire, satisfaire vos désirs, charmer votre séjour ; et quand vous partez, se charge même de votre sûreté sur le chemin, ils ne vous croiront pas ; à leurs yeux, notre bon cœur, nos offres spontanées du gîte et du couvert sont toujours intéressées. Ce serait là pour nous une heureuse occasion de tirer de cette nouvelle amitié, quelque faveur nouvelle. Ils vont même jusqu'à affirmer, je l'ai lu, que l'étranger confiant paiera le lendemain, de sa vie, l'accueil enthousiaste qui lui avait été fait la

veille. Un coup de fusil serait tiré d'un fourré, proche de la route qu'il traverse tout aise, et le rejetterait raide mort, les tempes trouées, dans le fossé taché de sang.

Le banditisme, la vendetta, voilà le dieu de la Corse : si une question d'honneur, l'amour froissé en étaient jadis le seul mobile, il s'est élargi depuis et l'intérêt inspire à présent plusieurs de ces meurtres regrettables. Ainsi terrorisés par ces « outlaw », comment veut-on que d'un cœur léger des continentaux viennent travailler leurs terres et y faire pousser d'abondantes récoltes ? Pour avoir à les remettre tôt ou tard, sous une cruelle menace à ces collecteurs improvisés, « à ces régulateurs sociaux » qui n'admettraient aucun retard et ne pardonneraient aucun refus ! D'un esprit trop large, trop bienveillant, d'aucuns répudiant ces conseils dictés par une élémentaire prudence, ont voulu y aller : ils ont tenu à se rendre eux-mêmes en Corse cultiver ces riches terrains, exploiter ce sol fécond. Ils ont dû bien vite s'en repentir, car leur audacieuse initiative leur a valu de bien mauvais instants. L'on n'y retourne plus : aussi les terres restent-elles en friche et des fougères, des genévriers, des romarins recouvrent tout de leur floraison luxuriante et parfumée.

En effet, sans l'aide des capitaux étrangers, aucune culture ne peut se faire. Et les indigènes indolents par nature, forcés en outre par leur indigence de ne rien entreprendre, pour remplir leurs nombreux loisirs, cherchent à se tromper réciproquement. D'ori-

gine quelque peu italienne, ils excellent à faire de nombreuses « *combinazione* ». Vaincre tel parti, ruiner telle famille, sans qu'on puisse se douter d'où vient le mal ; tout est là. Bien : nous Corses, qui pensions jusqu'ici avoir généreusement dépensé notre sang pour toujours défendre la patrie envahie, qui avions cru devoir constamment vénérer en outre, les grands défenseurs qui furent nos chefs, nous, Corses, nous nous trompions : en agissant ainsi, ils n'ont, généraux et soldats, nullement obéi à de nobles sentiments de patriotisme et de bravoure, mais seulement à cette naturelle passion qui est la nôtre : tramer des complots, ourdir des intrigues.

Notre histoire est donc à refaire. M. Demolins veut bien nous en fournir le sommaire : En telle année en Corse, on en est venu aux mains. Pourquoi ? Pour une raison qu'on ne connaît pas bien..., simplement par amour pour la lutte : nous qui détestons la culture, nous aimons les partis, les mêlées orageuses ; tout comme nos impétueux torrents qui vont par bonds terribles se perdre dans la mer, après s'être en cours de route, l'un l'autre souvent brisés, arrachant la terre qu'ils auraient dû utilement irriguer. Nous ne savons point entre nous vivre en paix, et le parti qui aura le dessous, honteux, fera de suite appel sans hésiter à la nation proche pour l'aider dans la lutte ; on l'en récompensera en lui livrant le pays. L'autre camp ne voulant point perdre cependant le fruit de son premier succès et pour victorieusement lutter contre cette nation intruse, aura recours

à une autre plus puissante, quitte à lui céder après la victoire, de pleins droits sur l'île entière. Des chefs de clan, voilà ce que furent nos héros, Giafferi, Paoli, Sampiero, Gaffori, etc... et après eux qu'ont-ils laissé ? Rien à peine un souvenir : rien que des luttes et des deuils. Mais aucune règle ; point de sage administration : toujours la mort ! Ils ont su ainsi composer de beaux vers ! Poésie rustique il est vrai, souvent faite sans aucune observance de règles déterminées, toujours chantée sur un même ton, quelquefois monotone. « Mais la douleur la revêt d'un sombre éclat, lui imprime une souveraine beauté. » (1). On y sent le cri du cœur blessé, on y entend les cruelles menaces d'une haine acharnée, on y entrevoit le fantôme de la mort. Ils ont appris aussi à savoir évoluer dans le mystère, à savoir longtemps se taire, à se lever tôt la nuit, à chasser, à tirer. Mais ils n'ont pas su sortir du triste état où ils se trouvent ; ils sont toujours pauvres sur un sol pourtant riche !

Si ces observations sont justes, pourquoi se demander plus longtemps quelles peuvent être les aspirations économiques de ces bandits ? Quelles sont leurs aptitudes ? Ils n'en ont point. Ils aiment la guerre, les combats, alors que pour prospérer il faut vouloir la paix : malgré notre douleur, tournons donc la page : laissons-les à leur misère. Ils n'en pourraient sortir nous dira M. Realier-Dumas, qu'en devenant de plus en plus fonctionnaires !!!

1. Marcaggi.

II

Mais heureusement, nous n'avons pas à accepter des conclusions aussi pénibles. Cette psychologie économique du Corse est radicalement fausse. Ce n'est pas assurément parce que quelque rare voyageur par snobisme ou quelque fonctionnaire par nécessité, aurait passé en Corse des semaines ou quelques mois, qu'il pourrait de suite s'autoriser à émettre sur le caractère de ses habitants et leurs habitudes des opinions approfondies, des arrêts sans appel !

M. Simonot ne l'a-t-il pas justement remarqué tandis qu'il critiquait finement les ridicules théories du conseiller Realier Dumas, copiées d'ailleurs sur Feydel, et qu'il s'élevait contre les injures gratuites dont il nous couvrait ? « J'en ai été vivement froissé moi-même qui suis français comme lui, dit-il, et c'est là ce qui m'a décidé à prendre la plume non pour défendre les habitants de cette contrée trop peu connue... mais pour mettre mes concitoyens en garde contre les prétentions de ces prétendus observateurs qui semblent n'écrire que pour justifier le proverbe : « A beau mentir qui vient de loin. » Et plus bas : « ... Comme les demi-sauvages capables d'arriver à tout pourvu qu'on les transporte sous un autre ciel quand on jugera à propos de leur confier quelques fonctions publiques. Avec quel admirable sang-froid il propose de rompre les

liens sacrés qui les attachent à leurs parents, à leurs amis, au sol qui les a vus naître. Dire à des gens n'ayez pas de patrie et vous serez bons à quelque chose, c'est leur adresser tout au moins un compliment fort étrange ; le dire à des hommes qui ont combattu pour leur liberté pendant longtemps et qui ne sont en arrière des autres peuples que parce qu'ils ont eu le courage de résister à l'oppression, c'est véritablement leur faire injure ! »

Ce que l'on a fait jusqu'ici ? On s'est simplement contenté de transcrire certains défauts tranchants, quelques grossières habitudes, sans vouloir éviter des exagérations impardonnables. Pour être véritablement complet et pouvoir donner des conclusions dignes de foi, oui, on aurait dû faire davantage. Afin de connaître entièrement le Corse, et pour mieux le comprendre, outre de l'étudier tel qu'il est, il faudra aussi voir ce qu'il a été et s'assurer de ce qu'il pourrait être. Ce n'est pas d'après seulement les renseignements fournis par son état d'à présent qu'il nous le faut juger, d'après son état statique, mais surtout par ceux que sa vie dynamique saura nous suggérer. Et alors en vérité, nous nous expliquerons très facilement et cette flegmatique insouciance pour toute occupation de longue haleine, et cette irrésistible passion pour l'emploi. Nous saurons si son âme toujours sera remplie de sentiments haineux ou n'aspirera pas plutôt à un meilleur lendemain !

Considéré sous ces différents aspects, nul doute

que le Corse ne nous apparaisse bien plus recommandable et très intéressant. Déjà dans les jugements de ceux des continentaux qui l'ont le mieux connu, on trouve moins de sévérité, et plus aucun mépris. Des circonstances sérieuses plaident en notre faveur et ils le savent : aussi nous en tiennent-ils compte. Ces observateurs impartiaux et sagaces sont restés sourds à ces exclamations hâtives et désespérées, — poussées par d'autres : « Que voulez-vous faire d'un peuple qui n'éprouve aucun besoin de bien-être ! qui se contente de très peu ! — « Pourvu qu'un ménage, parmi les plus pauvres paysans, dit Valery, ait en sa propriété, une petite maison, six châtaigniers, autant de chèvres et de brebis ; il est content de sa destinée et ne pense pas qu'on puisse être plus heureux en possédant de plus grands biens. » Oui, nos ancêtres étaient logés dans des maisons peu opulentes, leurs goûts et leurs besoins étaient très modestes. Était-ce par dédain pur du confort ? Non, et M. Léon Griffon l'a bien remarqué. La dure nécessité, la constante guerre, les astreignait à cette misérable existence. Peut-on y trouver la base de sérieux reproches ?

Aussi bien les mœurs ont aujourd'hui évolué avec les temps : « Plusieurs auteurs dit M. Ange de Pietri, ont parlé de la Corse ; mais ils ont peint d'une manière fausse les mœurs d'une partie des habitants de leur temps : ces habitants et ces mœurs ne sont plus : le peuple a fait depuis un grand progrès vers la civilisation, tout y est changé : les livres

qu'on a faits là-dessus ne valent donc plus rien, il faut des livres nouveaux parce que tout est nouveau, les hommes et les mœurs. » La plus pauvre famille corse en effet, habitant le hameau le plus reculé a de la vie maintenant une plus large compréhension. Cette terre nue, sur laquelle grouillent pêle-mêle hommes, femmes, enfants et pourceaux, cette fumée qui vous prend à la gorge, ces odeurs nauséabondes que Clavé avait remarqué en Corse, si jamais elle ont existé, aujourd'hui ne paraissent plus : et Blanqui lui-même s'il pouvait revenir visiter ce pays qui l'a si vivement frappé, et qu'il a si bien décrit, il ne trouverait plus de ces maisons n'ayant qu'un âtre au milieu de l'unique salle, ouvertes à tous les vents et dont les poutres s'ornent de stalactites faites de poussière et de suie. Vous qui avez pu lire les écrits de l'abbé Gaudin, de Feydel ou de Robiquet et qui, avec quelque apparence de raison, vous êtes représenté les Corses sous cet antique vêtement tissé de poils de chèvres ou avec la laine des brebis par de laborieuses épouses, durant de longs soirs d'hiver, et coiffés d'un béret pointu ; les femmes drapées dans de longues robes-manteaux, toutes faites de ce même tissu grossier ; aujourd'hui, détrompez-vous : les habitants de nos campagnes sauf de rares exceptions, s'habillent aussi bien que ceux des villes ; et plusieurs personnes de nos villes, pour l'élégance, n'ont plus rien à envier à vos populations continentales. Même si nous devions adresser un reproche à nos contemporains, ce serait plutôt d'être tombés

dans l'excès contraire. Est-il dû en effet, ce goût exagéré du luxe et du confortable à une augmentation large et certaine des revenus ? N'est-ce pas douteux ?

Nous ne le ferons cependant pas, n'étant point partisan de cette théorie qui, pour assurer le bonheur, prêche la diminution de nos besoins, le rapetissement de notre idéal. Nous croyons plutôt que les grands progrès de la vie économique des peuples sont toujours dus à la multiplicité de nos désirs. « Malheur, s'écrie M. Gide, malheur aux races satisfaites à trop bon marché, qui n'étendent pas leur désir au delà du cercle étroit d'un horizon prochain, et qui ne demandent qu'une poignée de fruits mûrs pour vivre et un pan de mur pour y dormir à l'abri du soleil ! Elles ne tarderont pas à disparaître d'une terre dont elles n'ont pas su tirer parti. » Les Corses ainsi travaillés lutteront donc mieux pour le relèvement de l'île. Réussiront-ils ? Oui nous en sommes fermement convaincu, comme le disait déjà de la Rocca ; avec lui nous avons foi dans l'émancipation de la Corse sans nourrir cependant d'illusions sur les obstacles qui la retardent encore. Nous sommes assuré que nos compatriotes bientôt deviendront d'excellents agriculteurs, de bons industriels, d'habiles commerçants. N'ont-ils pas donné déjà d'éclatantes preuves ?

Dans l'antiquité, l'histoire en fait foi, tous nos aïeux vaillamment et avec beaucoup de profits cultivaient leurs terres. Pline mentionnait en effet dans l'île de Corse, sur les rivages ou à l'intérieur, trente-

trois villes existant au temps des Romains. La population dépassait un million. Il fallait donc des cultures très développées et productives pour constamment l'alimenter ; et l'île suffisait presque à tous ses besoins. Les incessantes incursions, les ravages d'ennemis barbares, ont pu seuls forcer ces hommes des champs consciencieux à délaisser leurs biens et à se retirer dans les hautes montagnes y construire d'inexpugnables abris. Mais que demain l'agriculture encouragée promette de sérieux bénéfices : a nouveau, quittant le sabre de l'officier ou la plume du bureaucrate, ils sauront de suite reprendre, nos Corses patriotes, le manche de la pioche ou le coutre de la charrue. Et ils réussiront : ne voyez-vous pas déjà, parce qu'une profitable poussée ébranle maintenant toutes les volontés, certains agriculteurs que n'ont point tentés les beautés des villes tentaculaires, obtenir des résultats égaux à ceux obtenus par les propriétaires continentaux ? Et les concours où ils exposent leurs produits deviennent toujours plus nombreux : ils ne s'en retirent jamais cependant sans avoir obtenu des récompenses élevées.

Ils sauront aussi facilement s'initier aux pratiques prudentes d'un lucratif commerce. « Les Corses ne semblent pas doués pour les opérations commerciales, diront MM. Clavé, Le Joindre, etc. ; ils croient rendre service aux clients que de leur donner les marchandises qu'ils réclament. » C'est là de la pure imagination : courtois et affables nos commerçants savent au contraire complaire à la plus exigeante

clientèle et imprimer à leurs magasins une intelligente direction.

Ne sait-on pas qu'ils appartiennent à cette illustre lignée des Libertad et des Thomas de Lenche ! et sait-on ce que furent ces hommes ! De grands commerçants, des brasseurs d'affaires émérites. Celui-ci vers la fin du xv^e siècle, après s'être livré à des spéculations heureuses, « avec toute la volonté, dit son annaliste, M. Xavier-Poli, et la hardiesse de sa race », sut obtenir en compagnie de son associé Didier, de Selim III, le droit d'exploitation des ports et havres situés sur les côtes de Barbarie. Ils y élevèrent des établissements de commerce qui prospérèrent. Celui-là dont le nom rappelle encore l'éclat militaire, sut se faire en peu de temps à Marseille, vers la fin du xvi^e siècle, une situation privilégiée et attira même sur lui l'attention d'Henri IV. Aussi bien, s'il est vrai que l'homme subit du milieu qu'il fréquente de profondes impressions, les Corses qui pendant longtemps furent les hôtes des Phocéens et des Phéniciens, pourquoi, comme l'allègue justement M. Rossi, n'auraient-ils pas acquis le goût des entreprises commerciales et l'habileté de les réussir ? Si le commerce n'est point aujourd'hui brillant, c'est pardonnable. Qu'on améliore les routes et les ports ; que l'agriculture et l'industrie fassent affluer les produits et la population, animent la Corse, et n'ayons crainte le commerce aussitôt se transformera ! Nos commerçants deviendront aussi adroits, aussi avisés que tous les autres du continent. La Corse ne

fut-elle pas le siège d'une compagnie de navigation à vapeur constituée exclusivement avec les capitaux du pays et que le nombre et l'importance de ses navires, avaient fait classer deuxième sous l'Empire ? De nos jours encore ne pouvons-nous pas constater des faits aussi heureux ? Au Cap Corse, une petite province de quinze à vingt mille âmes, on compte pourtant plusieurs négociants retirés des affaires avec une fortune de plus d'un million. Aux Antilles, au Vénézuéla, en Italie, et plus près de nous à Marseille, à Paris même, de grandes maisons de commerce ou de crédit n'appartiennent-elles pas à des Corses ? et certains noms, de Corses enrichis rapidement à la suite d'inventions notoires, ne sont-ils pas connus de tous ? Mais ce n'est là le sort que de quelques rares privilégiés ! Soit ; cependant tous les habitants de cette île qu'enserme la mer attirante, peuvent à leur tour aussi bien réussir ; « car ils apporteraient dans les habitudes commerciales cette obstination, cette persévérance qui au service de l'intelligence, de la probité, de l'activité, deviennent un gage de succès » (1).

Si l'industrie enfin n'a pas encore obtenu auprès des Corses les sérieux succès enregistrés autre part, peut-on raisonnablement leur en vouloir. Il n'aurait dépendu que d'eux de créer des établissements métallurgiques, de développer des manufactures, d'augmenter le nombre des usines, certainement notre état

1. Fabiani.

serait meilleur. Car les Corses semblent nés industriels. Examinons leurs habitudes dans l'ancien temps. Ils filent leur laine (1), tissent leurs draps, confectionnent leurs vêtements. La nombreuse famille diligemment orientée par le père, sait suffire elle-même à tous ses besoins, et l'industrie domestique y a atteint toute sa prospérité... Aujourd'hui cela n'est plus ; une concurrence impitoyable contre laquelle le manque de capitaux nous a empêchés de lutter, nous a vaincus ; il n'en reste pas moins vrai que de nombreux artisans habitent nos villes et nos villages ; et les industries existantes lentement se développent.

Voilà donc de réelles aptitudes économiques. Mais elles demeurent presque toutes encore à l'état latent. Point de circonstances chez nous favorables à leur développement. Le seul besoin en effet ne nous met pas en état de travailler utilement ! Cette bonne volonté qui peut, excitée par le désir, enfin se manifester, il faut encore que rien ne l'arrête. Si des obstacles, si des difficultés insurmontables par avance rendent toute entreprise impossible, malgré tout désir, nous ne saurions, en tentant quand même, faire œuvre raisonnable. Et tels sont les motifs

1. Presque tous les ménages de l'intérieur de la Corse font des toiles pour leur consommation : Ce sont les femmes qui sèment, cultivent et préparent le lin. « Toutes les fois que j'aperçois l'image de sainte Geneviève, je crois voir le portrait des femmes corses, filant le long des sentiers qui les conduisent à leurs habitations ». Sténaphanopoli.

précisément qui ont jusqu'ici arrêté en Corse toutes les initiatives ; on ne s'occupe pas parce qu'on ne sait pas à quoi vraiment s'occuper qui soit rémunérateur. « Rien, dira justement, Valery, n'excitait la paresse des Corses, on leur avait ôté toutes les facilités de commerce ; ils n'avaient ni le ressort qui le fait agir ni les débouchés qui le rendent utile. Comment dans cette position auraient-ils pu se porter à un travail qui ne leur procurait point l'accroissement de leur fortune ? Il était plus court et plus commode d'y renoncer entièrement ou de ne travailler que pour répondre au cri des premiers besoins. »

Et n'est-ce pas vrai... toujours ? N'est-ce pas encore à cette indifférence que l'on a pour nous, qu'il faut imputer tous nos malheurs ? On ne nous enlève sans doute aucune facilité, mais on ne nous en accorde point aussi.

L'Agriculture ? On a toujours ensemencé la même partie du sol ; le territoire agricole est resté sensiblement le même depuis très longtemps : et nos terrains épuisés nous rapportent maintenant très peu. L'on ne nous a point appris à rendre à la terre des éléments nourriciers qui la fertiliseraient : la routine à laquelle seule nous avons toujours obéi jusqu'à présent, s'arrête impuissante devant les récoltes mauvaises, désespérantes, qui se succèdent. Et la malaria s'y ajoutera encore pour mieux nous opprimer.

D'ailleurs si même les moissons étaient abondan-

tes, notre état ne s'améliorerait point encore. Pourrait-on vendre et profiter du superflu ? Non ; les moyens de locomotion rudimentaires auraient vite fait de gâter des denrées si difficilement obtenues ! ou bien ils ajouteraient tant à leur prix de revient qu'on ne pourrait plus les vendre sinon à perte.

Aussi chacun reste chez soi, les relations intérieures diminuent ; et elle est très juste cette impression notée par tant de voyageurs : « qu'on traverse la Corse : on sera étonné de ne rencontrer sur les routes, dans les sentiers, à la campagne que très peu de personnes. » Le trafic est en effet peu considérable et le commerce chôme. Dans les villes de quelque importance seulement, l'on peut remarquer des mouvements commerciaux assez considérables. Là le voisinage de la mer et les belles routes qui les sillonnent, entretiennent une grande activité ; mais autre part sur les hauteurs, dans les villages, peu d'échanges : à peine de temps à autre, surtout à l'époque des foires, une certaine animation les réveille, tandis qu'ils paraissaient engourdis.

L'industrie aussi reste forcément stationnaire : rarement les industriels se décident à exploiter des mines de houille ou d'antimoine, etc... ou à créer des usines nouvelles.

Mais découragés d'une vie si morne, le Corse s'en ira, colère, chercher autre part ces ressources qu'il ne peut pas trouver chez lui. Il acceptera cette place qu'on lui offre, et quoique, cette séparation d'avec son sol, son village, sa famille, coûte des larmes à son cœur, il partira. Là-bas enfin au loin, sur le con-

tinent, aux colonies, il pourra travailler... Et se mettant définitivement à la besogne, petit mousse ou simple journalier il ne tardera point à voir couronner ses efforts. De hauts emplois dans les administrations ou dans les entreprises privées, des fortunes assez importantes lui seront offerts en récompense. Et il reviendra heureux au pays natal qu'il n'aurait jamais désiré quitter. Est-ce là de la paresse ?

Et ces exemples contagieux, de départ vers l'aisance, vers le *bene stare* que tout Corse désire, font l'émigration plus sensible et les vides plus intenses. Pourquoi donc ne s'en irait-on pas ? N'ont-ils pas réussi ceux-là mêmes que je connais ? Qu'avaient-ils de particulier ou de supérieur que je n'aie aussi ? Ils ont lutté, travaillé, fatigué. Bien, je lutterai aussi je travaillerai, et avec plaisir ; car ainsi plus tard je n'aurai plus à me heurter comme aujourd'hui, contre les effets déprimants d'une misère inéluctable.

Pourtant l'on ne meurt point de faim, chez nous ! Non, mais vouloir se procurer d'autres satisfactions, vivre d'une façon plus large, vivre enfin, oh ! il est inutile d'y songer. L'administration, l'armée sont là : tant de personnes en font partie, la vie n'y est point pénible à l'excès et le but de la tâche est si noble. On y va, on s'engage donc et qui pourrait les blâmer ? S'ils s'en vont ainsi, ce n'est pas surtout parce que la ville, la pieuvre ardente et l'ossuaire debout, au bout des plaines et des domaines (1) les

1. Emile Verhaeren.

grise et les attire avec ses bureaux ou ses galons : non ; mais parce que les campagnes plutôt, impitoyablement les y repoussent.

Ce mouvement continu de l'île vers le continent trouve aussi une explication sérieuse dans le développement de l'instruction. Elle n'est point professionnelle malheureusement. Un inspecteur général de l'instruction publique, M. René Leblanc, disait : « On a observé que nous formons nos jeunes bourgeois exactement comme si nous les destinions tous à faire la révérence dans les antichambres de Louis XIV... Mais ce qu'il y a de plus remarquable encore ou pour mieux dire de plus monstrueux dans notre pays d'idéologues, de songe-creux et de gobe-mouches, c'est que nous élevons les enfants du peuple avec le même désintéressement imbécile, le même dédain du réel. » Rien n'est plus juste — et en Corse en effet l'instruction que reçoivent nos jeunes enfants « ne fait que les préparer à la carrière des armes ou aux fonctions publiques » (1). Et puisque les connaissances primaires inculquées à l'élève lui ont fait tôt apercevoir la stérilité de la tâche paternelle, il préférera sûrement une situation plus lucrative autre part. Les parents eux-mêmes qui ont tant peiné pour envoyer leur fils à l'école, et se priver ainsi de ses services, le forcent de partir, maintenant instruit ; ils font tous leurs efforts pour lui trouver une place fixe, dans ce monde heureux des fonction-

1. Donati.

naires, et veulent à tout prix lui éviter les ingrats travaux auxquels ils ont été astreints eux-mêmes. En 1867 la Chambre de commerce de Sartène, quoi qu'en dise M. Demolins, avait bien raison de donner pour cause de cette émigration constante, au gouvernement qui la lui avait demandée, la diffusion de l'instruction. Et autre part, d'ailleurs, l'instruction et l'émigration ne marchent-elles pas de pair, et ne s'expliquent-elles pas l'une l'autre ?

Même si le glorieux certificat d'études primaires n'incite point les jeunes lauréats à partir, même si le brevet élémentaire si recherché ne leur fait pas considérer comme pas trop dégradantes les occupations du sol, un jour viendra où le jeune homme devra quitter son pays. Le service militaire l'y forcera. Eh bien ! C'est fini : la plupart du temps le jeune conscrit ne rentrera plus chez lui, après ces deux années d'absence, y travailler encore. Qu'y reviendrait-il faire ? Si du moins il connaissait un quelconque métier. Mais non, la seule occupation qu'il ait toujours faite, fut la culture de la terre ou la garde des troupeaux. Et combien de fois même n'a-t-il pu faire ni l'une ni l'autre, faute de travail. Combien de jours dans l'année, il a dû malgré lui, rester inoccupé ! Il voudra maintenant faire autre chose, et être sûr du lendemain. Des ouvriers, ses camarades au régiment, lui ont parlé de la manufacture où ils étaient employés. La large division du travail permet à tous d'y pouvoir utilement coopérer : les bénéfices y sont plus forts et la tâche y est

moins rude. Le conscrit corse deviendra ainsi ouvrier des villes, ou bien même prolongera souvent de plusieurs années encore, son séjour à la caserne.

Et ces absences prolongées, ces départs incessants diminuent considérablement la population de l'île. Des conséquences économiques regrettables en sont le résultat forcé. Plus aucune personne valide ne demeure chez nous. Tout homme, quand il a vingt ans, fait son possible pour quitter la Corse et s'éloigner. Les champs demeurent incultes, les exploitations deviennent difficiles. Les propriétaires, pour assurer la rentrée de leurs récoltes, trouvent avec peine des bras suffisants. Beaucoup rentrent aussi dans l'île ! Mais quand ils ont vu liquider leur retraite. Ils ont cinquante ans. Vieux, usés, ils ne sauraient plus être pour l'agriculture d'aucune utilité, ni pour le commerce, ni pour l'industrie. Ils ne voudront d'ailleurs rien faire autre chose, que de bien se reposer. Aussi est-on obligé, c'est exact, d'avoir recours aux Lucquois.

C'est un mal déjà que cause l'émigration, mais, ce n'en est peut-être pas le plus grave. « Una popolazione, dira justement M. Francesco Arca, per quanto feconda e salda essa sia, non può mantenere il necessario equilibrio quando sia soggetta per un lungo periodo a questa continuata sottrazione di omini validi ed adulti. » Aussi des troubles regrettables se produisent-ils en Corse. La famille qui y était autrefois si unie, si étroitement liée, est aujourd'hui rompue et éparpillée. Il n'en reste plus que

les femmes, les enfants, les vieillards. Plus aucune proportion ainsi entre les sexes, plus aucun équilibre entre les différents âges.

L'on se plaint à juste titre des résultats antifamiliaux de l'usine : La femme pour aller à l'atelier laissant aux soins d'une voisine obligeante, ou le confiant à des crèches, son tout jeune bébé ; le mari, toujours à l'usine, se désintéressant forcément de la sérieuse éducation de ses enfants grandis. Ceux-ci, sans surveillance aucune, courant les rues, victimes impuissantes et assurées de compagnies dangereuses et de misérables tentations ! L'émigration donne de pareils résultats. Elle aussi détruit cette harmonie de la famille, empêche toute surveillance utile, éloigne tout bonheur. Comment pourrait-elle être heureuse cette mère qui sait son fils si loin, jeune encore et tout seul : et cette femme que son époux a quitté pour devenir marin ! Cette sœur, qui a vu partir ses frères ? L'émigration fait plus : en Corse les mariages diminuent considérablement : on en célébrait 1625 en 1899 ; en 1904 on n'en célèbre plus que 1554. Pour 100 habitants la proportion des nouveaux mariés est de 1,05. Et la différence s'intensifie toujours. En outre notre bonne santé d'autrefois, s'altère. Les vigoureux caractères disparaissent, la race s'abâtardit. Les Corses d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier, aussi sains, aussi forts. Les maladies plus nombreuses, le chiffre plus élevé de nos conscrits réformés pour imperfections physiques ou faiblesse de constitution, le disent bien. L'émigration en est

aussi la cause. Et on ne lutterait point pour l'enrayer pour permettre aux Corses, aux Corses laborieux et modestes, de travailler et vivre chez eux ?

Que me fait si la population augmente chaque année ? Oui sans doute, une progression évidente apparaît : tandis qu'il n'y avait en Corse en 1896 que 281.549 habitants, on en compte en 1899 : 290.168 et en 1904 : 295.589 ! Mais les tristes effets de l'émigration ne continuent pas moins ! toujours, tant que le milieu économique n'aura pas changé, on voudra partir. Certes bien des familles nombreuses se trouvent en Corse ; il n'est pas rare de rencontrer dans le Niolo, à Bastelica, dans le canton d'Olmi-Cappella, de fécondes unions ; des pères et mères ayant sept enfants, huit, dix et même davantage ! Qu'importe ? Ils sont attachés pour l'instant à leur demeure, à leur pays. Ils y grandiront heureux : mais ils n'y travailleront pas ou très peu. Plus tard, en effet, eux encore voudront s'exiler ; pendant des années, eux aussi s'exileront !

C'est précisément cette âpreté à la recherche d'une situation quelconque qui donne en Corse un si grand rôle à la politique, à l'existence des clans. Depuis longtemps ce fléau, moralement et matériellement ruine la Corse : tous ceux qui la connaissent, indigènes consciencieux ou étrangers observateurs, ne sont pas restés sans s'en apercevoir. Blanqui ne nous a-t-il pas parlé tragiquement des provisions considérables d'activité que l'on dépense pour la nomination d'un juge de paix ? et M. Giannorsini nous

dira en une sentence brève : « On fait dans l'île beaucoup trop de politique de personne et très peu d'économie politique. » Il a raison : dans les luttes électorales tout intérêt général disparaît : les questions de famille, voire même de simples questions personnelles tiennent en haleine tout un parti : elles seules sont examinées et obéies.

Le peuple se trouve ainsi divisé en plusieurs groupes rivaux : entre eux tout sentiment de justice et d'impartialité tend à disparaître et les conséquences pour n'être pas aussi noires que veulent bien l'affirmer MM. Bourde et Le Joindre, n'en sont pas moins regrettables. Ces hommes se haïssent bientôt, qui auraient dû rester frères ; et la moindre parole blessante peut alors les pousser, eux au caractère tranchant, taille tout d'une pièce, comme l'étincelle aux poudres, à commettre, ainsi qu'il est arrivé à Linguizetta, il y a quelques années, des hécatombes déplorables.

Ces divisions, ces partis, certes nous les voyons bien autre part : « Où donc, dira justement M. de Péretti, les luttes électorales sont-elles un échange de bons procédés ? » Il nous faut avouer pourtant que ces luttes empruntent chez nous un caractère grave qu'elles n'ont pas ailleurs. Elles sont, tous le reconnaissent, les représentants, le préfet, les électeurs, un sérieux obstacle au progrès que nous désirons. « La politique en Corse est une plaie, dira justement M. Chaleil. » Et pourquoi afin de la faire disparaître, M. de Péretti, attendrons l'exem-

ple problématique qu'on voudra bien nous donner sur le Continent ? Un exemple : nous l'avons chez nous, dans notre histoire. A ces divisions, d'un esprit plus tolérant et plus prévoyant, nos pères jamais ne s'y sont arrêtés. Dans les moments solennels, sauf de très rares défaillances et très regrettables, pour eux tous, le bien général, le bien public toujours a commandé ; on oubliait l'enfant et l'épouse, la maison et les biens, pour courir d'un seul élan à la défense de la patrie en danger...

Ces exemples, ces actions, qu'on veuille ou non le reconnaître, ont toujours été dus au plus ardent patriotisme et pullulent dans notre histoire ; ces hauts faits les aurions-nous oubliés ? Non, on n'appartient pas impunément à une race de grands citoyens. Il y a au fond de toute âme vraiment corse, un riche dépôt d'abnégation et de dévouement : on n'aura qu'à le réveiller, le remuer. Dans nos cœurs toujours le mot de patrie aura un pénétrant écho : qu'on nous en représente le spectre déprimé et douloureux et on aura de suite attisé notre courage, enflammé notre énergie. Autrefois, dans ces cruelles luttes d'indépendance, le grand Paoli, pour ranimer en ses fils une ardeur rarement affaiblie, leur disait aimablement mais d'une voix sévère : « *Ho conosciuto tuo padre ricordati che sei figlio d'un buona patriota !* » eux alors électrisés par ces glorieux souvenirs, forts et valeureux, s'élançaient au combat ; et les yeux à la gloire et le corps aux balles, se jetaient dans l'abîme...
« *Andavano alla morte, scherzando col dito.* »

Rappelez donc aux Corses d'aujourd'hui les sacrifices que leur pays exige encore et heureux ils s'exécuteront : « des hommes de bonne volonté accourront, comme accouraient autrefois, des milliers de défenseurs. » (Président Grassi).

III

Mais cela a été fait par des hommes aussi généreux que patriotes qui n'ont point voulu que la Corse se meure; et en effet des concours nombreux et décidés, non plus à rendre le pays libre, mais prospère, mais plus riche, n'ont point manqué à leur appel entendu. Une œuvre féconde de régénérescence économique depuis a commencé. Reconnaisant les merveilleuses vertus de puissance et d'encouragement que l'association sait donner à ceux qui la pratiquent, les Corses, hors de l'île, viennent tous de se grouper et leur bannière porte les mots si profonds : « un pour tous, tous pour un » : là dans ces étroites sociétés on parle de la patrie absente ; on y discute ses besoins ; on y travaille à son avenir.

Chaque jour ainsi nous apporte l'heureuse nouvelle de la publication d'un intéressant ouvrage sur la Corse ; ou d'une brillante conférence faite dans une grande ville : Oran, Alger, Marseille, Lyon, devant un nombreux auditoire par de hautes personnalités corses. On y expose les richesses de son sol, la pureté de son climat, la fertilité de ses terres ; lecteurs et auditeurs maintenant renseignés et

convaincus y iront en masse, nous apportant, avec leurs connaissances techniques, leurs ressources vivifiantes.

Ils viendront à nous, car on leur a assuré que l'accueil le plus large et le plus reconnaissant les y attend. Qu'ils ne craignent plus enfin de voir se réaliser sur eux les violences brutales dont on ne leur a que trop parlé. Il est possible peut-être que des colons venus autrefois dans l'île aient été mal reçus. Ainsi les Grecs, qui s'installèrent à Paomia, eurent maintes fois à se défendre contre les attaques violentes des Niolins et des Vicolésiens : mais on les considérait comme des ennemis ! Gênes en effet les patronait. « Puis, a dit justement M. de Metz-Noblat, les mœurs ont complètement changé. » Les Grecs qui existent toujours dans notre île, ne sont-ils pas aujourd'hui aimés et vénérés par tous. D'ailleurs n'avons-nous pas déjà parmi nous quelques rares continentaux installés à demeure sur différentes parties de notre territoire ? Partout ils sont l'objet de la plus grande déférence. Tuer ou faire du mal à un étranger sans cause ni raison, le Corse n'en est point capable. « Non, nous le disons bien haut, non ce n'est pas la Corse qui l'a tué, disait éloquemment sur le tombeau du journaliste de Saint-Elme assassiné, le Dr Franzini ; nos bandits les plus redoutables et les plus terribles eux-mêmes, n'ont jamais touché à un cheveu de l'étranger. L'une des plus belles vertus de nos ancêtres a toujours été l'hospitalité. Nous en appelons à la jeune et vaillante veuve qu'il

laisse ici, désolée. Elle dira à la France si nous disons vrai, elle qui a vu l'indignation générale de ce peuple et les larmes versées sur son époux ! » Qu'on relise l'exemple tout à fait intéressant cité par Valery : « M. Desclaux, président de chambre à Bastia, s'était égaré à la chasse aux environs de cette ville ; le jour était avancé et sombre, quand il fut rencontré par un homme armé jusqu'aux dents, à la barbe épaisse et au visage sinistre ; il fallut bien toutefois qu'il lui demandât sa route. Cet homme parlait facilement le français et mit beaucoup d'obligeance à bien conduire M. Desclaux. Arrivé à vue de Bastia : « Voici votre chemin, lui dit-il, mais permettez-moi de ne point vous accompagner plus loin ; peut-être pourriez-vous ne pas user envers moi de la même générosité que j'ai montrée envers vous. Je suis un tel, le bandit X... »

Les étrangers aisés peuvent donc arriver : au relèvement économique de l'île, leur aide est nécessaire certainement.

La tâche pourtant la plus profitable quoique la plus difficile est assumée par les syndicats agricoles qui brusquement se sont éclos en Corse, étoiles directrices, cachées à nous jusqu'à cette heure par les opaques nuages de l'ignorance et de l'indifférence, mais que le vent du progrès a su enfin nous découvrir. Tous ont conscience du rôle économique à remplir vis-à-vis de ce peuple de travailleurs qui a tant à apprendre. Par eux, des idées nouvelles sur les cultures agricoles, sur les travaux industriels, sur la

pratique commerciale, se font jour. La tâche assignée aux syndicats et si bien résumée par le comte de Rocquigny dans son remarquable ouvrage, *Les Syndicats agricoles*, ne leur est pas inconnue. Tout donc nous permet d'entrevoir un brillant avenir, et l'effort qui nous paraissait hier inutile, nous paraît déjà, mais nous paraîtra mieux demain utile et nécessaire!...

Pour mieux centraliser encore ces initiatives dignes, pour donner à ces enseignements louables une marche plus assurée, tous les syndirats du département se sont fédérés entre eux. N'est-ce pas là la meilleure preuve du désir qui les anime d'arracher le pays à la misère qui le guette (1). Pour aboutir, l'union était nécessaire, ils le savaient : aussi en tête de leur programme intelligemment élaboré, on peut y lire : plus de politique qui divise, plus de clans haineux ; mais marchons étroitement unis vers le but réjouissant que nous nous sommes assigné. M. Frassetto, le dévoué président de la Fédération des syndicats d'initiative, a résumé leurs idées à tous quand il s'est écrié à la fin d'un banquet : « Que l'on sache désormais qu'il n'y a plus d'au-deçà ni d'au-delà des monts ; qu'il n'y a qu'une lignée de bons citoyens qui sera la gardienne vigilante de ce pays si beau, mais si misérable : « forti saremo perche saremo uniti. »

Ainsi d'un même point de l'île, comme les chauds rayons d'un bienfaisant soleil, les conseils, les encouragements se dirigent de tous côtés, apportant avec

1. Donati,

eux plus de joie et de bien-être. A chaque unité de cette vaste fédération on a fixé une ligne de conduite ; on a réservé pour la fédération elle-même le soin de développer le tourisme dans cette île si jolie. Elle y consacre toute son énergie.

Instruits, ainsi, de tous leurs devoirs, conduits prudemment dans toutes leurs opérations, les Corses enfin prospéreront. Sachant facilement s'assouplir à n'importe quelle fatigante besogne, courageux et robustes, ils ne sauront pas faiblir. Ils se montreront dignes, au contraire, de ces devanciers illustres dont parle, dans *Notre Corse*, M. Forcioli Conti, en ces termes choisis qu'un amour sincère du pays peut seul inspirer ; de ces frères Ajacciens qui savaient être à la fois vigneron et pêcheurs ; après avoir drécieusement, durant tout l'hiver, cultivé des vignobles étendus, sans craindre aucun surmenage, de suite ils s'en allaient au loin dans de frêles esquifs, sur une mer souvent orageuse, longtemps ramer à la recherche d'un corail rémunérateur.

Par des efforts constants, à l'aide de cet enseignement nouveau, de ces sociétés dévouées, nous étant dégagés des déprimantes étreintes de la gêne, nous cultiverons mieux notre esprit. Bien que Blanqui ait dit que la paresse du Corse est en raison inverse de sa pauvreté, plus riches pourtant nous travaillerons à développer nos connaissances. Ainsi encore deviendra fausse, cette peu flatteuse appréciation souvent portée sur les Corses : ils ne savent rien ; chose bizarre, voilà un peuple à quelques

pas de l'Italie, pays de chefs-d'œuvre, et jamais pourtant il n'a su donner le jour à quelque brillant artiste, à quelque littérateur renommé. « L'île héroïque, dit M. Bergerat, n'a ni poètes, ni peintres, ni statuaires, ni musiciens. » C'est vrai, mais c'est parce qu'il y a trop de Miltiade ou de Thémistocle qu'il n'y a point de Raphaël ou de Paganini. Leurs livres, qu'on se le dise donc, furent des armes. Ils n'eurent d'autre salle d'étude qu'un large champ de bataille, et leurs œuvres, car ils en ont créé, ils les ont coulées dans du bronze forçant l'admiration de la postérité. « Isolée, la Corse, affirme justement M. Grandchamps, a produit tout ce qu'elle pouvait produire : Une nation indomptable et de grands caractères. »

Toutes les fois cependant où ils ont eu le rare bonheur de s'adonner aux études, voyez-les, ils ont très bien réussi. « Sans compter Napoléon et le célèbre Paoli, la Corse, a dit M. Griffon en 1841, a produit dans ces derniers temps plus qu'aucune province de France, des hommes illustres en tous genres et dont quelques-uns vivent encore. Laurent Giubega, Barthélemy Arena, Pozzo di Borgo qui a partagé avec Talleyrand et Metternich le sceptre de la diplomatie. Et ne lit-on pas dans l'ouvrage de M. de Germanes : « Si le gros de cette nation a croupi dans l'ignorance profonde, on doit plutôt l'imputer à la constitution de cet Etat qu'à la nature de leur esprit. Ils ont un goût délicat et un penchant naturel pour la bonne littérature. C'est le jugement que le Dante leur por-

tait. » « Au costume près, qui est fort simple, dit Bianqui, les élèves de l'école Paoli pourraient rivaliser avec ceux des premières institutions de Paris. Ils ont un véritable goût pour l'étude. » Et si la crainte de froisser des modesties ne nous en empêchait, il nous serait très facile de citer des personnalités corsees qui, aujourd'hui même, jouissent dans le monde des arts et des lettres, d'une très grande et légitime considération. Peut-on donc affirmer que le Corse est intelligent et impropre à toute manifestation du beau !

Et d'ailleurs n'aurait-on pas tort de taxer le peuple ignare celui-là même qui a souvent donné l'exemple à d'autres plus civilisés, dans la voie vers le progrès moral. Voltaire et Rousseau ne s'écrièrent-ils pas souvent que la Corse était le refuge de la liberté quarante ans déjà avant la Révolution française (1). Que valent après ces flatteuses appréciations, celles bilieuses de M. Demolins : « L'influence du Corse, dit-il, est plus fâcheuse que celle du Méridional ; car elle introduit dans les mœurs privées et publiques, non seulement l'éloignement pour le travail et les professions utiles, le développement de l'Etat autoritaire et centralisateur ; mais de plus l'appel à la violence comme un dernier et décisif argument. Ces procédés ne sont pas ceux qui contribuent à orienter dans le sens de l'avenir, les peuples qui fondent

1. Guccarelli.

aujourd'hui les progrès sur le travail, ils orientent au contraire vers l'antiquité, vers le césarisme...

Quelle erreur ! Mais toujours la Corse a été la terre de l'égalité. « Cette vieille égalité, dit Valery, qui n'est point le résultat de théories, mais le fruit des mœurs y transpire : on la voit, on la sent, on la touche. » Toujours les Corses ont voulu vivre libres, indépendants. Leurs malheurs ne les abattaient point : ils les durcissaient au contraire comme le fer rouge que l'on bat sur l'enclume. On connaît la phrase typique de Genès : « I Corsi meritano la forza e la sano soffrire ! »

D'aucuns même ont poussé ce sentiment de l'égalité et de l'indépendance à l'extrême limite. Ainsi les Giovannali, secte de fanatiques qui se créa à Carbini en 1365. Ils se rassemblaient la nuit dans leurs églises, « et avaient tout mis en commun, nous dit Filippini, tout jusqu'aux femmes ».

De nos jours encore, une tentative impuissante eut lieu à Cerfioli. M. Escalaïs en raconte la triste et rapide odyssée dans *Le Libertaire*, n° 50. Pour n'être pas aussi terrible dans ses manifestations, ce besoin de liberté remplit tous les Corses ; et ceux qui pensent trouver dans les faits actuels une preuve du contraire, se trompent. Quand le Corse sent par trop le joug sur ses épaules qui ne savent pas beaucoup plier, il se révolte.

Et c'est précisément de cet esprit d'égalité, d'indépendance, que découle cette familiarité entre tous les habitants de l'île, riches ou pauvres ; quelques

visiteurs étrangers en ont été étonnés. Cette habitude, que les mêmes travaux, une constante fréquentation ont fait naître, de se parler, de s'aborder l'un l'autre naturellement, franchement, n'a rien de mauvais. Elle peut rendre, au contraire, d'inappréciables services et faire des gros propriétaires les conseillers permanents de leurs ouvriers. L'amour-propre également de ces travailleurs corse, qui, dit-on, se croient toujours capables de tout entreprendre, est désirable : il les stimulera davantage, à ne plus rester dépositaires des vieilles routines et d'usages démodés : ils auront à cœur plutôt, de suivre à grands pas, leurs concitoyens du continent plus avancés, dans leur marche vers un meilleur avenir...

IV

Néanmoins le grand effort est fait : il nous est très agréable de le constater. Les Corses commencent à avoir plus confiance en eux-mêmes et à moins compter sur l'Etat-Providence. Ils vont maintenant adopter quelques principes de l'énergique théorie individualiste. Mais à elle seule cette théorie ne saurait suffire à régler le développement heureux des peuples : et pour certains faits, par certains côtés, l'Etat aura à intervenir. Interventionnistes prudents, voilà ce qu'il faudrait être. Les désirs vers une Corse plus prospère, plus heureuse échoueraient complètement si les Corses ne pouvaient, ne devaient compter que sur eux-mêmes. Mais la géné-

reuse France qu'ils ont aimée de tout temps, qu'aux périodes difficiles ils ont si vaillamment défendue, qu'ils aiment encore sincèrement, leur prêtera main forte dans cette œuvre de régénération économique. Les travaux dont l'importance dépasse et les pouvoirs des individus et ceux du département, c'est à elle de les entreprendre et de les mener vite à bonne fin. Car les profits de cette intelligente collaboration sont réciproques. En Corse, en effet, jusqu'à présent, ces idées funestes de dépopulation, d'antimilitarisme, de syndicat de lutte n'ont point encore germé. La paix règne à la campagne et dans les villes. Tous s'entr'aident, et chacun s'efforce de se rendre utile. Les patrons sont bienveillants pour leurs ouvriers. Ils leur donnent peut-être de trop faibles salaires : mais de quelle valeur ces salaires ne s'augmenteraient-ils pas si on voulait y ajouter les grandes facilités dont jouissent les ouvriers à la campagne. (On laisse circuler leurs bêtes, on leur fait de sérieuses avances, on leur fournit les secours urgents). Les 24.416 ouvriers répartis dans nos différents établissements industriels en reçoivent de plus forts. (Ils ont en moyenne, les hommes 3 francs, 3 fr. 50 jusqu'à 5 fr. par jour et les femmes 2 francs, quelquefois 2 fr. 50 et 3 francs.)

Ils sont satisfaits. Et aucune de ces deux forces, qui se brisent ailleurs et s'entre-choquent brutalement, ne pense avoir recours à ces procédés sanglants quelquefois, et toujours dommageables aux deux parties — les grèves. Celles récentes de

Barchetta, de Casamozza et celle plus ancienne des ouvriers des chemins de fer n'ont eu lieu que parce que les satisfactions les plus légitimes, les droits les plus certains, étaient refusés ou bafoués !

Qu'on leur facilite donc cette existence paisible et calme ; qu'on s'efforce de satisfaire leurs désirs qui ne sont jamais très exigeants.

Alors, quand sous la poussée ardente de tes efforts, ô France, tu auras permis aux Corses de se rendre plus maîtres de leur sol inexploité, quand leur puissance économique aura beaucoup augmenté par tes sérieuses subventions, tu ne pourras plus reprocher à ces enfants de la vieille Cynros leur héréditaire défaut de la vendetta, ni celui plus récent d'intempérance. Attirés par leur noble travail, ils oublieront leurs vieilles rancunes et les pratiques sanguinaires. Ce n'est que quand on souffre que l'on s'oublie ainsi. Blanqui n'avait-il pas remarqué que le seul établissement d'un théâtre à Ajaccio avait suffi pour diminuer le nombre des attentats commis sur les personnes ? et ne peut-on pas le constater encore, en comparant le nombre infime des crimes commis dans les riches contrées de la Balagne ou de Venaco, avec celui plus élevé des contrées pauvres de Bocognano et du Niolo ?

Ils auront aussi une meilleure opinion de leur dignité ; et si aujourd'hui la consommation de l'alcool atteint en Corse d'inquiétantes proportions, demain éclairés par la ligue antialcoolique qui vient de se créer, sur les fâcheuses conséquences auquel-

les ils se préparent, plus aisés aussi, les Corses saussont devenir sobres. N'est-ce pas souvent l'indigence qui vous force de boire ? Comment, dans nos villes, l'ouvrier laborieux et économe a-t-il franchi le premier pas dans cette voie rapide de dégradation morale ? parce qu'il souffrait chez lui ; parce qu'une maladie avait épuisé ses ressources ; parce qu'il ne trouvait pas de travail !...

Oui, il se sentait meurtri en voyant son logis sombre, sa femme fatiguée de besognes, ses enfants, maigres et pâles, qui avaient faim..., et il partait au cabaret, fasciné par les lumières, les rires, la joie ; — il oubliait ainsi ses soucis. En Corse il peut ne pas en être autrement. Développer sa prospérité économique, y assurer un travail continu, sans fâcheuse intermittence, c'est du même coup y supprimer toute coupable tentation. Contents ainsi du nouveau sort qui leur sera fait, attachés à leurs productives occupations, les Corses ne viendront plus solliciter dans tous les départements ministériels des places de tout repos. Ils attendront leurs mandats de paiement ordonnancés seulement par leur travail opiniâtre et une prudente initiative. Économe, laborieux, aisé, voilà ce que peut être le Corse, voilà ce qu'il sera certainement demain. Sans aucune fréquentation de ces jeunes criminels au sens moral dépravé ; de ces professionnels de l'armée du mal, qui remplissent vos villes, notre jeunesse restera en Corse, comme

le voulait Bacon (1) ; et ne sera plus ainsi victime — elle ne l'a que trop été jusqu'ici — des pernicious exemples qui lui furent donnés.

Mais s'inspirant des vieilles idées qui ont fait la gloire de nos aïeux, elle saura vivre toujours des fruits d'un travail continu et honnête. Et la France se préparera ainsi pour l'heure fatale qu'on ne demande point, mais qui pourrait cependant venir hélas ! de ces combattants énergiques qui n'obéiront à aucune de ces idées subversives, alanguissantes, destructives de toute discipline et de toute bravoure, mais qui pour cette grande et noble idée, l'amour de la Patrie, lutteront vaillamment comme au passage du Rhin, comme à Sébastopol, comme à Navarin ! et nous pourrons ainsi saluer enfin la réalisation de cette heureuse prophétie de J.-J. Rousseau : « il est encore un peuple qui pourrait étonner l'Europe... »

1. Lire dans M. Bergerat comment Bacon empêcha l'émigration de deux jeunes Corses.

CHAPITRE II

La Corse

Pourvu qu'on sache sagement la restreindre, la pensée de Le Play est très vraie : « Les différentes races d'hommes offrent de nos jours dans leur organisation physique des différences considérables, qui sont en rapport direct avec celles qui existent soit dans les lieux habités en ce qui touche la fertilité du sol, soit dans le climat entre les termes extrêmes du chaud et du froid. » L'organisation économique est beaucoup influencée aussi par le milieu physique. Reclus, Demolins, Le Play lui-même ne le nient point : d'ailleurs les monographies du maître et de ses nombreux disciples ne commencent-elles pas toutes par une minutieuse étude du lieu et de la composition du sol ? Carey, bien souvent, fait aussi allusion à cette influence, et quelque part dans ses sérieux ouvrages, il affirmera que même à une époque de civilisation avancée, elle est encore considérable. Moins considérable pourtant, dirons-nous avec M. Villey. L'homme en effet après avoir été l'esclave de la nature, des lieux qui l'environnent, sait par la

suite habilement leur commander et les fait servir à ses besoins (1). Bacon a pu dire plus brièvement : *Naturæ non imperatur nisi parendo*.

Les Corses ont obéi à cette commune loi : ils ont reçu une décisive empreinte du sol qui les a vus naître ; ils en portent tout l'éclat et la sauvage grandeur. Maints économistes l'ont remarqué et Blanqui affirmait que leur caractère ne manque pas d'analogie avec la constitution géologique du pays : il ajoutait même qu'en Corse les habitants avaient des mœurs tout à fait différentes suivant qu'ils habitaient telle vallée complantée en châtaigniers ou tel autre recouverte d'oliviers, telle région où il n'y avait que des pâturages et telle autre où le sol était moins généreux. Dans son livre très documenté *Histoire de la Corse*, l'abbé Bartoli cherche à prouver avec beaucoup d'esprit tout le long d'une page les attaches communes de la Corse et des Corses.

Et elles sont réelles ! Ils virent en effet dans leur île féconde, quantité d'arbres qui avaient poussé, donnant d'excellents fruits sur aucune culture ; instinctivement ils s'en emparèrent. Ils trouvèrent en outre de gros pâturages, de hautes montagnes boisées, de vastes plaines : ils élevèrent donc de nombreux troupeaux qui les faisaient vivre ! et beaucoup d'autres peuples, paraît-il, après avoir traversé l'état

1. D'aucuns le nient plus ou moins, « peu s'en faudrait à les entendre que la destinée des peuples ne dût se lire en entier sur les cartes géologiques et géographiques ». P. Cauwès. *Economie politique*, t. 1.

sauvage en sont arrivés là : ils furent pasteurs. Puis, si nous croyons Le Play, les pâturages venant à manquer sans doute, cherchant aussi une nourriture plus variée, ils piochèrent la terre et devinrent agriculteurs ; ils avaient déjà été pêcheurs-côtièrs, forestiers, mineurs-fondeurs, et sont devenus enfin des manufacturiers et des commerçants.

Cet ordre aussi logique, aussi déterminé mais vraisemblable, imposé aux modes de travail de l'homme, semble pourtant très peu scientifique. S'il y a beaucoup de peuples qui l'ont suivi, combien d'autres y ont formellement dérogé. Ainsi l'Angleterre fut d'abord une nation agricole : puis le mouton expropriant le petit propriétaire, elle se couvrit de larges pâturages : et aujourd'hui elle abrite un peuple d'industriels. Les Etats-Unis furent à la fois des agriculteurs, des manufacturiers et des commerçants. Je ne crois même pas d'ailleurs qu'on doive considérer comme étant la nation idéale celle qui serait exclusivement commerçante : je ne veux que citer l'éphémère durée de la ligue hanséatique. La véritable nation si bien définie par List est celle qui pratique l'économie nationale, celle qui sait tirer parti de toutes ses richesses, et sait faire valoir tous ses produits.

Pourtant nous devons ajouter que rarement les nations atteignent ce rôle du premier abord : elles n'avancent souvent que par tâtonnements successifs et on aurait grand tort de vouloir dès le commencement assigner à un peuple une tâche déterminée...

Ainsi quand voulant définir le Corse, celui d'hier et d'aujourd'hui et de demain sans doute, M. Demolins dit que c'est un demi-nomade de l'art pastoral et de la cueillette, il pense donc que jamais la Corse, ne saurait avoir d'autre avenir. Et pourquoi n'y verrions-nous pas des industriels aussi, des agriculteurs, des commerçants puisque des richesses certaines sont accumulées dans son sol. Si l'Amérique, pour reprendre notre premier exemple, est arrivée vite à la tête des nations industrielles, elle le doit aux qualités de ses habitants ; elle le doit encore et en grande partie aux ressources nombreuses que sa fertile terre lui donne continuellement. Cette étroite relation du milieu et de l'individu réserve donc aux Corses un avenir brillant. Que notre île a de précieuses ressources, nul en effet ne saurait en douter ; et si la plupart des auteurs, obéissant à une façon de sentir et de juger différente de celle des autres, ont émis sur le peuple qui l'habite des avis diamétralement opposés, l'un critiquant sa sauvagerie, l'autre vantant son hospitalité, tous pourtant ont été unanimes à reconnaître la générosité de son sol et la richesse de son sous-sol. Besoin n'est pas d'intituler son livre, comme le faisait pour la Calabre le patriotique auteur Francesco Arca : *Calabria vera* ! On connaît très bien la Corse scientifiquement : des ingénieurs souvent l'ont traversée et étudiée : d'autres chargés de missions particulières en ont minutieusement scruté les plus infimes détails. Géologie, minéralogie, climatologie, système orographique, faune, flore, rien n'a pu

échapper à leurs curieuses observations. Et de nombreux ouvrages ont été ainsi publiés sur notre île ; un pourtant se signale entre tous par l'exactitude de ses vues : c'est le livre terrier de l'île ; il pourrait à juste titre s'intituler *Corsica vera*. Les auteurs en sont deux jeunes savants Testevuide et Bedigis, envoyés en Corse en 1770, au lendemain de la conquête, par le marquis de Choiseul qui, prudent, voulait la bien connaître, avant d'en entreprendre la colonisation. Plusieurs questions étaient donc posées : description détaillée et très circonstanciée du pays relativement à ce qu'il a été, est et sera ; la division de tous les terrains entre les trois classes suivantes : bons, médiocres et mauvais ; leurs particularités : mines, bois, étangs, ruisseaux ; l'usage qu'on pouvait en faire : et les consciencieux envoyés y ont intelligemment répondu en une quantité de magnifiques cartes avec des légendes très instructives. Plus tard quand MM. Lalande, Monge et Gervaise furent appelés à juger ce travail dû à de sérieux efforts, voici l'avis qu'ils crurent devoir émettre : « que le terrier soit complété au point qu'il ait la perfection dont ils l'ont trouvé si peu éloigné ». On peut donc avoir confiance en ses conclusions : et elles sont toutes favorables à la Corse.

Comment pourrait-il en être autrement ? Mais la situation même de la Corse et son origine, de suite en laissent deviner tous les avantages. Cette lave refroidie, lit-on dans Blanqui devait nécessairement renfermer des carrières précieuses de granit et

de marbre : nul pays n'en possède en effet une plus riche variété. » Ainsi l'on voit du granit rouge à Poggiolo et tout près du cimetière d'Evisa ; sur la route de Vico à Aitone, à un endroit assez proche de Renno on trouve du granit violet ; du granit rose à Calaccucia et au fond du golfe de Porto. On aperçoit du granit avec grenats dans le lit du torrent de la Sellola entre Vizzavona et Bocognano ; du granit blanc à Vico ; noirâtre (syenile) et convenant parfaitement à la construction des mausolées, à Olmeto et à Mela ; du granit grisâtre à proximité d'Ajaccio, et du granit gris bleu dont la tourmaline remplace le talc ou le mica dans la Scala d'Evisa. Mais le plus beau de tous est le granit orbiculaire qu'on rencontre à Campolaïo. Des géologues ont cru pouvoir affirmer que cette espèce ne se trouvait qu'en Corse. Découverte en petits blocs sur les bords du Taravo en 1783, il fut reconnu en roche vive près de Tallano en 1809.

Napoléon s'en fit faire, dit-on, des plateaux et des vases qui furent très remarqués aux Tuileries (1). Après le granit de Tallano, on doit comme beauté classer celui d'Algajola, composé de cristaux de feldspath rose, de quartz gris, de mica vert ou noir : c'est celui qui a précisément servi à la construction du piédestal de l'obélisque de Louqsor à Paris. Il a fourni aussi le soubassement de la colonne Vendôme ;

1. Girolami-Cortona.

ce qui a fait dire à Valery : La Corse a en même temps donné et le marbre qui la soutient et le génie qui la domine.

D'autres espèces pourraient encore être signalées ! La Corse étant surtout formée en effet de roches granitiques l'on y rencontre souvent, en divers endroits des blocs de granit d'une admirable beauté. L'on connaît l'enthousiasme de M. Bergerat : « Venez dit-il. A un quart d'heure de là sur la route, il s'arrêta devant des blocs abandonnés. Et c'en était. Rien de plus précieux que ces jolis granits gris, lardés de pistaches : quelle maison on aurait avec cela : maison d'émeraude et de malachite. Si jamais je suis riche ! »

Les carrières de marbre y affluent aussi : nous pouvons principalement signaler celles découvertes à Ortiporio et à Gavignano d'une couleur blanc statuaire et tout à fait comparables à celles, pourtant si renommées, de Carrare. Sur les bords de la Restonica, tout près de Corte se trouvent les carrières les plus riches peut-être de toute la Corse. On pourrait en retirer des colonnes de toute dimension. Autrefois, à proximité, on avait installé une grande scierie pour préparer leur joli marbre cipolin. Plusieurs grands hôtels à Rome en sont décorés ! et n'est-ce pas des carrières de Bevinco que proviennent les marbres qui ornent la façade du Grand-Opéra de Paris ?

La Corse est également très riche en différentes espèces de porphyre. Le rouge, le vert, le gris et le

noir y abondent. Le Niolo à lui seul en a presque toutes les variétés : à proximité de Porto-Vecchio, on trouve à la fois du porphyre noir et du porphyre couleur nankin avec des cristaux de feldspath rose. Le porphyre ou euryte globuleux de Galeria est aussi à signaler.

Le jaspe ou vert antique que l'on trouve en Corse, à Orezza, est d'une beauté admirable. On voit encore dans le Niolo, mêlés aux granits et aux porphyres, du jaspe à fond vert et du jaspe sanguin. La serpentine dont la couleur tachetée rappelle celle du serpent, est abondante en Corse. On en trouve des qualités fort variées dans le Cap, à Vezzani ainsi qu'à Murato. Mais les plus jolies sont, sans contredit, celles du Bevinco : des colonnes qui en furent extraites, présentées à l'Exposition universelle de Paris en 1855, y obtinrent en effet le premier prix. Et n'est-on pas venu à Orezza chercher la serpentine qui pare à Rome la chapelle des Médicis ? J'aurai soin également de mentionner cette espèce de serpentine verte, tachetée de jaune, extraite du Bevinco et qui pour sa grande beauté a reçu le nom de Pierre Eugénie.

Outre de ces précieuses ressources, la Corse recèle encore dans son sein des gisements métalliques considérables. Ils sont aussi riches que ceux qu'on peut rencontrer aux îles d'Elbe et de Sardaigne ! l'illustre ingénieur Geymard le dit explicitement. Bien exploités, ils sauraient largement récompenser le travail des industriels. Il y a en effet quantité de par-

celles de fer : fer sulfuré, oxydé, arsenical ; du fer spatique ou carbonaté, qu'on peut trouver à Lento, à Sagone, à Piétralba, à Venzolasca : Zilia et Moltifao cachent du plomb argentifère : des indices de mercure se voient dans les environs d'Ajaccio ; du manganèse s'aperçoit à Furiani et à Muone, près de Pontellalla-Leccia. Mais l'on remarque surtout en Corse les mines d'amiante qui sont nombreuses : Scolca, Orezza, Pietra-Mala en ont. Les mines de Matra sont très riches aussi en arsenic rouge ; et des traces non douteuses de l'existence du cuivre peuvent se voir dans la traînée si longue qui va de Porto-Vecchio à Belgodère.

Examinons maintenant la surface, et nous y verrons fleurir la plus brillante végétation. Malgré la terrifiante consommation qu'en font les usines d'acide gallique, des châtaigniers énormes couvrent encore des espaces étendus. De nombreux oliviers et des sauvageons plus nombreux encore se voient sur nos coteaux inclinés. Nos forêts où se mêlent diverses et précieuses essences, sont universellement réputées. Dans la plaine poussent, robustes, mille arbres fruitiers ! Nous avons enfin le maquis — le maquis corse, au parfum si pénétrant que Napoléon a pu dire à Sainte-Hélène : « L'odeur seul du sol m'eût suffi pour deviner la Corse les yeux fermés. » On voulait autrefois le brûler : beaucoup le jugent encore aujourd'hui inutile. Il serait désirable en effet, qu'en Corse, le sol cultivé s'étendît davantage

aux dépens des myrthes, des bruyères des arbousiers ! Ces plantes sauvages peuvent cependant fournir et fournissent en effet de précieuses ressources. — Geymard rêvait d'en faire de la potasse : « ... il résulte, disait-il, qu'on pourrait obtenir 30.000 quintaux de potasse par an, ce qui produirait 500.000 francs. Nous cesserions d'être tributaires pour ces produits de la Toscane et de l'Amérique. » Mais on en fait du charbon ! et plusieurs communes — celle de Palasca par exemple — tirent annuellement des arbousiers dont on cueille les fruits, — ces baies rouges et pulpeuses, pour en faire de l'eau-de-vie, des revenus assez élevés.

Dans ces maquis en outre, au milieu de ces forêts centenaires un grand nombre d'animaux grandissent et pâturent en toute liberté. Comme la flore, la faune est en effet très riche en Corse. S'il n'y a point de loups — et nous nous en félicitons ! — comme l'affirmait trop légèrement Feydel, et comme le répétait à sa suite trop naïvement M. Realier-Dumas, beaucoup de sangliers au contraire, de cerfs, de gros renards, des lièvres, etc., etc., s'y rencontrent. Il y a aussi des moufflons, Monsieur Bergerat, quoique vous en doutiez ! De nombreuses variétés d'oiseaux s'y rencontrent : les grives, le merle, la perdrix, des cailles, des bécasses, etc., etc. Et toutes ces bêtes vivent aisément des nombreux produits que spontanément la terre leur offre.

Le sol de la Corse, en effet, là surtout où ni la pioche ni la charrue ne l'ont épuisé, c'est-à-dire sur une

très grande partie, est très fertile. Si on traçait une ligne de l'embouchure du Regino à l'embouchure de la Solenzara, on aurait au S.-O., avec de très rares terrains sédimentaires une longue série de roches éruptives anciennes, de structure granitique. Si pour les poètes, le granit est l'emblème de quelque chose qui dure toujours, en réalité il se décompose aussi. Celui de Corse qui couvre une grande partie de la superficie de l'île, se fissure et s'effrite très facilement sous l'action des agents atmosphériques, et donne rapidement naissance à de la terre végétale. Mais cette terre qui est la nôtre sur une vaste étendue, manque de certains éléments essentiels pour donner de larges produits. Il n'y a point de chaux ! Point d'acide phosphorique ! Aussi est-on obligé d'utiliser ici des amendements calcaires et des engrais phosphatés. Au N.-E au contraire de cette même ligne, la plus grande partie de l'île est occupée par une puissante formation de schistes lustrés, sériculeux et oppiolitiques qui servent de substratum à de précieuses formations sédimentaires. Ces terrains très féconds, faits d'alluvions en grande partie, sans même aucun apport d'engrais sérieux, produiraient énormément. Blanqui en a ainsi parlé : « Je ne sais ce que vaut la Mitijda d'Afrique, mais à quelques heures de Toulon est une Mitijda française comparable à la terre promise où toutes cultures, chanvre, lin, garance, betteraves, vignes, coton, olives, fleurs à parfums y prospèrent. »

D'autant que le climat s'y prête bien ! « La Corse suivant l'expression de M. Hollande tient des Alpes et des Pyrénées par ses montagnes élevées, de l'Espagne et de la Provence par son côté occidental, de la Toscane, de la Sicile par tout le bassin hydrographique occidental, de la Lygurie par le Cap-Corse. » Ainsi trois climats différents peuvent se distinguer : d'abord celui du littoral jusqu'à 500 ou 600 mètres, puis le climat normal de 600 mètres jusqu'à 1.800, enfin le climat alpestre, 1.800 mètres et au-dessus. Chacun a ses produits spéciaux : tandis que près de la mer, sous les chauds baisers d'un soleil vivifiant, fleurissent l'oranger et l'amandier ; plus haut, bien au-dessus de la région des oliviers, poussent à l'envi, châtaigniers et pins laricio (1).

Les fleuves nombreux et abondants, Golo, Tavignano, Restonica, La Gravone, l'Ostriconi, etc. sont pour la Corse une nouvelle ressource. Ils pourraient facilement devenir, en effet, des moteurs industriels puissants et par des irrigations relativement aisées, apporter aux champs des éléments précieux de fertilité. Cependant ils ne coulent que pendant l'hiver, et pendant l'été ils sont presque à sec. Les pluies se font alors très rares et les fortes chaleurs souvent occasionnent à nos agriculteurs des dommages sérieux. Mais on connaît le remède ! Qu'on plante donc !

1. Doit-on, avec certains auteurs, subdiviser le dernier climat en deux autres, climat froid et climat très froid. A cela je ne saurais y voir aucun inconvénient.

Il nous faut ajouter aux richesses de la Corse la mer qui l'environne et dont on pourrait tirer un si grand parti pour le développement du commerce ; ses rades naturelles et ses larges golfes enfin où peuvent pénétrer et s'abriter tant de navires !

II

Que faudrait-il de plus pour qu'un peuple soit heureux ! pour que sur un sol aussi privilégié les habitants puissent vivre aisés ! Pourtant les Corses sont pauvres ! Et ces richesses demeurent inexploitées. Ne sachant, ne pouvant en tirer un utile parti, ils émigrent au loin et vont chercher autre part cette *aurea mediocritas* qu'ils ne trouvent point chez eux. Cette île infortunée qui autrefois nourrissait facilement plus d'un million d'habitants sait en faire vivre deux cent mille à peine !

Pourquoi ! Parce que durant toujours la Corse a soutenu contre différents peuples une lutte économiquement funeste. Elle qui ne semblait surgir des flots bleus de la langoureuse Méditerranée, que pour offrir aux voyageurs fortunés, devenus ses habitants, une vie facile et abondante, ne fut au contraire qu'un ossuaire monstrueux engouffrant dans son sein des milliers de victimes, tandis que son sol desséché

s'irriguait de leur sang. Toujours désirée et toujours vivement disputée par sa position et sa bonté, des peuples commerçants ou militaires se livrèrent sur son sol de bien sanglantes batailles, dont les désastreux effets se prolongent jusque de nos jours. Dans les cirques de ses hautes montagnes au lieu de l'harmonieux son de la flûte champêtre annonçant la paix et l'abondance, n'a toujours résonné que la passionnante conque marine, sonnant la marche à un combat continu !! Des ères courtes de prospérité, succédant à de longues périodes de misère et de mort, voilà, comme des éclairs rayant d'un vol rapide, pour mieux ajouter à la terreur, l'immensité noire d'un ciel menaçant, voilà ce que fut la vie corse.

Cette île, aux premiers âges, est jalousement entourée de ténèbres qu'on n'a point encore su éclaircir. Hérodote le premier en parle et nous dit que des Phocéens étaient venus s'y établir. Fuyant la domination naissante de Cyrus, confiant leurs biens et leurs personnes aux vagues de la mer, ils s'éloignèrent rapidement, et vinrent fonder sur nos rivages des comptoirs commerciaux. D'aucuns leur attribuent même l'établissement de la ville d'Aléria, sur la côte occidentale. Leur influence économique sur les indigènes a dû être peu profonde ; pourtant par eux, à leur contact, les Corses d'alors durent prendre goût au commerce. L'agriculture cependant ne leur était point inconnue !

Plus tard, en effet, comme les Phéniciens qui les y

avaient précédés, comme des émigrants basques qui y étaient venus également, sans laisser d'ailleurs ni les uns ni les autres de traces vraies de leur rapide passage, les Phocéens aussi durent quitter l'île. Parce qu'ils exerçaient, dans les mers environnantes, des violences excessives, les Etruriens d'accord avec les Carthaginois, les battirent et les en chassèrent. Et ceux-ci, — qui ont certainement occupé des stations sur nos côtes, — Aristote nous le dit, — « sachant qu'il était plus facile de vaincre les Corses que de les dompter — prirent alors le parti d'arracher leurs vignes, et toutes les autres productions de la terre, et leur défendirent en outre pour les mieux dominer, sous peine de mort, de semer des graines ou de planter des arbres fruitiers » !! Les Corses cultivaient donc la terre habilement ; ils devaient la mieux cultiver encore sous la domination romaine.

Pénétrés de l'importance qu'il y avait pour eux à posséder cette île, craignant d'autre part la grande influence qu'auraient eue ainsi les Carthaginois, déjà maîtres de la Sicile, dans toute la mer Méditerranée, les Romains ne tardèrent point à en décider la conquête et à en expulser, au commencement de la première guerre punique, les heureux occupants (259 av. J.-C.). Tout n'était point fini cependant : et des luttes continuelles allaient encore s'engager, tantôt vaincus, tantôt vainqueurs — contre les indigènes. C'étaient de vraies chasses humaines, dira Mommsen. Les Romains poursuivaient les Corses avec des chiens : « Une fois pris ils étaient conduits

aussitôt sur le marché aux esclaves. Strabon nous parlera en des termes où chaque injure cache un éloge, du courage de ces Corses ! « ils se laissaient mourir de faim, dira le Dr Mattei, plutôt que de vivre en esclaves dans les somptueux palais de Rome. » Celle-ci dut envoyer dix expéditions et guerroyer pendant environ un siècle !

Enfin en 162, après l'expédition heureuse de Scipion Nasica, elle fut définitivement maîtresse de l'île. Aussitôt elle en commença selon ses habitudes, la colonisation. Son empire devant durer cinq cents ans, il lui fut loisible de bien s'en occuper. Une large route fut de suite établie, mesurant environ 180 kilomètres ; elle allait de Mariana à Pallas. Des ponts s'élevèrent. On construisit des ports à Biguglia, à Diana, à Pallas, aujourd'hui Bonifacio. La population étant nombreuse et augmentant en outre rapidement, donnaient des bras à la terre qu'on remuait en tous sens ; de riches moissons la recouvraient, ce qui a fait souvent dire : « La Corse et la Sicile étaient les greniers de Rome. »

Prise à la lettre, cette affirmation est fausse. La Corse ne produisait pas suffisamment pour pouvoir si largement exporter. Mais elle dit bien le développement qu'avait alors l'agriculture. Le commerce était aussi très florissant : des quantités considérables de poissons, de vins excellents étaient expédiés de l'île vers l'Italie. La cire, le bois de construction suivaient le même chemin. Aussi, malgré le tribut qu'ils eurent à payer aux vainqueurs, on peut affirmer, avec

M. Fontana, que ce fut là pour les Corses l'époque la plus heureuse.

« Mais l'agonie de l'empire d'Occident mit un terme à ce repos prolongé. » Les Goths, les Vandales, les Arabes, la traversent et la pillent. La domination des Byzantins fut si despotique, que des mères étaient obligées de vendre leurs enfants pour payer les impôts accablants. Les Ostrogoths, les Lombards, aussi la saccagent et la ruinent. Enfin, en 553, Charlemagne s'en empare. Mais on n'eut point le temps de réparer les déplorables désastres. Le repos fut trop court.

Obéissant à sa cruelle destinée, la Corse à nouveau reprit le fardeau de ses douleurs. Il devait être plus lourd encore, elles allaient devenir intolérables ! Aux incursions sarrazines en effet si épouvantables, devaient s'ajouter les maux des guerres civiles. Des communes affolées, confièrent alors l'île entière au pape Grégoire VII. Ils y trouvèrent un protecteur : par ses soins, l'évêché de Pise devint suzerain de l'île. Puis, en 1070, Urbain II la céda, moyennant une redevance annuelle de cinquante livres, à la florissante République de Pise.

On ne consulta point les Corses ! Le contrat peut donc paraître étrange : on n'eut pourtant qu'à s'en louer. Transformant simplement la hiérarchie des autorités, le gouvernement pisan respecta cependant les institutions alors existantes. « Il se fit universellement chérir, a dit Giovanni della Grossa ; cette paix et cette union profonde firent oublier les

malheurs des temps passés. » Sous son administration populaire, l'industrie nationale reprit son activité : on bâtit des églises, dont on peut encore admirer l'architecture ; on perça des routes. « Ce fut alors, dit Filippini, que s'élevèrent quantité d'édifices publics. » Aussi la « tradition insulaire semble avoir toujours conservé en Corse, du gouvernement pisan, le meilleur souvenir » (1).

Mais ce n'était là encore qu'un armistice, une courte trêve. A nouveau la guerre recommença. Gênes et Pise, ces deux républiques réciproquement jalouses de leur prospérité commune, luttent l'une contre l'autre, et la lutte fut rude et longue. « Elle dura plus d'un siècle, dira justement Bigot, et la République de Pise y succomba. » Les Génois étaient donc maîtres de la Corse ! Leur joug fut si pesant que les indigènes maintes fois se révoltèrent. « Depuis le ^{xiii}e siècle jusqu'à la fin du ^{xvi}e siècle, remarque Mérimée, la Corse est un champ de bataille où les Génois, les Aragonais, plusieurs princes italiens, les papes, les rois de France armant les insulaires les uns contre les autres, les excitent sans cesse à s'égorger pour savoir à quels maîtres ils appartiendront. Rien de plus triste, de plus hideux que cette période de trois siècles, marquée par des massacres sans gloire, des perfidies sans résultat, des cruautés atroces, une mauvaise foi et un égoïsme

1. Colonna de Cesari.

honteux de la part des gouvernements et des chefs nationaux. » Comment peut-on ainsi parler d'industrie et de commerce ! D'autant que l'administration génoise était si tyrannique et si rapace !

Voici avec quel esprit mordant la jugeait Napoléon : « Gênes jadis très puissante avait un grand nombre d'emplois à donner ; mais au temps dont nous parlons, elle était réduite à la Corse seule : et la Corse seule était obligée de supporter presque tout cet horrible fardeau. Chaque deux ans l'on voyait arriver les flotilles de ces gentillâtres, avec leurs familles, affamés, nus, sans éducation, sans délicatesse. Plus redoutables que les sauterelles, ils dévoraient les champs, vendaient la justice et emprisonnaient les plus riches pour obtenir une rançon.

On riait à Gênes de ces plaisanteries nobiliaires. Le répertoire des gens aimables, des conteurs de bons mots dans les sociétés, n'est rempli que d'aventures de ces gentilshommes, et toujours le Corse est le battu et le moqué. Combien avez-vous gagné ? Nous avez-vous laissé quelque chose à prendre, demandaient ceux qui allaient partir à ceux qui étaient de retour. » — « La Corse, dira M. Fleury-Bergier, devint un pays conquis dont les productions naturelles devaient appartenir avant tout à ses maîtres. Les Génois avaient interdit à ses habitants toute communication avec la mer. De là point de vaisseaux ni de commerce maritime.

Ils s'étaient réservés l'importation dans l'île des produits génois dont leurs commissaires eux-mêmes

fixaient les tarifs, tandis qu'ils se faisaient livrer à vil prix certaines productions de l'île, également monopolisées par eux. L'exploitation des mines de fer, de plomb et d'argent demeurait prohibée ainsi que l'usage du sel naturel du pays. Les étangs et les rivières étaient affermées à des Catalans et les indigènes n'avaient pas le droit de pêche. Quant aux impôts, ils étaient écrasants : rien n'échappait à l'avidité du fisc génois. Le grief qu'on leur reprochait surtout c'est l'étrange et odieuse façon dont on rendait ou plutôt dont on ne rendait pas la justice. La partialité et la vénalité des magistrats et des fonctionnaires publics assuraient pour ainsi dire aux criminels tantôt l'impunité de leurs crimes ou délits, tantôt, s'ils n'étaient point protégés, une répression cruelle, dépassant toute mesure, jusqu'à mettre le feu à des cantons entiers. »

Ce tableau si sévère est pourtant très vrai. N'avaient-ils pas, cruels à l'excès, décapité certains chefs de l'insurrection et suspendu leurs têtes dans la salle du Sénat ? Elles furent inhumées en 1802 seulement, trois quarts de siècle après, sur l'ordre de Saliceti. Et cette justice honnête, sincère, qu'on leur refusait les Corses, profondément justes, la demandèrent à leurs fusils. « Le tribunal t'a acquitté, disaient-ils à leurs adversaires heureux ; mais nous, ajoutaient-ils aussitôt terriblement — te condamnons. Et la Vendetta commença : elle allait être effroyable... En effet « chaque balle se répercuta en ricochets meurtriers, chaque tombe devint un créneau

derrière lequel s'embusqua un nouveau bandit » (1).

Tels sont les cadeaux qu'ils nous firent ! Tels sont les souvenirs que nous en emportons ! N'ont-ils jamais pris pourtant d'heureuses initiatives ? — Rarement. — Ainsi, c'est grâce à eux qu'une colonie grecque est venue s'établir en Corse, sous la sage conduite d'un homme illustre, d'un grand nom — Stephanopoli de Commène (2). Les Génois l'avaient dotée de quarante mille francs et lui avait assigné à Paomia un assez vaste terrain. Possédant des notions très développées en agriculture, les laborieux émigrants défrichèrent bientôt leur sol, et firent pousser, là même où il n'y avait d'abord que du maquis, de riches moissons. Les insulaires furent contents de cette « leçon de choses » et en plusieurs endroits adoptèrent ce genre de culture. « Le Corse qui avait quelque aisance faisait tous ses efforts, nous dit M. Stephanopoli, un descendant du chef habile et respecté des Hellènes, pour avoir un Grec qui dirigeât la culture de ses terres : l'on recherchait leur amitié, leur alliance »... Les travaux agricoles s'améliorèrent donc ainsi, et se développèrent.

Mais la guerre devait bientôt recommencer contre Gênes, implacable, acharnée. On ne voulait plus de sa domination détestée. Le précepte que l'on

1. Paul de Saint-Victor.

2. Les Génois tentèrent l'installation à Porto-Vecchio en 1589 d'une autre colonie ligurienne, mais ils ne surent point la faire prospérer.

trouve dans cette patriotique brochure, *La Corsica a suoi figli*, remplissait leurs esprits : « Quand on a la liberté on jouit de tous les biens, on n'en a aucun quand on n'a pas la liberté. » Enfin en janvier 1735, après les efforts héroïques de nos vaillants aïeux, un traité était signé séparant définitivement la Corse de Gênes. Pourtant, sans vivres, à bout de forces, on accepte la domination et surtout l'argent du baron de Neuhof. On le proclame roi au couvent d'Alesani en 1737 : il reçoit le nom de Théodore I^{er}. Sous son règne éphémère, notre situation économique s'améliora légèrement. Les Hollandais lui prêtèrent cinq millions qui furent dépensés dans l'île ; à son appel arrivèrent de nombreux juifs qui apportèrent ainsi chez nous leurs connaissances et leurs ressources.

Le roi Théodore partit bientôt pour un voyage lointain : il ne devait plus en revenir que baron ! Gênes pensa alors reprendre son ancien pouvoir. Elle constata cependant qu'elle était aussi abhorrée que jadis et même davantage ; elle s'en vengea cruellement en donnant ordre à son gouverneur Rivarola de brûler tous les villages, d'en massacrer tous les habitants. Ce fut le commencement d'une longue suite de représailles. La France aidait Gênes à vaincre et à commander aux Corses. Ceux-ci lui dirent bien leur profonde indignation. « Salva la fedé, anche il Turco. » Oui pourvu qu'on respectât leurs sentiments religieux, ils auraient tout préféré au despotisme cruel des Gênois, fût-ce un gouvernement ottoman, fût-ce un empereur turc ! On ne les

écouta point. Un mémoire fut écrit à l'adresse du roi : mais la cour de Versailles ne le lut point (1) et nos pères, nourris misérablement de polenta, de lait et de lupins avaient encore la force pourtant de se grouper et de lutter contre Gènes et contre la France.

1755 allait venir cependant et Paoli apparaître ! Sous son administration habile, la Corse change bientôt d'aspect ; on continue à vaincre sans doute, ou à subir des défaites, plus rares en vérité ; mais d'autres utiles travaux occupent maintenant nos aïeux. Ils ne sont pas tous soldats. L'on y voit aussi des agriculteurs avertis et des industriels laborieux. « Avant Paoli il n'existait point d'agriculture ; rien du moins qui méritât ce nom ; avec lui l'agriculture naît et se développe à la faveur d'une série de decrets instituant des récompenses ou édictant des peines, pour ceux qui cultivent avec soin ou qui au contraire négligent leurs fonds. Cette Corse qui ne produisait que dans des proportions insignifiantes et qui en était arrivée à acheter aux Génois tout ou presque tout ce dont elle avait besoin, se suffit à elle-même au bout de quelques années et exporte même à l'étranger. (2) » Dans le livre de M^r Toussaint Nasica, *Mémoires sur l'enfance et la*

1. Ce mémoire célèbre fut vanté par Voltaire : on y lisait : « Les profondes, sanglantes et crucifiantes atteintes qu'ont reçues d'eux nos vies, nos âmes, notre honneur et nos biens nous font frémir d'horreur à la seule pensée de les revoir nos maîtres. »

2. M. Jollivet.

jeunesse de Napoléon, nous trouvons cette lettre de Bonaparte : « 25 janvier 1791. Paoli avait fondé une université, établi une fonderie de canons, des moulins à poudre, ouvert des ports, créé une marine qui protégeait ses communications en nuisant extrêmement aux ennemis. » Les haines sont apaisées entre les familles ; les partis se pénètrent et se comprennent mieux ; enfin par une justice absolument impartiale frappant le riche coupable, absolvant l'innocent quoique pauvre et isolé, la vendetta est étouffée et se meurt ; des impôts modérés sont perçus, un budget est constitué, on nomme des fonctionnaires habiles, on crée des écoles primaires, on fonde une imprimerie. Voilà ce que Paoli a fait : il a tout trouvé pourtant à l'état chaotique : « tout était à créer *ex nihilo*, et Paoli le créa seul. » Et cette œuvre féconde nous repose enfin de toutes ces barbares tueries, de toutes les misères endurées qui se suivaient inlassables, pendant des siècles !

Avec son armée bien disciplinée, avec ses vingt mille hommes bien aguerris, Paoli maintenant terrifie Gênes. Elle renonce à la lutte et vend ses droits au roi de France. Un autre contrat étrange, ayant pour objet la Corse est donc passé, comme autrefois entre Pise et le Pape, entre Gênes et la France ! La Corse et les Corses y étaient estimés 2 millions de francs ! le roi le signa à Versailles le 15 mai 1768.

Ce traité aurait pu achever enfin la guerre. Il aurait pu de suite, scellant la porte aux choses du passé, ouvrir à l'île annexée, de larges issues sur des destinées meilleures ! Les Corses aimaient la France en effet et désiraient ses lois. Depuis 754, ils eurent souvent recours à son entremise, à sa puissance. Contre elle d'ailleurs, la lutte n'était-elle point vaine ? Tout fut oublié... et la France envoyait de puissantes troupes dans l'île alors très calme ! et devant cette imposante force armée, brusquement se placèrent Paoli et ses valeureux soldats ! Un combat meurtrier eut lieu... il ne devait pas longtemps durer heureusement...

Quand la Corse se donna alors à la France, elle se donna pleine d'espoir. Elle était brisée, anéantie. A nouveau, elle aurait pu lui adresser cet éloquent appel — que pour elle les chefs valeureux Giafferi et Hyacinthe Paoli avaient bien avant déjà, adressé à Louis XV : « Sire, la pauvre Corse, opprimée, insultée, méprisée, affaiblie, dépouillée, se jette aux pieds de Votre Majesté, sans autre voile pour couvrir sa misère et la honte qu'elle ressent de s'offrir en cet état à vos regards, qu'une prompte obéissance et l'espoir de se voir bientôt revêtue par vos ordres souverains. »

Par les dernières batailles, ses dernières ressources furent en effet épuisées, ses champs dévastés, beaucoup de ses villages incendiés. Sa population anciennement si dense était descendue à un chiffre infime (1).

1. Belin, 1749: « La Corse est moins peuplée qu'ancienne-

Un tragique deuil remplissait les maisons, tandis que dans les campagnes, sans route, piquées d'étangs malsains, s'apercevaient encore, horribles, de larges taches de sang !!

Que devait faire la France ? Réparer le désordre. Animer par des encouragements, par une sage administration, cette nation Corse qui, sous l'énergique impulsion d'une volonté de fer, avait tant fait pour la réalisation d'un rêve bien doux, mais qui s'était maintenant effondrée, abattue et impuissante dans l'écroulement de ses chères aspirations. On fondait des espoirs sérieux sur son large concours ! Elle nous mettrait à même de cultiver nos terres, et d'exploiter nos mines ! elle comblerait nos marais, elle percerait des routes ? Ne nous l'avait-elle pas promis ? N'était-ce pas aussi son intérêt ? A-t-elle cependant rempli sa tâche ?

III

La France jouissait alors d'une large prospérité. Si la fin du règne de Louis XIV avait été désastreuse pour l'agriculture, la situation avait cependant changé dans la seconde moitié du siècle ; les prix avaient haussé, le commerce des grains était devenu plus facile : bien qu'emprisonnée dans la corpora-

ment. On n'y compte pas plus aujourd'hui de 120.000 hommes. Les Génois ont cru pour soumettre plus aisément, devoir empêcher la population par toutes sortes de moyens. » Voici les chiffres que nous donnent les statistiques : en 1576, 116.000 habitants ; en 1770, 120.000 habitants ; trois siècles avant on comptait 100.000 familles.

tion, la petite industrie avait progressé, et la grande, déjà s'essayait au rôle immense qu'elle allait jouer plus tard dans le monde.

Mais 1789 arrive. Quoique l'agriculture ait beaucoup gagné à l'affranchissement de la propriété, à sa simplification, elle ne pouvait cependant point faire de sérieux progrès. Les guerres étrangères et les luttes civiles l'en empêchaient : l'industrie tomba dans une situation tellement déplorable qu'un député pouvait dire à l'Assemblée nationale : « Vous voyez les manufactures anéanties, les ateliers déserts, les ouvriers sans travail. » Le mauvais entretien des routes, les lois sur le maximum, empêchaient le commerce de se développer. Mais ce ne fut là qu'une heure malheureuse dans l'histoire économique française. « Personne, disait déjà en 1810, le comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur, personne ne saurait contester les progrès de l'Agriculture en France depuis trente ans, l'habitant des campagnes est presque partout devenu propriétaire : il avait peine à fournir à ses premiers besoins : aujourd'hui il connaît des jouissances ». On peut constater de pareils progrès dans l'industrie ; et si le commerce ne prospère pas, sa situation pourtant n'est pas mauvaise. Les finances, qu'administre soigneusement Napoléon, prospèrent.

Cet heureux état économique va se prolonger en s'améliorant encore. La grande industrie entre bientôt en scène : un puissant mouvement de concentration commence, l'emploi de la houille se généralise, on emploie la vapeur comme force motrice.

L'accroissement de la consommation des produits agricoles, active aussi l'agriculture, tandis qu'avec la création de routes nombreuses, le commerce s'étend. Les marchés locaux s'élargissent et le montant des transactions est extraordinairement développé.

Mais cette période de prospérité allait s'interrompre avec la guerre franco-allemande. Pendant six longs mois, la vie économique se trouva presque entièrement arrêtée dans tout le pays : La paix, comme le son de cloche qui dans les lycées annonce aux élèves impatients, l'heure de liberté, permit à des milliers d'hommes, en quittant l'armée, de reprendre enfin le cours interrompu de leurs affaires. La France redevint une immense cour où régna une grande animation, une large ruche où se fit de l'utile besogne. Depuis elle progressa toujours, et aujourd'hui si elle n'occupe point le premier rang dans le commerce international, sa place est encore satisfaisante. Elle baisse au contraire, me dira-t-on, les nations successivement lui passent devant.

Mais le montant de ses transactions n'augmente-t-il pas d'année en année ?

Et ces améliorations économiques, ces progrès constants à quelles causes sont-ils dus ? A l'activité du peuple français. Oui, le paysan économe et prudent, travailleur obstiné, a beaucoup servi, par une culture qui n'est plus routinière, au développement général de l'agriculture. L'industrie, le commerce doivent beaucoup aussi à ces Français entrepre-

nants, en quête toujours de modifications à faire ; d'usines à créer, de produits à exploiter !

Mais il faut certainement faire intervenir et pour une large part l'action gouvernementale. La création de routes, l'établissement de voies ferrées, la confection des travaux d'art, v ilà aussi des causes certaines qui ont contribué à rendre la France plus riche. Des millions ont été dépensés à l'amélioration des rivières, à l'entretien des voies, à la construction des canaux. Une multitude de lois sont venues ordonner l'assainissement des plaines et le reboisement des montagnes. De notables encouragements étaient donnés aux compagnies maritimes et des chemins de fer ; les industriels recevaient des primes et on votait pour les hommes des champs des tarifs très protecteurs. Chacun pouvait en tirer parti et la nation entière prospérait. Dans une période relativement courte de 1848 à 1870, la France a dépensé plus de 700 millions pour frais d'entretien de routes et consacré environ 300 millions à des travaux neufs. Avant même sous le Gouvernement de Juillet 6.000 kilomètres de routes royales furent rectifiés ou reconstruits ; 17.000 kilomètres de routes départementales purent être livrés à la circulation. Et cette excellente impulsion qui date de si loin, se continua sérieusement encore après 1870. L'effort a principalement porté depuis, sur les chemins vicinaux et d'intérêt commun : ensemble ils se sont accrus de plus de moitié. Entre temps, les travaux d'assainissement étaient poussés avec ardeur : en 1866, 140.000 hectares de marais

étaient desséchés et livrés à la culture, et des projets, pour en assainir encore 240.000, étaient à l'étude. Depuis beaucoup d'autres marais furent comblés dans les Landes, les Bouches-du-Rhône (marais de Vos), la Gironde ; la Sologne enfin où même un comité central avait été institué par Napoléon III et recevait des crédits s'élevant parfois jusqu'à 5 millions ! On dépensait en outre pour le canal de la Marne à la Saône 66 millions, pour celui de l'Oise à l'Aisne 30 millions, pour celui de Montbéliard à la Haute-Saône 35 millions, etc. Au total 198.500.000 francs avaient été consacrés à l'amélioration des voies fluviales en 1889 ! Et les résultats heureux de ces fortes dépenses pourraient se lire dans les chiffres accusant un commerce plus étendu, une production plus grande.

Les colonies n'étaient point oubliées. La France n'eut pas seulement l'heureuse ambition d'étendre son domaine colonial par une main-mise souvent coûteuse sur de nouveaux territoires ; mais elle s'efforça aussi d'en tirer un large parti. Elle n'épargna point son argent : par ses soins, Madagascar, l'Algérie, le Sénégal, le Laos, le Soudan, recevaient de profondes transformations. On les dotait de voies ferrées sur toute leur étendue, de larges routes, de chemins nombreux. Mais relevons quelques chiffres :

On trouve dans l'intéressant livre de M. Lanesan : *La Colonisation française en Indo-Chine*, les dépenses faites par la France dans l'Annam et le Ton-

kin, les subventions accordées au budget du protectorat ; en 1887, on donne 30.000 francs ; en 1888 : 19.800.000 francs ; en 1889 : 15 millions, en 1890 : 12 millions, etc., il avait été dépensé au total, en 1892, 111 millions 900.000 francs.

Le gouvernement dépensait 8 millions environ pour les premiers frais d'établissement dans le Laos, dont les ressources pourtant, sont à peu près nulles. On connaît les fortes dépenses, qui ont été faites à Madagascar et qui se font encore ; celles surtout, qu'on a supportées en Algérie, dont la conquête seule a coûté des centaines de millions !!! En Corse qu'a-t-on fait ? Rien. Elle n'est pas aussi importante, aussi riche dira-t-on ?

Mais si l'on dépensait autant d'argent, en Corse autant d'efforts, cette île que l'on s'obstine à méconnaître, donnerait relativement, la même abondance et les mêmes richesses ! Cependant on l'oublia toujours. Sous tous les régimes et par tous les gouvernements elle fut par trop délaissée ! On pourrait s'en étonner, en entendant Blanqui affirmer : « A peine l'île était-elle soumise à nos armes, qu'on s'occupait de l'assainir, d'y tracer des routes, d'y fonder des écoles. » — Mais feuillotez quelques pages, et vous trouverez encore dans le même livre, écrit du même auteur, avec un pareil ton affirmatif : « Tant de richesses, seront-elles à jamais stériles ? Ces terres d'alluvions, ne se couvriront-elles pas de moissons, ces rades, de navires, et ces forêts, d'usines ? Ne laisserons-nous pas tomber sur une île

française, quelques miettes du festin, qui se prolonge depuis huit ans en Afrique ? » Et tous les observateurs qui traversaient alors la Corse, en revenaient émerveillés et déçus. Pourquoi de pareilles richesses demeuraient-elles inexploitées ! Mais les pouvoirs publics, ne voulaient point entendre raison. Pourtant, aussitôt après la conquête, le marquis de Choiseul qui avait, en vantant ses richesses, déterminé son annexion, sembla bien s'intéresser à son sort. La confection du livre terrier en est la preuve. Hélas ! il commanda trop peu, et la Corse n'est arrivée à lui, que trop tard ! Ses successeurs, en effet, l'abbé Terray, Necker, ne marchèrent plus sur ses traces. Les papiers administratifs de l'époque, relatifs à la Corse, parlent bien de la misère des insulaires : on ne s'en occupe cependant, que pour leur donner ou même leur vendre « des grains ». Sous Louis XVI même attitude indifférente : si bien que Simonot a pu dire : « En 1789 cette ile était donc, presque au même point que lors de la prise de possession, en 1765 ou 1766. L'agriculture, le commerce et l'industrie étaient restés, à peu près dans le même état. La population, qui pourrait être aisément, quatre ou cinq fois plus considérable qu'elle ne l'est aujourd'hui, ne s'était point accrue. »

Que fit-on pour elle, après la Révolution ! Beaucoup et rien. La Corse si oubliée, brusquement était devenue notoire ; elle défrayait toutes les conversations ; on la déclare partie intégrante du royaume. Ses députés, se voyaient partout recevoir,

avec grande amabilité : ainsi cette phrase, extraite d'une lettre écrite par le député Peraldi à Cesari, en Corse : « Nous sommes bien vus et bien aimés ». On rappela Paoli d'Angleterre, et une réception inoubliable lui fut faite, quand il pénétra dans l'assemblée.

Mais ce n'était là que *verba et voces* ; de réformes réelles, utiles, point. Et l'île alors traversait une dure crise ; de nombreuses familles partaient ; on abandonnait toute culture. A-t-on jamais songé à réprimer les abus qui s'y commettaient, à encourager les agriculteurs, à calmer les craintes de ceux qui s'exilaient ? Non ; tous s'en désintéressaient jusqu'aux députés qu'elle-même avait élus ! « En effet, la seule question vraiment intéressante pour la Corse, débattue à l'Assemblée législative, le fut sans leur intervention (1). » C'était une loi réglementant le commerce entre la France et la Corse.

Napoléon était au pouvoir. On pouvait croire maintenant, sinon que les Corses allaient se précipiter à la curée, du moins que la Corse serait largement secourue ! Déjà Paoli, de Londres, applaudissait à cette officielle consécration d'un talent qu'il avait, le premier, reconnu. Mais son patriotisme ardent, allait être déçu ! Non, Bonaparte consul ne fit rien pour la Corse ! Et Napoléon empereur ? Il aurait dû ne rien faire. Il maintint la Corse, sous un régime d'exception ; il y envoya, comme commissaire, Ber-

1. Maurice Jollivet.

thier, dont le despotisme aveugle provoqua, en 1814, à Bastia, un rude soulèvement ; il rappela au contraire l'administrateur Miot, parce que trop indulgent. Nous préférons ne retenir, de lui, que sa gloire de conquérant, ses vœux de jeune homme, ses regrets d'exilé, ses rêves de dictateur. Tout jeune en effet, Napoléon aimait beaucoup la Corse : il en étudiait l'histoire, en vantait les hauts faits, en citait les grands hommes. Il l'aimait encore, quand il fut sur le trône et nourrissait l'espoir d'y envoyer 30.000 hommes avec 30 millions la cultiver et l'enrichir. Et quand, vaincu, balloté par les flots d'une indomptable réaction il lui fallut partir, ne rêva-t-il pas, une seconde, de revenir en Corse ! Nouveau Paoli, il se donna pourtant à l'Angleterre ; mais moins heureux que lui, il dut vivre à Sainte-Hélène et y mourir ! De là-bas aussi, souvent il pensait à son île ; et recueilli, il écrivait un jour que ses cendres — si jamais la nation devenue par lui maîtresse du monde entier, oublieuse, les refusait — fussent transportées alors, dans l'affectueuse paix de la cathédrale ajaccienne et son profond silence ! Nous n'eûmes pas de l'or, mais nous eûmes son cœur ; Corses, restez donc attachés à son pieux souvenir !

Après lui, même indifférence. La Restauration nourrit toujours pour la Corse des sentiments de haine. Ils ne pouvaient s'excuser, mais on savait les comprendre. En 1837, dans un projet de loi relatif à l'établissement de routes, on pouvait lire cette juste réflexion « La Corse, a été jusqu'à présent, l'objet d'un

étrange et funeste oubli, d'un véritable abandon ». Le Gouvernement de juillet tâcha donc d'y remédier ; et par ses soins, la Corse vit son triste état sensiblement s'améliorer. L'on espérait mieux encore ! Après que la Révolution, pour mieux asseoir ses principes libéraux, eut fait souffler sur le pays, un vent d'émeutes meurtrières et de périls graves et préparé d'elle-même ainsi sa chute, le Second Empire était constitué ! Quel bonheur ! Un Napoléon allait encore veiller aux destinées françaises ! Napoléon III s'était déjà occupé de la Corse et semblait lui manifester un certain intérêt. Aussi les Corses, bien désillusionnés à son avènement, reprirent bientôt confiance : « Si comme l'a annoncé M. Charles Abattucci, écrivait M. Jean de la Rocca à M. Conneau, médecin particulier de Napoléon, l'Empereur réalise le projet qu'il a formé, de visiter cette île en même temps que l'Algérie, vous en serez heureux, car alors, Monsieur, la régénération économique du pays sera certaine. » Et ces espoirs n'allaient pas être complètement déçus ; on travailla, avec quelque ardeur, au relèvement de l'île. Mais la guerre éclata : et la Corse en sortit avec une population bien diminuée, et beaucoup appauvrie. Une noble tâche s'offrait à la troisième République, si elle tenait vraiment, à nous obliger, à nous désobliger plutôt. Elle semble n'en avoir pas eu cure !!

Eh oui ! tous les visiteurs qui sont arrivés en Corse dans ces dernières années, en ont rapporté une bien triste impression. Et pour eux tous, la cause réelle, la cause efficiente des maux qu'elle endure, sont les

pouvoirs publics. Pour qu'on ne puisse pas me taxer de partialité outrée, de chauvinisme exagéré je préfère citer les appréciations, celles-là sincères, d'auteurs continentaux. M. Maurice Jollivet, qui a été en Corse en 1896, publiait un livre : *Un Royaume Anglo-Saxon*, dans la préface duquel il avouait tristement, péniblement : « La Corse n'est pas un de ces départements, comme il s'en rencontre un grand nombre sur le continent où la vie est facile, où l'habitant, possesseur d'un sol amplement sillonné par les chemins de fer et les canaux, assiste sans labour outré au fructueux écoulement de ses produits. C'est le département deshérité entre tous, dépourvu des armes les plus indispensables, permettant de soutenir ce combat pour l'existence, dont l'âpreté s'exaspère chaque jour. Il succombera fatalement si on ne lui vient sérieusement et rapidement en aide. » Ne croyez-vous pas entendre encore, les appels désespérés, et les justes prévisions de l'illustre académicien Blanqui. Cinquante-huit ans pourtant ont passé ; tout a changé partout ; en Corse, partout, rien ne semble changé. Qu'a donc fait la France ? M. Paul Bourde va nous le dire : il publia en effet dans *Le Temps* en 1887 de nombreux articles sur la Corse qu'il avait observée, visitée. A côté de récits extraordinaires de brigandage électoral, peuvent se lire aussi de saisissantes vérités ! « Tout ce que les gouvernements ont fait de mieux en Corse, c'est d'y avoir développé le goût de la politique désastreuse. Préoccupés de leur intérêt électoral, mal renseignés

aussi par leurs agents ou leurs conseillers, intéressés à abuser de leur action, ils ont exploité les abus et les tendances. La persistance du mal qui tue la Corse, a sa cause dans nos procédés de gouvernement ! »
Pouvons-nous ainsi ne pas être exigeants ?

Je ne veux cependant pas faire croire que pendant toute cette période, qui s'étend de 1769 à 1906, aucun travail utile n'a été fait en Corse. Non : on aurait raison de ne pas ajouter foi alors, à mes affirmations erronées. Au contraire, à des dates différentes, certaines améliorations ont été tentées, certains travaux ont été accomplis. On a établi des routes ; des ports ont été élargis et rendus plus propices à la navigation. Quelques marais ont été assainis, des routes forestières ont été faites : des lignes de chemins de fer y ont été organisées. « Mais pourquoi vous plaignez-vous ? Vous avez là les éléments essentiels de tout avenir économique ! » Oui nous avons de tout, mais nous n'avons le tout de rien. Nos voies de communication sont inachevées, la plus grande partie de nos plaines sont encore insalubres ! Ce qui a été fait jusqu'ici, n'est point suffisant ; et personne ne saurait sincèrement affirmer que les Corses peuvent maintenant par eux-mêmes, tôt ou tard, sortir de la profonde ornière, où ils se trouvent. Nous attendions toujours, nous espérions toujours ! Hélas en vain : « La Corse est pour ainsi dire à l'état sauvage, a dit M. Bergerat en 1893, et si délaissée par la mère-patrie qu'on en a honte. On a mis dix ans à ouvrir la voie ferrée

de Corté à Bastia : dix ans pour 70 kilomètres. » — « Ce département, ajoutera M. Grébauval, semble hors des bienfaits de la mère-patrie, laquelle lui réclame sans cesse quelque chose. Jadis le tabac, l'alcool, certaines marchandises jouissaient d'une franchise absolue ou au moins d'adoucissements fiscaux considérables. On a peu à peu relevé les taxes, presque au niveau des nôtres. Pour les encaisser, la douane pose ses agents au coin des haies et au sommet des falaises. Réellement ceci mériterait des compensations. » Prendre, oui, Monsieur Grébauval, mais on ne veut point donner ! C'est un parti pris, une idée fixe ; et un gros fonctionnaire du Ministère de l'Intérieur, M. R..., me l'affirmait avec une implacable franchise. « A mon sens, disait-il avec un calme qui me décontenançait, avec cette assurance que l'on a quand on prononce des phrases longtemps mûries, réfléchies, à mon sens, la France ne devrait plus s'intéresser à la Corse. En occuper les ports, oui, parce que l'Italie pourrait s'en rendre maîtresse, mais c'est tout. » Que répondre à pareille affirmation ! Et je partis cherchant bien le motif qui avait pu nous mériter une si profonde indifférence. Était-ce l'exigeance de nos désirs ? Mais ce que nous demandons, M. Fautauzzi, conseiller général, l'a dit en des termes très clairs : « Au gouvernement de la République, qui a pris à tâche de rendre aux citoyens, la vie toujours meilleure, plus aisée et plus digne, nous demandons simplement qu'il nous mette en mesure de nous relever

en travaillant. » Et M. Maurice Jollivet, avant lui, avait été aussi explicite. « Aussi bien, déclarait-il, les réclamations de nos compatriotes insulaires se limitent à demander qu'on active le complément de leurs voies ferrées, qu'on en réduise autant que possible l'isolement de la mère-patrie, pénible pour leur affection, dommageable pour leurs intérêts matériels, par une meilleure organisation des services maritimes postaux, et qu'enfin, par des travaux d'assainissement intelligemment entrepris et persévéramment soutenus, on les délivre de la malaria qui désole la plus grande partie de leur littoral. » — Est-ce donc là trop demander ? Nous ne le pensons point. La France aussi jugera ces demandes fondées, ces travaux nécessaires, et ne nous les refusera plus.

Oui, je le présume, des continentaux assez sévères reprocheront vertement à l'Etat tout nouvel acte de générosité envers la Corse ! Cette île exige encore des subsides ! mais elle va bientôt engloutir tout le budget au fond de son sol improductif ! C'est là ce que disait déjà Volney, ce qu'a répété M. Clavé, ce que disent aujourd'hui MM. Bourde, Le Joindre, R... On compte nos dépenses, on les compare à nos recettes avec beaucoup de chiffres, et tout le long de plusieurs pages ! « Par la faute du directoire du département, dira Monestier, membre de l'Assemblée, les affaires vont très mal ; depuis deux ans il a passé du Trésor public en Corse, des sommes considérables et l'emploi n'en est ni apparent, ni connu ! les chemins sont dans le plus déplorable état : au 1^{er} avril 1792

aucune espèce de travaux n'a été exécutée. » Cette méchante accusation, cachée sous les mots, avait été déjà portée contre les Corses par Feydel.

Cet argument, toujours le même, on nous le fournit souvent encore, pour mieux faire avorter nos réclamations. « La Corse, dira M. R..., comment voulez-vous qu'on s'y intéresse. Tout récemment on fit une enquête sur les chemins vicinaux. Le département s'était imposé pour leur entretien et leur construction d'assez lourds sacrifices. L'Etat y avait beaucoup contribué ; cependant les chemins étaient restés toujours pareils. » Mais puisqu'il y avait ainsi des responsabilités encourues, pourquoi ne pas rechercher les coupables ; nous avons des tribunaux, pourquoi ne pas y avoir recours ? « Oh ! la justice corse à quoi bon y recourir ? Elle acquitterait certainement !... » Mais c'est là une inexcusable erreur. Nos jurés et nos magistrats sont impartiaux : en douter seulement, c'est leur faire une injure qu'ils ne méritent point.

Aussi bien ce n'est là qu'une manie, une habitude que certaines personnes ont contractée de toujours médire des Corses ; un des nombreux principes de leur théorie arrêtée. Celle-ci est de croire et de convaincre les autres, que la Corse croît, parasite monstrueux, aux dépens des autres départements ; qu'à l'aide d'impôts moins lourds et de subventions plus nombreuses et plus fortes, le Corse vit du travail du Beauceron ou de l'Auvergnat. Pour la rendre plus admissible, on l'étaye de chiffres bien choisis et présentés avec art. Cette ile, dira M. Calvé,

coûte par an 7 à 8 millions au Trésor public ; elle ne rapporte que 2.500.000 francs ; donc la France lui envoie pour payer ses dépenses (travaux de routes, frais d'administration, solde de troupes) environ 5 millions. En réduisant ce chiffre à 3 millions en moyenne sa réunion à la France coûte 300 millions. » C'est clair ! les calculs sont justes, mais la base est fragile. M. Clavé écrivait en 1864 : il aurait dû pourtant se rendre compte qu'en 1863 la Corse rapportait à l'Etat exactement 2.969.000 francs. Légère erreur de presque un demi-million ! Nos détracteurs d'aujourd'hui sont-ils plus exacts ! « En vertu de la loi du 10 août 1871, dit M. Le Joindre, un crédit est inscrit au budget pour venir en aide aux départements dont la situation est le plus obérée. En 1902 sur le crédit total de 3.695.000 francs la Corse a touché 237.800 francs. Elle recevait aussi 306.662 francs pour pertes éprouvées par les agriculteurs. » Et il conclut philosophiquement, en homme qui a solutionné un difficile problème : « L'Etat fait beaucoup au point de vue matériel de la Corse. » Ses conclusions ne déplairont certes pas à M. Paul Bourde, qui déjà, avait cru pouvoir affirmer que l'écart entre les dépenses que l'Etat solde et les recettes qu'il réalise, était d'environ 13 millions par an !

« Et quand on réfléchit qu'il en a toujours été ainsi, ajoute M. Bourde, on découvre avec stupéfaction, que sans remonter plus haut, nous avons englouti dans l'île, depuis le commencement du siècle, une somme énorme ! Plus d'un milliard. Et

pour quels résultats ! Pour laisser en friche un des plus beaux pays de la Méditerranée. » Il paraît donc certain à ces auteurs, que nous avons toujours considéré la France, comme une bonne vache laitière à laquelle nous nous efforçons de traire, le plus de lait possible !

Le procédé est peu chevaleresque ! et notre monde est devenu par trop positiviste. Le sentiment semble ne plus y jouer aucun rôle et toutes les nobles passions qui inspiraient jadis le cœur des hommes ont dû sans doute s'évanouir devant le seul intérêt ! Les citoyens ne songeront plus seulement, à la prudente conservation de leurs deniers propres, mais, en bons républicains, veilleront aussi au ménagement des deniers publics. M. Maret avait raison de dire qu'il n'est plus en France un seul homme qui ne se jure capable de faire un gouvernant !

Pour répondre à de pareilles objections nous n'osons pas dire que si la France a fait pour la Corse de si sérieuses dépenses elle y était moralement obligée. N'est-ce pas une terre française ? N'y a-t-on pas trouvé au moment opportun, des milliers de défenseurs. Et parce qu'elle est pauvre, on devra l'abandonner à son malheureux sort ? Oui, m'ont répondu audacieusement, certains hauts fonctionnaires ! Oui, la France devrait ne plus s'en intéresser qu'au point de vue militaire. »

On reconnaît donc, à la Corse une utilité ! Vous voulez bien avouer qu'elle est pour la mère-patrie un point stratégique de grande importance ! Enfin !

Et rien n'est plus vrai : Voici en effet, un extrait d'une lettre écrite le 7 février 1795 par l'amiral Nelson alors capitaine de vaisseau : « Plus je vois les productions de la Corse, plus je connais ses ports commodes pour notre flotte ; plus je comprends la grande sagesse de l'amiral Hood en en prenant possession. Tous nos vaisseaux marchands et ceux de nos alliés ; sont obligés de passer près de la Corse, pour se rendre en Italie. L'ennemi aurait les ports de cette île, remplis de galères et par suite du peu de vent qui règne le long de la côte, nos vaisseaux de guerre, n'auraient pas su protéger le commerce. » Et M. Grandchamps n'affirmait-il pas, que si cette île appartenait aux Anglais ou aux Italiens, pas un vaisseau ne pourrait sortir de Toulon, et le commerce avec l'Algérie serait profondément troublé ? Les Romains en l'occupant anciennement au prix de tant de peines, le marquis de Choiseul en forçant le conseil du roi à en décider l'annexion sont aussi des preuves réelles de la valeur que possède la Corse, comme point d'appui dans la Méditerranée. Mais alors pourquoi regrette-t-on l'argent dépensé ? L'Angleterre a couvert d'or Gibraltar ! Ce rocher ne vaut pourtant pas la Corse ! Pourquoi surtout reproche-t-on aux Corses, d'avoir reçu des sommes importantes qui affectées aux travaux militaires ou à l'entretien des troupes, n'ont eu pour eux qu'une utilité bien minime ? N'est-il pas étrange, j'allais dire ridicule, de mentionner comme subventions accordées aux villes fortifiées, ou aux départements frontières,

l'argent consacré soit à l'amélioration de la défense générale (établissement de forts ou construction de casernes), soit aux habituelles dépenses des forces militaires ! Mais elles profitent à tous ! et à l'Etat plus qu'à la ville et qu'au département.

Retranchez donc ces sommes de celles qui ont pu réellement profiter à la Corse et vous vous rendrez alors à l'évidence ; vous constaterez qu'aucun département peut-être n'a moins profité des largesses du budget. MM. Fabiani et Jean de la Rocca l'ont péremptoirement prouvé en 1864.

*

De 1769 à 1837 on dépense en Corse pour rou-

tes..... 3.000.000 fr.

Les ports des différentes villes coûtèrent.... 674.430 »

Précisons ici la remarque déjà faite : tandis que la dépense moyenne affectée aux travaux publics de la Corse était encore sous Napoléon I^{er} de 274 fr. 050 elle ne fut plus sous le règne des Bourbons, pendant quinze longues années, que de 128 fr. 049.

De 1830 à 1837 on dépense par an en moyenne. 200.000fr.

En mai 1837 est votée une loi affectant à la

construction des routes 196-197 la somme de 3.400.000 »

Et pour les ports et phares..... 1.200.000 »

En 1839 au mois de juillet était votée pour la

construction et amélioration d'autres voies

la somme de..... 5.000.000 »

Et on consacrait aux ports..... 1.885.000 »

Pendant l'année 1842, fut encore rendu un

décret affectant à la Corse, pour routes, un

crédit de..... 3.000.000 »

On fit donc alors de la bonne besogne ! Il y avait tellement à faire ! Mais la monarchie tomba et il s'en fallait de beaucoup que les sommes votées fussent toutes dépensées.

Par le décret du 3 mai 1854 nous furent

octroyés..... frcs..... 400.000 »

On consacrait aux routes forestières..... 5.900.000 »

Fontaines, canal de la Casinca, phares et ports 485.000 »

Autres travaux..... 1.853.000 »

Au dessèchement des marais fut affectée une

somme totale de..... 900.000 »

Bref, en 1864, avait été dépensée en Corse pour routes, une somme de 23.038.000 francs et pour phares, ports, travaux divers 4.609.430 francs = 28.547.430 francs ; « même pas la moitié de ce qu'a coûté le port d'Alger, » concluera justement M. Fabiani. Après 1862, aucun décret ne fut plus rendu, affectant une quelconque somme à des réseaux de routes nouvelles. A peine s'est-on contenté depuis de voter des crédits annuels assez forts, pour maintenir en bon entretien, les routes déjà construites, pour opérer des améliorations, ou même accomplir quelques rares travaux neufs.

Le réseau de routes forestières au contraire fut considérablement étendu et des sommes relativement fortes, y furent dépensées ; de 1880 jusqu'en 1906 je relève un total de. 2.890.708 fr. 06.

Les ports n'ont reçu pendant longtemps que des sommes peu importantes, à peine suffisantes pour leur entretien. Depuis quelques années, au contraire, des crédits sont en outre affectés aux améliorations nécessaires, (prolongement de jetée et approfondissement.)

Une grande dépense en Corse, fut celle imposée par la construction des chemins de fer, qui a exigé 79 millions 854.174 francs. Cette somme a été fournie par le budget, parce que d'abord l'Etat construisit la ligne à son propre compte, et qu'il alloua ensuite à la Compagnie des Chemins de fer départementaux concessionnaire, des sommes forfaitaires assez élevées. — C'est tout : peut-on vraiment ainsi s'autoriser à dire, que la Corse est pour l'Etat un fardeau par trop lourd ? Ne faut-il pas plutôt, et avec raison, changer l'énoncé du problème et se demander si la Corse a réellement reçu sa juste part, des améliorations générales qui ont été faites partout ailleurs. M. Jean de la Rocca a établi, pour quelques années seulement, de 1853 à 1863, cette excellente comparaison ! Et l'on est étonné de la somme insignifiante qui est échue à la Corse ! Qu'on la pousse plus loin, qu'on observe les dépenses par plus longues périodes, et cette même différence apparaîtra toujours ; souvent elle s'aggravera. Les Corses n'imposent donc aucune

charge à la mère-patrie ; et si les budgets sont augmentés et augmentent encore de façon si continue, qu'on en cherche autre part la véritable cause : peut-être l'y trouvera-t-on plus facilement. Qu'on compte par exemple les sommes dépensées aux colonies ! Mais on ne veut jamais en parler ! Jamais on ne veut en souffler mot. Que notre département pourtant élève la voix et crie sa misère, aussitôt des bilans sont dressés, et les balances s'agitent. Fait-on réellement preuve de grande prévoyance ? « L'effort pécuniaire, que doit faire la métropole, n'est pas tel qu'il pourrait compromettre l'équilibre de ses budgets, dit fort justement M. Jollivet. La France ne trouve-t-elle pas partout l'argent dont elle a besoin en vue d'une expansion coloniale, dont l'intérêt national est discutable, et qui décidément hypnotise un peu trop ses gouvernants. Le Tonkin, Madagascar, le Soudan absorbent chaque année des centaines de millions, et il n'en faudrait que quelques-uns, pour cet intérêt national incontesté, qui est celui de sa possession méditerranéenne. » Car quoi qu'en ait dit M. Bourde, l'argent qu'on a dépensé en Corse n'est pas demeuré stérile, improductif. Les dépenses qu'on y a faites, n'ont été nullement vaines et inutiles. Tout au contraire, sitôt après que la Corse fut dotée de routes meilleures et de ports bien établis, le commerce a prospéré ainsi que l'industrie et l'agriculture ; l'Etat, qui ne percevait d'abord que d'insignifiantes sommes, a pu recevoir ensuite de bien plus importante contribution.

Les recettes effectuées en 1832 étaient de.....	1.144.640 fr.
En 1863 elles s'élevaient à.....	2.969.000
Elles étaient en 1905 : montant des rôles	
généraux.....	2.815.715
Taxes assimilées.....	259.008
Ajoutons les recettes effectuées en 1905, sur	
les produits suivants : l'enregistrement, tim-	
bre, domaine, qui sont de.....	873.339
Celles opérées par le service des douanes en	
1905.....	22.906 91
Celles opérées par le service des postes.....	499.345 41
— télégraphes..	147.652 40
Notons enfin les contributions indirectes dont	
le recouvrement en 1905 a donné le résultat	
ci-contre.....	580.644

Le total de cette addition n'atteint-il pas un chiffre assez élevé ! 5.198.121 francs ! Il vous défend de dire que la Corse se repose continuellement, tandis que les autres contribuables fournissent à ses besoins. Et si le gouvernement se décidait, à permettre à la Corse de tirer un meilleur parti encore, de ses richesses, il en pourrait retirer davantage sans la fouler, tandis qu'il la pressure maintenant ! Pourquoi ne le fait-il pas ? Pourquoi écoute-t-il toujours les perfides conseils de ces personnes avides, qui ne veulent voir dans la Corse qu'une autre chèvre pareille à celles qu'elle a si nombreuses, dont on doit presser le pis jusqu'au cri de douleur, jusqu'au saut de colère et s'en débarrasser ensuite ! Il y a de bons sol-

datés ! qu'on en prenne donc ! et les armées en 1870 comptaient 30.000 défenseurs corses ! Elle a de jolies forêts qu'on en profite ! et plusieurs millions étaient ainsi accordés à l'Etat ! Il y a des travaux à faire maintenant, des améliorations urgentes à accomplir. Non, non, crient-elles, elle est trop pauvre ! Elle ne pourrait jamais rendre l'argent que nous lui prêtons !

Erreur ! Erreur grave ! Qu'on regarde donc les exemples frappants que nous donnent à l'envi l'Italie, l'Angleterre, la Hollande, en dotant la Sardaigne de toutes les perfections possibles, en rachetant son oubli de Chypre par l'envoi continu de millions, affectés à des travaux multiples, en transformant Java ! qu'on rende vraie enfin cette parole de Blanqui : « Toutes les nations qui ont conquis la Corse, l'ont pressurée, exploitée ; seule la France l'améliore et la cultive pour elle-même. » Non, on ne veut point adopter ces utiles mesures : loin d'aider la Corse, on l'accable au contraire de plus en plus. Les prérogatives qui nous furent antérieurement accordées par l'administrateur Miot, nous sont conservées de moins en moins. Qu'on en juge : en 1897, l'hectolitre d'alcool pur, qui pénétrait en Corse en toute franchise, fut frappé d'un droit de consommation de 90 francs ; le droit sur les tabacs fabriqués fut relevé de 125 francs à 200, et celui des tabacs en feuilles de 75 à 110 francs ; les cartes à jouer furent aussi assujetties, au même tarif que sur le continent. L'augmentation générale des charges, a ainsi dépassé

pour la Corse 800.000 francs. En 1903, on relève de 106 à 156 francs les 100 kilogrammes, les droits de douane sur les poivres. Quand une réduction fut faite sur les sucres, la Corse n'en a point profité.

Enfin, une nouvelle loi, la loi Debussy, en soumettant à l'intégralité des droits, applicables dans la France continentale les blés, les farines de froment, les grains perlés et mondés, les riz, les farines de riz, l'amidon venant de l'étranger en Corse etc., a aussi grevé notre budget de déplorable façon. En effet, « la Corse, dit M. Pontana dans le rapport, excellent en tous points, qu'il a présenté sur cette loi, à la Chambre de commerce d'Ajaccio, importe tous les ans de Marseille de 300.000 à 350.000 quintaux de farines : l'ancien tarif les assujettissait au droit de 6 fr. 50 les 100 kilogrammes ; avec la nouvelle loi, il sera perçu comme sur le continent une taxe de 7 francs les 100 kilogrammes, soit une augmentation de droits, une charge nouvelle pour la Corse de 200.000 à 250.000 francs par an ! Et cela pour les blés. » Les avantages que l'on nous présente en compensation sont fallacieux ! Notez aussi les charges nouvelles qu'il nous faudra supporter avec les autres nouveaux tarifs sur le riz, l'amidon, etc., très consommés en Corse !!

Aussi s'appauvrit-elle constamment ; et le maquis s'étend toujours davantage. Car notre situation financière ne nous permet point d'affronter des travaux indispensables par nos propres ressources. Notre budget, notre crédit ! M. Lejoindre en a-t-il

assez distillé et la pauvreté et le peu de stabilité dans son livre *La Corse et les Corses* : « Il y a lieu de remarquer, que dans aucun autre département, le nombre des centimes n'est aussi élevé, ni leur valeur aussi faible qu'en Corse. La valeur du centime départemental y est en moyenne de 6.300 francs quand il porte sur les quatre contributions : de 4.225 quand il n'affecte que la foncière et la personnelle mobilière : dans les Hautes-Alpes, département pauvre, le centime vaut 7.889 ; tandis que dans le Nord où la situation est florissante il atteint 183.000 francs. — Dans les communes la moyenne des impositions communales a été de 202 centimes chiffre qui n'est atteint nulle part sur le continent, etc. », et plus loin : « Départements et communes sont sur certains chapitres mauvais débiteurs. 40.000 francs sont dus à l'asile d'aliénés d'Aix : les propriétaires des maisons d'école ne sont point payés, les gardes-champêtres attendent un fort arriéré de salaires... A côté de cela, le crédit foncier, la Caisse des retraites pour la vieillesse, la Caisse des Dépôts se plaignent de ne pas voir rentrer régulièrement les annuités d'emprunts, consentis aux communes. Ces retards s'appliquent souvent à plusieurs semestres. Aussi ces établissements de crédit, refusent-ils aujourd'hui dans la plupart des cas, d'effectuer de nouveaux prêts. » Oui, il n'est que trop vrai Monsieur Lejoindre, cet émouvant tableau que vous avez tracé de nos finances. Et les années qui se sont écoulées depuis que vous l'avez publié, ont encore ajouté à sa noirceur. Ainsi la moyenne des

impositions communales qui est en 1902 de 202 centimes, est de 250 centimes en 1906 ! — En même temps la valeur du centime en 1906 n'est plus que de 5.377. « Ainsi qu'il appert des chiffres ci-dessus, les recouvrements sur contributions directes, dit le rapport du trésorier-payeur général pour l'année 1907, diminuent tous les ans, par suite de la gêne toujours croissante, dans laquelle se trouvent les contribuables qui voient chaque année diminuer leurs revenus par le manque de récoltes, lorsque leurs impôts augmentent sans cesse. » Voilà une confirmation. Voyons ces chiffres : Au 1^{er} juin 1903 restait à percevoir sur les rôles de 1902 : 703.492 francs, soit plus des $\frac{3}{12}$; le montant des rôles généraux étant de 2.779.625 francs. Le montant des rôles généraux sur contributions directes est en 1906 de 2.761.225. Sur cette somme il restait à recouvrer au 30 juin 1907 : 797.471 francs, représentant les $\frac{3}{12}$ $\frac{45}{100}$ des rôles. L'arriéré qui existait à pareille époque en 1905 était de 3 douzièmes 22 centièmes. Donc la situation du recouvrement de l'impôt était encore en retard en 1906, de 0 douzième 23 centièmes sur 1905.

Une nouvelle preuve du mauvais état de notre situation financière autre que la difficulté du recouvrement est fournie par les demandes de dégrèvements qui sont toujours plus nombreuses ; il en a été produit 8.989 en 1902 et l'Administration des contributions directes a opéré une décharge de 573.000 francs. En 1905 les rôles généraux étant de 2.906.937 fr. 36 on a opéré des dégrèvements pour

la somme de 789.624 fr. 90. On constate donc une augmentation de 200.000 francs environ de décharges ! Et ces dégrèvements sont nécessaires. Le pays ne peut plus payer ! Il n'a point de ressources suffisantes. Il ne peut plus cultiver utilement sa terre ; est obligé de faire une considérable importation ! Comment peut-on exiger de lui les mêmes impôts qu'on peut raisonnablement exiger de pays plus cultivés et plus riches ! Qu'on songe plutôt à nous accorder de larges réductions ! Elles ne seront certes pas éternelles, mais, si provisoires qu'elles puissent être, elles nous permettront de franchir heureusement, la passe cruelle où nous risquons sombrer. Nous saurons rendre, si l'Etat nous envoie des subsides, notre situation, aujourd'hui si incertaine, si fragile, plus assurée. Nous nous créerons des ressources sur notre sol. Si une grève éclatait, si une cause quelconque empêchait les services maritimes qu'ils ne se fassent régulièrement, le département, en l'état actuel, ne serait pas capable de subvenir pendant plus de cinq jours à ses besoins. Et cela est déjà arrivé ! Tout récemment, lors de la dernière grève des inscrits maritimes, le ministre de la Guerre a été obligé de mettre à la disposition des insulaires les approvisionnements militaires. Voilà à quoi est réduite actuellement la Corse, elle qui autrefois arrivait à nourrir des milliers de personnes.

Cet état est triste ; il est de plus dangereux puisqu'il laisse au gré de certains événements, difficiles à prévoir, la vie de tant d'individus. Et on ne cher-

che pas à y remédier ! Au mépris de toute les règles d'assistance, on laisse toujours peser, plus lourd, sur la Corse, son fardeau d'impôts, ses dépenses par trop fortes, plus fortes que dans les autres départements. Ainsi elle paie 124.000 francs pour les 104 casernes de gendarmerie ; 100.000 francs pour les aliénés de l'asile d'Aix, 45.261 francs sur les 200.000 francs exigés pour l'Assistance médicale, etc. Et obérée de la sorte, elle délaisse les chemins vicinaux, abandonne tout travail utile ; tout ainsi, de cette fleur qu'elle devrait être, dans cette île dont Gambetta avait justement rêvé de faire un jardin, s'étiolé et dépérit !

Mais allons-nous toujours vivre aussi misérablement ? « Qu'on y prenne garde, disait M. Jollivet, dans la préface de son excellent livre *Un Royaume Anglo-Corse*. Sans doute la majorité des Corses est profondément dévouée à la France, mais les plus fermes dévouements peuvent fléchir, les fidélités les moins équivoques, douter d'elles-mêmes, sous l'irrésistible pression de certaines circonstances. » Et plus loin — expliquant la révolte des Corses et l'entrée des Anglais dans notre île — « La France payait ainsi l'inconcevable insouciance avec laquelle elle avait traité les hommes et les choses de l'île, et par suite la série de fautes accumulées. Il y avait eu après la Révolution comme un parti pris de la part de tous les pouvoirs d'ignorer cette partie de notre territoire, celle-là même, qui par sa situation au milieu de la Méditerranée, devait solliciter sous la menace et sur-

tout au cours d'une conflagration universelle, l'attention la plus vigilante des hommes d'Etat. »

Si nous avons cité ces éloquents passages, c'est pour mieux souligner l'importance qu'a la Corse et le devoir des gouvernements de s'en occuper davantage, mais non point la crainte qu'ils expriment. Non malgré les convoitises ardentes de puissantes nations, nous ne serons ni Italiens ni Anglais ! Quoique la statue de Paoli à Corte ne soit pas tournée vers Paris, comme le remarque M. Bergerat, ses yeux rêveurs y pensent. Son âme a toujours été française ! On se rappelle, quand l'avocat Santelli de Corte, transmet à l'Assemblée nationale de Versailles la pétition, qu'avaient signée un groupe de Corses, demandant, en haine du nom de Bonaparte, la séparation de la Corse de la République française le mot proverbial de M. Galloni d'Istria : « Non si risponde a pazzi » et cet autre plus explicatif de M. Limperani : Nous sommes Français et nous resterons Français, aussi longtemps que la France existera. » Oui, ils avaient dit vrai : comme eux tous, nous serons de bons Français. Mais qu'on nous considère aussi comme tels ! Qu'on accorde enfin satisfaction, aux *deriderata* de nos dévoués représentants !

Ceux-ci aussi devront, par une communication constante avec les populations, et surtout, comme le veut M. Arène, par des rapports nombreux avec les syndicats, chercher à bien connaître le pays, à en comprendre ses besoins, à en sentir ses malheurs. Ainsi avertis, ils sauront mieux faire valoir nos intérêts,

non par crainte de la verge électorale dont les menace si crûment M. Tommasi dans certains de ses articles, mais par besoin de justice, par amour pour la Corse !

Ils seront mieux écoutés désormais. Ne l'ont-ils pas déjà été ? La meilleure preuve que nous puissions nous donner à nous-mêmes, Corses, de l'attitude différente et maintenant encourageante que le gouvernement compte prendre à notre égard, ce sont : le rapport favorable de M. Bouhey-Allex et les travaux d'assainissement, qui vont bientôt se discuter. On exposera plus tard l'utilité pressante de prolonger nos voies ferrées, d'alléger nos impositions, etc., et deviendront vrais ainsi, ces longs remerciements que M. l'abbé de Franceschi, président de l'assemblée des trois ordres de l'île, en 1789, avait trop tôt prononcés : « Nous avons reçu des bienfaits sans nombre et dans tous les genres... notre commerce anéanti, languissant, se relève, s'étend, s'accroît à l'abri du pavillon français sur ces mêmes mers où tant de nations avaient juré sa perte... Nos champs abandonnés restaient la plupart sans culture. C'était au prix de notre sang, plus encore qu'à la sueur de nos fronts que nous en retirions une substance insuffisante pour nos besoins. A présent notre agriculture renaît chaque année... »

CHAPITRE III

Assainissement de l'île

La tâche est maintenant sur le chantier. A M. le député Bouhey-Alex, va appartenir le grand honneur de la faire enfin aboutir. Ce grand acte qu'en 1838 déjà, Blanqui réclamait comme nécessaire, indispensable et qu'on n'a jamais qu'entamé, il le finira, il le complètera. Les paroles brillantes, que lui inspirera son vif désir d'aider au relèvement de cette île par trop oubliée, sauront convaincre les Chambres.

Aussi bien son travail a été de beaucoup facilité par la brochure substantielle et vraie, que vient de publier son collègue, notre éminent compatriote, M. Pierangeli : *Le Paludisme en Corse et l'assainissement de la Côte orientale*. Après avoir lu ces pages si poignantes dans l'expression du malheur qui nous torture depuis si longtemps, si pleines d'espoir au contraire, si radieuses quand ils étudient le lendemain de cette urgente réforme, on ne saurait plus éprouver aucun doute : et adopter le projet de loi, en voter les conclusions paraîtra à nos consciencieux représentants non seulement une action pressée, non

seulement évidente, mais glorieuse ! Ils mettront un terme ainsi à cette déplorable hécatombe de jeunes ouvriers, se suicidant par le travail et auront, permis à ces « enracinés » qui ne veulent point, avec raison, quitter le pays natal, d'y pouvoir vivre et longtemps, et aisés. Dans l'esprit des Corses, s'apaisera ainsi cette juste rancune, qu'ils ressentaient contre la France indifférente. L'oubli réparé, ils ne verront plus en elle que l'image de la grande patrie, qu'obstinément ils devront servir. Un nouveau lien se sera établi entre eux deux : la promulgation de cette nouvelle loi.

Cependant quand on cherche à connaître les motifs qu'il'inspirèrent, qu'on veut se rendre compte de l'état réel qu'elle a pour but de modifier, on se demande, émus, indignés, pourquoi elle vient si tard. Ces motifs, cet état ne datent point d'hier ; il y a longtemps qu'on les discute, qu'on le constate ; et toujours la mort fut là, guettant l'intrépide pionnier assez hardi, pour empiéter sur son vaste domaine et demander des ressources à cette terre, que d'un voile funèbre, la malaria recouvre obstinément. Écoutons les écrivains qui ont parcouru ces endroits isolés : « Les plaines sont insalubres et les vallons aussi, dira l'abbé Gaudin : ils sont pourtant fertiles, mais ils sont inhabités. » — « Quand vient le mois de juillet et pendant ceux d'août et septembre, tout le monde se hâte d'abandonner ces dangereux parages. Il n'y reste personne... Malheur au voyageur imprudent qui les brave en s'adonnant au sommeil ! Malheur

encore à celui qui s'y aventure avant que le soleil ait absorbé à son lever, cette écume de brouillards, dont les exhalaisons empoisonnent la plaine. » (1).

« Lorsque je visitais Aléria, avoue Mérimée, je n'y trouvai qu'un vieillard souffreteux : le fort et même le poste des douaniers étaient abandonnés. » Depuis si longtemps, une pareille situation a pu se prolonger, sans que l'on s'en souciât. Et le temps qui, sur toute chose jette son empreinte, le temps la rendit pire encore. Les marais devenaient plus boueux, les étangs s'élargissaient et les meurtriers insectes pullulaient de plus en plus. Résignés, des agriculteurs y travaillaient quand même ; mais payaient bientôt de leur vie leur labeur obstiné. On en était arrivé à ce point si critique, si cruel, qu'un ingénieur, M. Doniol, un continental que certainement la science et l'humanité seules inspiraient, a cru pouvoir affirmer, « que si l'on n'y mettait pas ordre, l'insalubrité s'étendra un jour sur Bastia et forcera à abandonner cette ville comme on a abandonné Biguglia. » Je veux bien, avec M. Pierangeli, qui la cite en note à la page 21 de son livre, croire cette conclusion trop pessimiste : néanmoins des résultats pénibles et de désastreuses conséquences se produisent, indiscutables. Dans tel village : par exemple à Biguglia, à Furiani, la durée moyenne de la vie atteindra à peine

1. Blanqui.

vingt-deux ans. A Aléria, malgré l'émigration annuelle pendant la période critique, elle sera de vingt-six ans. Vingt-deux ans ! vingt-six ans ! Vraiment, l'indifférence gouvernementale n'est-elle pas ici criminelle ! Laisser mourir si tôt d'une maladie qu'on aurait pu, qu'on aurait dû guérir ! Pour tout désespéré qui ne veut plus de la vie et qui délibérément se jette dans la Seine, vite des secours sont organisés : les vigilants et courageux mariniens le repêcheront bientôt, et malgré lui le feront vivre encore ! En Corse, au contraire, on est désireux de prolonger son existence. Mais le sol que l'on cultive ne sait toujours donner que « des fruits mêlés à des semences de maladie et de mort ! » et vers eux ne se tend pas une main...

Une situation économique déplorable en résulte. Souvent nous avons rencontré dans nos lectures cette accusation lancée dédaigneusement et avec grande autorité : « Les Corses sont des paresseux. » Vous en tenez à présent la juste explication. A des hommes qui voient beaucoup de leurs camarades, plus besogneux, pâlir tandis qu'ils fréquentent ces plaines marécageuses, devenir plus faibles, définitivement perdre leur bonne santé, et s'éteindre enfin tout jeunes, après plusieurs jours de souffrances, il est permis, je pense, d'hésiter à prendre un outil et à suivre leur exemple ! Ce facies bouffi du paludéen, ces infirmités douloureuses, ces yeux ternes, vitreux les effraient, ainsi que la disparition complète des forces et de la volonté ! Ils vivront plus tristement, plus

misérablement soit ! Mais ils ne veulent point mourir encore. Aussi découragés, abandonneront-ils toute culture sérieuse et laisseront-ils en friche de larges espaces de ce sol alluvionnaire dont la richesse inféconde s'enfouit sous le maquis (1). Dans ces endroits infestés, ils viendront, à peine pendant l'hiver, y labourer le petit lopin, qui va suffire à leurs besoins très sobres : puis loin, bien loin de là, ils iront en hâte, sur ces hauteurs visibles, rejoindre leurs familles. L'été suivant, quand la récolte aura mûri, ils y descendront encore la faucher, mais très vite, pour s'en retourner bientôt jusqu'aux semailles prochaines, à leurs foyers distants. 500 hectares à peine sur 1200 sont ainsi défrichés,ensemencés ! et cette culture superficielle, ces façons par trop sommaires données au sol ne sauraient, certes, en tirer tous les profits possibles. Quelques habitants seulement y restent continuellement. Aleria ne compte plus aujourd'hui qu'environ six cents habitants tandis qu'autrefois, au temps des Romains, trente mille habitants, d'aucuns diront cent mille, y vivaient heureux, dans de larges et riches demeures.

Alors, en effet, la Corse ne voyait point son sol, partout boisé ou cultivé, s'enlaidir de ces taches lépreuses, détruisant tout autour d'elles. De ce même endroit, où inflexibles, des parasites aujourd'hui défendent toute approche, il y a plusieurs années, des rues, des hôtels, des bains recouvraient la surface.

1. Gaston Valran.

Des trente-trois villes que cite Pline, onze étaient situées dans la plaine.

Mais les Romains ont disparu emportant avec eux cette prospérité. Des pirates destructeurs, des Sarrazins, arrivèrent apportant à leur suite, comme des plantes attachées à leurs pas, leurs détestables habitudes de rapine et de concussion. Devant leurs incessantes incursions, contre lesquelles les tours élevées sur la rive demeurèrent inefficaces, inquiétés aussi par l'autorité spoliatrice des Génois, impuissants à lutter, nos pères se retirèrent alors dans les hautes montagnes dont l'île est couronnée, au fond d'énormes crevasses, qu'ils changèrent bientôt en citadelles fameuses, ou sous des abris hâtivement construits. Ils abandonnèrent leurs récoltes, leur bétail, leurs fruits, leurs maisons ; tout en somme, sauf leurs armes et leur courage. Les effets de ce total abandon devaient être désastreux : « En 1854, raconte Filippini, toutes les ressources manquèrent et la plume ne saurait décrire la misère qui sévit pendant ces temps calamiteux. Les habitants de l'île, dans leur détresse, se portèrent les uns contre les autres, à des excès de toute sorte, et bien que pour soutenir leur vie, ils alassent jusqu'à manger les aliments les plus repoussants, néanmoins, plusieurs d'entre eux, n'osant mendier la nourriture qu'ils ne pouvaient se procurer, moururent de faim ; et une foule de ceux qui survécurent, n'eurent plus qu'une santé fort affaiblie. La cause principale de la famine, qui régna pendant ces tristes années, doit être attribuée

à l'abandon, qu'avaient fait de leurs riches et opulents villages, les habitants de la côte... »

Voilà d'où commence la mal'aria. Les fleuves, n'étant plus maintenus dans leurs lits, des dévastations importantes dans les forêts en ayant, sans aucun doute, augmenté le volume, impétueux, s'élancèrent dans la mer, entraînant avec eux des roches et de la terre. Durant tout l'hiver, une continue désagrégation de nos montagnes, une érosion incessante se faisait, tandis que s'élevaient les rivages et que la mer reculait. Mais à l'approche de l'été, les torrents subitement s'arrêtèrent de couler ; et sous l'action des vents violents, les hauteurs des sables s'étalèrent en digue, formant des barrages le long des eaux. Quand avec les nouvelles pluies et la fonte des neiges, les fleuves réapparurent de la montagne, ils ne trouvèrent plus un exutoire suffisant, une embouchure assez large. La campagne environnante devint alors leur déversoir. « Ce n'était plus le Nil qui arrivait au désert ; mais le désert qui arrivait au Nil. » (1). Au lieu d'une irrigation utile, les champs recevaient en effet un ensablement néfaste. Puis la couche d'eau qui les recouvrait, s'éleva, devint plus profonde ; les étangs apparurent et les marais se multiplièrent. La mal'aria était créée. Comment ?

On ne répondait autrefois à cette question que de façon erronée. Des émanations gazeuses, provenant du sol ; des vapeurs s'élevant le soir du sein des

1. Napoléon.

de Monti-Rossi

marais vaseux ; le manque de place dans ces étroites vallées pour que l'air y put fréquemment se renouveler (1) : telles paraissaient être les causes des fièvres paludéennes. Aujourd'hui plus pénétrante, ayant à son service des moyens d'action plus puissants et des savants d'un grand mérite, la science a dit sur ce point, son dernier mot. La cause véritable on la connaît, et le prix Nobel a été justement décerné cette année, au célèbre médecin M. Laveran, pour l'avoir découverte. Le paludisme est dû à un parasite, appartenant à la classe des protozoaires. Mais où le trouver ? on le chercha d'abord vainement dans l'air, dans l'eau de ces localités palustres, dont on voulait détruire les dangereux effets. On ne l'y vit point. « Alors, dira M. Laveran, je suis arrivé à la conviction, que le microbe se trouvait en dehors du corps de l'homme, à l'état parasitaire et très probablement à l'état de parasite des moustiques. » Simple hypothèse donc ! Mais en 1898, le major anglais, Ross, en fit une vérité scientifique. Oui, l'hématozoaire du paludisme, était propagé par des moustiques appelés anophèles ! La doctrine anophélienne était maintenant fondée. Non infestés en naissant, ces microbes, ne le deviennent, qu'après avoir sucé le sang de malades, déjà atteints de fièvres palustres. A l'état de larves, ils ne vivent et ne sauraient vivre que dans l'eau stagnante des étangs, tout à la surface, à fleur d'eau. Là même, ils se multiplient

1. Voy. Blanqui, l'abbé Gaudin.

de prolifique façon. Chaque femelle en une seule fois pond 200 œufs : de chaque œuf, au bout de deux jours seulement, éclate une larve ; et treize jours après, cette larve devient insecte. Au bout de quatre ou cinq mois, n'est-il pas vrai que 200.000.000.000 d'œufs peuvent ainsi éclore ? (1).

Voilà donc une science dont les moindres détails sont étudiés, analysés ! Connaissant bien la vie des parasites, elle connaîtra mieux ainsi le moyen de la leur briser. Et que conseille-t-elle ? Rendre introuvables à ces femelles si fécondes, à ces larves si nombreuses, les eaux dormantes qui leur sont indispensables pour se procréer et vivre ! Ils ne se renouvelleront plus.

Quoique fausse, quoique partie de considérations tout à fait différentes, la vieille doctrine, la doctrine tellurique comme on se plaît à l'appeler, préconisait aussi les mêmes dispositions. Comme terme au paludisme, elle prêchait l'assainissement des marais, uniquement. On adopta souvent ces conclusions et on eut raison ; car une théorie plus savante, en expliquant mieux les causes, vient aujourd'hui en confirmer les effets. Partout on s'efforça de combler les marais, de drainer les eaux stagnantes : des efforts inouïs peuvent s'enregistrer en tout lieu. Roscher, en cite plusieurs dans l'antiquité. La Hollande surtout, a donné de nos jours, un merveilleux exemple. Ses polder sont en grande partie disparu, et se recou-

1. V. M. Pierangeli.

vrent aujourd'hui de gras pâturages. Elle n'oubliait point ses colonies. A Java aussi, de grands travaux étaient entrepris, et la prospérité de cette île, très riche aujourd'hui, l'en récompense. En France même, de vastes étendues ont été assainies. Les landes de la Sologne ont vu leur sol boire des millions ! Mais ils sont propres à présent à une culture productive. En Corse, au contraire, on ne fit toujours que des essais ; on se contentait de commencer les travaux ; rarement on les achevait. Et pourtant ces améliorations hâtives, donnaient de suite de bons résultats. Ainsi l'assainissement des marais de Saint-Flovent (1) ; on le réclamait depuis 1771. Voici ce qu'on écrivait alors : « Les marais, qu'on peut regarder comme la cause des maladies, qui règnent dans cette ville la plus grande partie de l'année, est une grande plaine entourée de montagnes, dont le sol paraît peu au-dessus du niveau des eaux de la mer, longée d'un grand nombre de fossés... » On n'en commença cependant les travaux qu'en 1854 ; on les abandonna bientôt pour ne les reprendre qu'en 1882 ; ils ne devaient enfin se terminer qu'en 1887. Mais les rapports qui suivirent les premières tentatives, constataient déjà un notable changement dans l'état sanitaire de la contrée : aujourd'hui il est satisfaisant, depuis surtout que de l'eau de source y a été apportée. La population saine,

1. Voir aussi dans M. Pierangeli, les rapports satisfaisants, fournis par les directeurs du Terrier, après les commencements des travaux à Biguglia, et les statistiques probantes établies par Robiquet.

n'ayant plus à craindre maintenant, les fâcheuses conséquences du mauvais air, s'intéresse vivement à différents travaux, se livre à la pêche, et avec goût cultive diligemment toutes les terres des alentours. N'est-ce pas là un encouragement bien digne d'être suivi ? Ces résultats heureux ne sont-ils pas garants, de ceux plus larges, plus puissants que l'on obtiendrait, en assainissant toute la côte orientale ?

Des faits pareils se sont produits aussi, quand on eut fini d'assainir les marais de Campo dell Oro et de Porto, etc.

Qu'il y a intérêt, intérêt humanitaire à la fois et économique, mais nous en avons un exemple tout récent ! Il le prouve éloquentement, si jamais l'on pouvait, sur pareille question, désirer encore des preuves. C'est l'assainissement du domaine de Casa-bianda. Sis sur la côte orientale de la Corse, et s'étendant sur une vaste superficie de 1.770 hectares, il fut acheté en 1855 par l'Etat, pour un prix très modique, de la marquise Potenziani, à la condition expresse toutefois, de l'assainir. Quoique bien tard, il s'acquitta cependant de toutes ses charges. Après de dangereux essais demeurés stériles, le domaine fut en effet confié, par un décret du 24 juillet 1886 à l'Administration des domaines. Conformément aux indications fournies par le D^r Laveran, elle commença à dessécher aussitôt par des élévateurs mécaniques les étangs del Sale et de Ziglione, qui y étaient enserrés. Mais la charge de toutes ces améliorations paraissait trop lourde ; on marchait trop lentement

dans la voie du progrès ! Aussi un décret du 19 janvier 1894, fit passer l'exploitation de Casabianda à l'Administration des ponts et chaussées. Par les soins d'ingénieurs habiles, la situation obérée s'améliora bientôt. En 1895 en effet, le déficit si élevé (12.762 francs en 1893) s'était abaissé de moitié : il était seulement de 6.875 francs. En 1890, un sérieux excédent de 8.178 francs apparaissait enfin ! Ces rapides progrès, comment les avait-on obtenus ? en achevant rapidement les travaux commencés ; en faisant disparaître les marais environnants de Teppe-Rosse (1903) de Letticacio (1904) ; en procédant au colmatage de l'étang de Ziglione (1898 date où commencèrent les travaux — 1906 date de leur achèvement). Et les fièvres palustres ainsi disparaissaient insensiblement. Consultons en effet l'intéressant rapport du Dr Zuccarelli : en 1898-1899, on constate encore sur 150 sujets 90 cas de maladie, en 1900 on n'en constate plus que 36. C'était encourageant : on allait faire mieux. Une réforme heureuse devait en effet les réduire, jusqu'à des proportions insignifiantes : l'eau boueuse du Tagnone était remplacée par de l'eau de source, dans l'alimentation journalière des ouvriers. On n'avait plus à enregistrer, en 1902, sur 150 sujets que 2 cas de fièvre paludéenne. Et maintenant les familles des ouvriers, elles aussi, habitent Casabianda ! Voilà donc une partie de la Corse, autrefois si mortelle et si abandonnée, qui prospère et produit !

Après de pareilles données si précises, si convain-

cantes, pourquoi a-t-on toujours attendu, pourquoi attendre encore, pour mettre la main à l'œuvre? Une année seulement de retard au commencement des travaux, coûte la vie à de nombreux ouvriers! Il n'y a plus à se demander aujourd'hui si on ne pourrait pas empêcher, par d'autres moyens, ces déplorables résultats. Cet espoir était permis autrefois! « Les Corses, disait Gaudin, en 1787, sont habitués à respirer sur les hauteurs, un air frais et subtil : il est moins propre qu'un autre à supporter le travail de la plaine sous un air épais et un soleil brûlant... » Pourtant ajoutait-il : « Il faut retenir l'habitant dans la plaine. L'Etat fournira des primes. » Et l'on comprend les mesures prises par Louis XV. Dédaignant les justes appréhensions des indigènes, fort de cette idée, populaire alors, que cultiver la côte, l'habiter c'était l'assainir, il envoya en Corse en 1776, 50 familles lorraines. Venues pour y chercher une vie plus aisée, elles ne surent y trouver qu'un tombeau!

Et on ne voulut point comprendre encore! Dès que l'Etat en effet, se fût rendu propriétaire de Casabianda, il y installa de suite un pénitencier agricole. Les hommes libres n'avaient point osé affronter ces climats meurtriers, les pénitenciers l'auraient, et défricheraient ce sol abandonné. L'on compta jusqu'à douze cents détenus : on eut pour eux les mille égards dictés par une stricte hygiène : pendant l'été on leur faisait habiter les hauteurs. Pourtant la mortalité fut désastreuse : chaque année plus de 300 individus succombaient. Et cela dura

pendant vingt-neuf ans, jusqu'en 1884. Le 30 décembre de cette année, en effet, le pénitencier agricole fut désaffecté. Justement indigné, M. le sénateur Berenger l'avait demandé aux Chambres, qui l'approuvèrent. Ces hommes, certes, avaient été condamnés, il fallait donc les punir, mais non pas les tuer ! La colonie n'exista plus, mais la malaria, toujours aussi terrible ! Et les Corses qui n'avaient à expier aucun crime, sans personne pour les défendre, devaient en être victimes encore. Jamais on n'a voulu les débarrasser définitivement, de ces endroits marécageux. Jamais on ne s'est décidé à entreprendre cet assainissement total, qui seul pourrait donner des résultats décisifs : car, comme disait avec beaucoup de vérité l'ingénieur Richard, « les miasmes ne connaissent point de clôtures » et les détruire en partie, en desséchant tel étang, en comblant tel marais, ce n'est point enrayer le paludisme. C'est là cependant ce qu'on a fait. L'on plantait aussi de nombreux eucalyptus. Quoique ces hardis végétaux ne détruisent point les insectes, mais les abritent plutôt sur leurs feuilles odorantes, ils peuvent aider cependant, par leurs incontestables qualités hydrophiles, au dessèchement des eaux mortes.

Mais tout cela en vérité, n'est que du petit assainissement : ce ne sont et ne peuvent être que des mesures, tout à fait provisoires. Petit assainissement, mesure provisoire aussi, que les magnifiques et courageux travaux entrepris par la Ligue corse, contre le paludisme. Habilement dirigée par le regretté médecin

Battesti, beaucoup d'existences par elle, ainsi furent épargnées. Son but proposé était de faire l'application raisonnée, méthodique, mais forcément limitée par le manque de ressources, des conseils dictés par la prophylaxie moderne : usage des toiles métalliques ; destructions des larves par le pétrolage des puits. L'emploi de la quinine à titre préventif, voilà surtout son grand remède ; la science a reconnu en effet qu'un adulte, qui, chaque jour ou même chaque deux jours, prendrait habituellement pendant toute la saison insalubre de 0 gr. 30 à 0 gr. 40 de sulfate de quinine, ne contracte presque jamais la fièvre, ou s'il la contracte, c'est toujours sous une forme facilement guérissable. Après une entente avec de nombreux pharmaciens, la ligue avait pu s'en procurer à très bon compte, et la livrait ainsi à des prix très bas.

Le gouvernement italien, pour enrayer les suites fâcheuses de l'existence des étangs de Marennes et des marais Pontins n'a pas suivi un autre programme. Une loi du 30 novembre 1900 autorisait en effet l'Etat à fabriquer la quinine, qui devait être partout distribuée à bon marché. On condamnerait en outre tout patron, dont un ouvrier serait mort faute de quinine. L'Italie a fait plus encore ! L'expérimentation de la prophylaxie mécanique, ayant donné d'excellents résultats, aussitôt une loi de 1901 rendit cette protection obligatoire en pays palustre, pour tous les employés du gouvernement, tandis que

là-bas, se continuaient toujours, les travaux de l'assainissement complet des étangs de Marennes !

En Corse, au contraire, l'on constate encore en 1906, que sur le réseau des chemins de fer, le personnel des gares, situées sur la côte orientale, a été frappé dans la proportion énorme de 40 o/o. Considère-t-on donc comme inefficaces, les moyens employés autre part ? Quoique imparfaits, ils ont cependant une réelle utilité. Pourquoi ne pas en faire usage ? Pourquoi ne pas accorder de suffisants crédits à cette ligue sérieuse, afin qu'elle puisse efficacement continuer sa tâche humanitaire ? Si les toiles métalliques sont utiles, si la quinine est nécessaire, qu'on en facilite l'achat ! Notre île devra-t-elle toujours être victime d'une absolue indifférence, tandis que de tous côtés, autour d'elle, des mesures prudentes et énergiques améliorent les plus tristes situations ?

Non, le gouvernement va maintenant intervenir ; et ce qu'il veut y faire ce n'est plus un travail embryonnaire, des débris de dessèchement, mais bien un assainissement complet, total. Le projet de loi déposé en 1902 au nom du président de la République par M. Ruau, sur le bureau de la Chambre des députés, nous en avertit. Renvoyé par la Chambre à la Commission d'Agriculture, qui a choisi comme rapporteur M. Bouhey-Alex, le projet reviendra bientôt en discussion devant elle.

En voici l'économie :

Régularisation du lit des cours d'eau, de la partie basse : fixation des foci ou embouchures : comble-

ment, débroussaillage et égouttement des marais : régularisation des cuvettes des étangs : adduction d'eau potable et mise en culture. Ces travaux doivent porter sur six régions différentes qui embrassent toute la côte orientale : régions de Biguglia, de Casinca de la Bravona, d'Aleria, du Fium-Orbo, de Porto-Vecchio. Ils se feront successivement, afin de tirer ainsi un meilleur parti de l'outillage et de la main-d'œuvre.

On ne saurait vraiment désirer autre chose : ils sont complets. Certainement, quand ils seront terminés, la mal'aria aura disparu de la Corse, car on en aura supprimé la cause. Lorsque les fleuves, dont la forte déclivité de nos montagnes fait des torrents, pourront se jeter librement dans leur réservoir commun ; quand des communications constantes, seront ainsi établies entre les étangs et la mer, quand tous les marais seront comblés, égouttés, assainis ; les ouvriers alors, sans aucune fâcheuse appréhension fréquenteront ces lieux désolés aujourd'hui, y résideront, et par une culture intelligente transformeront bientôt ces centaines d'hectares incultes et pourtant fertiles ! Quelles richesses n'en tireront-ils point ? La prospérité des temps passés, enfin reparaitra.

Comme ce marais assaini tout près d'Ajaccio, dont parle Blanqui, où poussaient ensuite de jolis et gros mûriers ; de même que cette partie, petite encore (500 hectares sur 1.770) du domaine de Casabianca, qui se couvre aujourd'hui de ceps vigoureux et de riches épis, la grande étendue d'Aleria se couvrira

bientôt de maisons et d'argent. Ces industriels vaincus que mentionne S. Gras, quittant la Corse, où s'étaient vainement enterrées leurs ressources, n'existeront plus ! Au contraire, beaucoup d'autres y viendront demain, confiants dans le succès ! et la Corse sera ainsi devenue ce que Fernand-Dupuy voulait qu'elle fût : « Le centre d'un commerce florissant, l'endroit où l'on pouvait porter toutes les spéculations, toutes les manufactures ! »

Pour obtenir ces désirables résultats, il faudra sans doute s'imposer de lourds sacrifices ! La dépense a été évaluée à 12 millions. 12 millions ! M. Bouhey-Alex en a frémi. Comment pareille dépense ? en Corse ! Après tant d'autres ? L'assainissement est une bonne chose ; mais le prix en est trop cher ! Comment donc diminuer les frais ? En obligeant le département à fournir gratuitement, les terrains utiles à l'opération : et le conseil général averti, accorda cette onéreuse facilité. En exigeant le quart des bénéfices, en cas de revente des marais après les travaux : et le conseil général, obéissant à son patriotisme, indifférent à ces dérogations au droit commun, à nouveau se soumit.

Et ensuite ? En supprimant du projet de loi, le chapitre relatif à l'adduction de l'eau potable. Sous le prétexte de l'exécuter plus tôt, on veut lui consacrer simplement les crédits des communes, les subventions du pari mutuel, et au besoin, les subventions du ministre ! Sans être partisan de la théorie fameuse du « tout ou rien », on peut avec les

hommes politiques, avec les médecins, dire que cette clause est inacceptable. Au même titre que la terre qui comble les marais, ou que le canal qui vide les étangs, l'eau de source est indispensable à un assainissement complet. Il ne faut plus que les ouvriers qui travaillent dans ces régions, soient encore astreints de boire l'eau boueuse de la rivière voisine. Sans doute l'on ne contracte point les fièvres en la buvant : elle y prépare pourtant, et en facilite l'éclosion.

Or, cette adduction de l'eau potable nécessaire, ne pourra être faite qu'à l'aide des sommes votées par les chambres. Les communes sont en effet trop obérées, le pari mutuel trop pauvre, les subventions trop faibles. Si donc le projet de loi, d'après les rapports de personnes compétentes a été fixé à 12 millions, qu'on vote cette somme : toutes les considérations le commandent. Roscher dit dans son *Economie rurale* : « C'est regrettable que l'initiative privée ne le puisse faire. Cependant l'initiative de l'Etat pour les défrichements, est indiquée dans tous les cas où soit l'avantage, soit l'urgente nécessité de l'opération est hors de doute ; et où il est tout aussi peu douteux, que les forces des particuliers ne sont pas mûres pour l'entreprendre. » Nous croyons être dans l'intention du savant auteur, que d'y ajouter l'assainissement ; et cette situation qu'il dépeint, devient alors la nôtre. Non, ici, l'entreprise privée ne peut rien, et la législation existante (lois du 16 sept. 1807, de juin 1865, décembre 1888, toutes sur les

associations syndicales), ne saurait être utilement appliquée. L'état a tout à faire. Mais le département n'y contribue-t-il pas sérieusement ?

Aussi bien, n'a-t-on pas accordé, sans hésitation, d'une seule fois, aux sinistres du Midi, un large crédit de six millions pour subvenir à leurs pressants besoins ? Nos malheurs, pour être plus lents et plus silencieux, ne sont pas moins graves. Il n'y a que des revenus qui disparaissent chez eux : il y a des individus qui meurent chez nous. Et de plus l'argent que vous dépenserez en Corse ne sera point improductif. Nos richesses futures sauront vous largement récompenser, par des impôts plus lourds, de vos sacrifices présents. Le général Brénier de Monthruaud avait raison de dire à la Chambre des députés en 1830 : « Qu'on ne craigne pas de faire des avances à la Corse ; avec le temps elle les remboursera au multiple. Semez-y un peu d'argent et vous y récolterez de l'or. »

Fort de cette idée que l'Etat a intérêt autant que nous, à assainir nos marais, à régulariser nos fleuves à dessécher nos étangs, nous demandons aussi l'assainissement de l'autre partie de l'île, de la côte occidentale. Moins évidents, les effets de la malaria s'y produisent néanmoins, douloureux. Petrucci, cité par Robiquet, rapporte que dans un canton de Serra « on comptait en 1780, 90 veuves. Leurs maris étaient morts victimes des fièvres palustres. » « A Pietra di Verde, dira le Dr Pitti-Ferrandi, sur 780 habitants près de 700 ont été ou sont frappés », et observateur

conscencieux, il ajoute : « Il en est à peu près de même dans tous les cantons qui longent la côte orientale *et les marais occidentaux*. » Je ne peux que lui donner raison ; ainsi dans les villages de Palasca, Urtaca, Novella, obligés pour vivre de fréquenter les riches plaines d'Ostriconi, presque tous les habitants ont souffert des fièvres paludéennes. Ils en souffrent encore sinistrement. Combien même en sont morts, laissant leurs vieux parents ou leurs enfants trop jeunes, peut-être dans le besoin !

Très proche de l'île Rousse, traversée par la large route nationale, à quelques heures de Calvi, avec un sol fertile, surtout composé de riches alluvions qu'a charriées l'Ostriconi, cette plaine, facilement irrigable, devrait être dans la riche Balagne, la plus riche contrée ! Mais de l'eau marécageuse y croupit, empoisonnant les alentours par des miasmes meurtriers. On s'en est assuré : des ingénieurs ont fourni des rapports. Les travaux furent jugés nécessaires : mais jamais on ne les a entrepris. Depuis 1854, depuis 1860, dates où en furent dressés les premiers projets, on les attend ! Pourquoi ce long retard ? Parce que le conseil municipal de Palasca n'a pas cru devoir faire, à un certain moment, la cession gratuite des terrains, qu'on lui avait demandée !

Mais ce moment n'est plus ; et depuis, maintes fois, il décida de livrer gratuitement à l'Etat, les marais de Canuta et de Foce. Ainsi satisfait le gouvernement entreprendra-t-il ces travaux, urgents aussi ? Il n'y a

pas lieu de le croire : une dépêche ministérielle du 15 octobre 1902, a décidé en effet « que la cession des marais, ne pouvait être acceptée ; et qu'à défaut de concessionnaires, les travaux devaient être exécutés par les intéressés et à leurs frais. » Cela est impossible. Non la commune, on le sait pourtant, ne pourra pas, ni les intéressés non plus, s'imposer la lourde dépense de 45.000 francs. Mais si les habitants de Palasca, à eux seuls, pouvaient dessécher les marais d'Ostriconi, tous les intéressés de la côte orientale pourraient bien mieux alors, assainir leurs régions ! On ne le pense pas cependant. Pourquoi alors deux mesures ? Aux mêmes maladies conviennent généralement les mêmes remèdes !

On l'a bien vu ; et dans cette même dépêche l'on peut lire, tout à la fin : « Dans tous les cas, l'assainissement des terrains dont il s'agit ne peut être obtenu que pour une cause d'ensemble, se rapportant à l'insalubrité du littoral de la Corse, et non pour une opération isolée, telle que l'assainissement de la plaine d'Ostriconi. » Or l'heure de l'opération d'ensemble est venue. Et les Palascai verront enfin disparaître leurs marais si néfastes. Mais plutôt, réalisant le vœu très intéressant, émis par le conseiller général M. Casanelli d'Istria, le gouvernement joindra au projet d'assainissement de la côte orientale, celui de la côte occidentale. Ainsi tous les marais disparaîtront de la Corse, tandis que s'étendront partout la la richesse et la santé.

Telle sera la récompense précieuse, offerte aux

efforts de la France ! Aussi bien elle n'en ambitionne point d'autre. « C'est sur la salubrité de la Corse, agissant sur la salubrité générale, dit M. Bouhey-Alex, c'est sur l'activité de ses habitants débarrassés enfin de la terrible mal'aria et de ses fièvres pernicieuses, pouvant désormais cultiver en pleine santé, des terrains riches et fertiles, et sur la richesse générale de la Corse, devenue le jardin et la promenade de la France, devenue vraiment l'île de Beauté suprême, venant grossir et multiplier la richesse de la métropole, que nous trouverons la large rémunération des capitaux, dépensés dans cette œuvre de toute première utilité. »

CHAPITRE IV

Routes et Chemins de fer

Le double intérêt, celui de la Corse et le sien propre, font aussi un devoir à la France, de modifier nos voies de communications ; de les modifier en les augmentant et en les améliorant. Qui ne connaît l'importance, vraiment prodigieuse, que des routes nombreuses et praticables donnent et assurent au développement économique d'un pays ! On le conçoit aisément : par elles, en effet, les personnes peuvent plus facilement voyager, se rendre directement compte de l'utilité d'une usine à tel endroit, de la création d'un entrepôt commercial à tel autre : ici d'une exploitation agricole et là d'une institution de crédit. Aussi les créeront-elles bientôt, ou s'ils existent déjà, les développeront bien plus. De même que le système artériel entretient dans l'organisme par l'apport incessant de sang épuré, la chaleur et la vie, ainsi dans la société. les routes sur terre, les chemins flottants. les routes qui marchent comme disait Pascal, et surtout les lignes de chemins de fer, en permettant le mouvement des capitaux, le trans-

port facile des matières premières et des produits, constituent aussi un élément essentiel à la vie puissante des grands peuples. — Ceux qui ne peuvent point communiquer avec les autres, qui ne tirent leurs ressources que de leur propre sol et les utilisent par eux-mêmes, se consomment bientôt en effet et se meurent, ou croupissent toujours dans une vague existence. Toutes les industries ne sauraient s'y développer utilement, et la production générale serait forcément limitée.

Si les marchandises au contraire peuvent à des prix modérés franchir de grandes distances, elles trouveront au loin, un large débouché : leur consommation s'étendra et la production, naturellement, augmentera aussi. Le pays deviendra plus riche. Il n'aurait pas en outre toutes les matières voulues, exigées pour une quelconque industrie : celle-ci pourra quand même s'y développer. Sans grande dépense, elle pourra acheter au dehors, et faire venir des contrées lointaines, les produits qui lui sont nécessaires. Nous avons en effet à Paris des usines qui consomment de la houille venant du Nord ! Elles pourraient même la faire venir d'Angleterre, tellement sont modiques les prix de transport, si un principe d'économie nationale n'exigeait le développement d'abord et avant toutes autres, de nos propres industries extractives ! Les frais de production en outre, pourront être diminués, par suite d'une plus large vente ; et aussi, parce que les usines au lieu de se fixer, comme tout d'abord, dans un centre tou-

jours fréquenté, maintenant, avec des chemins commodes, pourront, sans éprouver aucune perte, se rapprocher des mines et des courants. Elles ne s'établiront plus au bord de larges trottoirs, mais au haut des plateaux, tout près de la chute qui les mettra en mouvement ; ou près du puits de houille, qui va les alimenter.

Les nations l'ont compris : et toutes se sont efforcées de doter bien vite leur sol, de voies multiples. La France, nous l'avons vu, a rapidement suivi le mouvement général. Toutes ses contrées, toutes ses provinces en furent largement pourvues. Aussi n'existe-t-il plus aujourd'hui aucun obstacle à la circulation ; plus de grandes fermes, plus de péages divers ; mais la grande facilité partout de pouvoir transporter, d'une extrémité à l'autre du pays, toutes les denrées et toutes les marchandises.

En Corse il n'en est malheureusement pas ainsi ! Puisqu'il y a de nombreux troupeaux, les peaux donc y sont nombreuses ! Une fois assouplies, tannées elles sont exportées sur le continent. Pourquoi ? afin d'y recevoir un complément de fabrication. Plusieurs reviendront en Corse pour servir à nos besoins. Voilà, dirait le savant économiste Carey, une dépense superflue, des trajets inutiles ! Mais chez nous les industries de peausserie ne viennent point s'établir parce que des routes peu nombreuses et généralement mal entretenues, des transports difficiles, donneraient aux produits un coût trop élevé, empêchant leur vente à un prix rémunérateur.

Pourquoi fûmes-nous si mal partagés ? Sans doute, avec beaucoup d'auteurs, nous pensons que son sol montagneux, se prête très mal à l'établissement de larges voies. Et aplanir ses monts, combler ses vallées, lancer des ponts sur ses nombreux torrents, grimper enfin au haut de ses coteaux, demande beaucoup de fatigues et d'argent. Les plaines désirables n'apparaissent qu'à la côte, sur une longueur étendue, mais sur une largeur quelquefois étroite ; puis aussitôt, c'est l'ascension plus ou moins rapide des collines, où siègent des villages nombreux.

C'est à ce système montagneux qu'Elisée Reclus (1) attribue l'inachèvement de notre réseau ferré. C'est là certainement une explication aussi plausible, que la mauvaise volonté invoquée par d'autres. L'on est pourtant obligé de le développer, de construire encore des routes, d'améliorer tous nos chemins, ravinés et salis d'ornières incommodes, si l'on veut réellement nous permettre de tirer profit de nos richesses naturelles. On le sait cependant : n'avait-on pas déjà entrepris, il y a plusieurs années, l'exploitation méthodique de nos vastes forêts, pour fournir de l'excellent bois à nos arsenaux maritimes ? Mais on dut bien vite l'abandonner à cause des folles dépenses qu'occasionnaient le mauvais état et la rareté de nos voies.

Et on n'a pas cessé de le répéter ; chaque voya-

1. *Géographie universelle.*

geur, en écrivant ses impressions sur l'île, y notait avant tout, l'état rudimentaire de nos moyens de communication. C'est d'abord Blanqui : avec un désenchantement qui s'explique, il disait en 1838 : « des eaux minérales, douées de propriétés énergiques, s'échappent de toutes les montagnes, et n'attendent pour rivaliser victorieusement peut-être avec les plus célèbres sources thermales du continent, que des chemins qui y conduisent les malades avec des établissements en état de les recevoir. » Mais ceux-ci ne peuvent que suivre ceux-là. D'abord il faut construire des routes ! Maintenant surtout, où la Corse est appelée à jouer un grand rôle touristique, leur absence se fait vivement sentir et peut être cause de préjudiciables obstacles à notre avenir économique ! M. Clavé, qui a tant maudit la Corse et tant médité sur elle, reconnaissait pourtant, la justesse de nos réclamations, quant aux routes. « Les Corses, disait-il, pour s'enrichir, n'ont besoin que de routes et de sécurité intérieure : ouvrir des routes pour faciliter la circulation des produits, assurer l'exécution rigoureuse de la loi, c'est tout ce qu'on peut raisonnablement demander à la France. » Nous avons une sécurité complète maintenant ; mais nos voies de communication, sont encore grandement insuffisantes !

Simonot, comme M. Clavé, les réclamait, mais bien avant lui : « Je me suis beaucoup étendu sur la nécessité de multiplier les communications dans l'île, disait-il, et d'y faire distribuer une justice prompte ; parce que ces deux moyens sont, sans contredit

les plus puissants qu'il soit possible de mettre en œuvre, pour hâter dans ce pays, les progrès de la civilisation. » Voilà donc des auteurs qui traversent la Corse à des intervalles très espacés, et qui pourtant, relèvent la même gêne dans les rapports des habitants, dans le transport des produits ! Tout dernièrement, d'autres personnes notables, traversant l'île, ont fait encore la même malheureuse constatation. « Pour qu'elle se transforme, dira justement M. Grébauval, il serait seulement nécessaire d'y creuser des ports, d'y poser des rails, d'y subventionner des paquebots, de permettre enfin aux affaires, d'être traitées de la façon coutumière, sans de perpétuelles entraves... L'impossibilité de parcourir l'île est le principal obstacle à son développement. »

Voilà donc des avis qui se ressemblent tous ! des plaintes qui se renouvellent toujours ! J'ai tenu à les citer pour qu'on sache enfin ! et que lorsque les Corses, ou plutôt leurs représentants feront des demandes et à nouveau exposeront des vœux relatifs à nos routes, on ne les taxe plus de gens difficiles et incontentables !

La Corse est montagneuse ! Mais combien d'autres pays, sont aussi montueux et vallonnés ! Combien d'autres sols, aussi accidentés et fissurés ! et pourtant leurs divers réseaux, ramifications immenses, s'étendent de partout. Ainsi la Suisse, qui sûre de dépenser utilement son argent, s'efforce par d'ingénieux moyens de créer à des hauteurs considérables — là même où étaient perchés des nids d'aigle, des hôtels

où « tout s'y trouve, dira M. Boland, même les petits chevaux — accessoire indispensable de toute villégiature parisienne » ; et pour y parvenir elle saura ménager l'accès le moins fatigant, de larges routes ou des chemins de fer à crémaillère. « Le rail prend possession de Gouerprat, à 3.131 mètres d'altitude ; et le Mont Blanc, culmen de l'Europe, voit à son tour les ingénieurs s'escrimer sur ses flancs et percer des tunnels, dans ses glaces persistantes (1). »

En Italie aussi, même fièvre d'heureuses transformations ! Certaine de développer ainsi sa production et ses bénéfices, elle ne cesse d'augmenter considérablement ses routes et ses chemins de fer malgré les obstacles de la nature, malgré les fortes dépenses qu'exigent les travaux d'art. Elle perce, pleine d'espoir, de longs tunnels, jette de larges ponts, déroule davantage le ruban de ses routes. Elle ne le fait pas seulement sur son territoire continental, mais aussi en Sicile, mais aussi en Sardaigne. Ici surtout, en bref temps, des améliorations importantes se sont opérées. A l'aide de millions, le réseau des voies ferrées s'y est rapidement étendu. A une compagnie anglaise concessionnaire on faisait toutes les largesses voulues, on accordait tous les avantages possibles. Et l'on votait en même temps un crédit de 24 millions pour la construction de nouvelles routes (2). Pourquoi précisé-

1. M. Henry Boland.

2. Voir Fabiani, *Routes et chemins de fer en Corse*.

ment tous ces sacrifices ? C'est que voyant le commerce sarde se développer de jour en jour, on voulut de suite le mettre à même de devenir très florissant. Leur propre intérêt, inspirait aux Italiens, une pareille conduite.

Et la France si prudente, si intéressée toujours à encourager ses habitants et à développer son propre commerce et sa propre industrie, comment a-t-elle pu se laisser devancer ? Pourquoi n'a-t-elle pas songé à doter de l'outillage voulu pour progresser, ses contrées privilégiées par la nature ? Pourquoi n'a-t-elle pas, du moins suivi les exemples qui lui étaient donnés ?

Mais si de pareils travaux se comprenaient pour l'île de Sardaigne, *a fortiori* devaient-ils être faits dans l'île de Corse ! Et vers 1850, en effet, une poussée hostile à la France se devinait chez nous. On évaluait le commerce de l'île si bien dotée par l'Italie et il était inférieur à celui de notre île ; on étudiait ses richesses naturelles : elles étaient moins nombreuses que chez nous : et pourtant de sa mère-patrie, petite et surchargée de dépenses, elle recevait tous les perfectionnements voulus pour se développer et s'enrichir ; tandis que la Corse, appartenant à une nation plus puissante et beaucoup plus riche, n'obtenait que peu d'améliorations. A peine d'étroits sentiers vous acheminent vers les hauts villages : des routes nationales sur la côte, quelques routes départementales très mauvaises, enfin des chemins vici-

naux, qui ne sont que des sentiers élargis : voilà tout notre bien. Les peuples primitifs avaient au moins l'avantage, les routes de terre étant absentes ou difficiles, d'emprunter celles plus rapides des fleuves. En Corse on ne saurait le faire prudemment ; et cela aggrave encore notre situation !

« Comment pouvez-vous l'affirmer, me crieraient volontiers, de dévoués fonctionnaires, après les fortes dépenses qui ont été faites en Corse, depuis plus d'un siècle, pour les travaux publics ? » Nous n'avons garde de le nier. Oui, c'est grâce surtout aux fortes subventions qu'ont bien voulu nous fournir le gouvernement de juillet et le second Empire que le rouleau de nos routes nationales et forestières s'est si vite étendu. Les premières atteignent aujourd'hui une longueur totale de 1.132 klm. 458 mètres.

« C'est le seul département qui en ait autant ! »

Voilà ce que, excédé, me répondit un chef de division au ministère des Travaux publics, tandis que je lui exposais le fâcheux état de mon pays, et les pressantes améliorations qu'il y avait lieu d'y faire. 1. 132 kilomètres ! Ajoutons aussi les 504 klm-273 mètres de routes forestières qui pourront nous être très utiles pour exploiter notre riche domaine forestier. « Mais c'est tout, faisais-je remarquer à mon éminent interlocuteur, c'est malheureusement tout, et les routes nationales, même très étendues, ne sauraient aisément suffire à la complète et rapide satisfaction de tous les besoins d'une île, qui forme par

sa superficie, un des quatre plus grands départements français. Des routes départementales, des chemins de grande communication, des chemins d'intérêt commun, des chemins vicinaux ordinaires sont tout aussi indispensables : et à ce sujet la Corse est bien mal partagée. C'est le seul département qui en ait aussi peu ! »

Les routes départementales s'étendent sur une longueur de 209 kil. 769 mètres ; et la situation du réseau vicinal au 31 décembre 1906 est la suivante :

Chemins de grande communication :

A l'état d'entretien.....	417.198
A l'état de viabilité	324.576
Longueurs totales à entretenir :	<u>741.774</u>
En construction.....	74.714
En lacune.....	74.714
Longueurs totales à entretenir et à construire.....	<u>918.034</u>

Chemins d'intérêt commun :

A l'état d'entretien.....	244.634
A l'état de viabilité	220.448
Longueurs totales à entretenir :	<u>465.082</u>
En construction.....	73.937
En lacune.....	126.374
Longueurs totales à entretenir et à construire.....	<u>665.393</u>

Chemins vicinaux ordinaires :

A l'état d'entretien.....	219.255
---------------------------	---------

A l'état de viabilité.....	471.238
Longueurs totales à entretenir	<u>690.493</u>
En construction.....	139.361
En lacune.....	1.022.040
Longueurs totales à entretenir	
et à construire.....	<u>1.831.894</u>

Résumons ainsi cette situation :

Chemins vicinaux à l'état d'en-	
tretien.....	881.087
A l'état de viabilité.....	1.016.262
En construction.....	888.012
En lacune.....	<u>1.249.960</u>
Longueur totale à entretenir et	
à construire.....	<u>3.435.321</u>

Considérez la longueur énorme des chemins encore en lacune, des chemins encore en construction ! Réfléchissez sur la pénurie des routes départementales, et vous verrez combien est juste cette parole de M. Giaunorsi : « Nos moyens de locomotion sont encore à l'état embryonnaire. Les $\frac{3}{4}$ de nos villages manquent de routes carrossables, non seulement pour communiquer entre eux mais aussi pour communiquer avec les routes départementales et nationales. D'ici de là, quelques tronçons sans importance ont été construits depuis des années, mais ils sont inutilisables parce qu'inachevés. » Les cinq arrondissements de la Corse renferment 42 cantons et 364 communes. Beaucoup d'entre eux ne peu-

vent tirer de leur vaste territoire, tous les profits possibles. Combien de propriétaires ou même de simples cultivateurs qui sont obligés de laisser en friche des champs, où ils ne peuvent aboutir par des chemins faciles et praticables !

Les chemins vicinaux : « mais ce sont les meaux capillaires de l'agriculture, » a dit avec raison M. Cauwès. Et M. Carlotti, président de la Commission des chemins vicinaux pouvait affirmer en 1856 : « Partout où des chemins ont été ouverts et livrés à la circulation, l'agriculture a pris un développement rapide et presque inespéré ». Aujourd'hui hélas ! leur petite étendue, nous oblige à dire avec M. Justin Garlandat : « Deux causes majeures maintiennent l'agriculture dans l'impuissance : la première a été jusqu'ici le manque de chemins carrossables, desservant leurs domaines, leurs habitations agglomérées par bourgs à l'intérieur de l'île, et les ports d'embarquement de leurs produits. C'est à dos de mulet qu'ils peuvent faire leurs transports, même à grande distance, moyen lent, insuffisant, trop coûteux pour une exploitation agricole, horticole et légumineuse... »

Du moins, pouvons-nous nourrir l'espoir de voir cette déplorable situation s'améliorer bientôt ! Travaille-t-on à y remédier ? Construit-on chaque année quelques kilomètres de routes nouvelles ? Tout semble prouver le contraire. Ainsi les statistiques de 1893 donnent les chiffres suivants :

Routes nationales.....	1131.993
Routes forestières.....	485.921

Routes départementales.....	209.845
Chemins vicinaux de grande communication.....	605.405
Chemins d'intérêt commun	1318.418
Chemins vicinaux ordinaires..	1827.958

La différence n'est donc pas considérable : ainsi de 1893 à 1907 on n'a guère augmenté nos routes nationales, ni nos routes départementales : on a, à peine, ajouté quelques kilomètres à nos routes forestières : nos chemins vicinaux ont été aussi, très peu développés. Et si nous remontions, plus haut que 1893, la différence resterait encore insignifiante ! Il y a pourtant des crédits qui sont affectés aux routes : mais presque tous sont employés à régler le solde des travaux d'entretien, tandis que de faibles sommes sont utilisées à des travaux neufs.

Outre du peu d'étendue de nos voies de communication, nous avons aussi à nous plaindre, de leur mauvais entretien. La chose ne fait point de doute, pour les chemins vicinaux et les routes départementales. Si quelqu'un hésitait, par hasard, à le croire, mille vœux de conseillers généraux, au sujet d'améliorations à faire à telle route ou à telle partie de route, mille articles de journaux, plaintifs ou mordants, sauront bientôt le convaincre. Communes et département, sont en effet si obérés que, quand il ont pu payer certaines impositions pressantes, ils ne savent plus parer à d'autres éventualités ! Mais ce qui est

vrai aussi, et ce qui est déplorable, c'est le mauvais état de certaines parties des routes nationales. Elles ne sont pas toujours aussi lisses et bien empierrées qu'elles devraient être, qu'elles le sont probablement autre part. Et l'on ne veut point écouter nos légitimes remontrances ! « Vous osez vous plaindre des routes nationales ! Quelle exigence me disait M. R... mais je les ai toutes parcourues en bicyclette, toutes, et je les ai trouvées excellentes ! J'accepte son opinion. Mais M. Fabio François aussi, les a parcourues en automobile, et ses impressions sont toutes différentes. Que dit-il : « J'ai été à Sartène l'autre jour. J'eus l'occasion de voyager pour la première fois en automobile. J'avais comme compagnon fortuit de voyage, le représentant d'une maison de tissus de Lyon... Dans les descentes, nous sursautions comme des balles élastiques à cause du mauvais état des routes. Nous étions au-dessous d'Olmeto : la route était si ravinée, que je ne pus m'empêcher de sortir un crayon et de marquer « au-dessous d'Olmeto route nationale, n° 196, de la borne kilométrique 196 à l'embranchement de la route de Viggianello, partie de route dangereuse. » Là-dessus le conducteur et le mécanicien m'expliquèrent que ce sont les ornières profondes qui occasionnent des cahotements brusques et faussent l'arbre de couche ». D'autres routes sont fort mauvaises ; et maintes fois, dans leurs réunions, les conseillers généraux et les syndicats de l'île ont émis le vœu que de meilleurs et urgents rechargements fussent faits. Tout cela est donc faux !

On pourrait le croire, si l'on en juge par la réponse, que le ministre des travaux publics fit à la lettre, que lui avait adressée notre dévoué député M. Pierangeli, et où était justement rappelé le mauvais entretien des routes nationales. « Le département de la Corse, dit le ministre, a vu les crédits affectés à l'entretien des routes nationales, s'élever de 430.000 en 1905 à 455.000 en 1906, soit une augmentation considérable de 25.000 francs. (Nous pouvons noter une diminution de 5.000 francs sur le budget de 1907 ; la somme affectée à l'entretien ne sera plus que 450.000 francs). D'autre part, les crédits affectés à l'entretien des routes forestières se sont élevés dans le même temps de 137.000 francs à 140.000, accusant ainsi en 1906 sur l'année précédente, une augmentation de 3.000 francs ». Est-ce donc là une réponse péremptoire ! Je ne le pense point. En effet, de ce que les crédits affectés aux routes de la Corse ont été légèrement augmentés, pourquoi en conclure que l'entretien en est excellent ? Cette augmentation ne nous prouve qu'une bonne volonté évidente (pourvu qu'on ne continue pas toutefois, comme on vient de le faire, à rogner sur les crédits, et à nous supprimer à petites doses, ce que d'emblée on nous avait accordé une première fois) ; mais une bonne volonté qui n'a pas encore fait, tout ce qu'il lui appartient de faire ! Puisque les 450.000 ou les 455.000 francs sont encore insuffisants, qu'on les augmente sensiblement ; mais que nos routes nationales, soient enfin, main-

tenues dans un parfait état de viabilité ! Elles sont plus utiles que toutes les autres, et plus fréquentées, à cause de leur longueur et du mauvais état des routes départementales ou des chemins vicinaux. Qu'on dépense donc chez nous par kilomètre autant que dans les autres départements ! A pareille affirmation, bien des personnes pourront être étonnées. C'est pourtant vrai. Ces mêmes chiffres, que l'on consulte si volontiers pour humilier nos exigences, nous l'affirment. Si le réseau total pour la France entière est, quant aux routes nationales, de 38.112 kilomètres ; si d'autre part, en 1906, les dépenses d'entretien se sont élevées à 26.000.000 ; après un calcul facile, il appert en effet, qu'on a dépensé environ 700 francs par kilomètre. Or la Corse pour ses 1.333 kilomètres n'a reçu que 455.000 francs. La dépense kilométrique n'est donc que de 400 francs environ ! Une différence de 300 par an et par kilomètre est considérable, et elle ne se justifie point ! Que l'Etat nous accorde donc des satisfactions aussi légitimes.

Le département devra, à sa suite, mieux répartir ses sommes et améliorer les routes dont l'entretien lui incombe ; ses nombreuses charges sont, certes, une excuse. On ne saurait cependant l'invoquer utilement, à tout propos. Il y a des vérités indiscutables dans les observations présentées par M. Tommasi : les conseillers généraux se désintéressent quelque peu, des voies de communication. Ils ont des économies, que la situation financière de la vicinalité par

exemple, laisse transparaître ; à la clôture de l'exercice de 1906, il restait en effet, à reporter au suivant, 767.067 fr. 70. D'autres économies, facilement pourraient être faites, sur différents chapitres du budget départemental. Sans le conseiller, M. Fautauzzi rapporteur, le constate. Pourquoi donc ne pas les utiliser sagement, en améliorant certaines routes, en en construisant de nouvelles ! Vous connaissez les appréciations peu flatteuses, que l'on a émises sur les chemins d'Orezza ! « Mon cher, écrivait un Parisien à un de ses amis en Corse, tu me demandes si je me rendrai à Orezza, cette année. Je te réponds franchement : non. C'est trop bête, par ma foi, de se faire cahoter pour son argent, sur une route où l'on risque de verser à tout instant, et de se rompre les côtes. Recommandé aux personnes qui agitent des idées de suicide. » Voilà le fruit de vos trop étroites économies ! Ne devrait-on pas tirer aussi, un utile parti des subventions industrielles que les lois de 1836 et de 1881 autorisent à demander. Si l'on consulte les rapports des chefs des services vicinaux, qu'y lit-on ? « Route n° 5, de San-Stefano à la route nationale n° 197 : tant que dureront les exploitations des châtaigneraies, traversées par cette ligne, la situation actuelle ne pourra pas s'améliorer. Les dépenses faites dans ces circonstances, le sont en pure perte, car les chaussées sont vite dégradées par le roulage excessif. » Mêmes navrantes constatations pour la route d'Angiolasca à Penta Acquatella et pour d'autres encore !

On a réclamé des subventions aux industriels

pour dégradations extraordinaires. En 1906 on leur demandait 1.377 francs ; mais les exploitants n'ont voulu consentir aucun arrangement amiable : que le Conseil de préfecture prononce donc son dernier mot !

Non, le Conseil général montre peu d'énergie : il est même coupable quelquefois. Pourquoi a-t-on brusquement supprimé en 1908, cette subvention de 3.600 francs qu'en 1907 (ch. XV), on octroyait généreusement aux communes pour travaux à effectuer ? Voilà encore une économie direz-vous ! Certes, mais rappelez-vous le mot de M. Fantauzzi : « Là encore nous reculons pour mieux sauter : car avec ce système d'économie à outrance, nous approchons du moment où nos routes seront tellement dégradées et en si mauvais état qu'il faudra se préoccuper de procéder à grands frais, à leur réfection complète ». L'Etat d'ailleurs, se targue du peu d'argent dépensé à l'entretien de notre réseau départemental, pour, à son tour, diminuer les crédits. Déjà n'a-t-il pas remarqué qu'une différence énorme dans la dépense les séparait, (184 0/0) ; tandis que les deux réseaux ne sont quant à la longueur, l'un à l'autre, que dans la proportion de 83 0/0 ?

Notre représentation départementale a compris la justesse de ces plaintes, et l'intérêt sérieux qu'il y avait à les soulager. Avec M. Cagninacci, auteur du rapport, elle va sans doute bientôt accepter cette solution, adoptée déjà par tant d'autres départements : déclasser les routes départementales et les classer en-

suite comme chemins vicinaux. La loi de 1871, effectivement, permet pareille modification. Les finances du département pourront être ainsi mieux utilisées, tandis que la part d'entretien afférente à l'Etat s'élèvera ! Attendons donc notre salut de l'adoption de ce nouveau projet. Il inspire réellement confiance. Peut-être ainsi le département, saura faire les indispensables avances, aux communes ! Et celles-ci, plusieurs du moins, sauront avantageusement les employer. Ainsi Asco, qui en dépensant quelques milliers de francs, pour la construction d'une route, retirerait bientôt des millions, par la sage exploitation de sa merveilleuse forêt de même : les villes d'eau (Stazzone, Guagno, Pietrapola, etc.) qui sauront attirer vers elle, par des chemins meilleurs, des passagers plus nombreux. Palasca aussi, en améliorant, en construisant plutôt le détestable chemin qui la relie à la route n° 199, pourrait enrichir et ses habitants et la Balagne. Ce chemin en effet raviné (1), détruit, traverse la fertile vallée du Losari, où se trouvent des milliers de gros oliviers ainsi que des champs féconds. Mais comment ramasser les

1. On ne saurait raisonnablement invoquer contre la commune, la faute d'entretien. Cet état de délabrement est dû seulement à la construction de la ligne de chemins de fer Ponte-Leccia-Calvi : les aqueducs nombreux qui ont été construits ainsi que divers ponceaux, en ramassant les eaux, les ont en effet canalisées, destructives, détériorantes, sur cette route. Et la commune s'est vue dans la complète impossibilité de parer à tous les dégâts causés ! que pourrait répondre ta compagnie des chemins de fer, à une demande d'indemnités pour réfection de la route ?

olives en temps utile ; comment les bien ensementer, après les avoir richement fumés, puisque on ne peut s'y rendre que de difficilement facon ! Plus encore ; près de ce chemin existent plusieurs carrières de pierre calcaire ; et dans tout l'arrondissement de Calvi il n'y en a point autre part. On est obligé pourtant, de faire venir la chaux du continent ; celle de Losari étant rendue inexploitable par l'absence de chemins favorables. Le croirait-on : se servir si loin, de matériaux qu'on a si proches ? De ce fâcheux état, par des délibérations longues et documentées, plus de vingt communes ont demandé l'urgente amélioration. Des inérêts généraux évidents apostillent leur demande ! qu'elle soit donc exaucée. Bien d'autres chemins se construisent ailleurs qui n'ont pas son utilité. Et toutes ces améliorations faites seraient pour la richesse départementale, une source sérieuse de larges revenus !

Celle-ci pourrait même s'accroître davantage, si l'Etat se décidait à entreprendre la construction de routes nationales nouvelles : 1° ainsi celle Corte-Cervione qu'on demande depuis si longtemps ! Corte-Cervione, le haut fonctionnaire à qui je causais, a bondi à ces mots. « Mais cette route qu'a-t-elle donc de national » ? Cette grande artère permettra de relier entre eux, les riches et populeux cantons de Piedicorte, de Moïta, Pietra di Verde et Valle-d'Alesani ; elle développera ainsi leurs moyens d'action, et les affranchira enfin de ce dur esclavage que leur impose un sol, trop peu sillonné de routes ! Aussi bien

déjà n'en a-t-on pas commencé l'étude ? On trouvait donc ce projet raisonnable ; pourquoi était-ce une vérité hier ? et pourquoi serait-ce un mensonge demain ? 2° Puis la route Ajaccio-Sagone : « Ah ! celle-là par exemple non ! doit être considérée comme route nationale celle partant d'un port ou y aboutissant ; et celle aussi qui traverse plusieurs départements. La route que vous venez de mentionner ne peut forcément pas remplir la deuxième condition, vous le reconnaissez ? mais elle ne remplit même pas la première ! » ... « Pardon : Sagone est un port ». « Il le fut voulez-vous dire. Mais Aigues-Mortes aussi » ... Non non Sagone fut un port, et l'est encore ; il est même appelé à un avenir prospère, quoique lointain. Cette partie de la côte, en effet, est un de ces points assez nombreux en Corse qui devraient appeler l'attention du gouvernement et attirer les capitaux. Il y a de l'eau, du bois pour des usines et des scieries ; et Napoléon a conçu le projet, dit-on, d'y envoyer le minerai de fer de l'île d'Elbe et d'y fabriquer les outils et les instruments de la marine (1). Aussi bien, le Gouvernement actuel n'en a-t-il pas exigé des tracés et ne se propose-t-il point d'y affecter certains crédits...

« Bref, ne faisons plus d'observations inutiles, conclut bientôt M. R..., dites-vous bien ceci : l'Etat ne fera plus rien en Corse, plus rien, à moins que, pour les travaux à entreprendre, le conseil général et les

1. Abbé Gaudin.

communes ne nous livrent gratuitement tous les terrains qui peuvent être nécessaires, ou même devenir utiles. » On tient parole. Ajaccio, pour obtenir le classement du chemin vicinal des Sanguinaires comme annexe à la route nationale n° 193, a été obligée de fournir à l'Etat 17.000 francs, sur les 34.000 que celui-ci aura à dépenser ; malgré l'évident et avantageux résultat qu'elle retirerait, de cette transformation, pour sa beauté touristique, elle n'est pas sûre encore de l'obtenir !! Il y a bien de belles promesses ministérielles mais il y a aussi de nombreux rapports contraires ! Pour le pont de Rena-Bianca, même tactique : mais ici elle devient réellement tyrannique. Comment, on reconnaît que ce pont, construit à environ 1500 mètres en amont de la passerelle de bois qui existe, supprimerait la rampe d'accès au col de Santa-Julia, et ferait ainsi économiser des dépenses assez élevées d'entretien ; et quand même on exige des malheureuses communes obérées, une forte contribution ! Pour quelle somme encore ? les travaux de réfection du pont, coûteront 30.000 francs !

Eh bien ! oui, pour s'assurer les bienfaits que procurent des voies nombreuses et faciles, les Corses sont prêts à n'importe quels sacrifices. Ils achèteront à leurs frais tous les terrains et vous les accorderont gratuitement, ô ministres intègres ! Ne l'ont-ils pas déjà fait pour être dotés enfin de plaines assainies ! ne l'ont-ils pas fait aussi et ne le feraient-ils pas encore pour obtenir le chemin de fer de Bastia à Ajaccio par Sartène et Porto-Vecchio !

III

La question du chemin de fer Bastia-Bonifacio-Ajaccio, ou plutôt la question générale des chemins de fer est, en Corse, une vieille question. Elle date de 1878 et 1879, que dis-je, elle date de 1846 : à ce moment, en effet, où l'on n'entendait plus à travers la France, que bruits de rails entrechoqués, aiguïsés encore par les cris stridents de la locomotive s'enfuyant, courant toujours à travers les espaces que sa noire fumée remplissait, la Corse éleva la voix et demanda aussi des voies ferrées. On parla, on discuta ; M. Conneau prit chaleureusement la défense de notre île, nos meilleurs écrivains en exposèrent les utilités : mais on n'eut rien. En 1879 seulement, le 4 août, sur l'initiative de M. de Freycinet, le Parlement votait une loi, nous accordant un réseau complet de lignes ferrées. Déjà, en 1878, plusieurs tronçons avaient été déclarés d'utilité publique. Tout était prévu : l'achat des terrains et la construction des travaux étaient à la charge exclusive de l'Etat. Les prérogatives du département étaient scrupu-

leusement respectées et, comme si on ne voulait plus nous permettre de douter des bonnes intentions du gouvernement, les travaux commencèrent très tôt ; mais ils devaient s'achever ou plutôt s'arrêter très tôt aussi. Cinq ans après, en effet, à peine les lignes Bastia-Corte, Ajaccio-Mezzana étaient-elles construites, que déjà l'Etat en abandonnait la construction. Elle exigeait, était-il dit, de trop fortes dépenses : et on préféra la confier à la Compagnie des chemins de fer départementaux, qui en devint ainsi concessionnaire. Ce fut l'objet de la loi du 19 décembre 1883 ; de grandes faveurs lui étaient accordées : l'Etat lui assurait en outre certains bénéfices. Celle-ci termina la construction de la ligne centrale Ajaccio-Bastia qui ne put être mise en service, sur toute son étendue qu'en 1894 (distance de Vivario à Corte), et entreprit ensuite l'établissement des lignes : Poute-Leccia-Calvi et Casamozza-Fiumorbo, déclarées toutes deux d'utilité publique, le 21 août 1882.

La première fut achevée sans encombres ; quant à la deuxième, imitant le contagieux exemple de l'Etat, la compagnie en a arrêté la construction, brusquement, à Ghisonnacia, loin de tout centre habité en plein maquis.

Elle pouvait le faire donc ? Ses obligations vis-à-vis de l'Etat étaient-elles remplies ? Il y avait deux parties différentes dans son engagement : des propositions fermes ; construction des deux lignes déjà citées, et des propositions provisoires : continuation de cette dernière voie jusqu'à Bonifacio. Tous

ces travaux, devaient être terminés, en l'espace de quinze ans. Elle n'a tenu compte que des propositions fermes ; et bientôt le bail expirera sans que les propositions provisoires aient été entreprises !

Mais ces travaux, que l'on énumérait sous le titre de propositions provisoires, cette voie ferrée Bastia Bonifacio et Ajaccio, s'ils sont, par rapport à la compagnie, considérés comme livrés à sa propre volonté et peuvent aussi bien être faits que n'être pas faits, les intérêts corses exigent qu'ils soient faits. Aussi bien ne l'avait-on pas reconnu en haut lieu ? Cette ligne, en 1879, fut comprise « parmi les lignes d'intérêt général, qui devaient être ouvertes dans toute la France » (1). Avant même, quand déjà on s'occupait d'établir des chemins de fer en Corse, c'est précisément cette partie du littoral, riche et féconde, qu'on choisit la première.

Sans faire intervenir aucune autre considération économique, mais faisant simplement appel à la légalité, aux promesses déjà faites, ne peut-on pas en conclure que l'Etat doit cette amélioration à la Corse ? Et pourtant on la retarde indéfiniment ! Tantôt on invoque l'étude plus approfondie d'un projet, et tantôt l'adoption d'un autre projet tout différent. Enfin la construira-t-on ? Oui, car son urgente nécessité plaide trop éloquemment en sa faveur pour qu'on n'y fasse plus cas. Ainsi les fertiles

1. Rapport de M^e de Caraffa.

plaines du Rizzaneze et de Figari auront obtenu enfin ces facilités désirées qui ajouteront beaucoup à leur valeur et à leur beauté.

Cependant la Compagnie elle-même devrait être tenue de l'achèvement de ces travaux. Si le texte des promesses faites par le directeur au nom de la compagnie ne le dit pas, l'esprit le laisse deviner ! Peut-on, un seul instant supposer, en effet, que cette ligne ne devait pas être poussée plus loin que Ghisonnacia ! Mais quand on a choisi Ghisonnacia, on n'a fait que déterminer un point de milieu, une division de tâche : jamais la Compagnie des chemins de fer départementaux ne l'a considéré comme point *terminus* ; le point terminus pour elle, a toujours été Bonifacio.

Ce qui le prouve péremptoirement, ce sont les études, les avants-projets, faits, dressés sur la voie à prolonger : on dépensa ainsi 14.000 francs ; l'expropriation des terrains même fut évaluée, etc. Puis tout s'arrêta et on ne travailla plus aux chemins de fer corses ! On nous avait promis 440 kilomètres de voies ferrées. Combien en avons-nous ? 297 kilomètres. Or c'est insuffisant ; « pour satisfaire aux besoins les plus urgents, dira M. Giannorsi, il en faudrait au moins cinq fois plus. »

Pourquoi, depuis bientôt vingt ans, n'a-t-on pas augmenté nos voies ferrées d'un seul mètre ? Pourquoi ne continue-t-on plus les travaux ? Vous connaissez la réponse : elle est toujours la même : exigence trop grande des propriétaires de terrains, évaluation exagérée faite par le jury, des biens à exproprier !

« Le terrain nécessaire à l'établissement d'un poste optique au Pigno, à 900 mètres au-dessus de Bastia, sur un sommet rocheux, inculte, accessible seulement aux mulets et aux chèvres, a coûté 5.500 francs ; 6 ares de superficie. » (1). Que doivent alors coûter, pense-t-on, les voies ferrées, qui nécessitent l'achat de nombreux hectares ? Et M. Le Bondidier est convaincu de cette vérité : si en Corse les chemins de fer ne sont pas plus développés, c'est à cause du prix élevé des expropriations. Aux différents ministères on le pense également ; et on a cherché à remédier à cet obstacle, en se procurant gratuitement tous les terrains nécessaires ! Mais vraiment où sont, donc, ces contrées rares où l'on ne donne pas aux biens expropriés, une valeur supérieure à leur valeur réelle ! Les lois elles-mêmes n'ordonnent-elles pas souvent, de payer les terrains à exproprier, un quart de plus qu'ils ne valent ! Oui mais en Corse on dépasse toute limite !... Consultons donc les statistiques et nous verrons qu'il en est autrement :

Sur la ligne centrale d'Ajaccio à Bastia construite par l'Etat, la dépense kilométrique a été de	345.596 fr. 04
Sur la ligne de Ponte-Leccia, Calvi elle a été de.....	206.000 fr.
Sur celle de Casamozza-Fiumorbo de.....	154.000 fr.
En France elle a été de.....	224.966 fr.

En Algérie elle fut de	{	700.000 fr. Constantine,
		Philippeville,
	{	240.900 fr. Alger, Oran

D'ailleurs la valeur de cet argument, serait-elle considérable pour les autres parties de la Corse, plus accidentées, où les travaux d'art deviennent nombreux, elle est au contraire nulle quand on considère la ligne Bastia-Bonifacio. « En parcourant, dit avec raison M. Fabiani, tous les chemins d'Europe, il serait difficile de trouver une section de cette étendue, qui offrit aussi peu de difficultés à surmonter, que de Bastia à Solenzara ; et si de Solenzara à Bonifacio des obstacles existent, ils ne sont pas sérieux. Cette première partie du réseau corse peut donc être construite à peu de frais. » Mais quelles seront réellement les dépenses ? Il est facile de la savoir, puisque la Compagnie des chemins de fer départementaux et le service des Ponts et Chaussées, déjà les ont évaluées : toutes réunies, elles se chiffrent à 31.585.000 fr. C'est beaucoup ! La longueur totale du tracé est vaste aussi ; elle s'étend sur 148 kil. 600 m.

En outre, l'exploitation de cette ligne, si elle était faite, saurait faire mentir toutes les affirmations, que l'on ne cesse de répéter, sur l'absence de bénéfices. Après des comptes minutieux, M. Fabiani le prouve encore amplement. « Economie de temps et d'argent, dit-il, voilà qui décidera à prendre la voie rapide, Cagliari, Bonifacio, Bastia, tous les voyageurs venant de l'Egypte, des Indes, de Tripoli. Ils traverseront la Sardaigne et la Corse, et ce transit

enrichira ces îles. Mais la Compagnie s'enrichira aussi ! » En outre, par l'établissement de voies ferrées, ces riches régions, à peine explorées aujourd'hui, se développeront bien plus ; et par leurs produits, sauront en un temps rapide, rembourser les premières avances. Sans même jeter des vues toujours incertaines sur l'avenir, en nous basant simplement, avec M. Lanzi, sur les mouvements des voyageurs et des marchandises de 1897 à 1905, il nous devient facile de prévoir pour l'exploitation, de sérieux excédents des recettes sur les dépenses ! Pendant ces huit années, toujours la progression fut constante ; et il est certain que ce trafic considérable, qui était pour ces dernières années de

Voyageurs 1903 :	273.457	marchandises	102.648 tonnes
» 1905 :	309.837	»	119.717 »

ira toujours s'augmentant partout, sur cette nouvelle ligne principalement !

Partout, oui ; et partout déjà l'on réalise et l'on a réalisé des bénéfices. Les Compagnies le nient : les chiffres l'affirment. Ceux d'abord que je viens de citer, ceux enfin que je puise dans les tableaux statistiques des chemins de fer, de l'année 1899.

Recettes totales. Grande vitesse. Petite vitesse.	898.164 fr.
Dépenses de l'exploitation.....	862.140 »
Produit net.....	36.024 »
L'Etat, en paiement de la majoration, des redevances, et de la prime d'économie, doit à la Compagnie fermière suivant le barème stipulé par la Convention de février 1883 =	410.782 »
Produit net total pour la Compagnie.....	374.756 »

La Balagne dira-t-on, rapporte-t-elle ? Il n'y a même pas de châtaignes à en transporter ! Il est possible que la Balagne ne donne pas à la Compagnie, les mêmes bénéfices élevés, que d'autres contrées lui font réaliser : mais à qui la faute ? Pourquoi avoir choisi le tracé vert, qui ne dessert utilement que de rares villages, Palasca, Novella, avec les villes d'Ile Rousse et de Calvi ? Pourquoi n'a-t-on pas plutôt adopté le tracé rouge qui, en traversant l'arrondissement de Calvi en son milieu, aurait donné à la fois de meilleurs dividendes à la Compagnie et aux communes une plus large aisance ?

Les prétextes invoqués, sont donc, comme le disait M^e de Caraffa, à la tribune du Conseil général « plus mauvais les uns que les autres ». Qu'on les abandonne donc ! qu'on tienne enfin les engagements déjà pris. Pour assurer à l'île, en effet, son plein développement, il faut étendre son réseau de voies ferrées. Nous n'avons plus, certes, les larges espoirs de jadis : nous ne rêvons plus la Corse, comme le faisaient MM. Grandchamps et Conti, de façon légèrement différente d'ailleurs, centre de tout le mouvement de la navigation à vapeur, ainsi que semble le suggérer son exceptionnelle situation, à côté des gros pays qui l'entourent.

Non ; nous demandons moins : des communications rapides à l'intérieur, tel est pour l'instant notre but : et il est indispensable qu'on relie entr'eux les points suivants :

1° Bastia et Ajaccio par Ghisonnaccia, Bonifacio et Sartène.

2° Bastia et Saint-Florent par le Cap.

3° Aleria et Corte, Folleli et Orezza.

4° Enfin Ajaccio et Saint-Florent par Calvi et l'île Rousse. Ce sont toutes là des régions, Cap, Sartène Orezza qui pourront donner, ainsi sillonnées de voies, des produits plus abondants.

Que l'Etat s'en occupe enfin. Le bail avec la Compagnie va bientôt expirer, (décembre 1909). A quelles conditions va-t-il se refaire ? Que les intérêts, que nous venons ainsi de faire apparaître, ne soient plus oubliés ! Il faut que l'un ou l'autre, de l'Etat ou de la Compagnie, entreprenne enfin la construction de ces lignes. Qu'on ne l'abandonne plus à des personnes ou à des sociétés trop pauvres, comme il a été fait jusqu'ici ! Le département, à son tour, s'efforcera par des contributions diverses (achat de terrains, par exemple) à la faciliter. L'argent ? les conseillers généraux sauront le trouver : ils l'ont même déjà trouvé. Le rapport de M. Fautauzzi en effet, est décisif : les articles de M. Tommasi sont aussi à relire. Ces auteurs ont solutionné la question. Oui, supprimons de nous-mêmes, quelques-unes des rares prérogatives, qui nous sont encore conservées ! augmentons l'impôt sur l'alcool ! Faisons plus : Fora u dente, fora a pena ! puisqu'il est facile de deviner que tôt ou tard ces privilèges, — auxquels déjà on a porté une main sacrilège, — iront certainement, sous la poussée de nouveaux besoins envahisseurs, s'abolir

dans la platitude du droit commun, supprimons-les courageusement, par nous-mêmes, tous ensemble. Qu'il nous soit cependant permis — ce qui est d'une indubitable légalité, — d'en affecter les revenus à nos propres dépenses départementales ! Il nous sera ainsi possible, non seulement d'activer l'achèvement de notre réseau vicinal (1.530 kilomètres sont encore à construire, exigeant une dépense de 22.950.000 francs. Avec seulement l'allocation de 135.000 que donne l'Etat, et les parts que, suivant les barèmes, l'on peut exiger des communes et du département, il nous faudrait encore cent six ans !), mais aussi d'obtenir plus facilement d'autres indispensables travaux, des voies ferrées surtout.

III

Mais des améliorations très importantes à nos transports, déjà, se sont produites. Elles nous permettront, certes, de mieux attendre l'achèvement de nos lignes de chemins de fer. Une société « des transports automobiles de la Corse » vient en effet de se constituer ; tandis que s'est créée à Paris « une Compagnie des Messageries corses par trains Renaud » au capital de 1.500.000 francs. Les services notables qu'elles vont rendre à l'île apparaissent bien vite.

« Est-il possible, et le sait-on bien en France, qu'ac-

tuellement encore, au début du ^{xx}^e siècle, disait éloquentement M. Lanzi, on soit réduit en Corse à aller d'Ajaccio à Sartène et Bonifacio, et d'Ajaccio à Vico, dans des voitures quasi-préhistoriques, appelées diligences, par ironie sans doute, et mettant près de vingt-quatre heures pour franchir les 140 kilomètres séparant Ajaccio de Bonifacio et près de huit heures d'Ajaccio à Vico pour une distance de 54 kilomètres. »

Maintenant, cela n'est plus. Avec les automobiles on pourra plus vite être rendu dans ces divers villes ou villages : elles auront en effet une vitesse de 20 kilomètres à l'heure. Même on éprouvera moins de fatigue et plus de charme à voyager. Surtout, dans ces pays toujours déshérités, elles apporteront, ces voitures plus rapides et plus confortables, avec beaucoup de touristes et de voyageurs, un peu de bonheur et de gaieté. Et quand, par une décision brusque du syndicat des employés, les chemins de fer auront arrêté leur marche, elles sauront encore satisfaire les besoins des habitants, et rendre cette cessation de communication moins pénible et moins grave ! Tourisme, commerce, industrie, agriculture ; ainsi leur devront beaucoup.

IV

Transformation heureuse encore, celle qui s'est produite tout récemment, dans nos services maritimes postaux !

« Monsieur a une lettre à envoyer au continent ? — Oui mon garçon. — C'est que le courrier de Marseille vient d'annoncer qu'il ne partirait pas cette nuit.

« La nouvelle me prend au dépourvu. Je suis toujours en France, pas encore aux colonies, et me voici coupé de la la mère patrie, comme si je me trouvais aux confins du désert ou au bout de l'Atlantique. Il suffit pour nous isoler d'une saute de vent et d'un coup de lame (1) ». Rien n'est plus juste. Et la question des services maritimes postaux, revêt une grande utilité pour le développement économique de la Corse. Elle a aussi une importance considérable pour l'existence même de ses habitants. Isolée au milieu de la Méditerranée, cette ile, comment pourrait-elle vivre de ses propres moyens dans l'état où nous la connaissons, si des bateaux rapides ne la reliaient souvent au continent ? Seulement ainsi, elle pourra importer les nombreuses ressources dont elle a besoin et exporter au contraire le superflu de ses denrées.

De plus, faciliter aux Français du continent, aux voyageurs étrangers, par un horaire choisi, avec des navires confortables, cette traversée quelquefois mouvementée — mais si souvent attrayante — était aussi un devoir. Nos représentants, nos syndicats n'y ont pas failli. Après mille entrevues avec le concessionnaire, qu'ils ont toujours trouvé conciliant

1. Grébauval.

au possible, un service vient d'être enfin établi, qui de façon générale, donne satisfaction à tout désir. Plus tard cependant, de nouvelles transformations deviendront nécessaires !

Mais aussi quelle différence avec hier : des bateaux dansant horriblement sur une mer à peine houleuse, un temps infini entre le moment où vous quittiez Marseille, et celui où il vous était enfin permis d'aborder dans un port de l'île, des communications très rares. Je ne m'étonnais point des nombreux discours agressifs, des plaintes abondantes à l'adresse de la Compagnie Fraissinet. On payait très cher et on était très mal servi : le commerce de la Corse allait forcément périliter.

Maintenant, au contraire, on a obtenu une sérieuse augmentation de vitesse : cinq rapides par semaine à 14 nœuds et répartis de façon équitable entre les principaux ports de l'île et du continent ; des bateaux de construction tout à fait moderne ; un service commercial distinct, enfin de nombreuses traversées faites en plein jour ! Sans doute des suppressions de trajets ont été faites — mais ces trajets, avouons-le, n'avaient qu'une utilité relative.

Pouvons-nous donc nous dire satisfaits maintenant ? oui et non.

Ces services sont bien organisés ; ils ne sont pas assez nombreux pourtant. « Il faut comprendre la Corse dans le circuit touristique à destination de la côte africaine, voire même de la côte sicilienne : les itinéraires Marseille-côte Corse, se combinant avec les iti-

néraires Ajaccio-côte africaine, l'île pourra profiter à l'aller et au retour des excursions méditerranéennes. De ce chef même, c'est-à-dire par l'accroissement continu des touristes en Corse, dans l'île mieux connue et mieux aménagée chaque jour, les compagnies profiteront d'un fret nouveau des passagers » (1). Ainsi nos fidèles compatriotes qui, coloniaux intrépides sont allés, heureux et forts, porter leurs fatigues et leur intelligence, au loin, pour servir la France, et qui fatigués, voudraient maintenant pendant quelques jours, venir se retremper, se recréer dans la maison où ils vécurent leurs premières années, sous cet azur bleu, à l'ombre de leurs larges châtaigniers, sans mille tours ni détours, rapidement le pourront faire aussi ! Et avec leurs frères de l'île, ils fêteraient cette nécessaire et heureuse transformation !

Une raison tout aussi importante, milite pour cette extension de nos transactions avec l'Algérie. Le vœu suivant émis par le Congrès du Syndicat d'Initiative de la Corse le prouve amplement :

Considérant que la réadjudication des services maritimes postaux entre l'Algérie et le Continent doit avoir lieu le 11 mai 1908.

Qu'il y a par suite *extrême urgence* à agir de manière à ce que les intérêts de la Corse, intimement liés au remaniement de ces services, soient sauvegardés.

Considérant qu'il existe actuellement un important *mouvement commercial* entre Nice, la Corse, la Tunisie et l'Algérie

1. G. Valran.

consistant dans l'échange de vins, olives, céréales, ciments, bois, produits alimentaires, primeurs, etc...

Qu'en 1904 les importations et exportations se sont élevées entre Nice et l'Algérie Tunisie à 147.145 tonnes et entre la Corse et l'Algérie seulement, à 2.961.804 kilogrammes. (Rapport de MM. Durandy de Nice, Lanzi d'Ajaccio).

Qu'il est incontestable que ce mouvement, qui s'est effectué dans les conditions les plus défectueuses, s'accroîtrait rapidement s'il trouvait pour se développer des voies directes, régulières et économiques.

Que la preuve de la réalité du mouvement dont s'agit résulte encore de l'expérience faite du 25 novembre 1904 au 18 mai 1905 par la Compagnie Méditerranéenne, sans y être tenue par son cahier des charges ; dans le fait qu'elle dut, durant cette période, à raison de ses paquebots mal aménagés, charger plusieurs cargo-boats supplémentaires ; dans ce fait encore que ce service après la disparition de la Compagnie Méditerranéenne, a été repris et est actuellement exploité, mais dans des conditions irrégulières par la Compagnie Touache.

Considérant que les diverses Chambres de commerce intéressées, sur l'initiative de divers Syndicats et du Comité des Intérêts Corses de Nices, ce sont déjà prononcées unanimement en faveur de la création des lignes maritimes dont s'agit (26 septembre 1905, vœu de la Chambre de commerce de Nice sur le rapport de M. Durandy ; 7 novembre 1905, vœu de la Chambre de commerce de Tunis ; 24 juillet 1906, vœu de la Chambre de commerce d'Ajaccio sur le rapport de M. Lanzi ; vœux des Chambres de commerce d'Oran et enfin tout récemment de celle d'Alger).

Qu'il importe de passer de la phase des vœux à celles des réalisations, d'autant plus que la date fixée pour la réadjudication est des plus proches.

Émet le vœu

Que la Fédération adopte les conclusions de la Chambre de commerce d'Ajaccio, tendant à la création des lignes 1^o Marseille-Ajaccio-Bône et retour, 2^o Nice-Bastia-Tunis et retour, 3^o Nice-Ajaccio-Alger, la subvention de l'Etat ne devant être affectée à raison de l'article 4 du cahier des charges des services maritimes postaux entre la Corse et le Continent, qu'aux tronçons Bastia-Tunis et Ajaccio-Alger.

Mais déjà une partie de ce vœu est adoptée, que dis-je ? elle est réalisée provisoirement : nos frères algériens peuvent venir à nous directement, la Compagnie commerciale Prosper Durand d'Alger le leur permet. Un de ses confortables bateaux à vapeur naviguant entre Alger et Nice fera escale à Propriano et à Ajaccio. Le commerce se développera aussi. Il est donc à souhaiter que cette fois encore le provisoire devienne définitif !

Une autre amélioration enfin est à désirer : celle de nos ports. Blanqui remarquait déjà en 1838 cette bizarre anomalie : Ajaccio qui est doté d'un très beau mouillage a un faible commerce. Bastia a au contraire pour son vaste commerce un port trop étroit ! Aujourd'hui surtout que le commerce de Bastia s'est si admirablement développé, le port en est devenu par trop insuffisant. Combien de gros steamers appartenant à de puissantes compagnies viendraient y faire escale ! mais de peur de récifs contre lesquels l'entrée

du port ne semble pas assez les protéger, ou bien de crainte de n'y point trouver un tirant d'eau assez considérable, ils s'en vont autre part, souvent dans des ports étrangers, apporter leurs commandes et des capitaux ! Le développement de nos transactions réclame l'urgente disparition d'un si déplorable état ; et l'Etat a le devoir de s'intéresser à une si intéressante situation ! Puisqu'il n'aura pas à largement dépenser, la Chambre de commerce ayant réalisé des sommes assez importantes qu'elle affectera à ce travail d'approfondissement et de prolongement de la jetée, qu'il autorise donc ces travaux ! Ils sont pour Bastia un moyen certain de rapide progrès. De pareils soins doivent être également accordés au port d'Ajaccio dont le commerce n'est plus aussi dolent que du temps de Blanqui ; au port de Porto-Pollo, de Sagone, d'Ile Rousse, de Calvi !

Mais déjà on s'en préoccupe, des crédits d'entretien y sont régulièrement affectés ; de sérieuses sommes votées pour améliorations extraordinaires !

Que l'on continue donc ; que par des moyens toujours plus puissants, des travaux plus nombreux, on arrive enfin à complètement ouvrir ce sanctuaire qu'est la Corse ; nul doute, que bientôt n'y apparaissent des trésors ! Elle ne sera plus ainsi l'île pauvre et le roc abandonné, mais une terre hospitalière où se presseront à la fois de nombreuses personnes, venues admirer sa beauté et puiser à ses richesses !

CHAPITRE V

Du tourisme

I

« Pourtant, a-t-on trop l'habitude de s'écrier, si la Corse et les Corses ont souvent besoin de l'aide de la France, il ne faut, certes pas, que ces secours ou l'espérance de les avoir seulement, les laissent se reposer dans une dangereuse apathie ! Eux-mêmes, s'ils veulent vraiment que l'on s'occupe d'eux, doivent les premiers, donner l'exemple d'une adroite agitation et d'améliorations faciles ! »

Rien n'est plus juste, et c'est déjà chose faite. Au sujet du tourisme principalement, une lutte à outrance contre les vieux procédés, une violente poussée vers des habitudes plus modernes se fait sentir. Beaucoup de notabilités de l'île et hors de l'île en effet, voyant que le tourisme est pour la Corse avec l'agriculture, le moyen par excellence de la rele-

ver et l'enrichir, ne cessent de donner et d'utiles conseils et de sérieux encouragements : l'idée est excellente.

Le tourisme, ce mot que Littré ignorait (1), a depuis longtemps, conquis sa place dans le dictionnaire. Répété par tout le monde, il n'y a plus personne aujourd'hui, qui n'en connaisse l'exacte signification. Et si le vocable est à la mode, la chose l'est davantage. Qui n'a pas connu ou qui ne voudrait connaître maintenant, les deux charmes de cette hygiénique récréation ? Apparu seulement dans la seconde moitié du xix^e siècle, de façon vraiment sérieuse, ce besoin s'est développé depuis lors, élargi, étendu avec une puissance remarquable. L'on vivait autrefois d'une manière toute superficielle et restreinte, on connaissait son pays à peine, ou même quelques parties seulement de son pays. On n'avait des autres lieux, des autres peuples, que de vagues idées et souvent fausses. Aujourd'hui, au contraire avec la facilité des communications, l'utilisation de la vapeur, les prodigieux progrès de l'automobilisme, on a rompu ces cadres trop étroits. On supprime les frontières, l'on court se divertir vers de pittoresques endroits, ou se reposer sous des climats plus chauds. Le noble désir de s'instruire davantage en s'inspirant directement aux sources les plus diverses, en étudiant sur place les habitudes et les mœurs des

1. Ce mot « tourisme » ne se trouve pas en effet dans le grand dictionnaire de Littré : on n'y voit que cet autre « touriste ».

habitants, fut aussi un stimulant sérieux au développement du tourisme.

Visiter différentes contrées, en contempler les lacs et les montagnes, les vallées et les plaines, en fixer les étapes par des photographies soignées, s'en aller loin devant soi, n'importe où, pour se sortir enfin de l'enceinte trop étroite des villes, sans air pur et sans chaude lumière, voilà ce à quoi tendent aujourd'hui les désirs de nos contemporains. Dans les cités, règne le cosmopolitisme le plus complet. Des Anglais, des Autrichiens, des Espagnols de passage, se coudoyant dans un même endroit ; des Russes et des Français se serrant la main sur le territoire italien : des Allemands, des Norvégiens et des Bruxellois, habitant provisoirement un même hôtel en Suisse. Et les effets multiples de cette pénétration des différents peuples du monde et dans un pays de ses différentes contrées n'échappent à personne. Comme l'eau qui monte sous la pression de l'air à une même hauteur dans les deux tubes des vases communicants : comme la chaleur qui, émise par un morceau de fer chauffé à blanc, et trempé dans de l'eau froide, ne tarde pas à acquérir ainsi une intensité moyenne, avec le tourisme les civilisations de tous les pays tendent à s'égaliser. Chacun se perfectionne au contact de son voisin. Les grossièretés, les barbaries disparaissent (1), les caractères

1. La colonisation des pays barbares ne se fait pas de différente façon ; et ce qu'il est convenu d'appeler la pénétration

s'affinent, les habitudes deviennent meilleures. En outre, le corps lui-même, obtient une plus grande souplesse, s'aguérit davantage et s'apprend à mieux supporter toute fatigue. « *Mens sana in corpore sano* ».

Outre ces avantages intellectuels, moraux et physiques, le tourisme en produit d'autres, qui ne sont nullement insignifiants pour les pays, surtout fréquentés. Ces étrangers qui, comme dit Littré, visitent des régions par curiosité et par désœuvrement, sont tous riches en effet. Ne saurait être touriste qui veut ! et malgré qu'aujourd'hui de nombreuses agences se soient formées, diminuant de beaucoup la dépense exigée ; quoique de nombreuses entreprises spéciales, telle celle du *Journal*, du *Petit Parisien*, aient paru, il faut encore avoir, pour voyager, beaucoup d'argent. Ces voyageurs heureux n'en manquent point ! aussi en dépensent-ils de façon très large, partout où ils promènent leur temps, leur curiosité ou leur ennui. Par eux, pour eux, le commerce et l'industrie, ainsi se développent, tandis que l'agriculture devient prospère. Et pour peu qu'ils soient nombreux, et que leurs résidences se fassent longues et chroniques, ils peuvent vite transformer l'état économique d'un pays.

Au fait, pour mieux nous en convaincre, considérons ces terres classiques du tourisme : l'Italie et la Suisse. La péninsule italienne, en effet, a franchi des

pacifique n'a pas d'autre but que de laisser seulement agir l'influence heureuse de mœurs plus civilisées.

étapes considérables dans la voie d'un plus large bien-être : depuis les constantes tournées touristiques dont elle est l'objet, ses hôtels se remplissent de voyageurs aisés ; et cette plus grande consommation appelle une production plus développée. Ses jolis chefs-d'œuvre de sculpture et d'architecture, ses incomparables tableaux, ses grands noms d'auteurs immortels ont fait plus que de l'auréoler de gloire, mais ils la couvrent d'or ! Ses villes d'eaux, celle de Montecatini surtout, son doux climat sont également pour elle, bien que Vivien de Saint-Martin ne les mentionne pas dans son gros *Dictionnaire de Géographie*, la source de précieux revenus !

Pourtant on pourrait à la rigueur, ne pas trop y faire attention : ce n'est là pour l'Italie qu'un appoint en somme ! Pour la Suisse au contraire, c'est le salaire fondamental. Très montagneuse et ayant de rares plaines, elle n'aurait point eu une agriculture très prospère. Loin de la mer, sans argent pour percer des routes au travers de ses pics, son commerce et son industrie auraient pu difficilement se développer. Ils n'avaient alors pour toute richesse que la beauté de leur sol ; de beaux panoramas, des sites enchanteurs, des lacs resplendissants : les Suisses songèrent à en tirer profit et commencèrent une retentissante réclame. On se groupa, des guides furent imprimés à des milliers d'exemplaires, on multiplia les annonces. De tous côtés on vanta la profondeur de ses forêts, l'air pur de ses montagnes, la limpidité de ses sources. On crut volontiers à ces transports.

On alla en Suisse, on y va encore : et les Suisses sont riches aujourd'hui.

Ils ne gagnaient encore que 2 milliards en 1892, ils gagnent aujourd'hui 15 milliards. Avec un revenu pareil nul doute que le culte de la terre n'y soit en honneur, et que l'industrie du lait concentré n'y progresse activement !

II

Pourquoi, comme elles, la Corse, dont les écrins contiennent d'aussi jolis bijoux, n'en tirerait-elle point parti ? Pourquoi ne ferait-elle point valoir sa majestueuse beauté et ses sites pittoresques. Mais la nature l'a dotée de tout ce qu'il faut pour plaire et captiver ! Dans l'antiquité, déjà on l'admirait, et les Grecs reconnaissants, ne surent point l'appeler autrement que Kalliste « la très belle ». Sénèque lui-même, qui n'eut jamais pourtant à l'égard de la Corse une très grande amabilité, après l'avoir, pendant son exil, blasphémée, injuriée ; après avoir déclaré qu'elle ne contenait que deux seules choses, *exsul* et *exilium*, plus tard, quand il fut à Rome, la regrettait amèrement, désirait son ciel bleu, et avouait ingénument que tous les étrangers, qui la traversaient, s'en éprenaient à l'instar des indigènes.

A ces louanges presque unanimes de l'ancien temps il y a pourtant quelques mauvaises appréciations à

ajouter. Ne connaît-on pas la fameuse boutade de Strabon : « L'île de Corse, que les Romains nomment Corsica est un pays affreux à habiter, à cause de la nature âpre du sol et le manque absolu de routes praticables (1) : « Mais ici la mauvaise foi est évidente ! d'autres jugements également peu flatteurs ne se comprennent, que par l'ignorance des beautés de l'île de la part de ceux qui les émettaient. Ainsi plusieurs rois de France, dont Lothaire I^{er} et Henri II, considéraient notre île comme une terre d'exil : on y envoyait des gens coupables, blâmés, punis (2). Et cette triste habitude semble n'avoir pas complètement disparu, même de nos jours. Viennent ordinairement en Corse ces officiers à qui on a pu reprocher quelque faute dans leur service (3), et jusque tout récemment on comptait encore aux gendarmes et autres fonctionnaires, comme séjour aux colonies, leur résidence dans l'île.

Mais heureusement l'avis de la très grande majorité est différent et plus flatteur. « On ne saurait traverser la Corse, disait justement M. Fleury-Bergier, sans se laisser prendre à ses charmes captivants ! » Au fait quel est le touriste qui pourrait être déçu dans ses espérances, en y allant ? Mais dans cet espace relativement petit, il peut tout voir,

1. *Géographie*, liv. V, § 7.

2. Par l'exil de Sénèque, on peut juger cette coutume, comme très ancienne.

3. Lire la préface de M. Le Joindre, dans son petit livre, *La Corse et les Corses*.

et revoir tout ce qu'il avait déjà entrevu au cours de longs voyages, dans de plus vastes contrées. Qu'il soit simple voyageur, qu'il soit au contraire touriste passionné des belles choses, savant fureteur ou studieux botaniste toujours il trouvera un aliment à sa curiosité, et à son désœuvrement un précieux intérêt !

Que cherche-t-il donc en effet, ce jeune homme au corps souple, un bâton à la main et des molletières aux jambes, quand, d'un pas alerte, il se dirige vers des pays qu'il ne connaît point encore ? De belles vues, ou les glorieux souvenirs du temps passé ! La Corse pourra facilement les lui offrir. Aime-t-il s'élever au sommet des hauts monts ? qu'il choisisse : le *monte Cinto*, le *monte Rotondo*, le *monte Padro* s'offrent à ses regards ! Il revivra intensément les joies des excursions ! Là, au cours de cette montée, souvent fatigante, mais jamais pénible, ces arrêts désirés dans la hutte du berger hospitalier, ces appétissants déjeuners assaisonnés du lait chaud des brebis et de l'air frais des montagnes lui paraîtront inoubliables !

L'apparition subite d'un mouflon dans sa course fougueuse ; le murmure du fin ruisseau qui fredonne et s'amuse, heureux, avec des brins d'herbe ; puis tout à coup le vide devant soi, un gouffre énorme, terrible ; la forêt ombreuse tout près, où tourne le sentier et dans laquelle, craintif, tremblant encore l'on se précipite, voilà ce qui charme et qui plaît !

Et le faite s'approche et l'horizon s'étend ! Mais vous êtes arrivé : là, du haut de ces considérables altitudes, vous aurez le rare plaisir de contempler un

des meilleurs panoramas ! La Corse entière est à vos pieds, ancrée au fond des abîmes et levant majestueuse, sa tête jusqu'aux nuages. Vous voyez la ligne festonnée et argentée de ses côtes, l'échancrure de ses flancs, la profondeur des vallées, la fertilité des plaines. Vous respirerez, le parfum de ses fleurs !!... Et Nice et l'Italie, par un temps très clair, apparaissent, rayant d'une ligne noire, le bleu vague de l'horizon lointain !!...

Veut-on des promenades moins accidentées, des excursions moins laborieuses ? Qu'on traverse alors ces *Calanche* fameuses que les Parisiens ont pu déjà voir photographiées au théâtre Antoine, et où la nature semble vouloir être plus terrifiante que jolie et est cependant, aussi jolie que terrifiante ! « C'est la perfection ! on ne saurait rien trouver de plus désirable » a dit M. Bergerat (1). Grimpez encore au haut de l'Incudine ; vous aurez peu fatigué et vous serez content. Seul avec la nature, ses arbres géants, ses durs rochers, sans percevoir aucun autre bruit que celui de la brise parmi les branches et de l'eau à travers les cailloux, vous oublierez tout, même le temps qui passe, même les hommes, dont les villes Bastia, Porto-Vecchio, Ajaccio, paraissent au fond, petites, insignifiantes ! Mais vous demeurez, vaincu, anéanti, devant la magnificence de cet attrayant tableau : de grands pics pelés, rougissant de lumière ; plus loin,

1. *La Chasse au Mouflon*, par Emile Bergerat. Voyez aussi la description qu'en a faite Maupassant dans *Une Vie*.

le vert des bois, s'estompant sur l'azur d'un ciel sans borne, et partout la chaleur diffuse d'un soleil étincelant !! Un autre plaisir, une joie différente ? Ils devaient être si profonds, que j'ai su les goûter malgré la fatigue, que nous avait imposée une longue marche, malgré les exercices déprimants de manœuvres, qui furent pénibles ! J'étais au col de Prato ; je grimpai vite au sommet du mont San-Pedro qui le domine, et diverses vallées aux couleurs différentes, aux tons bariolés, indéfiniment se déroulaient bientôt à ma vue. J'y restai longtemps, le plus possible ; j'y serais toujours resté !

Mais non, besoin n'est pas de se fatiguer pour, en Corse, passer de bien doux moments. Suivez donc la large route qui s'en va à Borgo. L'endroit est joli : mais il vous impressionnera davantage quand vous saurez son histoire. Tout vous en parle d'ailleurs : la colline où il est commodément assis, les vallées qui l'enserrent et là-bas en face, la mer aujourd'hui si calme, le port maintenant élargi. Des Français sont débarqués, nombreux et décidés ; on court sus, aux Corses valeureux ! Ceux-ci s'étaient groupés, à cet endroit même où vous êtes : ils avaient la colère dans les yeux et dans l'âme la foi. Rendez-vous leur criait le général ennemi, ou je fais battre la générale !! *I nostri corni risponderanu*, répliquaient-ils, d'une seule voix. La bataille eut lieu, furieuse : sur ce sol que vous foulez, mouillant la terre, labourée d'obus et de mitraille, du sang a coulé ! et des larmes aussi ! mais des cris d'allégresse allaient

bientôt leur succéder, car par un dernier et énergique effort, l'envahisseur était enfin repoussé, et la Patrie sauvée à nouveau !! Allez encore jusqu'à Sagone, ce port si désert aujourd'hui. Une effroyable mêlée y eut lieu : deux puissantes flottes vinrent s'y abîmer, l'une contre l'autre. Il semble qu'on en aperçoit encore le désastreux effet : cette solitude qui glace ces ruines fameuses qui parlent à l'âme ! Vous éprouverez les mêmes impressions, en traversant les champs de la Mortella, tout près de Saint-Florent ! Mais revenez vite à Ponte-Nuoro.

Ponte-Nuoro, Ponte-Nuoro, morne plaine !

Là dans ce grand amphitéâtre, à l'héroïque appel de Paoli, toute la Corse, jeune et valide, était venue ; ainsi que les femmes et des vieillards pour complimenter les forts et stimuler les faibles. Le comte de Vaux attaque et Paoli lutte : il lutte désespérément, ses courageux soldats tombent, et par centaines déjà couvrent le sol. Dans le fleuve coule plus de sang que d'eau et l'on y aperçoit plus de membres mutilés que de cailloux roulés. Le canon, toujours, tonne effroyablement ! comme un lamentable tocsin appelant au feu des combattants nouveaux, pareil plutôt à ces sons de cloches qui retentissent l'un après l'autre successivement comme les hochets d'un forte douleur, tandis qu'on conduit des morts à leur demeure dernière. Le canon tonne encore ; les vides s'élargissent ! on ne vient plus les remplir ; il faut se retirer enfin et Paoli recule. Il était vaincu.—

La Corse n'était plus indépendante ! (9 mai 1769) (1). Pommereul nous dit : quatre mois, après ce combat, le pont était encore couvert de sang coagulé, et l'on rencontrait dans les campagnes et les roches éloignées, des Corses qui étaient allés mourir de leurs blessures, loin du champ de bataille ! » Pourquoi n'y court-on point, alors qu'on choisit souvent, comme lieu de pèlerinage le champ de bataille de Solférino ?

De grands hommes ont parcouru aussi la Corse : Bacon, le fameux amiral Nelson, Dumouriez, Mirabeau ! Pourquoi n'y vient-on pas suivre leurs traces, et y chercher leur souvenir ? Plus encore : de grands hommes y sont nés : Qu'on aille voir à Bastelica, la Torre où naquit Sampiero ; sinon grandiose par sa forme, elle l'est assurément par les hauts faits qu'elle évoque ! Entre les fissures de ses pierres déchaussées, se lit en effet l'histoire tragique, épouvantable, de la Corse de 1511 à 1567. Ces gros blocs amoncelés, brunis, intrépides, ont entendu maints cris de joie ou de colère ! ils ont été les témoins discrets des succès et des infortunes de ce grand homme, « qui fut plus qu'un simple individu, comme dit si bien Pompéi, mais le caractère d'une nation personifiée » ! Rocher immense, dangereux, qui après

1. Gênes, cependant, avait cédé ses droits sur la Corse à la France, depuis un an. Le traité avait été signé entre les deux puissances, à Versailles le 15 mai 1768, quinze mois, jour par jour avant la naissance de Napoléon.

s'être roulé victorieux à travers les coteaux et les plaines, à la suite d'ennemis apeurés, se fixa, quand ils furent partis, sur le rivage, interdisant toute attaque, empêchant toute trahison ! Une idée, un seul désir l'animait ; la patrie libre ! Et l'on comprend alors cet étouffement dans un baiser cruel de Vanina, et cette réponse simple, admirable, si éloquente, qu'il fit aux nobles dames de la Cour, pleines de reproches : « Et qu'importe au Roi de France, la querelle de Pierre avec sa femme ! » Oui si jamais il nous était donné de voir devant nous, vivant encore, ce Vittolo abhorré qui l'assassina, tout Corse trouverait un intime et vif plaisir, à le raidir d'un coup mortel pour venger Sampiero Corso !!

Mais pénétrez davantage dans l'intérieur de l'île : rendez-vous à Marosaglia : visitez-en le petit hameau de Stretta. Sans même qu'on vous l'indique, une maison par son air vétuste et imposant, située presque en bordure de la grande route, vous frappera ! C'est celle de Paoli. Quel vibrant écho ce seul nom réveille, dans l'âme Corse ! Ce fut le père de ce peuple courageux, le libérateur obstiné de son territoire sans cesse envahi ! A vingt-neuf ans, acclamé par tous, il en commanda la révolte. Il sut aussi la diriger. Il n'ignorait en effet, aucun principe de gouvernement. C'était l'un des plus grands philosophes humanitaires de cette école italienne, dont les études embrassaient à la fois l'économie politique, l'histoire et l'éducation ! (1) Il ne brillait pas moins par

1. Muselli.

ses qualités militaires. « Il est étonnant, dit Pomme-reul, dans son histoire, que cette poignée d'insulaires, sans artillerie, sans places, sans magasins, ait tenu en échec pendant deux campagnes, la nation française qui n'avait pas alors d'autres ennemis en tête. La liberté double la valeur et les forces de l'homme ! Ce que Paoli a fait sera toujours un monument historique, glorieux pour lui et pour cette nation extraordinaire ! » Frédéric de Prusse le disait le premier capitaine du monde, et en signe d'hommage lui faisait tenir un beau sabre, où l'on lisait ces simples mots : *Patria et libertas* ; tandis qu'un grand poète italien, lui adressait de ses meilleurs vers : *o Paoli ! o invitto eræ ; perché l'ardire che ai tu nell'opra, io pur mon ho nel canto. »*

Il le méritait : jamais aucune basse ambition ne salit ce cœur généreux et fier. Non il ne fut point l'ennemi de la France, parce que l'annexion avait affaibli son autorité ! Il regrettait et déplorait pourtant, l'abandon dans lequel on oubliait la Corse qu'il aimait, et pour le bonheur de laquelle il aurait tout fait, même « se servir du tonnerre s'il l'avait pu » (1). S'il n'a point voulu avec Salicetti, obéir aux ordres du gouvernement et entreprendre la conquête de la Sardaigne, c'est parce qu'il la jugeait stérile et humiliante ! On a parlé alors de trahison ! On connaît sa réponse à la Convention ; et le mot de Napoléon :

1. Le mot est de Paoli.

« Paoli pourrait être condamné à Coblentz, mais en France, il mérite des statues ! » On l'accusait aussi d'aspirer à la royauté ! Et M. Emile Bergerat nous raconte, avec beaucoup d'humour, comment il fut admis, au collège de Corte, à visiter la salle du Trône ; il nous répète les explications qui lui furent données par le principal, poète à ses heures ! « Mais si Paoli avait eu jamais pareil désir, rien ne lui eût été plus facile que de le satisfaire, affirmera justement M. Maurice Jollivet » (1) : déjà avant lui un vulgaire aventurier le baron de Neuhof, avait eu cet honneur ! Si donc l'enfant de Marosaglia ne fut point roi de la Corse, c'est qu'il ne le désira point. Il a toujours détesté les distinctions : à ses compatriotes qui voulaient, reconnaissants, lui dresser une statue, ne disait-il pas : « Croyez-moi, ne décernez jamais des honneurs et des statues aux citoyens, encore en vie. »

Mais il en a une, maintenant qu'il est mort ! Elle se dresse, admirée et imposante, sur une grande place de la ville de Corte. Dans la même ville, sur une autre place est une autre statue : celle du général Gaffori. Quel fut cet homme ? Mieux que la figure brave, que l'habile sculpteur a su donner à ce héros, mieux que les bas-reliefs, cette maison toute proche qui fut la sienne, vous le dira. Elle est criblée de boulets ennemis, lézardée, presque en ruine, mais elle ne s'ef-

1. *La Révolution française en Corse*, par Maurice Jollivet.

fondre point, souvenir vivant d'un glorieux épisode de cette épopée sanglante !

Les Génois se sont emparés du fils du général... Ils vont être délogés, mis en déroute... Pour vaincre, que feront-ils ?... Cet enfant sera leur bouclier. On l'expose donc aux balles des soldats de son père ! Ceux-ci hésitent maintenant à décharger leurs armes ! Une certaine inquiétude règne dans leurs esprits, et dans leurs rangs du désordre. Gaffori le voit, comprend, donne des ordres. On devait lutter toujours, il fallait tirer encore ! Ainsi, il devenait plus grand même que Brutus ! et la récompense de cet acte méritoire, ne se fit pas attendre. Les Corses reprenant leur sang-froid, font de larges vides dans l'armée des Génois, qui demeurent affolés ; et bientôt le jeune enfant, sain et sauf, le sourire aux lèvres, le cœur en fête, pareil à la victoire ailée, courant dans les bras de son père, lui annonçait son succès décisif !

Dans cette même demeure, pendant cette même guerre, fut imprimée pour notre histoire, une autre page immortelle. On allait s'emparer de la maison ; les quelques domestiques, rassemblés et armés à la hâte par M^{me} Gaffori, las de lutter, sont découragés et faiblissent. Alors, se précipitant dans les caves, j'allais dire dans les soutes, nouveau Duguesclin, la femme héroïque qui leur commandait, une mèche enflammée dans les mains, leur cria, s'approchant d'un baril de poudre : « Luttez toujours où vous sauterez ! » Ils obéirent, et les Génois furent repoussés.

Mais vous êtes impatient ! ce retard vous déplaît ! vous voulez que l'on vous parle de Napoléon ! Pourquoi ? Ne le connaissez-vous point ? Que pourrait-on encore ajouter à sa vie ? Nul n'ignore plus ses succès et ses revers, son exil, sa mort. Mais si l'homme appartient à l'histoire de tous pays, si la coupole dorée des Invalides, précieusement, religieusement couvre ses restes, l'enfant appartient à la Corse. C'est là qu'il passa ses premières années, et c'est à elle toujours qu'allaient alors ses pensées et ses vœux. A Ajaccio tout vous parle de lui, et cette immense statue, qui s'élève imposante, sur la belle place du Diamant, s'estompant en noir, sur la lumière du jour et l'azur des eaux, et les noms des rues, et les mille fontaines, que couronne son buste. Dans sa maison, on croit le voir encore, tout petit, au milieu de ses parents, dont les portraits sont exposés. Voici la route qu'il suivait quand, plus âgé, un livre à la main, il allait dans cette grotte, préciser ses rêves. Voici la grotte : dans Napoléon enfant se devinait déjà le grand Napoléon ! Et en face enfin, la mer gracieuse et sage, large route qu'il parcourut très tôt et qui le mena vite à la gloire !!

Touriste, qui vouliez aller jusqu'à Bayreuth, pour voir la demeure, où naquit Wagner ; qui désiriez passer des semaines à l'île de Jersey parce que Victor Hugo y avait habité quelque temps, mais qui êtes venu en Corse, regretterez-vous vos jours ?

Vous au contraire, que les affaires ont fatigué, et qui voulez enfin arracher à vos occupations dépri-

mantes, quelques mois de repos absolu, allez aussi en Corse. Là, des journées chaudes et claires, un ciel toujours tissé d'azur, cet air que n'envahissent jamais les poussières asphyxiantes, le divin soleil enfin, le tonique par excellence et de l'âme et du corps, qui jette sur toute chose, de l'or et de la joie, sauront bientôt vous rétablir et vous reposer ! Fixez vos pénates dans n'importe quelle ville. Choisissez Corte à l'aspect si pittoresque ! N'avez-vous point lu le poétique portrait qu'en a tracé M. Bergerat : « deux torrents s'y sabrent en croix, on dirait d'un duel en effet, entre le Tavignano, rude cavalier d'or, et la Restonica, fière amazone à l'armure d'argent, duel sonore s'il en fut et dont les coups retentissent au loin ». La légende ne nous dit-elle pas aussi, que c'est là que les rois Sarrazins avaient établi jadis leurs séjours d'été.

Restez à Bastia, « cette ville saine, a dit M. Henry Boland, habitable en toute saison » ! De belles routes l'entourent et la traversent, qui sont d'agréables promenades ; mille chalets s'aperçoivent aux environs, dans un fouillis de verdure ; et des paysages variés s'offrent de toutes parts, but choisi de charmantes excursions.

Retournez à l'île Rousse, cette petite et si jolie cité qui devait s'appeler Paolina et qu'un simple incident, deux îlots rouges tout proches, à fait appeler Isola Rossa. La cadette de toutes les autres villes, elle n'en est point cependant, la moins intéressante, avec ses maisons neuves, sa belle place, ses gros arbres, son

oli port. Une laborieuse population de commerçants avertis y habite. De nombreuses personnes de l'intérieur viennent, sur le dos des bêtes ou dans de commodés voitures y apporter leurs produits et y faire des emplettes. Du haut des collines qui la surplombent, les villages charmants de Monticello et de Santa Reparata, si fière du passage qu'y fit Napoléon, lieutenant d'artillerie, la veillent et la protègent. Calvi en est en effet, si jaloux ! Il a presque le droit de l'être ! Paoli, tandis que les balles des Gênois prévoyants, sifflaient dans les airs, n'at-il pas fondé l'île Rousse, pour entraver l'avenir de Calvi ? Pourtant si son commerce a ainsi quelque peu diminué, l'intérêt de Calvi, son originalité puissante demeure intacte. On admire sa rade immense et si bien abritée, sa citadelle légendaire, ses deux villes, la vieille et la nouvelle, si proches et si différentes !

Entre Calvi et l'île Rousse et autour d'elles, s'étend le grand jardin de la Corse, cette Balagne tant vantée, où les oliviers tapissent les coteaux, dont les plaines se couvrent de riches moissons et où, sur de larges espaces fleurissent nombreux, cédratiers et orangers. Terre féconde et privilégiée, qui laisse dans l'âme de ceux qui la traversent une intense émotion et fait naître dans le cœur de ses enfants un amour infini, une reconnaissance éternelle !

Voilà donc des merveilles qui reposent et guérissent !

Et vous, heureux mortels, dont les rentes vous font presque un devoir de ne point travailler ; qui avez

assez fatigué que de naître, cédez donc à l'irrésistible invite que vous font vos millions de jouir de la vie ! Vous avez déjà, oisifs et amusés, traversé les principales villes et les plus jolies contrées. La Suisse, l'Italie, le Norvège, l'Egypte n'ont plus rien que vous ne connaissiez déjà. Vous y êtes allés, puis revenus plusieurs fois ; vous ne voulez cependant plus y retourner pour éviter avec raison l'ennui qui pèse ! Pourquoi revoir cet album de cartes postales que vous savez par cœur ? Sans vous arrêter alors, pendant le rude hiver, à Nice, à Menton où souvent avez fixé votre choix, allez plus loin, débarquez en Corse. Habitez Ajaccio, cette ville toute moderne, élégante, qui reflète, radieuse et jolie, ses beaux hôtels tout blancs dans l'eau bleue de son incomparable golfe ; tandis que, nonchalamment elle se repose, dans un site superbe bercée par le doux bruit de la mer : des collines, drapées de verdure aux couleurs chatoyantes, l'abritent, s'étageant toujours plus hautes, jusqu'aux plus hautes montagnes. Elle vous rappellera le Midi et l'Orient quant au climat. Plus stable et plus uniforme qu'à Menton et Beaulieu, où des écarts considérables sont souvent à craindre, et où elle n'atteint que 10 degrés en moyenne, la température hivernale d'Ajaccio est de 13 degrés et les variations y sont rares. Point de pluies monotones, point de vents détestables ; mais toujours une vive lumière vous entoure ainsi qu'une luxuriante végétation, qui parfume et qui charme. « C'est le climat, dit M. Georges Cazal (1), qui convient à tous les convalescents du

1. *Hiver en Corse* par Georges Cazal.

corps et de l'âme. Le cœur oublie ses chagrins dans ce cadre pittoresque et poétique (1). »

Mais l'été arrive : les chaleurs vous paraissent trop fortes ; ne quittez point la Corse cependant : montez à Vizzavona. Transportés ainsi en pleine montagne, au pied de glaciers éternels, vous éprouverez une réconfortante fraîcheur. Vous êtes au milieu d'une immense et superbe forêt. Si vous aimez le beau, le grandiose ; si vous êtes les ennemis de tous ces alignements, de toute cette majesté factice que l'homme impose à la nature, vous les préférerez certes, aux forêts de Fontainebleau et de Rambouillet ! Elles ne sont, comparativement à celles de Corse « que des amas de broussailles », suivant l'énergique expression de Blanqui ! Aux grandes eaux de Versailles et de Saint-Cloud, vous préférerez aussi les chutes d'eau voisines, moins apprêtées, et plus impressionnantes ! Si vous aimez enfin la chasse, si vous aimez la pêche, vous trouverez dans les maquis touffus un abondant gibier et, au fond de ces eaux claires, du poisson le plus fin.

II

Ceux qui cherchent dans la vie plus que du plaisir,

1. Voici ce que disait d'Ajaccio, le Dr Donné, *Journal des Débats*, 1852 : « Ajaccio est une ville pleine de mouvement, éminemment propre aux gens qui n'ont rien à faire qu'à se promener, à humer l'air et à se réchauffer au soleil. C'est déjà le ciel d'Afrique avec un soleil moins ardent, mais non moins pur. »

qui veulent à leurs années, donner une plus glorieuse occupation qu'un repos continu, peuvent aussi se rendre dans notre île de Beauté : ils ne perdront point leur temps ! S'adonne-t-on aux travaux si minutieux et si charmants de la botanique ? qu'on monte donc aux penchants de nos montagnes et sur nos hauts plateaux, qu'on se promène dans nos plaines : l'on aura bientôt une riche collection de plantes variées. Robiquet ne disait-il point : « La Corse comme le point méridional du Royaume, comme île et comme pays de hautes montagnes, promettait et n'a pas manqué de fournir aux botanistes qui l'ont explorée, une riche moisson de plantes peu communes, dans le reste de la France : elle en possède même un grand nombre qui lui sont particulières. » Et M. Maire ajoutera : « La connaissance des associations végétales de ce pays, et de leurs composantes sont des plus importantes au point de vue de la géographie des plantes. » Des travaux très importants ont été publiés sur la flore de Corse ; par M. Camus, sur les mousses, par MM. Coste, Lutz et Maire sur les phanérogames. En 1901, la Société Botanique de France, y tenait une session extraordinaire : et tout récemment, en 1902, dans ses *Remarques sur la flore en Corse*, M. Maire nous a exposé l'étude qu'il en a faite dans une partie déterminée de l'île, après des excursions très mouvementées et très variées. Ainsi il a été jusqu'au lac de Nino dont il nous parle et qui est situé à 1.735 mètres d'altitude entre la Punta Artica et le mont Tozzo. Il constitue l'origine de Tavi-

guano. C'est une splendide promenade vraiment, que de l'aller voir, ainsi que le lac de Creno, « dont l'aspect sombre, dit Jacobi, imposant, mystérieux, vous impose. »

L'étude de la géologie et de la minéralogie y peut être aussi, très intéressante. On y examinera l'action des glaciers ; on y verra mieux que partout ailleurs, les différents systèmes de terrains qu'une nature bouleversée, en une brusque révolution, a fait surgir des flots ; et dans ces mêmes terrains, des minéraux superbes. La zoologie de l'île donnerait encore lieu à d'importantes observations. « On sait, dit M. Caziot, que l'isolement des terres, produit à la longue les résultats les plus remarquables ; et l'examen des animaux, des insectes, des coquilles que renferme la Corse, ou qui vivent sur ses bords, dans la mer qui l'entoure, confirmerait cette vérité établie par Buffon, que chaque espèce occupe une aire déterminée, et a par conséquent une distribution distincte et bien établie. »

Aux archéologues surtout, de beaux instants sont réservés : nous avons des monuments anciens, très nombreux en effet, qui à défaut d'une grande valeur, sont empreints d'une très forte originalité. Des études sérieuses, très documentées, en ont été faites par plusieurs auteurs : par Prosper Mérimée en 1840, *Notes d'un voyage en Corse*, par de Saint-Germain en 1869 *Itinéraire de la Corse*, M. Egger dans la *Revue Archéologique*, 1875. Plus récemment, ont paru des brochures instructives de

MM. Adrien de Mortillet et Caziot. Ce dernier auteur, brillant officier, qui donne ainsi à la science ses très rares loisirs, arrêta surtout son attention sur les mille petits objets, tous très anciens et pleins d'intérêt (haches en pierres, casse-têtes, sabres, monnaies), que les deux collectionneurs de grand mérite, MM. Simonetti-Malaspina, avocat et propriétaire, et Guidone Franceschi propriétaire avaient soigneusement recueillis dans divers endroits de l'île (le vandalisme donc, dont se plaint M. Caziot avec tant d'indignation, n'est pas si étendu en Corse !) Les différents âges, de la pierre, du bronze, du fer ; les différentes périodes, celtique, romaine, du moyen-âge, etc., y sont tous représentés.

Nous signalerons, appartenant à ces époques, quelques vestiges des plus remarquables. Ainsi le dolmen de la vallée du Taravo. (« En Corse le dolmen porte comme nom générique *stazzona* « forge »). Il se compose de quatre grosses pierres plates ; trois sont encore solidement enfoncées dans le sol, et la quatrième, plus grande, couvrait le tout comme un toit ; mais ce toit est aujourd'hui renversé. Un dolmen complet, — la *Stâzzona del Diavolo* — se trouve dans la vallée de Cauria. Huit pierres le composent dont six plantées, une seule recouvrant le tout ; la huitième sert de marche. Nous avons des menhirs, vulgairement appelés *stantare*, qui sont très intéressants à voir ; ainsi les deux, qui se trouvent sur la route de Propriano à Sartene.

Les Romains ont laissé de leur passage dans l'île,

beaucoup de traces : des thermes, des cirques, etc. Au moyen âge, appartiennent les églises de Saint-Michel de Murato, la plus élégante de toutes celles de Corse (1), et celle de la Canonica située dans la plaine de Mariana, dont Mérimée vantait la légèreté et la bonne disposition : « Il y règne, disait-il, je ne sais quelle simplicité antique de bon goût, qui ne se trouve pas toujours dans d'autres églises infiniment plus riches. »

Mais le grand mérite de la Corse, son grand privilège, est de donner la santé aux malades. Elle possède en effet, d'excellentes eaux minérales. Les sources en sont nombreuses : peu de contrées en possèdent autant sur un espace aussi restreint. « L'île de Corse, disent MM. Jacquet et Wilm, a été comprise parmi les cinq districts montagneux principaux : elle a quinze sources, dont dix sont alimentées par des eaux sulfureuses et cinq par des eaux ferrugineuses. » Leurs nombreuses propriétés thérapeutiques ont été étudiées depuis très longtemps par plusieurs savants médecins MM. Donné, di Pietra-Santa, Poggiale, Muselli, Zuccarelli. Tous s'accordent à dire qu'elles sont précieuses et très efficaces.

Les bains de Pietrapola d'abord, le Saint-Sauveur de la Corse, comme dit le médecin de Pietra Santa : Elle en est assurément la source la plus chaude et la plus abondante. Aussi bien il y en a sept qui la composent ; et on y peut donner jusqu'à deux milles

1. Mérimée.

bains par jour. Les Romains déjà y avaient construit des thermes, dont on aperçoit encore les vestiges. Aujourd'hui un établissement très confortable, y est établi, adossé vers l'ouest à la chaîne de montagnes qui atteignent, par des pentes successives et abruptes, des hauteurs comprises entre 1.900 et 2.000 mètres. Notons les sources moins importantes de Zigliara, de Guitera, de Caldaniccia : elles sont comparables cependant à celles de Caunterets, d'Amélie-les-Bains ou de Barèges.

A Guagno, à 75 kilomètres d'Ajaccio, situées dans un vallon, deux sources thermales, connues très anciennement, sont régulièrement utilisées depuis 1711 et surtout depuis 1810. De commodités constructions s'y élèvent. Autrefois s'y trouvait même un hôpital militaire, assez vaste pour recevoir jusqu'à deux cents malades : on y obtenait des résultats exceptionnels. Pourquoi l'a-t-on donc supprimé ? Les militaires résidant dans l'île, qu'on aurait pu y envoyer, n'étaient pas assez nombreux pour que l'exploitation de l'établissement pût se continuer utilement (1). Ah la bonne raison ! Mais puisqu'on ne nie point les bons effets de ces eaux, qu'on rétablisse l'hôpital ! les malades dans nos casernes, quoi qu'on ait affirmé le contraire, suffisent à le remplir ; de plus, l'on éviterait ainsi de gros frais de déplacement.

Enfin les bains de Puzzichello qui sont situés sur le territoire de la commune d'Aghione. On y a ins-

1. Réponse donnée par le ministre de la Guerre.

tallé un grand établissement thermal, qui contient 14 cabinets, des douches, des piscines. La température des eaux est de 16°8 et le débit journalier de 150 hectolitres. Beaucoup de rhumatisants n'y sont pas allés en vain !

Voilà les principales sources sulfureuses : mais arrivons aux eaux ferrugineuses d'Orezza. M. le Dr Zuccarelli, qui les a savamment étudiées, nous dira qu'elles sont uniques au monde. Il n'en est point de similaires qui puissent leur être comparées ; l'analyse le prouve. Elles réussissent dans la guérison d'une multitude de maladies. La source surgit sur la rive droite du Fiumalto, dans une pittoresque vallée. Le cadre en est merveilleux, et le séjour y est très sain. On y respire en effet une atmosphère vivifiante, embaumée, qui vous rend vite heureux et dispos.

Ces eaux minérales si utiles, ces beautés rares, ce climat rêvé, voilà des ressources, que la Corse maintenant, se décide à utiliser, en les faisant connaître à tous les voyageurs, en en faisant valoir tous les avantages ! Les souvenirs qu'avaient publiés quelques voyageurs, les articles, si consciencieux qu'ils fussent, imprimés dans un journal, à de larges intervalles, n'y pouvaient point suffire. Des groupes coordonnés, des syndicats, toujours en étroite communication entre eux, avec pour publier leurs remarques, leurs efforts, leurs projets, des organes sérieux et réguliers : voilà ce qu'il fallait et voilà ce qu'ont fait les Corses ! On a hâte de réparer la faute

du passé ! « Il serait utile, sage, disait Blanqui, d'exploiter ces sources d'eaux minérales ; il serait indispensable d'élever des établissements. » On ne l'a point fait ou on ne l'a fait qu'à demi. Depuis combien de temps déjà la ville de Montreux vend la pureté de son soleil et Nice les charmes de son séjour ! La Corse s'était oubliée !

Pourtant, depuis quelques années, un certain mouvement touristique se dessine à travers l'île. L'on constate sur nos routes, une plus grande animation et dans nos villes, surtout pendant l'hiver, mais même pendant l'été, plusieurs étrangers : Allemands, Russes, Anglais, Autrichiens. Ils ne sont point Français : ceux-ci ne viennent que très rarement en Corse. MM. Grébauval et Jean Lorrain ne l'ont-ils pas remarqué ? Pourquoi vont-ils autre part ? Parce qu'ils ont encore peur des bandits, qui, leur a-t-on dit, assassinent au coin des bois, et courent se cacher, de suite après, dans des maquis impénétrables. Et ils ne veulent point s'assurer par eux-mêmes de la fausseté de pareilles histoires ! Aussi combien d'erreurs commettent-ils, en appréciant les gens, en critiquant les mœurs ! Mais qu'ils y aillent donc sans parti-pris ! qu'ils la visitent sérieusement et sans crainte ; surtout qu'ils ne se contentent point de la traverser en chemin de fer, comme le faisait très spirituellement remarquer M. de la Rocca. Alors ils en seront charmés ; et se terminera enfin cette guerre à coups de plume, entre des Corses, soucieux de leur réputation, et certains continentaux qui se plaisent,

sans aucun motif, à les injurier et à les dénigrer. Ils y reviendront sûrement quand ils l'auront visitée une première fois, et contribueront ainsi, à son relèvement économique, en la fécondant de leurs conseils et de leur argent. Eux aussi presseront le gouvernement, à l'exemple de M. Maurice Jollivet, de réaliser nos vœux ! Nos routes alors, seraient, très vite, plus nombreuses et mieux entretenues ; nous aurions des services maritimes plus rapides et bien aménagés, entre la Corse et le continent, entre l'Algérie et la Corse : des facilités plus grandes, seraient accordées aux voyageurs.

Ils vont le faire : ils l'ont déjà fait. N'est-ce pas en vérité, grâce à des Français généreux, que dans notre reconnaissance affectueuse, avons baptisés enfants adoptifs de la Corse, n'est-ce pas à MM. Gaston Valran et Henry Boland, que le Club Alpin français s'est beaucoup intéressé à notre île ! une section s'y est maintenant constituée avec, comme président, M. Henry Boland lui-même. Le Touring-Club également, dans ses tableaux et descriptions des meilleurs sites, réunis sous le titre : « A la France », n'a-t-il pas consacré son premier volume à l'étude de la Corse ? A l'aide de ces puissantes associations, des poteaux indicateurs nombreux ont pu être placés aux endroits dangereux ; des annonces nombreuses ont été publiés. Des sommes assez importantes pourront aussi être obtenues, pour de pressantes améliorations à faire à nos chemins.

De leur côté, les syndicats de l'île s'évertuent

à augmenter le nombre des touristes. Avec leurs subventions et celles fournies par le Conseil général du département ; par les sociétés corses de Marseille, Nice, Toulon ; par les compagnies de chemins de fer départementaux et de navigation, un guide de la Corse va être incessamment publié avec une préface, très intéressante sûrement, de M. Emmanuel Arène : tout ce qu'il faudra connaître, pour jouir en Corse d'un séjour agréable y sera expliqué. Les combattants « dans cette guerre entre les bains d'eau salée et les bains d'air, entre la cure marine et la cure d'altitude » seront satisfaits également. On saura leur indiquer les stations nombreuses — Ajaccio, Bastia, Ile-Rousse, etc., où la mer voisine saura, hiver comme été, égayer leurs « heures de Corse » ; et celles plus nombreuses encore Vizzavona, Vivario, Saint-Pierre de Venaco, Murato, Bastelica, etc., où ils pourront pendant les fortes chaleurs respirer l'air frais de la montagne proche et l'hiver venu, jouir des plaisirs du patinage et du spectacle merveilleux qu'offre alors la nature, endormie sous la neige.

Nous devons également à leurs efforts continus, la récente décision prise par le ministre des travaux Publics, d'affecter un crédit annuel assez fort au déblaiement des neiges du col de Vergio. Il est à espérer qu'ils obtiendront aussi des pouvoirs publics, l'établissement à Orezza d'un vaste « sanatorium où les fonctionnaires coloniaux, les militaires rapatriés, les sujets débilités par le séjour dans des con-

trées anémiantes pourraient rapidement reconstituer leur organisme affaibli » (1). Les coloniaux le réclament : les constatations faites sur des malades qui revenaient du Tonkin, de Madagascar en ont démontré l'utilité. Pourquoi ne l'y établirait-on pas comme déjà on l'a fait à Saint-Gervais, dans la Haute-Savoie ? Qu'on se rappelle ce que disait en 1852 Naudin, pharmacien en chef de l'hôpital militaire de Bastia : « J'ai la ferme conviction qu'un établissement construit à Orezza et destiné à nos soldats pourrait rendre d'immenses services à l'armée d'Afrique et aux convalescents. Les constitutions détériorées exigent des congés de convalescence, ou un séjour prolongé dans les hôpitaux, et tout cela au grand détriment des malades et du Trésor. »

De sérieuses améliorations sont en voie de se faire. Ainsi la ville d'Ajaccio, déjà si jolie, va s'embellir encore ! C'est la constante préoccupation de son excellent maire, M. Pugliesi-Conti. Elle manquait d'eau : désormais les eaux de la Gravona et de Lisa vont y être distribuées à profusion. Le cimetière actuel, qui rend la Promenade des Sanguinaires, si difficile et si triste, va être désaffecté. Bientôt, grâce à l'intelligente initiative de M. Guitet-Vauquelin, un théâtre de la nature, va y être établi. Ainsi s'ajoutera aux autres distractions qu'offre déjà la ville, le délicieux plaisir d'y entendre enfin, des acteurs de la Comédie Française ; plus encore des maîtres du théâ-

1. Rapport du Dr Zuccarelli.

tre, M^{me} et M. Silvain ! Partout ailleurs, même hâte enfiévrée, mêmes perfectionnements se constatent. La Corse se transforme : des automobiles sillonnent ses routes, de nouveaux services maritimes la relient provisoirement à l'Algérie. Les touristes afflueront donc !! même ces continentaux, à qui l'odeur aromatique de l'île parfumée ne saurait pas suffire (1) !

Mais s'il est nécessaire d'attirer du monde, avons-nous cependant de confortables hôtels pour le retenir chez nous ? Des hommes, que nous savons aisés et riches, habitués ainsi à un certain confortable, viennent passer en Corse quelques semaines : y trouveront-ils le même confort qu'ils ont laissé ? Non, disons le franchement, pour ne tromper personne et ne point nous tromper nous-mêmes, non. « Il faut que la Corse soit visitée par les Anglais, disait Valéry, pour la réforme de ses détestables et rares auberges, et certes ils auront beaucoup à faire : comme en Italie où leurs efforts ont si bien réussi, ils devront crayonner force injures sur les murs des chambres, inscrire avec leurs noms des anathèmes contre la « locanda », jusque sur le registre de l'aubergiste et devenir par leurs cris, leurs scènes et leur train, la terreur des camarieri. » Les Anglais ont donc traversé nos villes, avec leurs crayons impitoyables ! A Bastia, Ajaccio, île Rousse, etc., en effet se dressent maintenant des hôtels confortables,

1. Jean Lorrain. *Heures de Corse*.

aux installations tout à fait modernes, permettant à leurs heureux clients, de ne point trop regretter leur « chez soi ».

Mais dans combien d'autres endroits, privilégiés par la nature, les pieds à terre manquent ! Des maisons, dont les plus utiles commodités font défaut, avec des chambres, par trop modestement meublées, et trop proches de la cuisine, voilà tout ce que l'on y trouve. « La Corse, dit avec justesse M. Valran, aurait besoin de deux types d'hôtels ; l'hôtel du séjour somptueux, à l'Américaine, pour les milliardaires, les Rockefeller, les Morgan, seigneurs qui voyagent avec leur suite, et en une saison payent le loyer du capital engagé — et les hôtels d'étapes, pour excursionnistes prenant un repas, se reposant une nuit, se contentant d'une chambre stuckée, sans rideaux, pourvu que toutes les commodités réclamées par l'hygiène s'y trouvent réunies, et que la table soit abondante, propre et appétissante ! » Tenez compte, Cor-ses qui aspirez à un meilleur avenir, de cet utile conseil, qui vous est donné avec tant de sincérité ! Nous avons bien les premiers, ainsi ceux de Vizzavona, ceux d'Ajaccio, d'Ile Rousse, de Corte, Bastia : mais nous n'avons point ceux plus simples, mais aussi utiles, perchés aux beaux sites que vient voir le touriste d'un pas hâtif. Il y a, je l'avoue, de très heureuses exceptions, et ceux qui n'auraient visité que Calacuecia, Evisa, Belgodere, splendides excursions, ne me comprendraient point ! Mais ils seront vite déçus quand ils visiteront d'autres beaux villages !

Or donc, puisque, de plus en plus, la Corse est aujourd'hui et va l'être surtout, fréquentée, envahie, traversée par des excursionnistes avides de grand air et de belles choses, préparons nous à les bien recevoir ! Les hôtels n'est-ce pas là la meilleure réclame pour un pays ? M. Valran proposait un jour au président du syndicat des hôteliers de Genève, une entente entre hôteliers Genevois et Corses. « Ils auraient pu, suivant l'alternative des saisons et des stations, s'adresser les uns aux autres, leurs visiteurs. » « Très volontiers » répondit M. Spathing ; mais homme d'affaires avant tout, il ajoutait bientôt. « En Corse vous n'avez pas d'hôtels ! Construisez-en et je vous enverrai des clients. » Construisons-en donc à la montagne et dans la plaine, au milieu des neiges et au bord des flots. Ceux qui existent aujourd'hui remplissent une page et demie à peine, de « l'Île de Beauté » ! une vingtaine d'hôtels seulement ont pu y être mentionnés : quelle pénurie ! Et beaucoup de ceux-ci ont assurément besoin de sérieuses améliorations. Qu'on les fasse donc ! ainsi ils abriteront bientôt, confortablement, les fervents amateurs des stations froides, ou bien les exilés du rude hiver qui, comme frileuses hirondelles, viendront et reviendront chez nous ! Pourquoi hésiterions-nous à le faire ? Aucun obstacle sérieux ne saurait nous en empêcher. L'argent disponible se trouvera, car l'industrie hôtelière est pour les capitaux un très avantageux placement ! Examinons en effet le développement prodigieux qu'elle a pris en Suisse, au cours de ces dernières années. Les

chiffres que l'on va lire sont empruntés au « Schweizer Hotelierverein ». En 1880 il n'y avait que 1.002 hôtels destinés au tourisme avec 58.137 lits : en 1905 on en comptait 1.924 pourvus de 124.068 lits (plus 9.841 lits de réserve). La moyenne des lits, par hôtel, qui était de 52 en 1894, a passé à 64 en 1903. Les capitaux engagés dans l'industrie des hôtels, étaient en 1880 de 319 millions 1/2 en 1904 de 518.927.000 francs et en 1907 de 777.507.000 francs. » Et si l'on cherche à connaître maintenant, quels ont été les revenus des capitaux, l'on constatera bien vite, qu'ils ont plus que doublé en vingt-cinq ans !

En Corse, ne profitera-t-on pas de cet intéressant exemple ! Parfaitement. Ainsi l'on peut déjà noter, que le grand hôtel du *monte d'Oro*, si fréquenté des touristes, grâce au concours financier de M. Mariani, consul de France à Sassari, doublera bientôt le nombre de ses chambres. Mais le fait précieux, à signaler entre tous, est la formation d'une société des hôtels Corses.

Une société d'études en effet, où pouvaient se lire, les noms les plus connus et les plus aimés de la Corse s'était déjà constituée. Elle avait examiné les points et où des hôtels semblaient nécessaires, et étudié partout les moyens de constructions les plus économiques. Par ses soins, des plans d'hôtels confortables ont été dressés ; et il a été convenu qu'il fallait de suite, pour faciliter aux touristes, la tournée classique des *Calanche* de Piana et de *la Scala de Santa-Regina*, en

construire deux, l'un à Piana et l'autre à Corte. Le projet financier fut même établi, promettant, d'après des données certaines, un revenu net de 6,66 o/o. La société des Hôtels de Corte se fonda alors adoptant le projet et le faisant sien. Bientôt paraîtront ses statuts, des actions vont être certainement émises ; nos excellents cultivateurs, nos commerçants, nos industriels et tous ceux enfin qui ont su réaliser des économies, auront à cœur de les consacrer à cette industrie naissante, mais appelée à un heureux avenir, sûrs d'avance de travailler ainsi à leur prospérité, en même temps qu'au rapide développement de notre « Ile de Beauté ».

Le lendemain que nous promettent ces essais divers, peut facilement se deviner. Sous la poussée d'un mouvement touristique intense, par la création des capitaux plus nombreux, notre commerce et notre industrie, comme dans les autres contrées, bientôt prospéreront. Et par eux, comme les anneaux d'une même chaîne, l'agriculture enfin se développera. Certaine de trouver un débouché à ses produits, elle attirera des bras, avides de gain et de bonheur : l'on verra soigneusement cultiver vignes et vergers, bois et forêts, jardins potagers et terres labourables. En ces mêmes endroits où croissent aujourd'hui, librement, des arbousiers et des lentisques, des fougères et des myrthes, s'apercevront au contraire, de nombreux moissonneurs gais et loquaces, cueillant, leur tranchante faux à la main, l'or pâle de moissons abondantes.

CHAPITRE VI

Etat de la propriété et de l'agriculture en Corse

Ce lendemain pourtant n'est pas près de luire encore hélas ! et entre temps, notre agriculture languit. Elle qui partout ailleurs se développe et prospère de façon si intense ; elle qui profitant avantageusement des récentes découvertes chimiques, obtient autre part de si magnifiques résultats, en Corse elle s'agite à peine. C'est le petit être faible toujours emmaillotté dans ses langes. Pourquoi ? Oh ! mille raisons expliquent cette déplorable situation ; et nous en connaissons déjà plusieurs, pour les avoir entrevues et discutées, tandis que nous parlions de l'état économique de la Corse, de l'émigration, de l'assainissement, du manque de capitaux. Elles se lient toutes, toujours néfastes, rendant toute amélioration, non impossible certes, mais très difficile. Et le climat favorable, le terrain fécond, la mer toute proche, qui devraient aider au progrès rapide de l'agriculture, en empêchent à peine le recul.....

D'un pourtour total de 490 kilomètres, ayant 180 kilomètres de longueur de la pointe du *Cap aux Bouches de Bonifacio* et une largeur de 85 kilomètres du *Cap Rosso* près de *Piana* à la tour de *Bravone*, la Corse moins grande que la Sardaigne et la Sicile, mesure cependant une superficie cadastrale de : 890.930 hectares. Elle est donc le quatrième département le plus vaste de la France, venant de suite après la Gironde, les Landes, la Dordogne. Pourtant certains autres géographes, se basant sur des nouvelles mesures géodésiques, ne lui en attribuent que : 874.741 hectares. Elle n'a plus droit ainsi qu'à la sixième place, après l'Aveyron et la Côte-d'Or.

Ce territoire, encore assez vaste, appartient à différentes catégories de propriétaires : l'Etat, les communes, les départements, les établissements publics, les particuliers et différentes personnes que les statistiques, dans l'impuissance de pouvoir les déterminer, ont classées sous la rubrique générale « Autres propriétaires ». On peut de façon approximative, leur attribuer respectivement, les parts suivantes : à l'Etat, 59.332 hectares ; aux départements : 903 ; aux communes : 186.119 ; aux établissements publics : 1.400 ; aux particuliers : 596.289 ; aux autres propriétaires enfin : 4.346. Ainsi donc la part revenant aux individus, est de beaucoup la plus importante. « C'est là, lit-on dans la préface de la statistique de 1882, la constatation évidente d'un réel progrès. »

Cette appropriation par les particuliers est chez

nous de date relativement récente. Tout d'abord, en effet, une grande partie des biens appartenait aux communes, qui ne savaient ni ne pouvaient les cultiver utilement : aussi une vaste étendue de terrain demeurait-elle inculte. Arsène Thiébaut de Berneaud qui parcourut la Corse en 1805, et Blanqui en 1838, blâmèrent ce communisme des propriétés. Une grande confusion en outre régnait quant à l'établissement des droits des particuliers ; si bien que les directeurs du terrier de l'île, qui devaient donner pour chaque propriété, le nom du propriétaire, en présence de réelles difficultés, durent y renoncer. Mais bientôt le partage se fit par les soins d'un envoyé du gouvernement, M. Blondel, et aujourd'hui chacun a ses titres, reconnus par tous les autres.

Toute incertitude a donc disparu : chacun peut maintenant s'efforcer de faire produire le plus fort rendement, au champ qui est le sien. Des progrès ainsi, se sont vite réalisés et le territoire cultivé s'est élargi : il est pour l'Etat de 46.664 hectares ; pour le département : 875 ; pour les communes 122.819 ; pour les établissements publics : 1.399 ; 4.123 pour les autres propriétaires et 469.526 pour les particuliers : au total 600.539 hectares. Le territoire non cultivé est au contraire de 202.983 hectares ainsi répartis : Etat 12.668 hectares, département 28, communes : 63.300 ; établissements publics : 1 ; autres propriétaires 176.763 et particuliers enfin 126.763. Malheureusement, ce territoire non cultivé semble toujours s'accroître : la statistique décennale agricole

de 1882, ne nous donne en effet que 105.450 hectares de landes, pâtis et bruyères. Elle ajoute même que depuis vingt ans la Corse est le département qui a le plus réduit ses terres incultes : elles avaient diminué de 79.649 hectares ! Malgré les 2.702 hectares défrichés que rapporte la statistique de 1892, la différence qui s'est ainsi produite au cours de ces dix années 1882-1892 quant à l'étendue des terrains non cultivés, reste encore considérable. On pourrait peut-être en alléguer l'explication suivante : l'augmentation du réseau des routes, l'établissement surtout des lignes ferrées qui ont diminué le territoire agricole.

Tout ne serait pas résolu quand même, et il resterait toujours vrai que la culture a été beaucoup délaissée en Corse. Le territoire agricole, qui comprend ensemble, le territoire cultivé et non cultivé, et diffère du territoire total, parce qu'il ne contient pas les terrains non imposables, ni les superficies bâties, a ainsi vu sa partie inculte, rapidement progresser. L'*Atlas agricole* nous le montre : tandis que sa première planche, note une sensible diminution de l'espace mis en culture ; la deuxième, la confirmant encore, la complétant, signale une plus large étendue de la superficie non cultivée.

Allons plus loin pourtant ; précisons davantage la diminution de la propriété cultivée. Le territoire, agricole comprend en effet plusieurs grandes cultures qui sont : terres labourables, prés naturels herbages, vignes, jardins, bois et forêts. Les terres

labourables en 1892 s'étendent sur un espace de 393.845 hectares : les prairies naturelles occupent un espace de 49.258 hectares ; les vignes couvrent 15.688 hectares ; les jardins occupent 3.444 hectares. Enfin l'Etat est propriétaire de 44.867 hectares couverts de bois et forêts ; le département en possède 137 ; les communes 97.163 ; les établissements 93 ; les autres propriétaires 258 ; les particuliers 40.353, ce qui donne pour les bois et forêts une étendue totale de 138.304 hectares. Or, presque toutes ces cultures étaient plus développées en 1882. Si nous consultons toujours l'*Atlas de statistique agricole* nous voyons à la planche III une diminution notable des terres labourables : sur 100 hectares du territoire total, elles occupaient en effet en 1882 41 Ha. 4 ; et la Corse de classait ainsi parmi les vingt départements dont le rapport était de 28 à 42 hectol. pour 0/0 ; en 1892, au contraire, sur 100 hectares du territoire total, les terres labourables n'occupent plus que 39,2. Les vignes, d'après la planche IV, ont aussi diminué ; en 1882 elles couvraient 2 0/0 du territoire total ; en 1892 elles n'en recouvraient plus que 1,8. La planche V nous laisse apercevoir encore une notable diminution de nos bois et forêts ; en 1882 la Corse figure parmi les dix-huit départements les plus verdoyants ; 21 0/0 du territoire total ; en 1892 elle occupe encore la même place, mais avec une étendue moindre : 20,9.

Voilà des constatations bien défavorables pour notre agriculture : elles sont certaines, puisqu'elles

sont copiées sur des chiffres. On s'étonne pourtant, quand on a étudié la constitution de la propriété en Corse, d'avoir à les faire. En effet, la culture directe est très développée dans notre île : une différence de 12.000 propriétaires en faveur de 1882 se constate, quand on étudie les deux statistiques de 1862 et 1882. Cette augmentation a légèrement fléchi depuis, puisque en 1892 l'on ne compte que 37.182 propriétaires cultivant eux-mêmes, seuls ou avec l'aide de leurs familles ou d'autrui ; on en comptait au contraire en 1882, 38.500. La différence est assez sensible. Qu'importe : La culture directe reste toujours la préférée ; n'est-ce pas là un résultat heureux ? Sans doute les fermiers savent tirer de la terre, de forts rendements, pendant la durée de leur bail ; mais ils l'épuisent aussi ; et comme les baux sont ordinairement d'assez courte durée, trois, six, neuf années, ils se garderont bien de faire une quelconque amélioration qui pourrait, en leur coûtant beaucoup, ne pas leur rapporter assez. Quoique le métayage ait une durée souvent plus longue, parce qu'indéterminée, cependant les métayers, pauvres ordinairement, puis routiniers à l'excès, moins intéressés aussi que les propriétaires eux-mêmes, ne tirent pas en Corse, de la terre qui leur est offerte, le rendement maximum. Ils sont les plus nombreux : en 1882 on comptait, pour cent cultivateurs non propriétaires, 62,86 métayers et 37,14 fermiers ; en 1892, la différence s'accroît davantage ; tandis que les cultures occupées par des métayers, atteignent le total de 6.859,

les fermages sont à peine de 3.069. Pourtant les cultures exploitées par les fermiers sont les plus vastes : leur étendue moyenne est de 22 Ha. 84 ; l'étendue moyenne d'une culture donnée à métayage est de 15 Ha. 10. Les propriétaires ne cultivent que des espaces relativement petits : l'étendue moyenne de leurs cultures est de 6 Ha. 69. Mais ils cultivent la partie de beaucoup la plus vaste du territoire agricole, 288.000 Ha. 5, les métayers et les fermiers respectivement 1036 et 701 hectares.

L'on constate de plus en Corse, depuis ces dernières années, une meilleure répartition des terres. Les exploitations se font plus nombreuses, tandis que diminuent les vastes domaines. C'est là un utile encouragement au développement de l'agriculture. Sans aucun doute, les grandes exploitations ont de réels avantages. M. Souchon les a étudiés très savamment, dans son intéressant ouvrage : *la Propriété paysanne*. La culture de vastes domaines comporte moins de frais généraux : pour elle seulement, l'emploi très développé du machinisme, peut être utile et même nécessaire. Ils permettent aussi, comme la division du travail si féconde dans l'industrie, une spécialisation profitable de la terre. Même on pourra y faire des grands travaux pour une seule culture et y développer ainsi des industries accessoires : raffineries ou distilleries. Enfin un plus intense élevage peut y être obtenu, à cause des nombreux pâturages qu'on y peut cultiver. Mais que d'inconvénients aussi !

Ce sont certes les grandes exploitations qui fournissent le plus de céréales, mais les autres cultures y sont très peu développées ; même, la statistique agricole de 1892 remarque, qu'une grande partie des terres non cultivées, leur appartient. « Les exploitations de la grande culture, occupent près de la moitié de la superficie totale 45, 55 o/o ; mais les 63 o/o de la superficie non cultivée leur incombent ; tandis que les 5.564.081 exploitations de la très petite, petite et moyenne culture n'occupent que les 37 o/o de la superficie non cultivée. » Celles-ci représentent au contraire le maximum de culture pour les prés, les vergers, les vignes, les jardins. Les petites exploitations ont même d'autres avantages : le sentiment de la propriété y étant très développé, le travail y est plus sérieux, plus continu. « Si la terre de France rapporte, disait justement Michelet, c'est qu'elle est aimée. » Pour elles en outre, ce besoin incessant de la large utilisation d'une main-d'œuvre étrangère, d'ouvriers mercenaires, ne se fait pas si vivement sentir ; et aujourd'hui où la population agricole tend à diminuer, leur situation est donc avantageuse. Leur production enfin est presque toujours sûre de trouver un débouché profitable, car les petits propriétaires ne vendent ordinairement qu'une petite partie de leurs produits. Ils en emploient la plus grande part à la satisfaction de leurs propres besoins et de ceux de leurs familles. En Corse ces petites exploitations sont très nombreuses. Comment le prouver, l'établir ? Et d'abord qu'est-ce

qu'une grande, une moyenne, une petite ou une très petite exploitation ? Pour les déterminer se basera-t-on sur la superficie ? Non : ce moyen peut paraître tout d'abord très facile et très sûr ; mais un sérieux inconvénient empêche de l'adopter. Il ne tient pas compte, en effet, de la valeur de la propriété, or il est juste d'affirmer avec M. Souchon, que tel vignoble de la Gironde ou de la Bourgogne ne saurait être payé avec une égale étendue des prairies du massif central : il faudrait, au contraire, donner ainsi 100 fois son étendue ! « Notre propriété est relativement petite, me disait un jour, une riche dame ; mais qu'est-ce qu'elle ne vaut pas ? Là y poussent à l'envi du blé, et des cédrats : on y voit des oliviers, des orangers, etc. Mais nous ne la donnerions pas contre un domaine, 1000 fois plus grand, où il n'y aurait aucune plantation ! » Doit-on se baser alors, sur la valeur ? On le croirait : mais autant le premier moyen était sûr et facile, autant celui-ci est compliqué et incertain. Cette dame aurait évalué ses terres trop cher, d'autres, n'en connaissant pas toutes les utilités, les auraient évaluées, moins que leur valeur réelle. On va donc l'abandonner, pour se baser exclusivement sur les ressources, que ces exploitations peuvent fournir, et sur la façon dont elles sont cultivées. Sont grandes propriétés, pensons-nous avec M. Souchon, celles dont le propriétaire, pour les mettre en valeur, a besoin d'ouvriers ; moyennes propriétés, celle dont la récolte suffit à nourrir le maître et sa famille, « à la double condition que cette famille ne soit pas

excessivement nombreuse, et que tous ses membres consacrent leur activité aux soins de l'exploitation » ; petite propriété enfin, celle dont le revenu est insuffisant, pour permettre à son propriétaire de ne point travailler chez autrui, afin de vivre. Et forcé de limiter à présent par des chiffres, ces différentes divisions, ou adoptera ceux donnés par les statistiques. Grande propriété : toute celle qui a plus de 40 hectares, moyenne propriété, de 10 à 40 hectares : petite propriété de 1 à 10 hectares : très petite propriété, celle de moins d'un hectare.

Or nous avons en Corse en 1882 : 18.400 exploitations de moins d'un hectare. 31.693 de plus d'un hectare se subdivisant ainsi : 23.000 de 1 à 10 hectares et 8.100 de 10 à 40 hectares ; enfin 593 de plus de 40 hectares. En 1892, on compte 18.796 très petites exploitations de moins d'un hectare — donc augmentation de 396 exploitations. Cette augmentation va se continuer pour les petites et moyennes exploitations ; en effet, on en trouve 31.984 se subdivisant ainsi : de 1 à 10 hectares : 23.545 ; et 8.439 de 10 à 40 hectares. On pourra la constater encore pour les très grandes exploitations : en 1892 il y en a 891 de plus de 40 hectares contre 593 seulement en 1882. Mais si toutes les exploitations ont ainsi augmenté, chacune d'elles a vu son étendue s'amoinrir. Ainsi en 1882 l'étendue moyenne d'une exploitation de 1 à 10 hectares et de 4 Ha. 37, celle des exploitations de 10 à 40 hectares, est de 19 Ha. 56 ; pour celles occupant plus de 40 hectares elle est

de 904 Ha. 60. En 1892 l'étendue moyenne d'une exploitation de 1 à 5 hectares est de 2 Ha. 87, celle d'une exploitation de 5 à 10 hectares, de 7 Ha. 44 : celles au-dessus de 40 hectares ont vu surtout diminuer leur étendue moyenne : elle n'est plus que de 598 Ha. 54. L'étendue totale de la très grande culture a aussi diminué : elle couvrait en 1882, 536 milliers d'hectares 430, elle n'en couvre plus en 1892 que 533 Ha. 3 : quelle est la culture qui en a profité ? La très petite culture maintient à peu près ses positions : elle couvrait en 1882 9.200 hectares ; elle couvre en 1892, 9.000 Ha. 2. La petite culture a changé de façon très peu sensible ; en 1892, elle occupe une superficie de 97.300 hectares : en 1882 elle en avait une de 100.000 Ha. 500. En définitive, c'est donc la propriété moyenne qui a vu son étendue augmenter. L'étendue générale couverte par les exploitations de 10 à 40 hectares est en 1892 de 163.000 Ha. 7, elle n'était que 158.000 Ha. 500 en 1882. Or c'est bien là un résultat satisfaisant : si nous pouvons déplorer cet accroissement des très petites exploitations de moins d'un hectare dont l'étendue moyenne n'est plus ainsi que 0 Ha. 7 ne permettant pas au propriétaire, obligé d'aller gagner sa vie ailleurs, un travail soigné et continu ; il nous faut au contraire, nous réjouir de l'augmentation des cultures moyennes de 10 à 40 hectares.

Mais il y a un revers à cet agréable avers de la médaille. Les propriétés, qui forment ces exploitations, ne sont pas toutes groupées, réunies : au

contraire, bien des fois elles sont très distantes l'une de l'autre. Souvent les propriétaires, en Corse, ont leurs propriétés disséminées sur le territoire de plusieurs communes. On connaît la réponse faite à M. Paul Bourde par le riche propriétaire de Saint-Florent, M. de Morati (j'ai osé dévoiler son nom, qu'il me pardonne). Ainsi l'agriculture souffre de cet éloignement comme elle souffrait tout à l'heure du morcellement. Et c'est là assurément une nouvelle cause des mauvais résultats que nous avons déjà constatés et qu'il est de mon devoir de rendre plus évidents encore par les deux preuves suivantes :

a) Etendue proportionnelle des terres par classe.

	1 ^{re} Classe	2 ^e Classe	3 ^e Classe	4 ^e Classe	5 ^e Classe
Rapport 0/0 du ter- ritoire agricole	—	—	—	—	—
en 1882.	12	17	25	26	20
En 1892	10	16	25	25	24

b) Le produit moyen à l'hectare, comme le dit fort justement M. Cauwès, fait juger du progrès agricole d'un pays, plus que l'étendue totale de la superficie cultivée. Or en Corse — si vous prenez comme exemple une céréale très cultivée le blé : vous voyez en 1892, un hectare produire en moyenne 9 hectolitres 6 ; en 1904, il en produit seulement 7 hectolitres. L'avoine ? en 1892 on en récoltait en moyenne 15 hectolitres, 9 par hectare ; en 1904 9 hectolitres.

II

Si nous passons maintenant à l'étude des principales cultures les mêmes constatations pénibles a nouveau apparaîtront.

1° *Céréales.* — La Corse a toujours beaucoup cultivé les céréales : pourtant ces dernières années la culture en a fléchi. En 1882, les 27 o/o des terres labourables en étaient ensemencées — en 1892 les 21 o/o seulement : les 8 o/o du territoire agricole — alors qu'en 1882 c'étaient les 11 o/o.

a) Le blé a toujours été la céréale préférée : pourquoi ! Parce qu'elle a une valeur plus élevée, et surtout qu'elle est la plus riche de toutes, en matières nutritives : en Corse, cette culture, de 1882 à 1892, a beaucoup diminué. Consultons en effet l'Atlas de statistique agricole — nous lisons : Rapport à 100 hectares de terres labourables — la superficie cultivée en froment est pour la Corse en 1882 de 17 o/o, elle n'est plus en 1892 que de 13 o/o. La production, logiquement, a beaucoup diminué. En 1882 la Corse fait partie des 13 départements produisant au-dessous de 321 hectolitres o/o, (elle en produisait exactement 174 o/o), en 1892 elle ne fait plus partie que des dix départements, produisant moins de 321 hectolitres o/o ; elle en produisait maintenant 134 o/o. — C'est depuis 1862, que la Corse produit de moins en moins de blé : à cette date, on en récoltait, milliers d'hectolitres : 109.407 ; en 1882 :

129. 339 ; en 1892 : 117.499 ce qui fait entre ces deux dernières années une différence importante de 11.840 hectolitres. (Planche VI.)

b) *Seigle*. — C'est la céréale des pays pauvres. On la rencontre dans les régions de la France où les sols sont les plus maigres. Ordinairement la richesse d'un pays à céréales est en raison inverse de l'étendue cultivée en seigle. Cela n'est pourtant pas vrai pour la Corse. Elle reste pauvre malgré que la culture du seigle y soit pauvre aussi. En 1882 — superficieensemencée pour 100 hectares des terres laboureables, 2, 9 avec une production de 39 hectolitres 1 : en 1892 : superficie 1.1 et production 11.4.

L'orge a diminué aussi : en 1892 on récoltait 3.447 hectolitres en moins qu'en 1882. La culture de l'avoine a également baissé. La planche IX nous le prouve : en 1882, par 100 hectares de terres laboureables, elle occupait une superficie de 0 Ha. 7, donnant une production de 12 Hect. 20 ; en 1892, la superficie n'est plus que de 0 Ha. 5 et la production de 8 Hectol. 3.

2° En étudiant la production de grains alimentaires différents, c'est-à-dire fèves, féverolles, haricots, etc., les résultats que nous aurons à noter sont plus satisfaisants. Ces cultures, utiles assurément, n'apparaissent cependant pas dans la statistique de 1882 ; sauf les lentilles, qui y sont mentionnées, mais pour un chiffre infime ; en 1892, au contraire, toutes sont rappelées, et pour des quantités assez fortes. Voici les chiffres :

	Superficie cultivée	Rendement par hectare	Rendement total	Valeur de l'hectolitre
	—	—	—	—
Fèves fève- rolles....	446	15 Hl. 1	6.751 Hl.	18 frs. 90
Haricots...	1.315	15 Hl. 3	20.168 Hl.	28 frs. 90
Pois.....	143	18 Hl. 8	2.698 Hl.	28 frs. 80
Lentilles...	23	14 Hl.	335 Hl.	37 frs. 11

La culture de la pomme de terre, s'est aussi beaucoup étendue, on n'en récoltait en 1882 : que 202.705 quintaux : on en ramasse en 1892 : 316.186. Ces cultures diverses, comme nous le verrons par la suite, iront désormais en augmentant toujours.

3° Mais avec les plantes textiles(filasses et graines de lin et de chanvre) les mauvais résultats réapparaissent : en 1882, la Corse en produisait 51 quintaux et se plaçait ainsi, à côté des 14 départements produisant de 50 à 100 quintaux ; en 1892, elle se place parmi les 37 derniers ne produisant point de plantes textiles ou en produisant moins de 50 quintaux : la Corse, par 100 hectares de terres labourables, ne donne plus que 8 quintaux !

4° L'entretien des prairies a beaucoup augmenté ; (Planche XI). Rapport à 100 hectares des terres cultivées, de la production des prés et herbages : en 1882, 128 quintaux seulement ; en 1892, 156 quintaux. Par contre, les graines artificielles, ont eu une production générale moins forte ; tandis qu'en 1882, on enregistrait 374 quintaux par 100 hectares de terres labourables, en 1892, on n'en compte que 31. Cette dernière constatation peut paraître très impor-

tante ; si les prairies artificielles diminuent ainsi dira-t-on, c'est certainement parce que les animaux ont aussi beaucoup diminué... Non cependant.

Animaux. — Ils ont sensiblement augmenté en Corse ; tandis que par rapport à 100 hectares des terres labourables, prairies artificielles, prés et herbages, on ne notait en 1882 pour l'ensemble des animaux de ferme qu'un poids vif de 6.251 kilogrammes, ce poids vif a passé en 1892 à 8.127.

Donnons quelques détails. Nous verrons plus loin l'augmentation de la race ovine : marquons ici l'accroissement du nombre de chevaux, ânes, mulets. Il y avait en Corse en 1882, 8.000 ânes et 11.844 chevaux de plus ou moins de trois ans, 1.000 mulets naissaient chaque année. Le rapport total par rapport à 100 hectares du territoire total était de 3 têtes 6 ; il est en 1892 de 4 têtes 1. Et si le rapport de la race bovine, est resté sensiblement le même, au cours de ces dix années, 7 têtes 2 par 100 hectares en 1882, 7 têtes en 1892 ; par contre la race porcine a beaucoup augmenté : en 1882, le rapport était de 9 têtes 2 ; en 1892, il est de 11 têtes.

III

Voilà donc quel était l'état de notre agriculture, à une date toute récente, en 1892. Il laisse beaucoup à désirer : nous constatons en effet, la baisse continue de nos cultures de céréales, le développement des surfaces incultes. Nous sommes ainsi dans la néces-

sité d'importer beaucoup de produits, que notre sol aurait pu facilement nous donner ; de la farine, des pommes de terre, des œufs, des bestiaux, du saindoux. On aurait cependant tort de trop noircir le tableau, et de s'imaginer que tout progrès est impossible. Non, l'on ne doit pas dire aux Corses : quittez votre sol, abandonnez vos terres ; éloignez-vous, car vous ne sauriez pas, vous ne pourriez point vivre chez vous, même misérablement ! Quelque triste que soit notre situation, elle n'est cependant pas désespérée. Un travail soigné, bien dirigé : une bonne volonté continue de la part de tous, suffiraient à la rapidement améliorer. Mais déjà on a commencé ; la statistique de 1892 mentionne des améliorations foncières importantes : défrichement de landes 2.702 hectares ; reboisement (semis ou plantations) 137 hectares ; drainages 197 ; dessèchement 50 ; irrigations : terres labourables 316 hectares, prairies 224 ; reconstitution de vignobles 1.870 hectares.

Puis la valeur vénale d'un hectare ne s'est-elle pas accrue ?

Ainsi en 1882 :

	1 ^{re} classe —	2 ^e classe —	3 ^e classe —	4 ^e classe —	5 ^e classe —
Terres lab.	1.368 fr.	759 fr.	506 fr.	446 fr.	243 fr.
Prés.....	1.420	838	464	300	201
Vignes....	3.329	2.299	1.735	1.069	791
Bois taillis.	310	225	214	205	193
Futaies....	1.113	760	327	266	147

En 1892 :

Terres lab.	1.318	961	703	488	339
Prés.....	1.745	1.447	1.114	751	755
Vignes....	3.826	3.171	2.625	2.088	1.584
Bois taillis.	414	350	258	201	169
Futaies....	1.135	976	824	504	391

Ces chiffres certes, ne font que déterminer la fin d'une épouvantable crise agraire ; ils tiennent cependant compte aussi, dans une certaine mesure, d'une plus intelligente culture donnée à la terre. Le prix du fermage d'un hectare a également augmenté.

En 1882 :

	1 ^{re} classe	2 ^e classe	3 ^e classe	4 ^e classe	5 ^e classe
	—	—	—	—	—
Terres lab.	45	32	19	12	8
Prés.....	79	56	36	14	12
Vignes....	211	150	97	50	37

En 1892 :

Terres lab.	61	50	38	26	16
Prés.....	76	63	48	34	26
Vignes....	243	184	122	91	77

La culture des céréales ne semble-t-elle pas aussi se ranimer ? Ainsi pour l'avoine nous pouvons enre-

gistrer des progrès satisfaisants. On ne récoltait en 1892 que 28.756 hectolitres sur 1.798 hectaresensemencés ; la dernière statistique annuelle nous donne au contraire les chiffres suivants : 2.250 hectaresensemencés d'avoine ont produit 31.500 hectolitres.

Si d'ailleurs le blé, l'orge, le seigle ont été beaucoup négligés ; par contre, n'avons-nous pas noté une meilleure culture des légumes. Ceux-ci sont toujours plus abondants ; ainsi les lentilles, qui n'occupaient en 1892 qu'un espace relativement étroit : 23 hectares produisant 145 hectolitres, d'une valeur totale de 12.449 francs ; en 1904 au contraire 38 hectares, en sontensemencés, donnant une récolte de 456 quintaux, d'un prix de 18.240 francs. Les pommes de terre occupaient en 1904, 4.000 hectares au lieu de 3.380 en 1892. Les légumes en général (haricots, petits pois, fèves, féverolles), ne représentaient en 1892 qu'une valeur totale de 789.353 francs ; en 1904, cette valeur a beaucoup augmenté. Les haricots verts, petit pois et fèves frais, en gousses, à eux seuls rapportent 650.000 francs ; il faut y ajouter aussi, les haricots secs qui ont une valeur de 615.000 francs ! Enfin tandis que la production moyenne en maïs, par hectare, n'était en 1892 que 16 Hl. 2 : en 1904, elle est de 20 hectolitres !

La culture fruitière aussi s'est beaucoup développée. Nous connaissons déjà l'augmentation de nos prairies naturelles en 1892 ; elle n'a fait que s'accroître depuis, tandis qu'augmentaient également les prairies artificielles.

On ne mentionnait point les betteraves fourragères en 1892 (1), en 1904, on en produit 900 quintaux d'une valeur de 1.800 francs : on récolte en outre, 50.750 quintaux de luzerne d'une valeur de 507.500 francs ; fourrages verts : 210 quintaux évalués à 1.840 francs. Les prés naturels, herbages, pâturages et pacages s'étendent sur une superficie de plus de 95.000 hectares. L'accroissement du bétail que déjà nous avons noté pour 1892, n'a pas cessé d'augmenter, etc. Tous ces faits, ces chiffres, que prouvent-ils, sinon que notre agriculture n'est pas près de s'éteindre !

Nous pouvons constater en outre, d'après la statistique de 1896, que la population rurale s'est beaucoup développée en Corse ! Déjà nous savons combien l'émigration, quisévit dans notre île est surtout fâcheuse pour le développement de l'agriculture. La population est en effet chez nous, dans une très large mesure, agricole ; or, tandis qu'elle était en 1882 de 57,79, contre 42,21 population non agricole ; en 1892 elle n'est plus que de 50,31 contre 49,69. Cependant de 1891 à 1896, cette proportion change : la population agricole a augmenté sérieusement. La préface de la statistique de 1896 dira même : « L'augmentation la plus considérable de la population rurale est dans la Loire où elle atteint 6.053. Puis vient la Corse avec 5.867 personnes. » Et si les salaires n'ont pas

1. Voir *Atlas de statistique agricole*.

beaucoup augmenté de façon générale, ils n'ont cependant pas baissé. Ainsi les ouvriers non nourris reçoivent en 1904 :

ÉTÉ			HIVER		
H.	F.	E.	H.	F.	E.
2 fr. 37	1 fr. 40	1 fr. 00	1 fr. 95	1 fr. 30	0 fr. 80

Ils recevaient en 1892 :

ÉTÉ			HIVER		
H.	F.	E.	H.	F.	E.
2 fr. 29	1 fr. 36	0 fr. 98	1 fr. 92	1 fr. 09	0 fr. 84

Mais en 1892, apparaissent aussi les ouvriers maraîchers, qui avant n'étaient point mentionnés dans les statistiques. Leur salaire ? Voici les indications statistiques :

ÉTÉ			HIVER		
H.	F.	E.	H.	F.	E.
2 fr. 18	1 fr. 24	1 fr. 02	2 fr. 12	1 fr. 16	1 fr. 01

On ne remarque point dans leurs salaires, entre l'été et l'hiver, une différence aussi sensible que celle qui apparaît dans ceux des autres ouvriers, ils se maintiennent toujours à peu près au même chiffre, et ce chiffre est relativement assez élevé.

IV

N'avons nous pas suffisamment prouvé mainte-

nant, en évoquant toutes ces améliorations, en soulignant toutes ces augmentations, que notre agriculture n'est pas dans un état aussi misérable, aussi désastreux qu'on veut bien le dire. « L'agriculture corse, affirme M. Paul Bourde, en est encore aux procédés de Virgile », et M. Demoulins d'ajouter : « Elle est plutôt en dessous, car on laboure généralement le sol à la pioche. » Ah non ! Cela n'est point vrai. Les Corses, dans la plaine, sur les coteaux, partout où se trouve beaucoup de terre végétale, labourent ; ils ne piochent que dans les terrains rocailleux et pauvres ; y labourer, serait en effet impossible. Il est vrai de dire que la charrue employée est plutôt vieillotte. Pourtant comme partout ailleurs, en Corse aussi « *alla aratro a chiodo di virgiliana memoria, che graffia soltanto la terra, si vanno sostituendo perfizionati aratri in ferro* ». Parfaitement : les machines agricoles se font plus nombreuses sur notre sol : en 1892 on comptait 34 roues hydrauliques, 7 machines à vapeur ; au total 138 chevaux vapeur. Voici l'inventaire des machines agricoles proprement dites : Charrues bisocs ou polysocs, 397, défonceuses, 33. Ce qui donne avec le total des charrues simples : 8.609 charrues. Houes à cheval : 18. Machines à battre : 9 Semoirs mécaniques : 5. Faucheuses : 37 moissonneuses 4 : faneuses 6 : véhicules divers 11.854.

Mais ce sont là les chiffres de 1892. Nul doute qu'elles ne soient aujourd'hui plus nombreuses ; car on en a maintenant apprécié les avantages, on en connaît l'utilité, et chacun s'efforce d'en acquérir.

Si l'on veut cependant sur l'état agricole de la Corse, des renseignements généraux, puisés autre part que dans les statistiques, qu'on l'étudie alors par région. Si par certains côtés, dans les régions corse, l'agriculture est encore très peu avancée, manquant de bras et d'outils, d'une façon générale, des progrès sérieux peuvent maintenant s'y constater. Ainsi la région du Cap, qui a toujours su laborieusement et intelligemment cultiver son terrain trop rare ! Valéry l'avait déjà remarqué en 1857. « Les habitants du Cap sont, disait-il, les Troglodytes de la Corse. » Blanqui admirait aussi leur labeur tenace, leurs merveilleux résultats pour la culture de la vigne et des cédrats. Puis la région si fertile, de la Balagne où l'on trouve maints produits : des céréales, de l'huile d'olives, des vins excellents, des fruits savoureux, des fromages renommés : Roquefort, fromage corse, broccio. La région du Nebbio que Paoli avait surnommée « la Conca di l'oro ».

Les abords de Corte, où les vignobles se sont vite et considérablement étendus ; la Castagniccia où les récoltes de châtaignes sont si fortes ; la région de la Casinca où prospèrent actuellement les cultures maraîchère et fruitière ; la région d'Ajaccio, la région de Sartène, toutes deux au sol fécond où se voient à la fois des céréales, des vignes, des arbres fruitiers et des châtaigniers ; enfin les beaux jardins qui entourent Bastia. Une preuve certaine de l'état assez avancé de la culture dans ces régions, ce sont les nombreuses récompenses obtenues par chacune d'elles,

pour les produits exposés au Concours général agricole tenu à Paris en 1906. Voilà de bien douces constatations. Certes, beaucoup reste encore à faire. C'est un enfant, emmaillotté avons-nous dit : c'est juste, mais cet enfant est doué d'une puissante vitalité : il respire une vie intense ! Qu'on brise donc ses chaînes et il marchera bientôt, et il se développera très vite. Qu'on assure aux produits un utile débouché : que les transports maritimes ne soient pas trop chers ; que les travailleurs puissent, sans craindre les fièvres paludéennes, bien cultiver la plaine ou la montagne ; que les routes soient nombreuses et praticables, et nos agriculteurs aussitôt, devenus plus nombreux, imprimeront à l'agriculture un plus ardent essor.

V

Mais pour que l'ardeur, que mettront des ouvriers à mieux cultiver leurs champs, soit plus profitable et plus féconde, elle devra obéir à des pratiques plus modernes. Le progrès est à ce prix. Et ce progrès, les milles ressources nouvelles, qui vont en être le résultat immédiat, nous sont indispensables. La Corse est en effet un pays essentiellement agricole : une agriculture développée saura seule permettre aux Corses travailleurs, de vivre chez eux dignement, aisément. Adoptons donc de nouvelles méthodes culturelles : elles sont bien coutumières, hélas ! bien démodées, celles qui sont généralement employées à cette heure. Comment le Corse travaille ses terres ! Mais il ne

coupe même pas la paille du blé qu'il cueille ! affirmera M. Le Joindre. « Veut-il ensemençer une quelconque étendue de terrains ? dira Feydel ; il commence par y mettre le feu, pour étourdir la végétation de quantité de genévriers, de lauriers, de myrthes, de lentisques et autres arbustes, que ni lui ni ses pères n'ont jamais pu arriver à déraciner entièrement ; puis il jette la semence et donne un labour. » Ce n'est plus aujourd'hui l'exacte vérité, mais aussi quelle différence insignifiante ! De nos jours, pour préparer les terrains à ensemençer, le cultivateur en effet, comment s'y prend-il ? Il coupe les arbustes, quand ils sont gros et résistants, en laisse même quelques-uns, d'ici de là, pour assurer du frais aux bêtes, les déracine complètement quand il lui est facile de le faire. Puis branches coupées, arbustes déracinés, tout est étendu sur le sol. Il les y laisse ainsi longtemps. Et quand les chaleurs d'été les ont bien raidis, desséchés, un jour à l'approche des semailles, il viendra les y brûler. C'est l'incendie qu'avaient remarqué Blanqui et plus tard Guy de Maupassant et d'autres encore. A quelque temps de là, il laboure son champ, après y avoir préalablement, d'un geste large, par petits espaces, étendu la semence choisie : la cendre se mêle à la terre labourée et lui apporte ainsi des éléments fertilisants. C'est tout : on attend maintenant la récolte ; ordinairement bonne la première année, elle l'est moins et devient même médiocre et mauvaise les années suivantes. L'assolement d'une terre est-il terminé ? va-t-on maintenant l'ensemençer,

après les trois années de repos ? on y fera alors durant l'hiver un rapide labour, pour mieux activer l'action fertilisante de l'air et du soleil, et on l'ensemencera, l'automne venu. La terre ainsi abandonnée à ses propres forces sans jamais d'engrais, sans jamais de cultures améliorantes, ne recevant que peu de fumier, diminue ses rendements : les récoltes deviennent de moins en moins abondantes, les arbres donnent peu de fruits, l'herbe y pousse petite et rare, et les animaux, libres dans les champs, y vivent chétifs et malingres. Mais à ces maux des remèdes certains sont indiqués : il faut développer l'éducation agricole du cultivateur corse, lui faire connaître enfin la terre, ses besoins, la façon de la travailler utilement. Le principe de l'école anglaise qui gratifie le sol de qualités indestructibles et permanentes, condamné par tout le monde, serait-il regardé comme vrai en Corse ? On pourrait le croire puisqu'on l'applique... ou plutôt on l'appliquait : depuis deux ans en effet d'importants changements se sont opérés. Bien d'autres se préparent. Après des expériences concluantes sur l'utilité des engrais faites à Bastia, à Sartène, en Balagne on a enfin compris qu'il faut en user, de très large façon. On sait maintenant, cette loi fondamentale de toute culture rationnelle, qui veut qu'on restitue au sol ce que les précédentes récoltes lui ont fait perdre. L'agriculture en vérité, qui n'adopterait point pareille pratique, serait, l'illustre Liebig l'a dit, une agriculture vampire. La restitution au sol par l'action des agents

atmosphériques ne suffit plus, le système postoral ou celtique, avec écobuage, assolement triennal et reconstitution du sol par l'emploi exclusif des forces spontanées de la nature, est trop vieux ; il est aujourd'hui impuissant à nous assurer d'abondantes ressources. C'est à l'homme qu'incombe maintenant la reconstitution du sol. On a laissé jusqu'ici simplement la terre se refaire il faut faire plus à présent ; il faut la refaire par l'emploi d'engrais végétaux ou minéraux : phosphates, engrais azotés, chaux, scories de déphosphoration, etc. Coûtent-ils trop cher ? Vous qui ne pouvez les acheter, employez du moins beaucoup de fumier. On le garde paresseusement aux alentours des écuries et des étables où il se détériore bientôt et se pourrit, tandis que les champs le réclament avidement. Ce n'est pas un engrais complet ; qu'importe puisqu'il contient certainement des principes fertilisants ; c'est le plus riche de tous les engrais !

Surtout mêlez-le bien à la terre ; qu'on ne se contente plus d'un superficiel grattage ; qu'on lui préfère enfin des labours profonds. Leurs avantages sont multiples. Une terre ameulie produit davantage ; en Corse surtout, où l'on se plaint avec raison du manque d'eau, le procédé est désirable. Un grand agronome anglais Hall, a dit que 36 hectolitres de blé avaient besoin, pour se développer et donner ainsi une bonne récolte, de 2.224 mètres cubes d'eau. Sur un hectare donc, 222 millimètres d'eau seraient nécessaires ; il en tombe en Corse, par an, 600 millimètres.

C'est largement suffisant dira-t-on ? Non, pourtant, car une grande partie coule et se perd, tandis que beaucoup s'évapore vite, sous l'action des brises et des vents. Mais on n'aura qu'à la retenir, en travaillant mieux la terre ; celle-ci plus rompue, plus labourée en absorbera davantage et s'assurera ainsi des réserves. L'entretien du sol, une bonne préparation pour les semailles ne suffisent point encore : il faut se procurer en outre de bonnes semences ! L'utilité de semences pures, saines, nous Corses, nous devrions cependant bien la connaître. Au lendemain de l'annexion de la Corse à la France, l'agriculture était fort délaissée, et les laboureurs très miséreux ; on fut obligé de leur procurer des semences de blé. Des spéculateurs éhontés, osèrent en trafiquer. Ils vendirent cher, des semences détestables. Nos cultivateurs, y voyant leur unique ressource, peinèrent pour les ensemercer, peinèrent pour les cultiver ; mais, juillet venu, ils ne récoltèrent rien ; et durant quelques années, les récoltes se suivirent désespérantes. La mauvaise qualité des grains semencés en était la seule cause.

Et quand germe la plante, nettoyez la terre autour d'elle ; de nombreuses graines, transportées sur l'aile des vents, y sont venues germer ; arrachez donc ces plantes néfastes qui épuisent inutilement le sol. Surtout qu'on abandonne la triste pratique de jachères aussi longues. « Elles dénotent dit la statistique de 1882, une agriculture encore dans l'enfance. » Non pas qu'il faille faire en Corse de la culture inten-

sive : non, nous avons peu de capitaux encore, peu de débouchés ; par contre notre sol est vaste et la population peu dense ; la culture extensive est la seule, que nous puissions donc entreprendre utilement, mais aussi qu'elle soit continue !

Pourquoi, au fait, craindrions-nous de beaucoup produire ? Est-ce parce qu'on appréhende une vente peu rémunératrice ? Mais, en Corse même, pour certains produits, on trouvera d'abondants débouchés : aussi pour la plus importante des céréales, pour le blé, une augmentation importante est à souhaiter. En 1882, le rapport de la production du blé par rapport à 100 habitants de la population totale, était de 229 hectolitres ; il était de 1.116 par rapport à 100 habitants de la population des cultivateurs. C'était déjà mauvais : en 1892 on produit moins encore, et aujourd'hui notre récolte en blé est par trop insuffisante : en 1904 on obtenait seulement 105.798 hectolitres, d'un poids de 82.522 quintaux. Aussi a-t-on été obligé d'importer cette même année en Corse, grains et farines, 30.145 quintaux métriques, d'une valeur de 522.000 francs. Ces chiffres ont heureusement baissés en 1905. On n'importe plus que 8.473 quintaux d'un prix de 145.000 francs. Pourtant l'importation du son semble augmenter : ainsi voici les chiffres pour 1904 : 15.914 quintaux métriques ; voici ceux de 1905 : 18.043 ! Qu'on s'évertue donc à faire diminuer ces importations coûteuses et à les faire disparaître. Comme autrefois, que la Corse arrive encore à se suffire à elle-même ! Aussi bien

pour être plus certains de débouchés larges et profitables, les cultivateurs corses n'ont qu'à abandonner les vieilles cultures, qui ont été les seules en honneur jusqu'ici. Ils devront en pratiquer d'autres plus rémunératrices : ainsi celle des primeurs. Le sol riche de la Corse s'y prête merveilleusement, ainsi que son climat. Beaucoup de terrains, sont en effet facilement irrigables ; et le fumier peut partout s'obtenir en très fortes quantités. Sa situation assez proche de Marseille ou de Nice, avec lesquelles des transports plus nombreux aujourd'hui, la mettent souvent en contact, aidera à son développement rapide. Cette culture nous assurerait certainement, de très gros bénéfices. L'exemple de l'Algérie est là pour nous le prouver : sans doute les débuts furent très pénibles, mais maintenant la production des légumes-primeurs y est considérable. Et elle s'accroît chaque année, dans toutes les régions, à Alger, à Oran, à Philippeville : tandis qu'en 1894, l'Algérie n'exportait que 7.900 tonnes de primeurs : en 1904, elle en exporte 25.000 tonnes. Cette culture, sans aucun doute, prospérerait en Corse, avec un égal succès.

Aussi a-t-on justement pensé de l'y introduire. Sur les instances du syndicat d'initiative pour les intérêts corses, établi à Marseille, M. Michalet, en effet, cet intelligent et actif agent commercial de la Compagnie P.-L.-M, celui-là même qui a développé la culture des primeurs en Algérie et a ainsi forgé son bonheur, a été appelé à s'intéresser à la

Corse. Il y est venu, l'a visitée soigneusement, et en a emporté la conviction profonde, que les primeurs pourraient s'y obtenir aussi facilement qu'en territoire algérien. Il a, dans des conférences documentées, donné de précieux conseils : déjà on a commencé à les suivre. Aujourd'hui dans plusieurs parties de l'île, les terrains sont, avec grand soin préparés pour la culture des produits précoces : tomates, artichauts, pommes de terres. Avec le travail averti d'habiles ouvriers maraîchers, des résultats notables sont déjà obtenus, et notre exportation augmente dans de sérieuses proportions.

Mais il faudra beaucoup étendre encore, cette culture qui est très lucrative. Les revenus obtenus par MM. Sorel et Lambert à Solenzara, en sont une preuve. Ils cultivent en effet, sous une centaine de châssis, melons, tomates, aubergines, haricots.

L'année dernière, ils vendaient leurs melons à Paris au mois de mai, — ils les avaient plantés au commencement de janvier — de 10 à 15 francs la pièce. Ils expédiaient, au début du mois de juin, leurs aubergines, qui étaient achetées de suite à 1 franc le kilog. Enfin leurs haricots, expédiés sur Paris, vers le 15 mai, trouvaient acheteurs à 80, 100, 150 francs les 100 kilos. Un autre exemple :

On peut compter, qu'au moment où les artichauts primeurs arrivent sur le marché, c'est-à-dire de novembre à février, le prix moyen de vente est de 3 francs le cent ; à ce prix, le produit brut en argent, d'une plantation de 12.500 pieds, pendant les trois

années de son existence, avec une production annuelle de 100.000 têtes est de :

$$\frac{300.000 \times 3}{100} = 9.000 \text{ francs}$$

Si nous déduisons de ce chiffre, les frais de culture que nous évaluerons à 2.500 francs, nous obtenons le produit net, soit 6.500 francs ; ce qui représente un bénéfice annuel de plus de 2.000 francs l'hectare, certains donnent même, des rapports plus élevés : 4.000 francs à l'hectare (1).

Comment pourrait-on ne pas suivre ces précédents. D'autres marchés que Paris s'ouvrent à de pareils produits : la Suisse, l'Allemagne, l'Angleterre surtout, en importent chaque année pour de très fortes sommes.

En même temps, qu'ils s'efforceraient d'obtenir très vite, des produits agricoles recherchés, les cultivateurs corses, devraient encore, sur des terrains propices, entreprendre d'autres cultures très rémunératrices : ainsi celle du coton. Qu'on puisse facilement l'obtenir en Corse, aucun doute n'est possible ; il y pousse en effet à l'état sauvage ! Combien de voyageurs se sont enthousiasmés, devant ces fines plantes, aux extrémités boutonneuses ; et au moment de la maturité, devant ces capsules ouvertes, rejetant, blancs, soyeux et semblables à du lait qui s'écoule d'une coupe trop pleine, des filaments nombreux, qui tachent ainsi, joyeusement, le vert sombre des bois ! Et maintenant qu'on s'efforce, pour assurer

1. M. German.

sur le sol national, à nos manufactures de filature et de tissage, encore tributaires de l'étranger, une matière première abondante, de développer la culture du coton dans nos colonies, Algérie, Madagascar, le Soudan, on a aussi tenté d'introduire cette culture en Corse. Des particuliers eurent l'intelligente initiative d'en planter d'assez vastes espaces. Le succès n'a pas été complet, la première année : la saison avait été trop mauvaise ; mais il est certain que les généreux efforts de M. Costa, de Calenzana, ne tarderont pas à recevoir une large récompense. Mille autres plantes : houblon, betterave, lin, chanvre, pourraient aussi facilement y fleurir : les expériences faites, ont donné les meilleurs résultats.

Il est seulement suffisant de bien travailler la terre. Cependant pour la remuer plus profondément, pour lui donner enfin l'utile et nécessaire préparation qu'exige une bonne récolte, il faut encore avoir, outre de la bonne volonté, des instruments meilleurs. Oui, je le sais, des économistes distingués nous l'ont dit « la machine agricole pénètre seulement là, où la rareté de la main-d'œuvre, fait d'elle une véritable nécessité. C'est donc très certainement, qu'elle ne donne pas à une exploitation culturale, les mêmes supériorités, qu'à une entreprise industrielle. » Mais, chez nous n'est-il pas vrai ? la population est encore très claire, 33 habitants à peine par kilomètre carré ! il y en a sur le continent français 77. Nous avons donc un pressant besoin des machines agricoles : défonceuses, batteuses, faneuses,

herses, etc. Il y a eu en effet, dans l'arrondissement de Calvi, des champs, où le blé n'a pu être cueilli à temps, et où il ne l'a été qu'imparfaitement après. Etant trop mûr, tandis que les épis étaient agités, les grains allaient bientôt, nombreux, se perdre dans la terre foulée. On a déjà commencé à en faire venir, tant mieux ; que ce mouvement de progrès ne cesse pas de continuer !

Aussi bien, il n'est pas simplement nécessaire de beaucoup produire, il faut souvent faire plus : il faut savoir donner à certains produits une fabrication soignée ; et nous, Corses, nous ne le faisons point, nous ne saurions pas le faire. Nos huiles sont excellentes, nos vins sont très recherchés quand, avec nos seuls produits, d'autres que nous, les préparent. Les préparons-nous nous-mêmes, aussitôt on les repousse et les prix baissent. Il faudra donc introduire dans nos procédés de fabrication de profonds changements. L'olivier, on a eu tort de l'ignorer jusqu'ici, peut donner des récoltes excellentes annuellement, et non pas seulement de façon intermittente ; on n'a qu'à lui appliquer de bonnes fumures, des soins intelligents, des traitements spéciaux. Les olives s'obtiendront ainsi plus abondantes ; et quand les fruits sont mûrs, nous ne pourrions certes pas, les détacher de l'arbre comme en Provence, mais il nous faut les laisser séjourner moins longtemps, sur la terre, souvent humide, dont l'huile plus tard, gardera encore le mauvais goût. Cette huile, il faudra soigneusement l'épurer, et la conserver proprement. Ainsi, les

158.541 quintaux d'olives que nous récoltons donneront certainement un revenu supérieur à celui qu'ils donnent actuellement : 2.536.556 francs ; au lieu de la vendre couramment 0,75 ou 1 franc le litre, notre huile se vendrait aux mêmes prix élevés, qui ont cours à Nice. Hâtons-nous : les débouchés, comme pour le coton, augmentent chaque jour. Les importations d'huiles d'olives au Japon par exemple, ont quadruplé de 1903 à 1905. Voyez les chiffres donnés par les statistiques mikadonales : 1903, 30.000 kilos d'une valeur de 40.000 francs ; en 1905, 120.000 kilos, au prix de 140.000 francs. La France a la première place dans ces importations ; que la Corse travaille, par une meilleure fabrication, à la lui conserver !

Nous avons aussi 6.853 hectares de vignobles, qui nous donnent 239.855 hectolitres. Parce que notre vin est mal fabriqué, il n'est pas « franc de goût, frais et limpide » comme il devrait être. Souvent même, par suite du mauvais entretien des futailles « il prend le goût de moisi, ou même de pourri » (1). Aussi les prix sont peu rémunérateurs : 25 francs l'hectolitre. Combien ils pourraient hausser ! La Corse devrait en effet, produire des vins aussi estimés que ceux de Bordeaux, de Madère ou de la Champagne ! Ceux du cap Corse, parce que réussis ordinairement, ne trompent-ils pas le goût du plus fin dégustateur, et ne croit-il pas, en buvant tel vin de Canari par exemple ou de Morsiglia, boire du

1. M. Boyer.

Frontignan ou du Malaga ? Réformons donc nos vieux procédés de vinification, pour assurer à nos produits, des débouchés avantageux. Nous ne craindrons plus alors la mévente. Quand ils seront bien fabriqués, bien présentés ; quand nous-mêmes, réformant nos mœurs et obéissant à de plus nobles principes, nous ne les condamnerons plus, sans nul doute, notre agriculture prospérera.

VI

Mais l'homme, pour exercer sur le sol une action plus puissante, pour retirer de la terre des revenus plus forts, a besoin de nombreux animaux de ferme. Ils nous assurent en effet, d'importantes ressources, soit que nous les élevions pour avoir de la viande ou de produits accessoires, soit que nous leur demandions une force musculaire puissante. En Corse pourtant, l'élevage est bien mal compris encore, et nos bêtes ne nous donnent point, les bénéfices espérés. « Beaucoup d'espèces sont plus petites en Corse que sur notre continent. Le plus grand cheval ne serait ni de taille ni de force, à monter un dragon ; le bœuf pèse à peine la moitié de celui de France, et le cochon un tiers. L'âne est d'un trop petit volume, pour pouvoir servir de monture, même à une femme. » Feydel a beaucoup forcé le tableau sans doute ; mais le fond reste vrai. Tandis que l'élevage, partout est une industrie, renouvelée par la zootechnie et que, de tous côtés, des méthodes heureuses

de sélection et de croisement améliorent les races, la race corse est toujours petite et maigre. Elle est forte, courageuse ! Qui ne connaît l'endurance de nos chevaux corses, le pied sûr de nos mulets, les bons services que nous rendent nos ânes ? Ce sont là assurément de précieuses qualités ; mais facilement, nous pouvons leur en donner d'autres. Soignons, conservons le poney corse ; il est incomparable, mais ayons aussi des chevaux plus forts et plus grands. Les débouchés s'étendront. On vient aujourd'hui du continent, aux foires de Saint-Pancrace à Ajaccio, ou de Calacuccia dans le Niolo, pour y acheter nos bêtes ; et l'exportation en est toujours plus élevée, tandis que les prix haussent : (ils ont atteint l'année dernière, surtout pour les mulets et les ânes, des prix excessivement avantageux). Mais cela ne doit pas nous suffire. L'armée même doit être pour nous, un sérieux débouché. Or nos chevaux n'ont point tous la taille exigée. A peine quelques-uns y arrivent et ils sont alors achetés très cher. Travaillons donc à supprimer l'obstacle, par des croisements prudents (1).

Il ne faut pas oublier aussi que la richesse d'un pays en animaux domestiques est fonction de l'intensité de sa production fourragère, et de l'habileté

1. On ne peut qu'approuver, l'excellente proposition, faite au Conseil général, par le Dr Santelli, député, de doubler la subvention de 1.000 francs, aujourd'hui accordée aux six concours de poulinières. « A cette époque de transition, d'évolution, l'éleveur, certes, a besoin d'être soutenu et encouragé ! »

avec laquelle les cultivateurs savent utiliser les fourrages qu'ils produisent ou qui croissent spontanément sur leurs terres. Ne sait-on pas en Corse, l'indiscutable utilité d'une bonne alimentation ? Quand on vota la loi de 1854, supprimant dans l'île tout droit de parcours et de vaine pâture, tous les propriétaires des bestiaux, crurent à la ruine du bétail. Ils devaient heureusement se tromper ; les propriétaires du sol, retirant ainsi de leurs terres des revenus nouveaux, y développèrent de gras pâturages ; et ainsi, non seulement le nombre des têtes de bétail augmenta, mais même le bétail s'améliora, à cause de la plus grande quantité de nourriture qu'il recevait. Qu'on étende donc la surface des prairies, qu'on rende les herbages plus nombreux, et surtout, profitant des utiles conseils donnés par les professeurs d'agriculture, qu'on développe les prairies artificielles. On devrait trouver en Corse, beaucoup de luzernières, des cultures de vesce, de trèfle ; on devrait y obtenir de fort rendements de betteraves fourragères, de carottes, de pommes de terre, etc. Déjà nous avons noté un certain réveil dans l'île, on en cultive davantage maintenant : et il est à croire qu'encouragés par de nombreux bénéfices, les propriétaires assureront et continueront cet avantageux développement. Le bétail ainsi se développera, tandis que diminuera la sérieuse importation de bestiaux, que la Corse est obligée de faire à présent. Même elle a commencé à diminuer ; ainsi en 1904, article bestiaux, nous recevions

1.496 quintaux métriques d'une valeur de 99.000 fr. en 1905 : 701 quintaux métriques seulement, d'une valeur de 47.000 francs. En outre, s'effaceront successivement nos importations de produits accessoires : des capitaux seront ainsi économisés pour notre agriculture. Elle trouvera même un autre réel avantage : l'abondance du fumier. Ne sait-on pas que la quantité du fumier donné par le bétail est en rapport avec les fourrages qui lui sont affectés ? Or la quantité de grains est proportionnelle à la quantité du fumier étendu.

VI

Cet emploi fréquent du fumier, l'usage plus répandu d'autres engrais minéraux, l'observance de méthodes culturales plus modernes, voilà ce qui est à désirer. Or, c'est précisément là l'œuvre utile, que se sont assignée nos nombreux syndicats agricoles. Ils se font l'écho de tous les desiderata, et répandent partout la voix du progrès. Par eux, chaque question est soigneusement étudiée : la nature géologique des terrains, la bonne venue d'une plante à tel endroit. Ils assignent des cultures différentes au sol granitique et granitico-argileux des arrondissements de Sartène et de Calvi, au sol calcaire ou argilo-calcaire de ceux de Bastia et de Corte ; à la plaine argileuse d'Aleria, au sol quelque peu sableux de la

Balagne ou du Cap ; ils cherchent à tout produit un débouché rémunérateur, ils combattent les fraudes, attirent l'attention sur de nouvelles cultures, etc. Mais il font plus que de conseiller, ils s'imposent même de sérieux sacrifices ; ils agissent et s'acquittent de missions importantes. Leur influence incontestable et heureuse, s'exerce surtout par les concours agricoles, par l'achat en commun de multiples engrais non frelatés. Ainsi, en quelques mois, dans le seul arrondissement de Bastia, on a fait venir 2.000 kilogr. de nitrate de soude, 3.000 kilogr. de sulfate de potasse, 2.000 de supersphosphate de chaux, 150.000 de scories de déphosphoration». A Corte, à Calvi, etc., mêmes chiffres éloquentes ! et tout le monde est satisfait de leur emploi. Comment ne le serait-on pas ? On connaît les résultats merveilleux obtenus à l'Ecole d'agriculture d'Ajaccio : ainsi « une culture de trèfle, en terrain de coteau de médiocre fertilité, avait été disposée, à l'automne 1904, pour un essai d'engrais. Partie de la surface, laissée sans fumure, devait servir de témoin ; elle donna 5.023 kilogrammes de fourrage vert à l'hectare ; une autre partie du champ reçut, sur arrière-fumure au fumier de ferme, 1.000 kilogrammes de scories de déphosphoration à l'hectare : on obtint 30.857 kilogrammes de fourrage vert. Grâce à l'engrais, on a donc réalisé, par rapport à la parcelle témoin, un supplément de 25.800 kilogrammes de fourrage ; soit environ 6.500 kilogrammes de foin, moyennant une dé-

pense supplémentaire de 80 francs (1) ». N'est-ce pas une nouvelle justification, de ce principe si répété : l'agriculture, qui opère avec parcimonie est celle qui, à produits égaux, demande le plus de capital (2) ?

On améliore ainsi le sol. Les concours annuels de Calacuccia, d'Ile-Rousse serviront à améliorer les races. Il ont obtenu déjà cette année de précieux résultats. D'autres vont encore avoir lieu. L'année 1908 verra un concours d'intruments agricoles se tenir en Corse ; elle verra surtout un grand concours de prix cultureux et de primes d'honneur ; des sommes élevées 2.000, 1.500, 1.000 francs, y seront données aux lauréats, ensemble avec des objets d'art de grande valeur. Voilà un court aperçu de l'influence féconde de nos syndicats. Leur existence pourtant, date d'hier !

Nous eûmes, il est vrai, autrefois des comices agricoles dans tous nos arrondissements. M. de la Rocca en parle dans son savant ouvrage, *La Corse et son avenir* de façon très élogieuse. Mais leur durée fut éphémère : elle ne fut pourtant pas sans résultats. Par eux en effet, différentes associations syndicales se constituèrent : celle surtout qui s'est créée, afin d'assurer l'entretien du canal d'irrigation de la Casinca. Bien d'autres se fondèrent après : ainsi celle de Vivario, en 1861. Mais toutes elles n'eurent qu'une influence locale, souvent même insignifiante.

1. Boyer.

2. Grandeau.

Leur utilité, était cependant incontestable ; ne s'occupaient-elles pas de l'irrigation des champs ?

A présent, il est à croire qu'elles revivront et se développeront très tôt, sous la forte poussée des syndicats. N'a-t-on pas dit pourtant, qu'en agriculture l'association ne pourrait point prospérer ? S'il est logique de constater parallèlement au processus dans le développement industriel, un processus plus timide, mais certain dans le développement agricole, il ne semble pas possible toutefois, d'établir une pareille ressemblance, quant à l'association. L'amour individuel et exclusif, que le paysan a pour sa terre lui défend toute mise en commun ; d'ailleurs les travaux agricoles ne se prêtent pas à une aussi grande division de travail, que les établissements industriels. Aujourd'hui l'agriculture doit reconnaître pourtant, elle aussi, l'utilité de l'association ; par elle seule, les travaux difficiles peuvent être faits, et les instruments agricoles coûteux, achetés : c'est la force des petites classes rurales. En Corse elle ne saurait plus tarder à rayonner partout.

« La tâche que nous avons assurée, a dit le généreux patriote, M. le Président Grassi, nous ne la croirons remplie que le jour ou dans le plus éloigné de nos hameaux, le dernier de nos cultivateurs sera bien pénétré de cette pensée, qu'il ne peut attendre que de ses efforts personnels, une amélioration à son sort, et qu'il ne se décidera à venir aux syndicats, pour bénéficier de leurs conseils, des facilités qu'il accordent, et coopérer ainsi à l'œuvre

commune.» Quelle tâche plus noble ? Elle l'est d'autant plus, que déjà ces paroles élevées, soulignent des actes féconds. Et tandis que l'orateur les énumère, on devine entre ses mots, un intime plaisir ! Il a raison d'en être fier.

Ainsi a été constitué, le cercle agricole de Cagnano, où les cultivateurs réunis, travailleront à l'adaption toujours plus large, de procédés cultureux moins coutumiers. On a créé à Ville-de-Piétrabugna, une assurance mutuelle contre la mortalité des vaches : par elle un plus grand usage sera fait, de la vaccination charbonneuse. A Bonifacio s'est fondée une coopérative de production très intéressante, doublée d'une coopérative de vente. Les adhérents bonifaciens, montrant ainsi la voie, aux producteurs de la Balagne, ont versé une somme de 3.350 francs pour établir un moulin à huile coopératif. Tous y apporteront leurs olives ; elles y seront pressées. Le produit ainsi obtenu, sera sans aucun doute parfait, puisque des personnes expérimentées, seront chargées de la fabrication de l'huile. Celle-ci sera vendue par les soins de la coopérative elle-même ; les prix qui lui seront offerts, seront certainement élevés, et les sociétaires réaliseront ainsi de sérieux bénéfices.

D'autres coopératives de vente sûrement s'organiseront.

« C'est une entreprise difficile et délicate, dira justement M. Valran, que de conduire en même temps, l'exploitation agricole et l'entreprise commerciale. » Les producteurs n'ont pas les loisirs voulus ou les connaissances exigées, pour obtenir et comprendre

les mille renseignements sur les marchés, les prix, les combinaisons de tarifs, si nécessaires cependant pour une vente profitable. La coopérative au contraire y verra là sa tâche ; puis en groupant toutes les quantités, créera le stock, et lui donnera un nom — un nom commercial, qui, si les produits sont bons, leur assurera dans la suite, des débouchés toujours plus larges.

Ces avantages réels ont frappé l'attention de tout le monde ; et de partout on signale la formation de nouveaux groupements d'agriculteurs, dont le but est la vente collective des produits agricoles : des laiteries coopératives, des coopératives oléicoles... etc. Les résultats obtenus sont excellents ; ainsi les huileries coopératives, ont fait augmenter le prix des olives dans leur rayon d'action d'au moins 0 fr. 50 le double décalitre. Déjà les syndicats, en achetant en même temps, une très forte quantité d'engrais, n'en avaient-ils pas fait baisser le prix de 40 à 50 0/0 ?

L'Etat a cru devoir encourager ce mouvement économique ; et par sa loi du 30 décembre 1906, a autorisé d'assez fortes avances, aux sociétés coopératives agricoles. La Corse ne saurait rester réfractaire à un pareil progrès, elle aussi verra se créer sur son sol de nombreuses sociétés ; et la vente de ses vins, de son huile, de ses primeurs, de ses châtaignes, par leurs soins deviendra plus sûre et plus productive.

C'est là un puissant levier pour notre relèvement économique.

Mais il en est un autre aussi, nécessaire, indispen-

sable à la Corse : la société de crédit. Les syndicats agricoles, qui se sont efforcés de fournir à l'agriculture corse, tous les instruments d'une bonne culture, n'ont pas manqué de lui procurer, le plus précieux de tous ces instruments : le capital argent. « Il n'est pas moins indispensable, dira justement M. Gide à l'agriculteur qu'à l'industriel. »

Il l'est même beaucoup plus, car l'agriculteur est obligé d'attendre bien plus longtemps, la rémunération de son travail. L'agriculture est en effet « le métier de l'an qui vient » (1). Le paysan n'a pas, comme l'industriel, un banquier derrière lui, surtout le paysan corse, très pauvre ; qu'il puisse au moins compter sur une caisse rurale. Celle-ci existait déjà dans quelques parties de la Corse, mais ses secours, son influence, étaient trop faibles, trop étroits. L'organisation même en était défectueuse. Il fallait mieux ; et un matin du mois de novembre, les journaux annonçèrent à l'île étonnée, cette joyeuse nouvelle : « Une assemblée générale des syndicats agricoles de la Corse et des caisses locales de crédit agricole mutuel, aura lieu à Corte, dimanche prochain 17 novembre, vers 1 heure du soir, dans le but d'organiser en Corse, le crédit agricole mutuel, et de créer à Corte, une caisse régionale ».

L'Assemblée eut lieu, et la Caisse régionale fut établie : on lui assigna pour siège la ville de Corte, le centre de la Corse ; on lui choisit comme prési-

1. Gide. *Economie sociale*.

dent un Corse aux idées larges et fécondes M. Arri-ghi de Casanova. La liste de souscriptions se couvrit bientôt de noms, et des versements furent effectués. Les lois de 1894 et 1899 étaient obéies. Déjà même, la constitution de la Caisse Régionale de Crédit a été publiée au *Journal officiel*.

La Corse va donc avoir droit ainsi, aux avances faites par la Banque de France ; elle aussi va toucher quelques bribes de ces 80 millions (à l'avance de 40 millions en effet faite par la Banque de France. s'ajoute une redevance annuelle, qui la double maintenant), mis gratuitement à la disposition de l'agriculture. C'était urgent : alimenté et organisé de la sorte, le crédit mutuel, fera chez nous, à présent, de rapides progrès. Les caisses locales du crédit apparaissent déjà de différents côtés ; et l'agriculteur, possédant un gage suffisant ou une caution sérieuse, pourra aujourd'hui, en versant seulement 5 francs sur la part de 20 francs qu'il a dû signer, réclamer à la caisse locale des prêts de 100, 300 francs ; souvent même, si la banque régionale est prospère, de 1.000, de 1.500 francs ! Son billet, valable seulement pour trois mois, sera au besoin renouvelé, après acompte. Et l'intérêt de l'emprunt, autrefois si usurier pour les paysans, ne dépassera jamais 4, 5 o/o ! Quelle excuse pourra-t-on trouver à l'avenir, pour expliquer ces terrains en friche, ces sols dévastés ? n'a-t-on pas les capitaux voulus ? qu'on en profite et surtout qu'on en sache tirer parti ! Que les Corses obéissent à leur juste proverbe : cun travagliu, pru-

denza l'economia, — trova l'omo arichissi per la via».

Nous devons ainsi ces bienfaits à l'Etat : nous lui en devons déjà. En créant à Ajaccio une école pratique d'agriculture, il a beaucoup fait pour le développement agricole de la Corse. Les savants en effet, qui y enseignent, loin de se confiner dans leurs cours, très soucieux au contraire de la prospérité de notre île, travaillent avec les professeurs des chaires spéciales ou départementale, à imprimer dans l'esprit de leurs élèves et de toute la population agricole, les principes nouveaux d'une culture plus rationnelle. Ces élèves, mieux instruits que leurs pères sur les besoins des champs, sauront devenir en outre d'utiles conseillers : par eux la science, de proche en proche, se répandra indéfiniment. Les cultivateurs corses trouveront encore de précieux éléments d'instruction, en assistant aux nombreuses conférences, qui sont faites par les professeurs, successivement, dans tous les villes et villages, et dont les sujets ne peuvent que les intéresser. Je note le sommaire de quelques-unes : « Reconstitution du vignoble. Nécessité d'étendre les cultures fourragères. Rôle du syndicat agricole. Coopération à l'achat et à la vente ». « Culture à propager dans la commune : amandiers, mûriers, plantes fourragères. Soins à donner aux olives. Utilité et organisation du crédit agricole ». « Avantage des syndicats agricoles Projet de création d'une association syndicale d'arrosage. Entretien des prairies naturelles : emploi des engrais sur ces prairies. » (1).

1. Ces conférences ont été faites à Calvi, à Corbara, à

Pour rendre cet enseignement sérieux, plus profond encore, l'Etat devra, ensemble avec le département, fournir des subventions pour la création de champs d'expérience, de champs de démonstration. Sans doute, on en trouve auprès de certaines chaires, où l'on fait de profitables essais sur telle culture, sur tel engrais, à Sartène, à Bastia, à Calvi... mais tous les habitants ne peuvent pas ainsi profiter de ces instructives « leçons de choses ». Les champs de démonstration au contraire, établis dans différents endroits de l'île, et transportés, quelque temps après, sur d'autres, de façon « à répéter les démonstrations, sur des sols de constitutions et de fertilité différentes » (1), forceront la conviction des agriculteurs. Cette plante qui se développe sous leurs yeux, les frappera plus que le renseignement obtenu par écrit, ou l'indication donnée de vive voix. Aussi bien la circulaire du ministre de l'Agriculture du 19 décembre 1885 ne reconnaît-elle pas une très grande utilité à cet autre enseignement ? « Le professeur départemental ne doit pas se borner à un enseignement purement oral... mais appuyer ses leçons de démonstrations pratiques, instituer des expériences publiques sur les machines ou instruments à propager et conduire ses auditeurs, dans des champs, pour y constater *de visu*, les résultats obtenus, par l'emploi de procédés

Bastelica, par M. Farcy, maintenant professeur départemental d'agriculture, en Corse.

1. Rapport de M. Farcy au Préfet de la Corse sur l'utilité des champs de démonstration.

perfectionnés. » Qu'on en facilite donc l'application dans notre département !

A l'administration incombe une dernière tâche : « Elle pourra et devra aider les cultivateurs, dit M. de Lanessan, en achetant leurs produits toutes les fois que cela sera possible. » Or cela est parfaitement possible en Corse, pour la culture du tabac. La France en a besoin. Sa production est insuffisante ; l'Algérie ne peut plus lui suffire. Pourquoi ne développerait-elle pas chez nous cette culture qui serait sûre d'y trouver un plein succès. Déjà en effet elle y a été faite, on l'y fait encore, et les résultats obtenus sont ou ont été satisfaisants : ainsi à Letia, Soccio, Propriano, Ostriconi. Mais les recettes, à cause du manque de débouchés, ont toujours été peu abondantes. Nos représentants consciencieux, entre autres M. le Dr Sautelli, député de l'Arrondissement de Calvi, ont sollicité de l'Administration des tabacs, l'engagement d'acheter en Corse, une quantité maximum, qu'elle même déterminerait, de feuilles de tabac, de la variété qu'elle-même désignerait. Pourquoi ne pas accéder à de si légitimes désirs ? Ce serait pour la Corse une précieuse ressource, car cette culture est très rémunératrice. Elle peut donner jusqu'à 1.387 francs à l'hectare !

L'Administration de la guerre ne devrait-elle pas aussi acheter en Corse l'avoine nécessaire à la nourriture des chevaux du département, et ne point l'importer d'Algérie ? Ce serait un précieux encourage-

ment à la culture, assez prospère déjà, de cette céréale.

Surtout l'Etat ne doit pas, en jetant sur le marché, une grande quantité de produits, faire choir les prix jusqu'à des taux insignifiants, et qui sont loin d'être rémunérateurs. Ainsi cette année, on a livré à la consommation de l'île, l'abondante récolte des vignobles de Casabianda à 10 francs les 100 kilos ! Certes, elle a été de suite achetée ; mais les autres viticulteurs ont beaucoup perdu ! ils n'ont pu vendre leur raisin, à des conditions satisfaisantes, ou même n'ont pas pu le vendre du tout.

Qu'on encourage au contraire par tous les moyens les cultivateurs de l'île à beaucoup produire. Ils ne tarderont pas, stimulés de la sorte, instruits, soutenus à faire de la Corse, le prolongement naturel des côtes de Provence, ou plutôt, comme le dit justement M. Reclus, pour la France tempérée, une sorte d'Algérie insulaire.

Le reboisement

On a pu lire dans un numéro du *Bastia-Journal*, du mois d'octobre 1907 : « Les journées des 7 et 8 novembre 1907, feront date dans les annales de la population de Ghisonnacia, qui est encore sous l'empire de l'émotion la plus profonde. Le Fiumorbo, ainsi que son nom l'indique, descend aveuglément de la montagne, avec une telle impétuosité et un bruit

infernale dans la matinée du 7, que l'inondation gagne tout d'un coup, vers 10 heures, le vaste espace de terre, qui se trouve entre Ghisonnacia, Migliacciario et le rivage de la mer, qui déferle et mugit comme un taureau en furie.

Il est 8 h. 1/2 du soir ; des cris : « au secours ! » se font entendre à l'entrée du village, côté sud. On s'empresse d'accourir. Le logement de la veuve Andreani, est envahi par le courant des eaux de la route nationale, qui menacent d'emporter la maisonnette. Et plus loin cette autre dépêche venant de Tox : « Une trombe d'eau d'une violence extrême s'est abattue sur le territoire de la commune de Tox, dans les journées d'hier et d'avant-hier. Les châtaignes et les olives, dont la récolte commençait à peine, et qui sont la principale ressource de la population de cette commune, ont été emportées par l'impétuosité des eaux. »

Moi-même, au cours d'une courte villégiature dans le charmant village de Prato, j'ai pu constater les ravages déplorables, occasionnés en quelques instants, par une pluie torrentielle. Les murs de soutènement, s'effondraient avec un fracas formidable. La terre végétale, libre ainsi, s'étalait sur les routes et les sentiers ; tandis que les cultures maraîchères, de ces lieux travaillés, s'en allaient à la dérive, éparpillées improvisées, dans l'onde énormément accrue des rivières. Et partout en Corse, on a eu plus ou moins à déplorer des pertes ! Nous trouvons en effet dans l'*Ile de Beauté* du 15 novembre 1907, un

petit entrefilet ainsi conçu : « Parmi les régions, que les derniers mauvais temps ont fortement éprouvées, la Corse peut sans contestation être placée au premier rang. De tous côtés arrivent à la préfecture de nombreux télégrammes, annonçant que la pluie tombe avec une violence et une persistance inconnues jusqu'à ce jour. Aussi une grande partie de notre département est inondée, et de ce fait, les récoltes perdues, les ressources complètement anéanties. » Et ces effets désastreux, que nous signalons en Corse, se sont produits avec une presque égale gravité, dans les bassins de la Garonne, de la Loire et surtout dans le Midi viticole, dans cette vaste région qui s'étend entre les Cévennes et la Méditerranée.

Pour n'être pas aussi terribles que celles de cette année, des inondations chaque année viennent ravager des contrées différentes. Pourquoi cette situation si grave ? Parce qu'on détruit les forêts. C'est l'unique explication que l'on trouvait au bas de tous les articles, commentant les causes de ces fléaux dévastateurs : oui, « il faut cependant le dire et le crier pour qu'on l'entende, et que nul ne puisse plus prétendre qu'il l'ignorait : les inondations sont consécutives à la destruction des forêts. Il y a dans la disparition de celles-ci et la fréquence de celles-là, une relation de cause à effet. C'est par la déforestation stupide et criminelle, dont la terre française est victime, que notre climat ne connaît plus de saisons, que les pluies diluviennes y succèdent aux sécheresses,

et que le merveilleux réseau de rivières et de fleuves, qui faisait de la douce France, un immense jardin, est devenu, pour la moitié du pays, une permanente menace de mort » (1). Et rien ne semble mieux établi. Chateaubriand déjà affirmait que partout où les arbres ont disparu, l'homme a été puni de son imprévoyance.

Le rôle bienfaisant des forêts est, en effet, considérable, au point de vue économique : elles condensent la chaleur, et par le refroidissement de l'atmosphère ambiante, amènent une circulation atmosphérique salubre. L'évaporation aussi y est moindre : les arbres de nos forêts, les maquis de nos bois, les vergers de nos champs absorbent au contraire et conservent cette eau de pluie qui tombe ; et par eux, à travers leurs feuilles, leurs branches, leurs troncs, elle s'infiltré dans la terre créant, de nombreuses sources. Les surfaces boisées attirent en outre l'eau que contient l'air, et influent ainsi sur la fréquence des pluies.

Même pour ceux qui, comme Dove et Roscher affirment que le boisement et le déboisement des plaines n'exercent aucune influence sur la quantité des eaux du ciel, ne peuvent ni les augmenter, ni les faire diminuer, il restera toujours vrai que la distribution s'en fera dans des conditions meilleures. Les eaux en effet, si elles n'étaient point absorbées par la mousse spongieuse des forêts, par les

1. Baillif.

touffes d'herbe, s'évaporerait bientôt ou bien au lieu de se réunir en sources, tomberaient périodiquement sur les montagnes et les plaines, en masses torrentielles et des tructives.

Par leurs nombreuses et puissantes racines, enserrant le sol dans leurs innombrables réseaux, les arbres le protègent encore contre l'entraînement ; ils le rendent même plus perméable ; ils donnent à cette terre boisée, peut-être stérile d'abord, un humus de plus en plus abondant qui la fertilisera et augmentera ainsi sa puissance productive. Un massif d'arbres enfin constitue un véritable rempart contre le vent et le froid, un couvert assez complet pour abriter la surface environnante, contre les influences météorologiques. Quelle utilité n'ont-elles pas, les plantations de cyprès en Provence ? L'Algérie ne doit-elle pas un peu de son avantageuse précocité, à la culture développée des roseaux ?

Le procès du déboisement est donc maintenant tiré au clair ; tous le condamnent et le déclarent cause des ruines et des misères que nous déplorons. Pourquoi ne point chercher à l'enrayer ? Les millions annuels qui sont versés aux victimes des inondations, s'ils soulagent quelque peu leurs horribles souffrances, ne combattent point pourtant le mal, à sa base. Ils ne sont point le remède, mais de simples potions calmantes, de simples palliatifs.

Si on ne veut pas qu'ils soient frappés continuellement d'impuissance, il faut les employer à une réfection immédiate et intensive en même temps que

des lois sévères, complétant celles timides de 1860 et 1864, et les articles du Code forestier, seraient votées pour protéger et encourager la forêt encore existante, ou à recréer (1). Ainsi disparaîtront les orages et les tourmentes dévastateurs, dont la périodicité et la violence s'exaspèrent de plus en plus; et l'on n'aura plus à craindre de voir de placides et minces rivières, qui d'ordinaire comme la Vidourle dans le Midi, de Fiumorbo en Corse, tachent à peine d'un filet d'eau, leur large lit desséché, se brusquement transformer en torrents irrésistibles.

La Corse surtout, profitera de cette nouvelle et sage administration. 200.000 hectares de forêts, dont 132.283 hectares sont soumis au régime forestier, couvrent ses hautes montagnes. Formées, sur les pentes inférieures, de mélèzes et de pins laricio; à mi-côte, vers 1.200 mètres d'altitude, de hêtres, chênes blancs, chênes lièges, charmes, trembles, aunes, genévriers, châtaigniers, qui eux-mêmes cèdent bientôt la place aux seuls sapins et bouleaux, elles se divisent facilement en trois masses principales : au Nord, celle de la Haute-Balagne; celle de Valdioniello presque au centre de l'île; et plus au midi enfin, celle de Bavella. « J'ai vu bien des forêts dans des pays divers, affirme M. Van-der-Velde; j'en ai vu de belles en

1. Un projet de loi sur la protection due aux forêts, vient d'être déposé par MM. Fernand David et Pierre Baudin députés. Celui-ci en explique clairement les motifs dans le numéro du *Journal*, du samedi 15 février 1908.

Suisse, j'en ai vu au Liban, à Java, à Bornéo ; mais je peux dire hardiment, que Bavella est ce que j'ai vu de plus beau, en fait de forêts. Celui qui n'a pas vu la forêt de la Bavella, n'a rien vu ».

Combien d'autres aussi ont admiré ces hardis végétaux « se cramponnant, comme de grands orteils à des blocs de granit à peine couverts de terre et si hauts, si menaçants qu'on les croirait à l'abri de toute atteinte (1). » Ils ne le sont malheureusement pas. De violents et nombreux incendies sont souvent à déplorer. Mérimée les notera avant que d'aborder dans l'île, et Blanqui les stigmatisera aussien des phrases très justes. Ils existent encore pourtant. Le feu crépite toujours dans nos forêts, rapetissant, consumant, dévorant enfin ces gros arbres, sur de larges espaces, où ne se voient plus après que des cendres fumantes. En 1906, 2 incendies se sont déclarés dans les forêts domaniales, parcourant un espace de 674 Ha. 01, et 33 dans celles des communes, dévastant 977 hectares : 15 étaient dus à l'imprudence ; 25 au contraire, étaient le haineux résultat de la malveillance. A la fin de l'été 1907 encore, une fumée épaisse et de hautes flammes, jetant au loin une rouge lueur tremblante, signalait l'incendie au cœur même de la forêt auguste de Vizzavona : quelques jours auparavant déjà, le feu en avait détruit en bref temps, 200 hectares à la périphérie !...

1. Blanqui.

Quels sont donc ces coupables ? Les auteurs des sinistres demeurent inconnus et introuvables. Pourtant on les devine ; et de tout temps, tout le monde a accusé le berger : soit pour satisfaire des rancunes misérables, insignifiantes, contre de trop sévères gardes-forestiers, soit même dans l'intérêt de leurs troupeaux, ils n'hésitent pas à faire jaillir l'étincelle dangereuse. Et pour gagner quelques centaines de francs, ils en font perdre des milliers. Savent-ils réellement tout le mal qu'ils causent à l'île ? la valeur des dégâts qu'ils occasionnent. Mais ces vastes forêts, protègent notre terre contre le soleil qui la calcinerait, du vent et des orages, qui bientôt la disperseraient, ne laissant plus que des rochers laids et stériles. Des milliers de touristes qui viennent aujourd'hui ou qui viendraient demain pour les admirer, et pour librement respirer en leur silencieuse et imposante compagnie, un air pur et fortement oxygéné, s'éloigneront aussi de la Corse !

Les sources d'eau fraîche qui nombreuses, surgissent dans la plaine, apportant souvent ainsi, une grande atténuation aux maux d'une sécheresse obstinée, se tariront ! Ils brûlent à présent, mais savent-ils que plus tard, quand l'eau sera devenue plus rare, quand manquera la terre, quand aux flancs des coteaux dénudés, leurs chèvres ne pourront plus se nourrir, enfin frappés par l'horreur de leurs actes, sans plus rien pour subsister, ils seront obligés d'aller au loin, y chercher les ressources qu'ils ont dissipées chez eux ? Non, ils ne le savent pas :

aussi nous semble-t-il urgent que les instituteurs, avec les municipalités, s'appliquent à répandre ces idées de sage prévoyance, dans l'esprit des bergers ! Aussi bien, quand ils sauront trouver ailleurs, pour leur bétail, dans de grasses prairies, une nourriture plus abondante, ils éviteront sans doute de pareilles calamités.

Mais le remède à ce mal destructeur, en outre des lois, et meilleures qu'elles, ce sont les sociétés « les amis des arbres » qui se fondent nombreuses, de tous côtés : en Italie, où la fête de l'arbre est célébrée en grande pompe ; en Suisse, dans certaines parties du Centre et de l'Est de la France, en Corse enfin.

Oui, tout récemment une société des amis de l'arbre, a été créée à Lévie ; et la fête qu'elle a organisée le 10 août, a brillamment réussi. Elle prospère en effet et se développe très vite. 1.500 plants sont déjà en pépinière : 200 arbres fruitiers déjà greffés, ont été distribués : des semis de châtaigniers sont préparés. A son exemple, d'autres certainement vont se fonder aussi, et ainsi l'Île Verte qu'est la Corse, par la suite, mieux encore, méritera ce nom.

Mais avant, il nous faudra conjurer encore un autre danger aussi grave, plus grave peut-être que celui qui vient d'être signalé : la déforestation de nos châtaigneraies. Des 67 départements de la France, intéressés à la culture du châtaignier, la Corse vient au quatrième rang, pour l'importance de la production — elle ne produit que 460.462 hectoli-

tres de châtaignes, d'une valeur de 2.684.367 francs; l'Ardèche occupe le premier rang avec 470.000 hectolitres. Pour l'importance des châtaigneraies au contraire, elle doit être classée avant tous les autres, — elles y couvrent en effet plus de 40.000 hectares !

Pourtant depuis que le châtaignier, employé jusqu'ici comme bois de chauffage ou bois d'œuvre, a trouvé un débouché très actif, dans la préparation du tanin, elles diminuent considérablement. Il y a environ douze ans, quatre usines se sont installées : à Folelli, Champlan, Casamozza et Barchetta. Elles ont rapidement progressé : elles absorbent annuellement plus de 150.000 mètres cubes de bois ; si bien que, avant quarante ans, plus tôt peut-être, il y aura encore en Corse quelques châtaigniers, mais il n'y aura certes plus de véritables châtaigneraies. L'exportation, en effet, s'intensifie rapidement ; on n'expédiait d'abord qu'en France : on expédie maintenant en Angleterre et surtout en Allemagne. On exportait en 1898, 684.000 kilos d'extrait de tanin ; en 1900, 6 millions ; en 1903, 8 millions. 19.000 tonnes étaient expédiées en 1905, en 1906, 22.000 ! L'usine de Barchetta à elle seule, utilisait chaque jour plus de 250 mètres cubes de bois, qui représentent environ 200 châtaigniers. Elle vient d'être fermée tout dernièrement : une grève, par moments très violente, due à un salaire qu'on jugeait trop bas, a été cause de cette mesure. Nul doute pourtant, qu'elle ne rouvre bientôt ses portes, et ne reprenne le cours de son exploitation très profitable. Les usines d'acide galli-

que fournissent en effet des dividendes élevés, (20, 25 o/o) à leurs heureux actionnaires !

Doit-on se désintéresser de pareils faits ? Doit-on ne pas avertir du danger qu'il court, le besogneux propriétaire, qui, fasciné par l'or, vend à des taux insignifiants, sans plus replanter, cet arbre nourricier de la Corse ? Non, car si ce coup de folie n'est pas endigué, comme le disait justement M. Massimi, il réduira bientôt à la plus extrême misère, les habitants des douze cantons de la Castagniccia. Des mesures urgentes devront donc être prises. Il ne faut point oublier en vérité, les inappréciables services que nous ont rendus nos châtaigniers, qu'ils nous rendent encore (1). Non seulement comme les autres massifs forestiers, ils nous donnent le bois qui nous chauffe, les madriers qui nous abritent, les meubles qui nous servent ; mais plus qu'eux tous, ils nous donnent le pain qui nous nourrit. Oui, c'est ce pain sucré, qui a rendu à nos pères, toujours au combat, la lutte toujours possible ! Cette *pollenda* a pu suffire à tous leurs besoins : et aujourd'hui encore, combien de communes, qui perchées sur les hauteurs, ne sauraient trouver d'autres ressources, que celles généreusement

1. Une châtaigneraie, a-t-on dit justement, est une sorte de laboratoire dans lequel la nature travaille, pour ainsi dire seule, à enrichir le domaine, par un utile appoint de matières fertilisantes. Accroître, perfectionner les châtaigneraies, c'est donc rendre meilleur la nourriture de l'homme, augmenter les produits de sa porcherie, faciliter l'engraissement du bétail et multiplier les engrais qui donnent de bonnes récoltes. »

fournies par de vigoureux châtaigniers ! Les contrées plus prospères, qui peuvent cumuler différents produits, ne trouvent-elles pas dans l'exportation de la farine ou des châtaignes un revenu avantageux ? L'arrondissement de Corte, en 1903, a exporté 3.329 quintaux de châtaignes fraîches à 8 francs le quintal. La même année, le département exportait 43.345 quintaux de châtaignes à destination de la France, de l'Algérie et même de l'Italie. N'est-ce pas là un précieux revenu.

Aussi les syndicats, le Conseil général et plusieurs autres notabilités se sont mis vivement à l'œuvre. Non, on n'expulsera point les industriels, on ne fermera point leurs usines. C'est là, au contraire, un débouché à conserver, une source de richesses qu'il ne faut pas tarir : plusieurs ouvriers ont du travail ; le commerce de l'île est plus actif et les propriétaires peuvent se procurer des ressources urgentes. Le remède est autre part : toujours comme pour les forêts, il faudra replanter. « Il ne faut pas croire qu'on plante et qu'on sème des arbres, dans cette île favorisée du ciel : le châtaigner seul, l'arbre à pain du pays, jouit du privilège de la culture ; on daigne le planter ; parfois même quand il est jeune on l'arrose, mais on ne fait rien de plus » (1). Avons-nous donc perdu aujourd'hui, même la bonne habitude de planter des châtaigniers ? Non : on a vu, à juste titre, dans cette négligence de replanter, une autre raison

1. Blanqui.

que la paresse ou la mauvaise volonté : ce sont les difficultés à se procurer des plants, et les dépenses à effectuer.

Aussi des pépinières ont-elles été établies, et en 1910, des distributions gratuites de plants déjà greffés, seront faites dans les principaux centres. Leur nombre, encore insuffisant (il y a des pépinières à Biguglia, à Murato, à Campile, à Pietralba, etc.), devra s'accroître. Les usiniers voyant, cette solution très favorable à leur propre intérêt, depuis 1907, donnent chaque année au syndicat agricole de Bastia une somme de 9.000 francs. Le département accordera aussi des subsides, pour le développement de cette utile création. Les pépinières devraient en effet pouvoir fournir, pour totalement remplacer les châtaigniers exploités, plus de cent mille arbres. Nos agriculteurs se hâteront de tirer, de pareille mesure, tout le parti possible ; ils reboiseront tous ces terrains meurtris, troués et dont de ci, de là, quelques troncs non encore déracinés, semblent les monstrueuses bosses. La bonne volonté de jadis se manifestera encore. « En 1851, nous avons pu distribuer 4.000 arbres d'essences diverses ; 6.000 en 1852. Les demandes des propriétaires, excèdent tous les ans, le nombre de 250 pour l'arrondissement ; et celui des arbres demandés est souvent plus élevé que celui des arbres mis en distribution. On pourrait sans exagération placer 50.000 arbres tous les ans. L'arboriculture est très bien comprise, dans notre arrondissement. » Voilà ce que disait

M. Benedetti, pépiniériste à Arena : ne devons-nous pas y lire un heureux présage pour demain ? Que ce courant du reboisement, malheureusement arrêté, reprenne donc bientôt sa course productive, alimenté de toutes les bonnes volontés du pays !

L'Etat, le département d'ailleurs, par des primes assez importantes et soigneusement réparties, encourageront les volontés défaillantes, décideront les personnes incertaines ; ils aideront dans ses travaux assez coûteux de replantation, le pauvre laboureur : 1 franc par arbre comme prime de plantation et 2 francs comme prime de conservation ; dégrèvement des terrains plantés de châtaigniers ; tels sont les encouragements à accorder (1). Bientôt ainsi, de bas en haut, nos montagnes se draperont d'une végétation verdoyante, que ne viendront plus déparer et salir, les larges taches des terrains déboisés.

Mais de même que ces usines d'acide gallique, qui pourront sans nuire à nos ressources, sans compromettre notre avenir, augmenter nos richesses en se développant ; ainsi dans notre île devront se créer aussi d'autres industries, exploitant nos forêts. Des scieries mécaniques, en plus grand nombre, comme celles qui existent déjà à Francado et à Bastia, fabriquant des planches, des grosses poutres, des soliveaux et des solives, etc. ; des usines, comme celles de Bonifacio et de Bastia, tirant partie de notre

1. Voir rapport de M. Farcy au préfet de la Corse et de M. Donati à l'Assemblée générale du syndicat agricole de Bastia.

liège abondant : nous en avons exporté, en 1906, 1.558.623 kgs.

De nombreuses charbonnières pourront aussi s'y faire. Bientôt des industries de vannerie utiliseront ces bois, dont notre île est, à juste titre, si fière !

Enfin l'Etat se décidera, maintenant que des routes plus nombreuses, qu'on augmentera encore et dont on assurera le parfait entretien, sont établies, à y venir chercher, pour ses constructions maritimes, les arbres dont elle a besoin. Elle renouvellera plus avantageusement l'expérience déjà faite. Pourquoi en effet, ira-t-elle toujours les acheter en Norvège, ou même en Italie ? En Italie, mais c'est précisément du bois de nos forêts qu'on y trouve, et qu'on vend comme originaire de Norvège, à des prix élevés ! Qu'elle vienne donc les tirer de la Corse, où elle pourra les avoir à meilleur compte. Elle développera en même temps les ressources de cette île, qui a été si longtemps oubliée, délaissée, et ce qui est pire, qui semble l'être encore. Sous le titre langoureux, « *Toujours délaissée* », M. Lusinchi ne le fait-il pas justement remarquer, dans un court article paru dans l'*Ile de Beauté* ? « Au mois de juillet 1907, le Sénat votait une loi, écrit-il, une toute petite loi, portant déclaration d'utilité publique des travaux de restauration et de conservation de terrains en montagnes, à exécuter sur diverses parties du territoire français : entretien de sentiers, reboisement des collines, etc., et cela sur une étendue de 31.523 hectares... Or, dans la liste des dépar-

tements, qui sont compris dans cette répartition de la manne gouvernementale, j'y trouve pour le bassin des Alpes, la Drôme, l'Isère, l'Ardèche... Et la Corse ? La Corse ! elle a été une fois de plus oubliée... Il ne faut plus qu'il en soit ainsi. Tout comme les autres départements, nous avons droit à notre part de secours. Nous sommes tout au moins aussi intéressants que les Savoyards et les Basques. » Pourquoi aller chercher du bois au Canada ? se demandait déjà Blanqui. La France saura désormais racheter son oubli ; elle s'efforcera par son concours et ses encouragements, d'assurer enfin le développement économique de ce riche département.

Les Corses eux-mêmes, maintenant qu'on leur a savamment et longuement expliqué l'utilité incontestable des cultures arbustives fruitières, se décideront à écouter les conseils excellents des professeurs d'agriculture. Comme les essences forestières en effet, les essences fruitières sont capables de tirer le profit maximum, de notre sol montagneux. L'aman-dier, le noyer, le prunier, l'abricotier, peuvent facilement s'y acclimater. La vente de leurs fruits, sitôt cueillis ou après dessiccation, peut fournir aux cultivateurs qui s'en occupent, des sommes élevées. Qu'on étende donc la plantation de l'arbre, partout ! Qu'on fasse plus encore ! Qu'on le soigne : on ne se donne aujourd'hui la peine, que de ramasser ses fruits ; il faut que désormais on s'y intéresse davantage, qu'on le greffe, qu'on le fume, qu'on l'arrose aussi souvent que possible, qu'on empêche la

dent des chèvres et des autres animaux de leur nuire, etc. Puisque, par exemple, un remède efficace contre la mouche qui tuait l'olivier, est aujourd'hui trouvé; puisque la méthode du docteur de Cillis par les traitements arsénicaux, expérimentée sur plus de 16.000 oliviers, les a complètement préservés, tandis que les arbres voisins, non traités, étaient considérablement atteints par la maladie. qu'on l'applique donc en Balagne, où les nombreux oliviers assureraient ainsi de très gros bénéfices ! (1). Pourquoi même, n'en augmente-t-on pas les revenus, en greffant les nombreux sauvageons que l'on y voit encore ? Plantez, greffez, ayez pour l'arbre qui doit être la parure et le soutien de la Corse, ce culte religieux qu'il mérite. Emaillez donc vos plaines et vos bas coteaux, d'arbres à fruits ; et plus haut, faites-y croître des oliviers ; rendez-les plus touffues ces châtaigneraies, dont Jean Lorrain admirait le moutonnement de verdure qui monte du fond des vallées à l'assaut de la montagne. Que vos hauts sommets ne se déparent jamais de leur éclatante couronne, tissée de hêtres et de bouleaux ; que l'on puisse ainsi voir bientôt en Corse, fleurir toutes les cultures, et chaque culture fleurir dans un terrain propice ! De nombreuses industries devront les exploiter toujours, mais les anéantir, les faire disparaître, jamais...

1. Avec plaisir, je note les importantes mesures, prises déjà par le syndicat agricole de Calvi et d'Ile Rousse, dont les chefs : MM. Luzy, Capifali, Salvini, Colombani, dirigent si intelligemment, les constants et généreux efforts...

CHAPITRE VII

L'industrie

Ce qui doit surtout nous encourager, à persévérer dans cette voie d'intelligentes réformes, ce sont les succès que nous avons déjà obtenus, partout où se sont sérieusement appliqués nos efforts. Nulle part pourtant, ils ne sont aussi appréciables que dans les industries pastorale et fromagère. Celle-ci activée par des capitaux étrangers, dirigée par des hommes de grande expérience, de véritables professionnels, venus des contrées les plus renommées pour cette fabrication, a acquis aujourd'hui, à la satisfaction de tous, un considérable développement. Par une meilleure culture des prairies, de plus nombreux troupeaux ont pu paître et grandir. La production du lait, déjà considérable avant, s'est accrue encore dans de notables proportions. Et tandis qu'autrefois, on ne savait comment utilement l'employer, qu'on le vendait souvent à des prix très

minimes, qu'on en fabriquait des fromages du pays excellents peut-être, mais inconnus ou oubliés ; ce lait est aujourd'hui utilisé de façon tout à fait lucrative, et donne un prix rémunérateur. Des fromageries modèles, comme celles si perfectionnées du continent, sont établies chez nous, dans différentes parties de notre île, et on y prépare un fromage « Roquefort » d'excellente qualité. Notre lait avec ses éléments plus nourriciers, plus gras s'y prête très avantageusement : « il est supérieur à tous les laits connus, dira justement M. Douati ; nous n'avons pas hésité à le proclamer, du jour où nous avons pu étayer cette supériorité, sur des analyses chimiques irréfutables : il est plus riche en beurre et en fromage, que celui de la brebis du Larzac, qui était réputé le meilleur de tous les laits de brebis. » Aussi la production du fromage s'accroît-elle considérablement : et les débouchés si rares jadis, abondent à présent ; partout l'on exporte et l'on vend. Quelques chiffres puisés dans des statistiques agricoles, nous ferons mieux mesurer l'étendue de ce rapide développement.

En 1882, la quantité de lait employée à la fromagerie était.....	292 Hl.
En 1892, cette quantité, atteint le total de.....	135.453 Hl.
En 1882, la production totale en from- age gruyère était de.....	2.850 kilos
En 1892, cette production était éva- luée à.....	1.651.038 kilos

Le prix d'un kilo de fromage, autrefois si infime, 0 fr. 75 ou 0 fr. 90, est aujourd'hui en moyenne de 1 franc et même 1 fr. 10. Aussi les bénéfices obtenus ont-ils beaucoup augmenté : ils sont à présent de 1.883.993 fr. Le litre de lait, qui était auparavant vendu 0 fr. 15 ou 0 fr. 20, s'est élevé depuis à 0 fr. 25, et ne tardera pas à être payé 0 fr. 30. L'importation assez notable que l'on faisait en Corse des fromages du continent a heureusement diminué : tandis qu'elle était en Corse, en 1904, de 1.299 quintaux métriques, en 1905 elle n'est plus que 1.156 quintaux. L'exportation en augmente, au contraire : à elles seules, les maisons de Roquefort installées en Corse en ont expédié de nos divers ports, plus de 500.000 kilogrammes (1).

Ces résultats heureux, naturellement, suivant un principe de force continue, en ont produit ou vont bientôt en produire d'autres. Déjà ne s'est-on pas sérieusement occupé, d'améliorer notre race ovine. Elle possède de nombreuses qualités très appréciables de rusticité et d'agilité : mais il faudra développer davantage ses qualités laitières. Le syndicat agricole de Bastia, s'y est donc attaché avec une persistance, qui forcera le succès. Par ses soins, des conférences sont faites,

1. Voici les chiffres généraux :

Exportation de fromages

1904.....	451.334 kilos
1905.....	454.264 —
1906.....	695.461 —

de Monti-Rossi

des concours sont organisés ; et d'après le premier qui vient d'avoir lieu le 8 et 9 septembre 1907, à Calacuccia, on peut croire qu'ils seront tous suivis avec attention, et que leur influence sera grande. Comme la Suisse avec ses taureaux renommés, comme la Bretagne avec ses remarquables vaches, la Corse ainsi, aura incessamment les meilleures brebis. Les bergers mieux instruits, y attacheront certes le plus grand prix ; pour avoir à présenter les béliers les meilleurs, les brebis les plus riches, ils s'efforceront de bien sélectionner leurs reproducteurs mâles et femelles, en écartant soigneusement ce qui est très mauvais ou médiocre, en ne conservant que ce qu'il est bon de conserver. Les récompenses, toujours assez élevées, ne seront accordées qu'aux animaux les mieux entretenus et les plus gras ; nos pasteurs se feront aussi un devoir d'introduire dans leurs habitudes, plus d'hygiène, plus de propreté. Pour assurer en outre, à leurs troupeaux, une nourriture saine et bien plus profitable, au lieu de courir durant l'été à travers les côteaux dénudés, et dans les vastes forêts, où l'herbe est trop rare ; sans descendre pendant l'hiver à la plaine, y vivre de ses gras pâturages, ils resteront toujours fixés au même endroit. On développera au lieu et place de ces terrains incultes, qu'aujourd'hui encore recouvre le maquis, de larges et hautes luzernières, des prairies très vastes. Ce sera pour eux, un rapide moyen d'obtenir plus de lait et d'accroître encore leurs bénéfices toujours insuffisants.

Mais cette réforme, profitera considérablement aussi, à l'agriculture de l'île. Puisque l'emploi des engrais minéraux, est encore trop limité, en empêchant enfin cette antique exhumance de nos troupeaux, des hauteurs aux rivages et réciproquement, on se procurera un plus abondant fumier, une plus riche fumure : des produits, meilleurs, s'obtiendront de la sorte, plus nombreux ! Puis, ces vastes champs où la terre est trop rare, ces coteaux impropres à une sérieuse culture de céréales, auront maintenant une destination productive ; aux dépens de ces sauvages plantes qui nuisent au sol et l'épuisent, du trèfle ou de la vesce, indéfiniment s'y étendront. Car les pâturages très recherchés, sont d'une vente facile et d'un rapport certain. L'un par l'autre ainsi, propriétaire et berger, terres et moutons se rendront plus utiles et plus heureux !

Et sûrs d'une nourriture aujourd'hui peut-être encore trop rare, mais certainement abondante demain, les troupeaux augmenteront dans l'île comme par le passé ; car il n'y a plus à craindre la mévente du lait. Pour l'acheter en effet, ne viendront plus seulement des capitalistes étrangers : des sociétés corses se sont constituées, tout à fait sérieuses et bien établies. Elles ont créé d'importantes fromageries aussi : concurrençant sérieusement les premières par de plus larges concessions faites à leurs fournisseurs de lait, elles ne tarderont pas à prospérer. Mieux encore, sous l'influence heureuse de M. Donati des associations fromagères vont se créer dans l'île, entre plu-

sieurs propriétaires de troupeaux (1) ; le lait des troupeaux, appartenant aux sociétaires sera réuni ; des laiteries leur appartenant, le manipuleront, et les bénéfices de la vente seront soigneusement répartis entre eux tous, au prorata de leurs apports en lait. Sans aucun doute, leur initiative sera bientôt couronnée d'un succès aussi réel, aussi plein, que celui obtenu par les bergers de l'Aveyron. On aura à enregistrer chez nous, d'aussi heureux progrès : dans l'Aveyron, tandis que l'on ne comptait en 1830 que 100.000 brebis laitières, il y en a actuellement plus de 521.000 ! En Corse, nous sommes encore loin d'en avoir d'aussi considérables quantités : même, dans la période décennale qui a séparé les deux grandes statistiques agricoles, de 1882 et 1892, on constate une sensible diminution : ainsi dans la première, notre île, avec 54 têtes 5 par cent hectares du territoire total, se classait parmi les 19 départements, les plus riches en troupeaux : plus tard, elle n'apparaît au contraire, qu'au milieu des 22 départements, qui n'ont plus que 32 à 52 têtes par cent hectares ; la Corse n'en comptait en effet que 46 ! Depuis cependant, une augmentation certaine de notre bétail a eu lieu, et il est à croire, qu'ainsi favorisée des circonstances, elle s'affirmera toujours davantage ! Ce sera pour l'île une richesse nouvelle : et plusieurs personnes, autres que les bergers, en jouiront directement : celles qui, par exemple, sau-

1. Cela a été déjà fait au Bevinco.

ront utiliser les sous-produits, celles qui trouveront des débouchés et organiseront la vente méthodique, assurée de tous ces produits ; les propriétaires surtout qui pourront retirer des pâturages de leurs terres, en même temps, et de plus fortes sommes, et des sommes entièrement acquittées en argent, si tels sont leurs désirs. Aussi s'efforceront-ils avec cette augmentation de leurs revenus, de non seulement donner à leurs propriétés une culture plus soignée, mais aussi de réaliser d'autres projets, de s'intéresser à d'autres spéculations industrielles.

Par ce plus grand élevage de la race ovine, il y aura en Corse une plus grande production de viande, de peaux, de laine ! Pourtant, à en croire M. Battanchon, président de la Commission technique au concours de Calaccucia, dans le Niolo, cela n'est pas à espérer. « Cette amélioration est poursuivie, dit-il, non pas au point de vue de la boucherie : le régime auquel les troupeaux corses sont soumis, au moins dans l'état actuel de l'agriculture locale, ne permettrait guère d'en attendre de bien sérieux résultats : encore moins au point de vue de la laine, car pour réaliser dans ce sens de riches améliorations, ce serait la race tout entière qu'il faudrait ou modifier par des croisements, ou remplacer... » : mais pourquoi ne pourrait-on pas l'espérer, en changeant ce régime, en le transformant de façon utile ? Si les brebis, pendant les rudes hivers, trouvent toujours un abri sûr, si pendant l'été, des prairies irriguées avec soin, remplacent pour elles, l'herbe courte et brûlée dont

elles se nourrissent à présent, pourquoi ne donneraient-elles pas et de laine et de la viande ? et à ces heureuses modifications, pasteurs et cultivateurs, y ont, nous l'avons vu, gros intérêt !

Dans l'île pourront donc apparaître aussi, des filatures, des industries de tissage, des peausseries. Celles-ci ont existé autrefois à Bastia ; même elles étaient nombreuses ; elles y sont très rares aujourd'hui. Celles-là, trouvant dans l'île à la fois la matière première et la clientèle, devrait s'y créer ! Le meilleur avenir semble leur sourire. Ainsi cette considérable importation si coûteuse, à laquelle nous sommes astreints maintenant, cesserait : elle est actuellement pour les tissus, de 53 quintaux métriques, d'une valeur de 41.000 francs et pour les ouvrages en peau, de 8 quintaux métriques, d'un prix de 18.000 francs. Non seulement nous pourrions, par nous-mêmes, suffire à tous nos besoins, mais même nous devrions travailler à exporter.

II

Ces économies réalisées, ces bénéfices obtenus, nous permettraient aisément de développer, par nos propres ressources, nos industries extractives. Nous n'ignorons plus les richesses de notre sol ; nous les savons très utiles à nos besoins ; il faudrait enfin les tirer des profondeurs où elles se cachent. Aussi bien, en ce sens, un mouvement sérieux, peut se noter chez nous actuellement.

Ainsi les carrières, qu'on classera d'après la nature des substances extraites, de la façon suivante : granits et porphyres : 54 ; calcaires : 75 ; marbre : 5 ; amiante : 1 ; calcho-schistes : 25. Plus de trois cents ouvriers y travaillent ; et une exportation toujours plus forte, se fait à destinations de Marseille et de l'Italie. Les résultats pourtant devraient être meilleurs : nous connaissons en effet, l'excellence de nos granits ; et cependant la plus grande partie en demeure encore inexploitée ! Mais une société va bientôt se constituer : elle aura précisément pour but de tirer un sérieux parti de marbres et pierres rares de la Corse (porphyre rose du golfe de Porto, granit d'Algajola, jaspe vert d'Orezza, granit orbiculaire de Sartène, serpentine d'Ersa). « Il est à souhaiter, dit le rapport, dont je tire ces documents, qu'une affaire de ce genre réussisse. » Assurément : mille intérêts divers réclament l'établissement de cette importante association. Une pareille, s'était déjà constituée autrefois ; mais des circonstances défavorables avaient rendus ses exportations difficiles et son exploitation pénible. Aujourd'hui au contraire tout semble se présenter à souhait, et le meilleur avenir semble réservé à cette jeune société. Par elle de nombreux ouvriers seront employés à la fabrication de divers articles : autels, cheminées, fontaines, tombeaux, dalles, etc. Ces divers produits, sont sûrs de trouver des débouchés faciles et abondants partout, mais en France surtout ; pauvre en marbre elle est obligée en effet d'en importer chaque année, pour une très forte somme.

De pareils progrès, seraient encore à souhaiter dans l'exploitation de nos mines. L'industrie minière en Corse, est d'ailleurs assez développée. Il existe en effet 18 concessions, qui se repartissent ainsi : mines d'anthracite : 1 ; de fer : 1 ; de granit : 4 ; 3 d'antimoine ; 8 de cuivre ; 1 de mispickel. Combien d'autres pourraient cependant être faites ! Mais l'élan est donné ; et plusieurs sociétés nouvelles et anciennes, font aujourd'hui des demandes d'autorisation, pour rechercher d'autres gîtes miniers. Il s'en faut pourtant de beaucoup que toutes ces mines soient consciencieusement exploitées : en vérité quelques-unes à peine le sont : on peut citer en 1906 celle d'anthracite d'Osani, celles d'antimoine de Luri-Castello, Meria et Ersu : celle de mispickel de Losari ; enfin celles de cuivre de Linguizetta, Saint-Augustin, San-Quilico, Frangone et Vezzani. Ces concessions pourtant, s'augmentent à la fois et s'élargissent : ainsi en 1906 la Société des mines d'antimoine de Luri faisait une demande d'extension de concessions ; tandis qu'au courant de la même année, se constituait avec un capital très élevé, la Société Anonyme Française des Mines et Fonderies de Francard ; devant les ressources rencontrées, celle-ci ne tardait pas après de minutieux travaux de prospection, à demander une extension de concession pour l'exploitation de nouveaux terrains.

La production des mines est assez importante, bien que jusqu'à cette heure, les sociétés se soient occupées à des travaux d'établissement, plutôt qu'à

des travaux d'exploitation. La mine d'Osani, qui en 1905, donnait 1.000 tonnes d'anthracite, n'en a donné en 1906 que 430. Cette différence s'explique ainsi : on voulait installer un transpordeur pour l'embarquement du charbon dans la baie de Gravella ; mais cette installation, par suite du temps défavorable, n'a pu être rapidement faite : maintenant terminée, on pourra certainement retirer du charbon en plus grosses quantités. Meria a eu une production de 285 tonnes, Frangone 200, Tama 402 ; les autres ont fourni des rapports plus faibles encore ! Mais elles sont toutes à leurs débuts, et il n'est pas douteux qu'elles prospéreront bientôt. Les travaux sont menés de façon rapide et sérieuse ; ainsi, à la mine d'Osani travaillent 97 ouvriers, 105 à celle de Meria, 39 à celle de Luri, 20 à celle de Tama, 15 à celle de Saint-Augustin, 9 à celle de Losari. L'exploitation toute récente, des mines d'arsenic sulfuré de Matra, entreprise par son propriétaire M. Marsily, donne déjà de notables résultats. Une demi-douzaine d'ouvriers en retirent 6 à 8 tonnes de minerai par jour ; les filons en sont très gros. Ainsi se déchirera complètement, cet épais voile qui nous laissait deviner, sans nous les laisser voir pourtant, les précieuses ressources de notre île. Quand on les aura extraites, il ne faudrait point les envoyer sur le continent pour y recevoir le complément nécessaire de fabrication : mais nous devrions les manipuler ici même, en Corse. Ce serait là pour l'île, la source

de gros revenus, en même temps que pour les producteurs, des frais moindres de transport. Tel est en effet, le but que veut atteindre la société de Francardo. Déjà l'usine, qui va traiter le minerai, se dresse ; et de simples travaux d'installation définitive, sont encore nécessaires.

Francardo, ce petit village si coquet va ainsi, s'embellir et s'accroître ! il est si hospitalier et sa route est si belle ! Un immense et solide pont se voit à la sortie du hameau. En dessous, coule le Golo fameux, qui semble toujours raconter aux nombreux passants, par le bruit sonore de ses ondes tumultueuses, les grandioses, les tragiques histoires dont il fut toujours l'indifférent témoin. Jusque-là, depuis la gare, pendant environ 1 kilomètre, de coquettes maisons basses et toute crépies à la chaux, pour mieux vous voir et mieux se faire aimer, gracieusement, bordent votre chemin des deux côtés. De hautes montagnes l'abritent de très loin : tandis que par devant, au bout de la large plaine qui s'étend, piquée de mille bâtons, soutiens des jeunes vignobles ; au delà des coteaux verdoyants qui la limitent, se devine la mer. Il était très commercial jusqu'ici ; pendant l'été, tandis que la foire du Niolo attire une foule nombreuse, pour s'y rendre, plusieurs voyageurs le traversent, et souvent, à l'aller ou au retour s'y arrêtent ; il va maintenant devenir industriel ; et des fumées saliront son atmosphère si pure ! qu'importe ? Il y a de larges espaces à son alentour.

Une autre usine, actuellement terminée, va y

fabriquer, en effet des matériaux de construction. M. Chardon, celui-là même qui a imprimé aux usines d'acide gallique, un si puissant mouvement, en est l'heureux propriétaire. Il vient de combler un vide, préjudiciable aux intérêts de la Corse. Si nous consultons rapidement les statistiques de nos ports de commerce, nous voyons en effet une considérable importation de matériaux à bâtir, chaux, briques, ciment, etc.

Ainsi en 1905 :

Calvi, a reçu 2.555 quint. métr. de matériaux.

Ile Rousse, 12.798 quint. métr.

Saint-Florent, 928 quint. métr.

Macinaggio, 1.707 quint. métr.

Bastia, 44.908 quint. métr.

Porto-Vecchio, 1.889 quint. métr.

Propriano, 27.216 quint. métr.

Ajaccio, 31.590 quint. métr.

toutes ces marchandises nous arrivent en très grande partie de Marseille ou de Nice. Nous subissons donc, une double perte, frais de transport et inutilisation de nos propres produits. Aujourd'hui, une sérieuse économie va avoir lieu, grâce à cette louable entreprise (1).

1. Cette usine pourrait même, en fournissant de la chaux comme engrais, rendre de très appréciables services à l'agriculture.

III

Combien d'autres industries, aussi nécessaires, pourraient encore se créer en Corse ! « Les importations, écrivait Feydel, consistent, comme dans tous les pays sans arts, en outils, meubles et ustensiles, merceries, quincailleries, vêtements. Après la cession de cette île faite à la France par les Génois, ceux-ci, accoutumés à fournir aux Corses les productions de leurs manufactures, continuèrent ce trafic avec la même activité : leurs profits ont toujours monté de 30 o/o à 50 o/o. » Cette remarque, n'est-elle pas toujours vraie ? jadis, tout nous venait de l'Italie, de Gênes ; aujourd'hui, presque tout nous vient de France. Et si une guerre éclatait ou même une grève, si un empêchement quelconque enfin survenait, nous serions bientôt sans aucune de ces mille ressources indispensables. Pourquoi donc ne pas étendre chez nous ces usines d'alimentation qui foisonnent autre part ? Tout un département serait leur clientèle ! et des transports nombreux pourraient même leur faciliter l'exportation des produits superflus ! N'est-ce pas ce qui se passe déjà pour nos usines de pâtes alimentaires ?

Il y a longtemps qu'elles existent et qu'elles prospèrent. La ville de Bastia, à elle seule, en compte plusieurs. « Celles-ci surtout, disait en 1854 M. Fabiani, dans sa réponse à M. Clavé, auraient dû

appeler votre attention, car leurs produits, dont la supériorité est aujourd'hui reconnue en France et en Angleterre, font déjà une rude concurrence à celles de Gênes ou de Naples. » La même prospérité se constate pour nos industries de confiserie, qui sont plus rares cependant. Le commerce avec la France reste stationnaire ou même décline : en effet on exportait de Corse pour la Métropole en 1904 : 983 quintaux métriques de fruits confits : on n'en exporte plus que 763 quintaux métriques en 1905. Par contre le commerce avec l'étranger s'active, et en 1906 l'industrie de la confiserie, a expédié plus que toutes les années précédentes. Cette marche progressive et heureuse ne pourra que s'accroître davantage. Maintenant en effet une sérieuse impulsion se manifeste chez les agriculteurs de particulièrement s'adonner à la culture des arbres fruitiers, des cédratiers surtout. La culture des cédrats en effet, est à encourager dans notre île, car le sol et le climat s'y prêtent à merveille. Dans son *Voyage en France*, M. Dumazet dit « qu'en Corse un cédratier est en plein rapport, au bout de huit à dix ans. Il donne alors de 40 à 50 kilos de fruits par an. Certains arbres peuvent même donner de 70 à 100 kilos. » Un hectare peut donc facilement rapporter de 1.200 à 1.500 francs !

Notre industrie séréricole avait autrefois une situation aussi favorable. Plus que toutes les autres, elle avait été l'objet de multiples encouragements. Depuis très longtemps on a favorisé sur notre terre, éminemment favorable, la culture du mûrier. Mêm

des primes furent allouées, et aujourd'hui encore, l'on peut voir aux environs de Bastia et en Balagne des mûriers plantés du temps de Louis XVI. En 1830, des pépinières furent créées à Ajaccio et à Pigna : et alors les plantations de mûriers se firent très nombreuses. Cette culture promettait en effet le meilleur avenir. Blanqui en parlait avec grand espoir. A présent des mûriers se rencontrent partout, et leur venue est admirable. « La Corse est le département de la France qui est le plus heureusement situé pour la culture du mûrier. » Cette affirmation de M. de la Rocca n'était point exagérée ; puisque après lui, M. Bigot disait encore : « Le pays est tout à fait apte à la culture du mûrier, même dans la montagne. Cet arbre y prend des proportions magnifiques : ses feuilles sont larges, vertes et tendres. »

Cependant elles ne sont pas toutes utilisées : M. Farcy le constatait même tout récemment, dans un rapport. Pourquoi ? L'industrie de la soie ne serait-elle point prospère ? Elle l'était ; mais aujourd'hui son état devrait beaucoup s'améliorer ! Voyons les chiffres ! En 1892, malgré toutes les promesses faites alors par les économistes et les professeurs, le nombre des sériciculteurs n'était encore que de 469. Les onces de race française mise en incubation, étaient au nombre de 641 : une once produisait en moyenne 48 kgr. 475 ; la production totale fut de 31.073 kilos. En 1904 au contraire l'on compte en Corse 1.142 sériciculteurs ; les onces mises en incubation, sont

de 1.879, dont 1.836 race française et 43 race étrangère. La production moyenne d'une once est de 52 kgr. 594, et la production totale s'élève, pour les cocons frais, à 98.825 kilos. Depuis a-t-elle encore augmenté ? Non. En 1906 nous trouverons à l'exportation : soies en cocons 17.424 kilos ; donc sérieuse diminution, que ne suffit pas à compenser la quantité de soie, travaillée en Corse. Car, et c'est là aussi une triste constatation, nos filatures sont trop rares, ou pour plus de vérité n'existent point. Les statistiques n'en notent qu'une seule assez importante. Elle possède 32 bassines de plus de 3 bouts et 16 accessoires. La quantité filée en 1902 fut de 1.538 kgr.

Et cette baisse dans les résultats, fournis par les filatures et les séricicultures, n'est pas particulière à la Corse : en France, dans toutes les régions séricicoles, pareille constatation fâcheuse s'est faite.

M. Fougérol a pu dire tout récemment à Avignon, dans une réunion de filateurs français, que la production française était stationnaire depuis quelques années, et tendait plutôt à décroître qu'à augmenter. Les chiffres donnent même une diminution très sensible : ainsi en 1891 le nombre des sériciculteurs est de 139.480 ; en 1894, il est de 154.733. Voilà la hausse ; voici la baisse : après 1896, ce nombre est descendu jusqu'à 123.000, et n'est jamais monté plus haut que 137.000. Des résultats semblables, peuvent se noter pour la quantité d'onces de graines, mises en incubations : en 1896 elle atteignait encore 230.000 ; depuis elle a toujours été de 210.000. Pour-

quoi ces fâcheuses conséquences ? N'a-t-on point voté des primes de production assez élevées, en 1892, 0 fr. 50 par kilogramme de cocons au sériciculteur, et 400 fr. par bassine au filateur ? En 1898 n'a-t-on pas porté de 0 fr. 50 à 0 fr. 60 la prime allouée au sériciculteur ? Oui et les résultats immédiats de ces lois, furent excellents. Les statistiques nous les ont montrés soit en France, soit surtout en Corse : ici les primes avaient plus fait pour l'industrie séricicole, que les meilleurs avis ! mais aujourd'hui les primes ne suffisent plus. Le sériciculteur a trop de risques. Et la réussite d'insectes aussi impressionnables que les vers à soie est trop aléatoire. « Son gain, dira justement M. Teissier du Cros, ne dépend pas seulement de la pluie et du beau temps, comme c'est le cas pour tous les agriculteurs ; mais il est livré, en plus de ces risques de la nature physique, à tous les caprices autrement compliqués, de l'ordre biologique ; et ils le sont ici d'autant plus, qu'il s'agit de milles petites vies, presque artificielles. » Peut-être pourrait-on aussi mentionner comme causes de cette décroissance le développement des maladies cryptogamiques ; la délivrance de mauvaises graines, faite aux éducateurs par des graineurs, qui n'appliqueraient plus rigoureusement le système cellulaire. M. Mozziconacci, directeur de la Station séricicole d'Alais, les accuse même, d'être pour la sériciculture, un très sérieux danger.

Le remède général à tous ces maux est l'augmentation des primes. Il sera infailible ; et ceux qui ont souci du développement de notre industrie si

vieille et autrefois la plus importante peut-être d'Europe, plus ou moins forte, la réclament tous d'un seul cri, pour 1908. « La prime de 0 fr. 60 par kilogramme, donnée au sériciculteur, n'a pas été suffisante pour développer la production française, dit M. le sénateur Fougère. Pour encourager les éducateurs, pour arriver à la production normale de 10 à 12 millions de kilogrammes de cocons frais, minimum indispensable à la filature française, il faudrait porter cette prime à 0 fr. 75 au moins par kilogramme. » A la filature, il faudra assurer 400 francs par bassine, quels que soient les cocons filés, soit étrangers, soit français. C'est là, en effet, une mesure non seulement équitable, mais nécessaire tant que la sériciculture ne sera pas en état de fournir à la filature, sa jeune sœur, toute la matière première dont elle peut avoir besoin.

Nul doute que de pareils intérêts ne soient encouragés et soutenus. La prospérité de la France le veut. Et ces nouvelles mesures adoptées, en Corse, la population encouragée, non seulement emploiera toute la feuille de ses nombreux mûriers, mais en plantera même de nouveaux. A des éducations de vers à soie plus larges, s'appliqueront nos bonnes ménagères et nos jeunes filles qui aiment, qui adorent ces travaux. Ce sont leurs travaux : câlines, aimantes, obéissant sans doute à ce même instinct de nos princesses antiques, elles ont pour ce petit être des égards infinis, un soin tout maternel. Aussi réussissent-elles presque toujours, à obtenir de gros et lourds cocons, blancs

ou jaunes, toujours de qualité supérieure. En rémunérant davantage leurs efforts, on pourrait avoir en Corse une sériciculture très prospère, le climat se prêtant bien à l'éclosion des vers et à leur développement ; et de nombreuses filatures, par suite pourraient s'y créer. Une notable aisance serait ainsi assurée à plusieurs.

Combien d'autres vides à combler encore ! « A l'heure actuelle, nous dit M. Lanessan dans son intéressant ouvrage, *La Colonisation française en Indo-Chine*, l'Annam et le Tonkin produisent eux-mêmes, avec la main-d'œuvre annamite, la majeure partie des objets employés ou utilisés pour le logement, l'ameublement, le vêtement, l'alimentation. » Voilà ! jusqu'aux colonies, jusqu'à ces populations qu'on aurait pu croire de premier abord, plus réfractaires aux progrès industriels, toutes nous devancent ! Maintenant qu'on va nous accorder mille facilités, maintenant qu'un tourisme plus développé va nous apporter et des capitaux et des consommateurs, secouons notre torpeur ! Il est temps. Voyez : partout une agitation fébrile se manifeste. La vie se fait plus intense et plus occupée. « Affamée de charbon, la machine à vapeur avait écarté la fabrique des cours d'eau : l'électricité les y ramène. Partout se constate pareil mouvement en Allemagne, Autriche, Nord de l'Italie. Sur tout le massif du Dauphiné, et par tout le massif alpin, on trouve des usines considérables, installées dans tous les coins et recoins du pays, qui, il y a quelques années, vivait misérablement : maintenant il se trans-

forme à vue d'œil ; les villages s'enrichissent, les cabanes deviennent maisons (1), etc. » Nous sommes peut-être pauvres en charbon de terre, mais nous avons beaucoup de torrents, qui peuvent devenir, comme le notait justement Blanqui, de puissants moteurs industriels. La houille noire nous fait défaut, soit, remplaçons-la donc par la houille verte. Déjà, quelques industries électriques, actionnées par l'eau des fleuves, sont établies chez nous : elles nous donnent, ainsi à Corte, à Loreto une lumière brillante et peu coûteuse. Qu'on les multiplie donc, et qu'on force cette puissance considérable de la nature, qui se perd à cette heure inutilement, à limer nos cailloux ou à effriter nos rochers, à nous servir enfin.

Les produits à transformer ne nous manquent point, en effet ! Le houblon, la betterave, le lin, le chanvre peuvent s'obtenir chez nous facilement ; on en développerait certainement la production si des usines, sur place, leur assuraient un débouché lucratif.

Mais toutes ces promesses ne sont point remplies. Certes ; néanmoins elles sont trop voulues par de favorables circonstances, pour qu'elles ne soient pas tenues demain. D'ailleurs l'on peut déjà constater en certains points de l'île, des distilleries de plantes aromatiques. A Ostriconi par exemple, depuis quelques années, deux habiles continentaux, MM. Dumas et Caromil ont établi plusieurs alambics de très forte

1. M. Hanotaux.

contenance, et emportent chaque année à Nice, où ils la vendent à un prix rémunérateur, une essence de première qualité. Elle est extraite soit des romarins qui poussent librement en très grande quantité, soit de roses ou de géraniums, dont la culture s'y fait de façon parfaite. Il y a donc lieu de croire que l'exemple de ces industriels hardis sera suivi bientôt, et qu'un élan sérieux sera donné chez nous, au développement de la culture florale.

Les distilleries d'alcool ne sont point rares en Corse, ni les fabriques d'huile. L'on trouve aussi quelques industries du livre, dans les villes, tandis que dans les villages, foisonnent ces mille métiers de l'industrie domestique, qui assurent l'existence de tant d'habitants, et améliorent celle de tant d'autres. Notons en outre des glaciers, des savonneries. Citons enfin l'importante minoterie de Corte. A quelque distance de la ville elle s'élève, grande, toute blanche, avec tout à côté, son grand magasin d'approvisionnement en blés ; plus loin se voient d'autres maisons hautes ou larges, de dimensions différentes, et pour des usages divers ; alentour, sont des arbres, une vaste vigne, bien cultivée, de la verdure ; le tout charmé et attentif à la musique du Tavignano très proche, et que répète, tandis qu'elle se précipite dans les engrenages, l'eau claire du canal adducteur. Avec ses puissantes machines, l'usine crie et bourdonne plus fort encore : c'est elle qui règne en cet endroit, et ces nombreuses personnes enfarinées qui vont et viennent, des brouettes à la main ou des papiers

sous le bras ; ces grosses charrettes que tirent aisément de forts chevaux, tandis que le sable crie sous le poids ; ces mille animaux : veaux, vaches, cochons, couvées qui vivent de ses sous-produits, affirment sa puissance et son activité. Et si jamais un grave incident arrêta brusquement nos relations avec le continent, ses larges réserves, sous son toit ou dans ses succursales, seraient alors d'un précieux secours pour Corte et pour la Corse.

IV

En face de pareilles constatations, comment M. Demoulins a-t-il pu dire que l'industrie en Corse, était encore à créer ? M. Joanne l'affirmait ; oui, mais n'ajoutait-il pas prudemment, que l'établissement des voies ferrées qu'on construisait alors, lui aurait donné un plus grand élan ! Il a deviné ; prévision facile d'ailleurs, qu'aujourd'hui encore on met en avant, pour obtenir l'achèvement de ces mêmes voies ! Et il n'est niable pour personne, que depuis 1890 et 1892, époque où écrivait M. Joanne, de véritables transformations, se sont opérées dans notre industrie. Il mentionnait seulement 1 mine de minerai de fer, d'une superficie de 1.075 hectares ; 12 mines de minerai métallifère (antimoine sulfuré, galène argentifère, pyrite de cuivre,) sur une étendue de 10.189 hectares. Il parlait en outre du marais salant de Porto-Vecchio, d'une étendue de 3 hectares, qui

produisait en 1888, 400 tonnes, d'une valeur de 6.600 francs. Il existe encore aujourd'hui, et sa production a augmenté ; ainsi il donnait en 1900 : 44.940 tonnes, d'un prix de 674.100 francs. Mais combien il pourrait s'agrandir encore, et produire davantage ! N'a-t-il pas autrefois fourni à Gênes, des quantités plus considérables ? L'éminent auteur citait enfin les usines de Toga. Celles-là non, n'existent plus. Délabrées en effet, sans portes ni fenêtres, sans toit, les murailles seules, en subsistent, noircies, loque minable d'un passé glorieux : elles produisaient en effet en 1888, 70 tonnes de fer, évaluées 14.000 francs. En 1850, avec ses 4 hauts fourneaux, consommant 38.000 tonnes de minerai et de charbon de bois, elles avaient livré au continent, 13.000 tonnes de fonte. Plus d'usine métallurgique à Solenzara, où travaillaient jadis 500 ouvriers, et qui produisaient 6.000 tonnes. Plus d'usines à Porto ! Aujourd'hui, dans le chapitre VII de son rapport, réservé aux usines métallurgiques, M. Rigaudias a pu inscrire néant. Mais demain, Toga, Solenzara auront reparu à Francardo !

Et ces souvenirs du passé évoquent à nos esprits, les temps affreux où misérable, souffreteuse notre industrie respirait à peine. De ci de là, au fond de l'unique pièce de la maison, à la faible lueur d'une lampe fumeuse, des femmes filent et tissent en devisant : dans les rues étroites et longues, des deux côtés sont les boutiques où pâles, fatigués d'un long labeur, des cordonniers travaillent ; et dans la cam-

pagne, au milieu de grosses branches noueuses et des copeaux de bois, les manches relevées, un homme, la hache à la main, qui taille une charrue ; l'on était ainsi habillé, chaussé, nourri ; mais depuis tout a vivement progressé et nos désirs et nos besoins. On ne veut plus aujourd'hui de ce « pilone » ancestral : la terre, par des récoltes moins abondantes, se rebelle contre ce viol annuel dont elle est victime ; notre charrue étrusque la brise, la déchire, mais ne la féconde point ! Et les bottiers soucieux de satisfaire les désirs de leur clientèle plus difficile, font venir du continent, les cuirs achevés qu'ils ne pourraient point trouver près d'eux. Tout ainsi maintenant nous vient d'autre part : habits et aliments, et l'importation en augmente chaque année !

Donc en Corse l'industrie périlite ; donc il n'y a point d'industrie ! Voilà ce que disent, à un large intervalle l'un de l'autre, et Volney et Clavé ! Aussi bien le peu de consommation de houille qui y est faite, vient, semble-t-il étayer leurs convictions. « En Corse, dira Joanne, on n'en consomme que 7.000 tonnes d'une valeur de 204.300 francs ». Soit : mais depuis ces sévères observations, la consommation de houille s'est activée : elle est en 1906 de 93.000 quintaux environ ; elle avait été en 1905 de 99.788 quintaux métriques. Nos établissements industriels, ont beaucoup augmenté. L'on en compte en 1904 :

		ayant de 1 à 4 ouv.	de 5 à 10	de 11 à 20
Industries de	Transformation.....	1607	174	32
	Manutention..	130	29	6
	Transports..	827	48	8

Ajoutons-y le nombre que nous connaissons déjà, des industries extractives, mines et carrières, et nous pouvons affirmer que notre industrie, qui emploie 137.339 personnes des deux sexes, ne mérite plus pareil dédain !

V

Mais l'état amélioré de notre industrie, ne doit pas être pour elle, une Pavié heureuse, où indéfiniment elle s'oublierait ! Non, une tâche très vaste lui incombe toujours. Il faut que là où elle existe déjà, elle s'améliore encore, et qu'elle pénètre enfin, dans les domaines qui lui furent jusqu'ici, imprudemment fermés. Les industriels, s'ils veulent vraiment faire œuvre à la fois de spéculateurs habiles et de bons patriotes, devront risquer de plus forts capitaux dans leurs exploitations existantes et pour l'établissement d'autres industries nouvelles. C'est le premier moyen d'avoir en Corse un avenir industriel plus fécond. Le second est de donner à la population de l'île, une éducation industrielle. Partout existent de nombreuses écoles primaires supérieures : les jeunes gens, y viennent acquérir les premières notions du métier, dont ils vivront plus tard. On explique, à leur curio-

sité ardente et réfléchie, comment on manipule le fer, comment on fait des montres ou des serrures, comment on construit les meubles. Et ils deviennent après, d'excellents horlogers, de prudents fondeurs, d'habiles serruriers, etc. L'utilité de ces écoles industrielles a paru si grande, qu'aujourd'hui beaucoup de villes, très importantes ou même secondaires, en sont dotées : et de nombreux élèves, assidûment, en fréquentent les cours. A leur tour, ceux-ci deviendront plus tard professeurs. Par un apprentissage sérieux, ils pourront inculquer à leurs jeunes apprentis, ces mêmes notions savantes, qu'on leur avait apprises, et qui de toute profession, savent faire un art. Ainsi le degré de l'instruction, toujours s'élève ; c'est le flot de la marée montante qui va permettre de renflouer le navire, de sauver l'industrie d'une routine énervante, de la faire prospérer.

En Corse nous n'avons point de pareilles ressources. Aucune école industrielle n'existe, permettant aux jeunes gens de s'instruire vite et bien. Ils pourront toujours faire des agents de la force publique, des bureaucrates. Ils ne sauraient être cependant bons forgerons, ou utiles tonneliers. Comment connaîtront-ils les principes de leur métier, ses différentes applications ? L'apprentissage ? aller pendant deux ans dans la forge du village ou dans la fabrique du pâtisier ! Autre part, c'est là sûrement un système louable : il ne saurait donner en Corse, que de lamentables résultats ; car les maîtres d'aujourd'hui, ignorent tout ou presque de leur métier ; et ce qu'ils font, n'est toujours

que de la besogne imparfaite ; sauf ceux qui l'ont consciencieusement appris sous l'habile direction de patrons expérimentés, très rares ; et ceux qui embrassent une profession où le progrès a déjà dit son dernier mot et dont la routine en a épelé l'un après l'autre, et très longtemps, tous les détails : la chaussure par exemple !

Aussi ce vide, inquiétant pour l'avenir économique de notre industrie, veut être comblé. On s'en est aperçu déjà ; le concours d'emballage, organisé par le Syndicat agricole de la Corse, ne l'a-t-il pas été dans cet esprit ? pour dire aux Corses qu'il ne suffit pas de produire, mais qu'il faut aussi savoir présenter ses produits au public ; et leur montrer *de visu*, leur faire entendre de la voix de personnes autorisées, comment les emballages devaient se faire, pour être légers et solides. Aussi de jeunes Corses sont déjà partis à l'Ecole nationale de Vannerie de Fayl-Billot ; ils reviendront demain, instruits ; dans leur pays, et par leurs conseils que dicteront l'expérience et le savoir, ils feront naître d'autres vanniers : ainsi se communiquera, de proche en proche, cet art qui pourra rapidement devenir une florissante industrie !

De plus, l'organisation de véritables écoles, de caractère professionnel, a été officiellement traitée à Sartène. Le conseil municipal a même voté l'acquisition d'un immeuble, destiné à recevoir une école primaire supérieure de garçons. Ajaccio a suivi ce noble exemple. Son conseil municipal a aussi décidé

d'annexer au collège de la ville, des sections techniques, disposant d'ateliers spéciaux, qui permettraient de travailler le fer et le bois. Enfin le conseil municipal de Corte, quand il aura installé son collège dans un plus vaste immeuble, adoptera à son tour cette intelligente tactique. Ce sera encore insuffisant : combien ne seront pas appelés ainsi, à jouir des multiples bienfaits de l'enseignement professionnel ? Qu'on nous accorde donc, sur ce même budget, qui a fourni les sommes élevées pour établir tant d'écoles industrielles, un crédit suffisant pour en créer en Corse, et permettre ainsi à nos adolescents d'être tailleurs ou ciseleurs, si tel est leur plaisir, et non plus seulement sous-officiers rengagés, aux colonies ou expéditionnaires dans un ministère !

Nous n'avons pas chez nous, ces gros industriels, qui dans leurs propres ateliers, font apprendre sous la conduite de professeurs instruits, aux fils de leurs ouvriers, aux enfants de leur ville, gratuitement, leur tâche de demain ! Que l'Etat s'intéresse donc à nous. Qu'il veuille, et nous aurons ces écoles primaires supérieures. Qu'il veuille, et nous aurons aussi une école pratique de commerce et d'industrie. Celle-ci saura faire des jeunes Corses de bons contremaîtres ; celle-là des comptables expérimentés. Mais les avantages de cette école, ne sont pas tous énumérés en ces brèves lignes. On nous a doté d'une école pratique d'Agriculture, nous avons déjà dit les heureux résultats qu'elle avait permis d'obtenir ! Mais aujourd'hui il faut savoir, non seulement obtenir des pro-

duits, mais encore les exploiter, les soigneusement façonner ; dans tout agriculteur, devrait exister aussi un commerçant et un industriel. Cela surtout pour la Corse où les procédés de trituration de certaines denrées sont si primitifs. Puis il faut s'assurer de leur vente rémunératrice, et en ce temps de concurrence effrénée, une légère erreur sur le prix de revient, sur le prix de vente, peut entraîner la perte d'une maison, même bien établie. Des hommes qui produiraient habilement, d'autres mettant en œuvre ces denrées pour en obtenir des produits achevés excellents, d'autres enfin, sachant trouver les consommateurs et les leur livrant à un taux avantageux, sans fraude aucune et sans tromperie, voilà certes une perspective heureuse qu'il nous serait permis d'envisager alors, pour notre état économique.

La main-d'œuvre, plus expérimentée de nos femmes, aiderait aussi à notre prospérité industrielle. On ne leur avait dit de faire jusqu'ici, que des études générales : elles ne voulaient être toutes qu'institutrices ! Or cette porte va être aujourd'hui fermée aux modestes ambitions de nos jeunes filles. « J'estime donc, qu'il est de notre devoir de dire et de redire aux jeunes filles de ce département, que celles, qui auront perdu toute chance d'entrer à l'école normale, devront renoncer à devenir institutrices en Corse, même si elles sont pourvues du brevet supérieur. » Voilà ce que confesse dans son rapport, M. Le Teo, vice-recteur. Or, il n'y avait à l'Ecole normale en 1905 que 41 élèves internes et 13 externes : 54.

Et le nombre des élèves fréquentant l'école publique des filles est de 17.564 ! 441 vont dans des institutions privées. Toutes n'ont pu certes, prétendre au brevet supérieur. Mais combien aussi, luttent pour l'avoir ! Rien qu'à Ajaccio et à Bastia, on a compté 350 aspirantes au brevet élémentaire ; et une centaine à peine ont été reçues. A Calvi, à Corte, à Sartène, même affluence et mêmes déceptions. Que deviendront-elles, celles qui ont échoué, même celles qui ont réussi ? Elles lutteront encore, celles-ci pour conquérir d'autres diplômes, celles-là, pour effacer leur échec, par une brillante réussite. Et plus tard, puisque les diplômes seront inutiles, elles vivront chez elles, petites dames, ayant horreur de tout autre occupation, qui ne serait pas de la dentelle à faire ou quelque roman à lire ! Et leurs familles qui auront tant dépensé pour les faire heureuses, les auront rendues plus misérables. Qu'on arrête donc pareil mouvement ! M. Le Théo a raison : qu'on ouvre plutôt à ces jeunes activités, à ces nouvelles intelligences, d'autres horizons moins décevants. Qu'on établisse chez nous, comme on en voit en Suisse et sur le continent, des magnaneries écoles, des écoles ménagères, des écoles fruitières, des industries laitières. Et nos jeunes filles seront heureuses de les fréquenter, sûres d'éviter ainsi la désillusion et le mortel ennui, et de pouvoir plus tard, employer lucrativement leurs heures : elles sauront apporter ainsi dans leurs futurs ménages, des connaissances pratiques nécessaires ; ou bien encore, avec une connaissance approfondie

des procédés modernes, reprendront les vieilles habitudes d'autrefois ; à nouveau fileront, tisseront, ou même feront de la dentelle et de la broderie, ajoutant ainsi un facteur important à notre avenir économique, qui nécessite le groupement, l'activité, de toutes les forces vives du pays.

Voilà ce que devrait être l'industrie de demain. Une saine émulation se devinera partout alors ; dans les familles, tandis que la mère, matinale, vaquera aux soins du ménage, la fille ira à la filature, le fils à l'école professionnelle, le père aux champs. Au large ou dans les bois, accrochées aux montagnes où fuseront parmi les pins, leurs hautes cheminées, où commodément installées dans la plaine, entre des produits divers et abondants, des usines nombreuses, les rassemblant tous, les broieront bientôt entre leurs puissants étaux, pour en tirer de l'or et du bonheur !

COMMERCE

*Principales marchandises importées
pendant l'année 1906*

DÉSIGNATION des marchandises.	UNITÉS	IMPORTATIONS		
		de l'étranger	de la métropole	Total
Bœufs	Tête	70	4	74
Vaches	»	37	467	504
Saindoux	kil.	8	50.664	50.672
Œufs de volaille....	»	9.121	21.661	30.782
Fromages.....	»	97.564	145.736	243.300
Poissons salés et con- servés.....	»	59.933	261.754	321.687
Froment { grains... Quintal		5.615	7.075	12.690
{ farine....	»	43.892	181.782	225.674
Riz.....	kil.	344.193	305.389	649.582
Pommes de terre...	»	218.062	936.569	1.154.631
Sucre.....	»	1.329.493	1.379.867	2.709.360
Café.....	»	491.512	2.327	493.839
Poivre et piment....	»	26.880	616	27.496
Tabac.....	»	149.504	58.910	208.414
Huile d'olive.....	»	165	17.795	17.960
Huile d'arachides...	»	100	155.843	155.943
Fourrage et son....	»	1.905.224	797.517	2.702.741
Vin ordinaire.....	Litre	268.026	781.301	1.049.327
Eau-de-vie et alcool.	»	9.784	756.502	766.286
Bière.....	kil.	16.717	561.895	578.612
Bois commun { brut. 1.000 k.		10	25	35
à construire / scié..	»	12	1.968	1.980
Matériaux.....	Quintal	200	122.746	122.946
Houille crue.....	»	78.205	14.720	92.925
Huile de pétrole....	Hectol.	2.175	7.768	9.943
Fers et aciers.....	kil.	2.935	926.276	929.211
Savon.....	»	260	1.131.340	1.131.600
Chicorée.....	»	300	131.281	131.581
Poterie, vers et cris- taux.....	»	40.212	923.167	963.379
Cordages et ficelle..	»	2.865	50.473	53.338
Tissus.....	»	18.540	983.357	1.001.897
Papiers et ses appli- cations.....	»	6.945	538.171	545.116
Peaux préparées...	»	746	319.825	320.571
Machines.....	»	87.178	72.394	150.572
Ouvrages en métaux	»	19.623	1.202.715	1.222.338
Ouvrages en bois (y compris les meu- bles.....	»	3.209.797	1.702.420	4.912.217

*Principales marchandises exportées
pendant l'année 1906*

DÉSIGNATION des marchandises	UNITÉS	EXPORTATIONS		
		à l'étranger	dans la métropole	Total
Bois commun { brut.	1.000 k.	8.172	4.210	12.382
» { scié..	»	1.732	1.217	2.949
Bois d'ébénisterie (buis).....	kil.	155.380	1.094.770	1.250.150
Charbon de bois....	1.000 k.	4.798	68.512	73.310
Châtaignes et leurs farines.....	kil.	1.435.896	2.527.782	3.963.678
Citrons, oranges et leurs variétés.....	»	505.922	70.566	576.488
Drilles, chiffons....	»	148.570	46.908	195.478
Eaux minérales....	»	4.955	129.061	134.016
Ecorce à tan.....	»	1.767.190	141.100	1.908.290
Extrait de châtai- gnier.....	»	20.773.537	1.589.164	22.362.701
Fromage.....	»	14.954	680.507	695.461
Fruits de table frais et secs.....	»	93.870	281.729	375.599
Fruits confits.....	»	11.114	44	11.158
Gibier mort.....	»	»	34.353	34.353
Graines à semer	»	30.200	282.625	312.825
Huile d'olive.....	»	25.058	3.910.621	3.935.679
Laine en masse....	»	20.540	146.047	166.587
Liège brut.....	»	133.000	1.425.623	1.558.623
Légumes frais.....	»	55.324	542.395	591.719
(d'antimoine	»	185.700	»	185.700
Minerais de cuivre...	»	445.669	162.277	607.946
(d'arsenic...	»	»	»	»
Os, cornes de bétail.	»	»	69.897	69.897
Peaux brut.....	»	174.494	126.743	301.237
Poissons.....	»	61.090	125.481	186.571
Soie en cocons, grè- ges, etc.....	»	7.036	10.388	17.424
Vin ordinaire.....	Litre	14.522	348.377	362.899
Chevaux.....	Tête	5	181	186
Juments.....	»	»	69	69
Mules et mulets....	»	1	32	33
Anes et ânesses....	»	»	2	2
Bœufs.....	»	»	165	165
Vaches.....	»	»	6	6
Veaux.....	»	»	12	12
Brebis et moutons...	»	»	234	234
Chèvres.....	»	»	26	26
Porcs.....	»	»	399	399

Ces chiffres vous ont fait largement connaître, l'état commercial de la Corse. N'avez-vous pas éprouvé en les lisant, une profonde tristesse ? et si vous pensiez d'abord que notre île pouvait, économiquement, se relever très tôt, n'êtes-vous pas en proie maintenant, à un réel découragement ? Non, certes notre commerce n'est point satisfaisant ; et M. Vermesch, inspecteur des douanes, chef du service en Corse, pouvait sans crainte l'affirmer, dans son rapport à M. Chaleil, préfet. Ce dont il y a lieu de se plaindre, ce n'est pas la rareté du trafic ou son peu d'importance : non point. Il augmente au contraire ; chaque année il devient plus considérable. Ainsi les droits sur les importations, perçus par la douane, étaient en 1904 de 914.324 francs, en 1905 ils étaient de 1.177.456 fr. et en 1906 on constate encore une sensible augmentation de 131.907 francs.

Nous déplorons au contraire son excessive activité, la trop grande affluence de produits continentaux importés en Corse et consommés. Ils soulignent en effet notre pauvreté ; cette importation était en 1904 de 205.032 quintaux métriques : elle semble augmenter en 1905 : elle est de 210.255. Une hausse persistante se manifeste dans le mouvement commercial de nos principaux ports. Ainsi le port de Bastia en 1904, importait 268.270 quintaux métriques ; il n'en exportait que 156.727 ; en 1905 au contraire, il n'en exporte plus que 103.125, mais il en importe 329.059.

Au fait voici les chiffres, les quantités sont exprimées en quintaux métriques.

	1904		1905	
	Exportation	Importation	Exportation	Importation
Bastia.....	156.727	268.270	103.125	327.059
Ile Rousse....	17.115	43.765	12.984	41.741
Bonifacio....	14.843	23.635	11.740	27.016
Porto-Vecchio.	35.685	2.982	22.092	3.007 (1)

Dans tous les ports, nous constatons donc une augmentation sensible de l'importation en même temps qu'une baisse de l'exportation, et cette constatation est fâcheuse. Nous ne voulons pas avec les Physiocrates maudire les importations — toutes les importations — parce qu'elles appauvrissent un pays en lui enlevant son numéraire. Non, la conclusion serait fausse. Quand au contraire, on importe des produits à manufacturer, quand on achète des outils ou des machines, quand on reçoit de la houille ou du fer, les importations, loin de diminuer la richesse d'une nation, la développent : elles sont donc désirables. Mais malheureusement, telle n'est point notre situation. On ne trouve, dans cette longue liste de 27 articles importés, que de très rares produits, pouvant servir à l'alimentation industrielle.

1. Ces chiffres sont établis d'après les importations en Corse de marchandises françaises ou francisées, et d'après les exportations faites de Corse directement sur la France.

A peine y relevons-nous des machines et mécaniques, pour un prix de 67.000 francs, des bâtiments de mer en bois, d'une valeur de 36.000 francs, des fils de jute, de coton, des sels de plomb et produits chimiques à base de plomb, enfin de la houille crue pour une valeur de 170.000 francs. En 1906 de la houille encore, du fer et de l'acier, des machines.

Tous les autres produits importés, ne sont propres qu'à l'habillement ou à l'alimentation : ce sont des denrées alimentaires ou des ouvrages fabriqués. Or la plupart pourraient être, devraient être obtenus en Corse même. Très rares sont, en effet, les articles que nous serions obligés d'importer, si notre agriculture et notre industrie étaient plus développées. Ainsi les tabacs en feuilles ou fabriqués, les meubles et ouvrages en bois, les bœufs, vaches, saindoux, œufs de volaille, fromages, poissons, froment, riz, pommes de terre, sucre, huile d'olive, matériaux, savons, poteries, tissus, peaux fabriquées, etc., toutes ces denrées, toutes ces marchandises, nous devrions les produire ; nous devrions même, non seulement suffire à nos besoins, mais fournir aussi un excédent à l'exportation. Nous les achetons cependant et nous dépensons ainsi des sommes élevées.

Il est juste de remarquer cependant, qu'une légère amélioration semble se produire : entre les chiffres transpire un réel progrès. Aussi nous avons en Corse des ports, où l'importation est assez faible, comparativement à l'exportation ; et mieux encore, tandis

que celle-ci augmente, celle-là baisse (les quantités seront toujours exprimées en quintaux métriques.)

	1904		1905	
	Exportation	Importation	Exportation	Importation
Ajaccio...	88.769	165.784	111.259	140.391
Calvi.....	23.241	15.218	16.648	10.254
Propriano.	90.514	50.561	100.327	62.902

Mais il devient nécessaire maintenant de ne plus considérer seulement les quantités ; il nous faut au contraire, étudier les valeurs qu'elles représentent. Nous y trouverons un élément de prospérité pour l'île. En effet tandis que la valeur de l'importation baisse, celle de l'exportation hausse et non seulement tout déficit disparaît, mais même, rare bonheur, apparaît un excédent pour les exportations : les valeurs seront exprimées en milliers de francs.

	1904	1905
Importations.....	4.032	3.928
Exportations.....	5.705	7.702 (1)

Cependant il n'y a pas lieu de trop s'en féliciter : cet excédent, n'est point un excédent réel. Beaucoup de produits en effet, importés du continent français ne sont point ajoutés au total de nos importations, ce qui en diminue la valeur (2). Le commerce Corse-

1. On ne s'est toujours occupé que du commerce spécial.

2. A la direction des douanes, si on connaît le poids total des importations de la France en Corse, (et le mouvement des ports, déjà étudié, nous l'a laissé deviner), on en ignore cependant la valeur

France tend pourtant à s'égaliser, et ne sera plus bientôt — un commerce passif.

Ne soyons donc pas trop exigeant, autrefois notre état commercial était bien plus mauvais. Voici les chiffres que nous donne dans son intéressant ouvrage, *Géographie économique et politique de la Corse*, M. Girolami-Cortona. « Année 1887 : le commerce extérieur de la Corse a été évalué à environ 46.072.250 francs dont 36.614.971 d'importations et 9.457.279 d'exportations. Le déficit était donc considérable ! » Si nous remontons plus haut, toujours le déficit apparaîtra, mais contre notre attente il apparaîtra moindre. En 1858 M. Jean de la Rocca nous donnait les chiffres suivants : « On peut évaluer à 3 millions $1/2$ le chiffre des exportations et à environ 9 millions le nombre des importations. » Malgré qu'ils ne soient pas rigoureusement exacts, il est certain qu'ils expriment une chose vraie : l'importation en Corse était de beaucoup plus importante que l'exportation. Et on le comprend très bien : « Le commerce — a dit justement Blanqui — ne pouvait manquer, de se ressentir de la faiblesse, ou plutôt de la nullité du développement industriel : il est réduit en Corse aux proportions les plus exigües, si tant est qu'on puisse donner le nom de commerce, à des spéculations sans étendue et sans portée. » Il fut un temps où cependant le commerce de la Corse pouvait paraître favorable, c'était en 1853. M. Conti en avait ainsi établi

le bilan. Aux recettes étaient portés les exportations, les subsides accordés par l'Etat, les contributions et recouvrements divers : le total en était de 9.565.000 fr. Les dépenses fixées à 9.565.000 francs se subdivisaient ainsi : importations, 8.565.000 francs, salaires emportés par les Lucquois, 1 million. Ainsi les chiffres étaient égaux, mais voici comment le savant auteur les commente : « La balance de ce bilan démontre que les sommes qui sortent de Corse sont égales au montant de ses recettes, qu'il n'existe par conséquent aucun excédent qui puisse être employé à l'augmentation de ses produits. » Donc jamais auparavant, l'état commercial de la Corse ne fut prospère. Aujourd'hui au contraire, avec les rares, mais réels progrès que nous avons constatés dans notre industrie, dans notre agriculture, il s'est beaucoup amélioré.

Les dépenses énumérées par M. Conti ont en effet diminué. Les Lucquois d'abord, qui deviennent moins nombreux dans notre île, n'emportent plus chez eux d'aussi fortes sommes. Ils y perçoivent beaucoup d'argent soit, mais ils y en dépensent aussi. Ils y font diverses emplettes, ils s'y nourrissent. Aussi bien la Corse n'a-t-elle pas le droit d'ajouter à ses recettes les fortes sommes données aux nombreux militaires ou fonctionnaires retraités, qui habitent son sol ; les revenus des gens riches qui la traversent, et même les mensualités que reçoivent, de leurs membres employés au loin, les familles résidant toujours dans l'île ? Elles suffisent, à non seulement faire face à la dépense, qu'exigent de nous les salaires des

Lucquois, mais compensent en outre et annulent une grande partie de nos importations.

Le chiffre de ces importations ne va plus d'ailleurs tarder à s'effacer aussi. L'élan est donné : la consommation est devenue plus large. Les touristes qui, en foule, traversent notre île ; les hivernants ; les voyageurs qui y passeront aussi, quand les services maritimes dont on réclame l'organisation entre l'Algérie, la Tunisie, la Corse et la France seront enfin adoptés ; la caserne de marins que l'on projette de faire à Bastia, etc. voilà des stimulants à la production ! Et nos agriculteurs courageusement se sont mis à la tâche. Ils s'efforceront de produire en larges quantités, des céréales, des bestiaux, des fromages, des huiles. Et peut-être verrons-nous bientôt ainsi, la complète réalisation de ces agréables prophéties, trop utopiques pour l'époque, émises en 1858 par J. de la Rocca : « Les huiles sont abondantes et le seront encore davantage par la multiplication des plantations d'oliviers : nous pouvons affirmer, sans craindre de nous tromper, que la Corse exportera pour plus de 15 millions de francs d'huile, dans vingt ans d'ici » et plus loin : « La Corse peut produire annuellement 300.000 hectolitres de vin : la consommation des habitants est évaluée approximativement à 150.000 hectolitres. La Corse pourra exporter annuellement au moins 100.000 hectolitres de vins fins de dessert. En admettant qu'on se borne à vendre ce vin à raison de 80 francs l'hectolitre, il rentrera encore 8 millions de francs. »

Mais déjà nos exportations augmentent considérablement, nous l'avons vu. L'augmentation rapide et progressive de certains articles d'exportation est surtout à noter : ainsi les extraits de châtaigniers : tandis qu'on n'en exportait en 1904 que pour 2.314.000 francs, on en exporte en 1905 pour une valeur de 3.158.000 francs. Aux usiniers nous devons bientôt une grande fabrique de tonnellerie, qui ajoutera encore à nos exportations, ou tout au moins diminuera nos importations. Grâce aussi à leur importante subvention, les châtaigneraies développées et agrandies donneront de plus abondantes récoltes. L'exportation des fruits de table était encore en 1904 de 546.000 francs ; elle est en 1905 de 1.234.000 francs. Elle va certainement progresser ; on veut obéir en effet, aux utiles indications données. Ainsi une grande partie de nos vastes vignobles, va être greffée en raisins de table, qui sont aujourd'hui très recherchés par le commerce, et peuvent se vendre à des prix très rémunérateurs, de 40 à 60 francs les 100 kilos. Ce développement en outre sera énormément profitable à la bonne vente des raisins de cuve. Il nous faut encore ajouter à nos articles d'exportation, d'autres articles nouveaux : ainsi nous n'y voyons pas figurer le miel ; or c'était là pour nos aïeux une grande richesse. Si nous en croyons les historiens, les Romains tiraient annuellement de la Corse, 100.000 livres de très belle cire : elle était estimée autant que celle de Carthage ! Les produits de la chasse, devraient aussi occuper dans notre exporta-

tion une plus large place : les produits de la pêche surtout. Les Romains appréciaient beaucoup nos poissons.

Essayons même de ranimer cette pêche du corail, qui assurait autrefois l'existence de tant d'individus, et procurait à l'île entière, des ressources importantes. La pêche du corail en Corse, voilà certes une intéressante histoire et M. Forcioli-Conti l'a bien étudiée dans son livre : *Notre Corse !*

Produisons donc beaucoup, et sachons enfin présenter nos produits, de façon agréable et soignée. Ne craignons rien, les débouchés ne sauraient nous manquer. Les fruits que notre terre nous donne sont excellents : tous ceux qui ont pu les apprécier, les ont reconnus comme tels. La grande foule pourtant les a toujours méprisés, ou plutôt ignorés : ses préférences allaient aux produits d'autres sols. Mais nous avons su vaincre cette indifférence : aujourd'hui on s'intéresse à nous ; nous avons pu glisser plus profondément, dans la masse des consommateurs de plusieurs villes, dans plusieurs nations, nos primeurs, nos fruits de table, nos fromages, nos vins ; et notre clientèle s'est élargie. Nos produits sont demandés de partout à présent : ceux même, qui les avaient sévèrement jugés autrefois, reviennent sur leurs appréciations partiales ; et tandis que le jury parisien, leur accordait au dernier concours, de hautes récompenses, ou même les classait hors concours, les négociants les réclament aujourd'hui avidement. Ils viennent nous les arracher des mains, ils arrivent les prendre

dans nos champs. La récolte des olives n'est pas mûre encore, que déjà la Balagne et le Nebbio sont traversés par de riches négociants de Nice ; ils y reviendront quand elle sera mûre : déjà ils ont fait des promesses d'achat, ils ont donné des arrhes ; une très grande partie de l'huile fabriquée leur reviendra plus tard. Plus de vingt mille quintaux de fruits ont été vendus aux Halles de Paris ; notre gibier a toujours été vivement recherché. N'y a-t-il pas lieu d'être satisfait ? Cependant on ne l'est pas ; des personnes se plaignent de cette trop large exportation ! On a pu lire, plusieurs fois, cet été, dans les journaux de l'île, des lettres éplorées, signées de qualificatifs très inquiétants : « Un affamé de la Balagne », ou « un affamé de la ville d'Ajaccio ». Mille requêtes furent adressées en outre, aux maires des villes importantes, au préfet. La cause de toute cette agitation, était le relèvement du prix des denrées : « le pain était vendu au prix de 50 cent. le kilog, la viande 1 fr. 60 ». « Le poisson très cher, disait un des plaignants anonymes, ne peut plus tenter que la bourse des riches. » A l'appui de leurs droits, ils ont même eu la bonne fortune de rencontrer dans l'arsenal des principes économiques, un habit à leur mesure ; une idée qui leur parut être le reflet de la leur. « Ce qui se passe chez nous, affirmèrent-ils, est le renversement de toutes les lois économiques. Pour prospérer, un pays ne doit exporter que les articles pour lesquels il est en surproduction. En Corse, au contraire, on n'a pas assez

de bétail pour l'alimentation insulaire et pourtant on exporte. » Et en hommes avisés, aux maux, ils signalent de suite le remède. Ce qu'il fallait faire pour modifier cette exportation, trop considérable à leur gré, c'était d'appliquer aussitôt des surtaxes aux produits exportés : bœufs, 25 francs; vaches, 15 francs; porcs, 15 francs; cabri, les 100 kil., 20 fr.; langouste, 60 fr., etc.

Qu'ont-ils dû penser, je me le demande, tandis qu'ils lisaient, dans un précédent chapitre, l'urgence pour la Corse, d'avoir des communications plus faciles et plus nombreuses ? Ils maudissent, en effet, les bateaux et les marchands, qui sont venus apporter, disent-ils, dans l'île, qu'ils voulaient coloniser et enrichir, la sauvagerie et la faim. On ne s'occupe plus désormais de son prochain : on vend, on vend tout, pour avoir de l'argent, comme si l'on ne vivait qu'avec de l'argent...

Leurs propositions, assurément, ne sont pas toutes erronées. La hausse du pain en Corse et dans le Midi a été occasionnée par un agiotage éhonté qui s'est pratiqué sur les farines. Les minotiers avaient tenté un total accaparement, et voulu soustraire ainsi, aux habitants affamés, leurs bourses, en leur donnant du pain ! Mais ce n'est plus là du commerce : c'est là un délit ; et il est du ressort du droit pénal et non point de l'économie politique.

Avec l'économie politique, nous affirmons que la hausse des prix, loin de nuire au développement économique d'un pays, y contribue au contraire

puissamment. D'ailleurs écoutons M. Gide : il a parlé de la dépréciation de la monnaie, et il va maintenant en étudier les conséquences : la première est la hausse des prix : « or, affirme-t-il, la hausse des prix est un stimulant utile à la production : elle tient en haleine l'esprit d'entreprise, elle favorise la hausse des salaires, elle agit comme un tonique et est un symptôme de santé économique » (1). Pourquoi voulez-vous donc priver ce pêcheur d'un plus grand profit, le laboureur d'un plus large revenu ? Comment peut-on logiquement forcer un éleveur, par de fortes surtaxes, à vendre en Corse à des prix dérisoires, un bétail qu'il aurait pu céder sur le continent, à des prix avantageux ? Mais c'est tout simplement commettre le crime, que vous condamnez ; c'est enrayer le commerce, c'est supprimer la liberté ! c'est faire de l'accaparement à votre compte. Au nom de quel principe oserait-on le vouloir ? La vie des habitants de l'île ! A-t-elle jamais couru par ce fait un réel danger ? Mais c'est précisément pour assurer, à cette existence de l'habitant de Corse, une plus large aisance et un plus grand bonheur, que nous demandons la levée de toute surtaxe, la liberté commerciale la plus complète. Si vous découragez en effet les producteurs, en ne leur laissant espérer que des prix infimes ; si vous délimitez strictement aux rivages de l'île, l'étendue de leurs débouchés, qu'obtiendriez-vous ? L'abandon rapide de l'agricul-

1. Gide. *Principes d'Economie politique*.

ture, la ruine complète de cette île, que vous vouliez sauver !

« Mais, me direz-vous, ces hauts prix que nous combattons, ne profitent pas aux producteurs ; ils profitent aux marchands, à ces accapareurs sans vergogne, dont la rapacité au gain, égale le peu de scrupules sur le choix des moyens. » Non : si le prix du poisson est plus élevé, si les denrées agricoles sont plus chères, l'agriculteur et le pêcheur, ont tous deux pris part à ces profits. Pourquoi le nier, quand dans nos villages, la ménagère la plus ignorante, saura vous dire : « Je ne peux vous céder cet œuf, ce poulet, à 2 sous ou à 1 fr. 25, car partout le prix a haussé ; je vous le vendrai donc au prix courant ; à 15 centimes et 2 francs. » Et d'ailleurs, si vraiment de si larges bénéfices étaient assurés aux commerçants continentaux, une concurrence toute naturelle, vite s'établirait entre eux tous, qui ferait rapidement baisser les profits, et sagement répartirait les bénéfices entre tous les ayants droit.

Cependant si le producteur vend plus cher, il sera aussi obligé d'acheter plus cher. En définitive quel avantage aura-t-il retiré de sa vente ? L'avantage peut être très sérieux, si l'objet qu'il a vendu est tout à fait différent de celui qu'il va acheter : un agriculteur peut vendre très cher son produit et acheter des tissus par exemple, dont le prix n'aura pas forcément haussé. Sera-ce un produit de même nature ? Mais alors, aura-t-il réellement besoin de l'acheter ? Les agriculteurs corses de quoi peuvent-ils en effet, avoir besoin, qu'ils ne puissent produire eux-mêmes !

Assurez-leur donc des débouchés ; ils vendront beaucoup et achèteront très peu.

D'autres, nous le pensons, souffriront de l'adoption de pareils principes : mais doit-on économiquement leur être agréable ? Non, ce préjudice porté au consommateur et au rentier : « ce préjudice lui-même, dira M. Gide, est un bien. En ce qui concerne le consommateur d'abord, s'il est également producteur, il se rattrape aisément de l'accroissement des dépenses, par la plus-value de ses produits ou de ses salaires. S'il consomme sans rien produire, tant pis pour lui, la hausse des prix le frappe justement. » Ceux qui sont venus, rentés, retraités, vivre en Corse dans l'espoir d'y vivre mieux et à meilleur marché sans y rien faire, seront astreints à une plus grande économie. Qu'importe ? c'est là, pour leur oisiveté, une peine qui n'est point trop sévère !

Ne parlons donc plus de droits de sortie, ni de surtaxes à l'exportation. Autrefois, par crainte des famines, que la défectuosité des transports rendait possible, on défendait la sortie des grains et des denrées de première nécessité ; mais ces principes sont, aujourd'hui répudiés par tout le monde, et si plusieurs nations appliquent des droits à l'importation des produits étrangers, toutes cependant laissent l'exportation des produits nationaux libre, complètement. Suivons donc ces exemples et efforçons-nous, au contraire, de rendre notre commerce plus facile, en renversant tous les obstacles qui peuvent encore l'entraver.

Il y en a malheureusement ; et ils sont nombreux. Qu'on demande l'élargissement de nos ports, un appontement plus vaste à Marseille. A cette heure, en effet, la place réservée aux marchandises à destination de la Corse est si étroite, que maintes fois des charrettes lourdement chargées, ont été obligées de revenir avec leur complet chargement, la place à quai, leur ayant manqué pour décharger. Qu'on obtienne des douanes de Marseille et de Toulon, un zèle moins inquisitorial et plus humain (on connaît les exemples navrants racontés par Valery et Jean de la Rocca, celui-ci voyant au fond de ses malles béantes, le linge de sa femme, ses jupes, ses manteaux, ses jupons, tout neufs, au lendemain du mariage, dépliés, froissés, salis par les douaniers marseillais ; celui-là maudissant cette grossière main, qui pour chercher une hypothétique contrebande, avait brisé ses fines statuettes de Tanagra.) Et quel est le voyageur, qui ne pourrait pas narrer des faits pareils ?

Surtout qu'on nous fasse octroyer un régime douanier, plus libéral, plus juste. Actuellement notre île est soumise à un régime spécial ; mille lois le composent, toutes promulguées à des dates différentes. La base s'en trouve pourtant dans celles du 21 avril 1818, 17 mai 1826, 26 juin 1835, 6 mai 1841, 7 mai 1881. « Les produits naturels de la Corse, et les produits de son industrie ou de ses fabriques, désignés par des lois spéciales, sont admis en franchise en France. » A-t-on remarqué ce qu'il y a de draconien dans cette mesure ! et a-t-on réfléchi sur les désastreuses consé-

quences, auxquelles elle donne lieu ? tous nos produits ne peuvent pas rentrer en franchise sur le territoire français ! des lois spéciales sont nécessaires ; mais les péages n'ont donc pas tous disparu, et les grandes fermes existent encore ! Pour nous, Corses, il n'y a point eu suppression, mais un simple changement. C'est la France qui est devenue une grande ferme et c'est sur la côte méditerranéenne que se sont concentrés tous les péages ! Un département quelconque du continent, avec en plus la commodité et le bas prix des transports, n'a aucun droit à supporter pour l'exportation ; et les droits à l'importation, il ne les supportera souvent, qu'à des doses insignifiantes. La Corse les supporte tous deux : elle aura à payer des frais de transport considérables, pour les produits importés sur son sol : elle aura aussi à s'imposer de fortes dépenses, pour régler le fret de ses exportations, et même dans ce cas, au fret lourd s'ajoutent souvent des droits d'entrée. On ne se montre pas plus sévère pour les produits étrangers !

Et cette sévérité, au lieu de fléchir, chaque année au contraire devient plus grande. Successivement on nous a fait payer des droits sur les alcools et sur les produits à base d'alcool, en 1897 ; sur les cartes à jouer, sur les sucres, en 1903. On connaît le grand préjudice, que va causer à la Corse, l'application de la loi du 18 mars 1907. En outre par des décisions législatives successives, on imposait à leur entrée en Corse, aux produits étrangers, d'abord exempts, les droits du tarif continental selon l'origine et la

provenance : ainsi en 1902 pour les meubles et les huiles ; en 1903, pour le lait concentré, etc.

2° Mais il y a a cela, dit-on, une contre-partie. La Corse jouit d'avantages précieux et réels. Lesquels ? Dans son commerce avec l'étranger. Pour toutes les marchandises en effet, importées en Corse et originaires des pays étrangers, quand elles sont taxées au poids, la portion du tarif continental, qui excède 6 fr. les 100 kilos, est réduite de moitié. Ces avantages sont bien limités ! toutes les marchandises originaires de l'étranger, taxées autrement qu'au poids, sont soumises en effet à leur entrée en Corse, à l'intégralité des droits, applicables sur le continent ! D'ailleurs tous ces avantages qu'on nous accorde, ne nous sont-ils pas nécessaires ? La Corse aujourd'hui, nous l'avons vu, ne peut pas se suffire encore à elle-même ; elle a besoin essentiellement, de produits tirés de l'extérieur. Et a la satisfaction de tous ses besoins, la France, seule ne pourrait y subvenir. On est donc obligé d'avoir recours à l'étranger ; mais si aucune faveur ne l'y incite, si aucune diminution de droits ne lui est accordée, pourquoi exporterait-il ses produits dans une île qu'il sait, pauvre et peu peuplée ? Il préférera certes, à égalité de charges, aller vers des ports plus larges, exporter dans de plus vastes pays, où en présence de débouchés plus étendus, sa vente sera plus certaine. « Oh ! L'Italie viendra toujours y exporter ses produits ! » C'est possible : cependant la Corse a aussi des relations commerciales, avec des pays autres que l'Italie.

Mais non les avantages qu'on nous avait laissé espérer, sont trompeurs. Ils n'existent point en réalité, car toutes les fois qu'un produit étranger, est admis en franchise dans notre île, tout produit similaire de la Corse exporté en France, acquittera des droits à l'entrée. Quel est donc le résultat favorable ? Et si notre consommation est favorisée, notre production l'est-elle ? Pourquoi en vérité cette règle ? On craignait l'entrée en franchise sur le continent français de produits étrangers, qui auraient d'abord passé en Corse. Mais, avec moins de charges pour notre île, des certificats d'origine par exemple, n'auraient-ils pas produit les mêmes effets ? Ils n'ont qu'une valeur relative ! Oui, mais enfin on les a admis souvent, on les admet encore : pourquoi ne les admettrait-on pas une fois de plus quand il s'agit de la Corse ? D'autres solutions pourraient d'ailleurs facilement se trouver ; il suffit de vouloir. Qu'on améliore donc notre régime douanier ! On tiendra compte ainsi, des intéressantes prescriptions, écrites dans l'ordonnance du 5 novembre 1816. « Il ne faut pas isoler le commerce et l'industrie des habitants de l'île, et ne plus diviser des intérêts, qu'il est essentiel de réunir dans l'intérêt général de la France. »

CONCLUSION

Ainsi j'ai terminé : et comme seule récompense à mes efforts, je désire qu'on éprouve à lire ces pages, le même plaisir que j'ai eu à les écrire. J'ai été charmé en vérité, ému, attristé, colère, heureux enfin tandis que je fouillais avidement le passé glorieux de cette île, que j'étudiais son présent, que je scrutais son avenir. On connaît, pourquoi les redire encore, les constatations faites, les résultats obtenus. N'a-t-on pas toujours présentes à la mémoire, les trois CorSES différentes, qui se sont succédé dans le temps, ou plutôt cette même Corse, se présentant dans le cours de sa laborieuse histoire, sous trois divers aspects ?

Elle est irritée d'abord : sauvage, les armes à la mains, ensanglantée, elle lutte désespérément. Elle veut repousser ses cruels ennemis, qui la martyrisent, la torturent continuellement, la violent. Aussi toute à son noble désir, elle abandonne l'agriculture, délaisse l'industrie et le commerce. Elle cherche à acquérir sa liberté : mais devant des forces plus considérables, elle dut enfin se courber, vaincue et impuissante.

Lasse maintenant, épuisée, elle ne peut de suite se mettre au travail ; et d'ailleurs, depuis si longtemps habituée à manier les armes, sa main n'est pas encore très apte à la conduite de la charrue. Mais on l'abandonne, on s'en désintéresse, on ne l'encourage point ; d'elle-même, elle ne se sent plus capable, non, de lutter contre tant d'obstacles, de relever les ruines de tant de siècles. Et ses enfants s'en vont ; ils partent vivre, et s'enrichir ailleurs : ils y reviendront mourir.

Mais bientôt les temps changent : on sonde le sol, on analyse les terres, on évalue les produits ; et tout est excellent, riche, productif. Beaucoup de Corses ne voulurent plus partir. Beaucoup de ceux déjà partis, se hâtèrent d'y rentrer, avec leurs modestes économies. On cultiva la terre. Des vignobles se créèrent ; on vit des moissonneurs lier, en juillet, de lourdes gerbes de blé ; on développa l'industrie, et le commerce enfin s'anima. Des subventions leur furent faites, des facilités de travail, accordées. La Corse fut traversée de quelques routes, elle eut des tronçons de voies ferrées. Mais les progrès étaient faibles encore.

Ils ne doivent pas tarder à s'accroître, à s'affermir. Depuis quelque temps en effet, comme s'ils avaient tous respiré un air saturé de parfums, comme s'ils s'étaient réchauffés à un soleil plus chaud, reposés sous des ombrages plus frais, oubliés devant des panoramas meilleurs, les Corses se sont subitement épris pour leur patrie, d'un amour puissant, d'une

folle passion. Ils la veulent plus grande, plus heureuse ; et groupés, tous réunis, s'efforcent de réaliser leur rêve.

Des industries se créent, nombreuses. L'agriculture tout en maintenant ses positions, fonce de préférence sur des produits plus lucratifs : on soigne les vergers, on cultive les primeurs. Le commerce s'accroît : bien des hôtels vont se créer : ceux existant sont remplis de voyageurs, que le désir du beau, a conduits en Corse ; et le nombre des navires dans les ports, des marchandises sur les quais disent bien haut, les étapes franchies.

Combien il reste à faire pourtant ! avant d'atteindre le but voulu, quel long chemin il faut toujours parcourir ! Mais la volonté commande et l'action est en marche. Sachons attendre et nous verrons... nous verrons bientôt la Corse riche, puissante et prospère. Déjà je me la représente comme une immense « galerie des machines » un jour d'exposition générale ; dans ses ports approfondis et élargis, sont de nombreux navires, coupant les airs de leurs mâts multiples et effilés ; des chemins de fer la sillonnant en tous sens, drainent des amoncellements de produits ; sur ses nombreuses et larges routes des tramways, voitures automobiles, chevaux, ânes, mulets promènent des voyageurs ravis, ou emportent à la hâte des hommes affairés ; l'on voit ici, dans ces champs étendus, mûrir de nombreux épis qui faiblissent sous le poids, et plus loin de vertes prairies où coulent des ruisseaux féconds, où paissent des brebis vigou-

reuses ; tandis que par leurs sifflets stridents et le noir de leur ciel, des usines forcent l'attention. Laborieuses, elles bourdonnent dans les forêts vastes, ou sur le bord de mines explorées. Les villes sont bruyantes et très animées ; les villages, très peuplés ; et tout le monde s'occupe. Là-bas pourtant, au haut de la montagne, près de ce chalet joli, sous de frais ombrages, se mirant dans les eaux claires, deux vieillards, paisiblement, contemplent le spectacle et se reposent. C'est la fortune qui a béni leur travail...

Corses, travaillez donc à la réalisation de ces projets. Hommes au pouvoir, qui vous proclamez souvent des principes de gouvernement de Gambetta, rappelez-vous enfin sa juste parole : « La Corse devrait être un parc en temps de guerre et un jardin en temps de paix. »

Corse, hâte aussi la venue de ce bel avenir. Tu fus jadis, la terre des martyrs, sois à présent, la patrie des heureux. Tu as été la guerrière Cynos, la Corsica farouche ; maintenant, en même temps que l'Île de Beauté sois encore, sois surtout la Corse féconde.

Vu :
Le Président de la thèse
PERREAU

Vu : le Doyen,
Ch. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.....	5
CHAPITRE I. — <i>Aptitudes économiques des Corses.</i> — Importance du rôle économique de l'individu. Ce qu'on dit des Corses. Ce qu'on en pense. Ce qu'ils sont en réalité. Ce qu'ils peuvent devenir.....	II
CHAPITRE II. — <i>La Corse.</i> — Ses richesses. Pourquoi les Corses n'en tirent point profit. Son histoire économique depuis l'antiquité jusqu'en 1769. Après 1769. Les dépenses faites par la France. Ce qu'elle est actuellement. Ce qu'elle devrait être.....	55
CHAPITRE III. — <i>L'Assainissement.</i> — Son utilité. Ancien- neté de la question. Ce qu'en pensent les auteurs. Déplorables effets produits par la malaria. Les progrès obtenus autre part. Les découvertes de la science. Discussion du projet de loi. Assainissement de la côte orientale et de la côte occidentale.....	III
CHAPITRE IV. — <i>Les Routes et Voies ferrées.</i> — Leur utilité générale. Leur étendue et leur entretien en Corse : ce qu'elles devraient être. Ce qu'elles sont en France. Les chemins de fer. Ce qu'ils sont en Corse. Nécessité de les améliorer et de les	

	augmenter. Les résultats qu'on pourrait en espérer.....	134
CHAPITRE V. — <i>Le Tourisme.</i> —	Les différents intérêts qu'on a à le développer. Les ressources qu'en retirent la Suisse et l'Italie. Ses progrès en Corse. L'intérêt pour l'île à être fréquentée. Les améliorations à faire pour le favoriser : création des hôtels. Les conséquences heureuses qu'on pourrait obtenir	173
CHAPITRE VI. — <i>L'Agriculture.</i> —	Etat de la propriété. Diminution de la production. Etat des cultures. Les améliorations à y introduire. Culture des primeurs. Des régions agricoles. Les syndicats et leur œuvre. Les concours agricoles. Enseignement agricole. Reboisement : forêts et châtaigneraies. Leur entretien et leur exploitation. Les revenus à en retirer.....	209
CHAPITRE VII. — <i>L'Industrie.</i> —	Ce qu'elle était autrefois. Industries domestique, extractive, de transformation. Des progrès de l'industrie fromagère. Création d'industries nouvelles. Encouragements à faire. Ce qu'elle deviendra.....	273
CHAPITRE VIII. — <i>Le Commerce.</i> —	Etat actuel. Les améliorations obtenues. Ce qu'il était autrefois. Objets à l'importation qu'il est possible de diminuer. Accroissement plus fort de l'exportation. Ce qu'il devrait être.....	307
CHAPITRE IX. — <i>Conclusions.</i>		327

